

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°300

MARS 2010

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAK : DES LÉGISLATIVES AUX RÉSULTATS INCERTAINS**
- **NEWROZ CALME EN TURQUIE, SANGLANT EN SYRIE**
- **RAPPORT 2009 DE HUMAN RIGHTS WATCH SUR LA SITUATION DES KURDES EN IRAN ET EN SYRIE**
- **ERBIL : DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE MAJEURE ET RESTAURATION DE LA CITADELLE**

IRAK : DES LÉGISLATIVES AUX RÉSULTATS INCERTAINS

Le 7 mars avaient lieu les élections législatives dans tout l'Irak. Aux 19 millions d'électeurs inscrits en Irak (sur une population d'environ 30 millions) s'ajoutait presque un million et demi d'Irakiens expatriés un peu partout dans le monde, qui devaient voter entre le 5 et le 7 mars dans les ambassades de 16 pays.

Le total des candidats était de 6.218, dont 1.801 femmes, se répartissant sur 12 listes regroupant 74 partis. Entre 500 et 600 observateurs internationaux étaient présents, ainsi que 200 à 300.000 observateurs locaux,

pour 10.000 centres de votes et 46.000 bureaux locaux.

Les résultats non définitifs mettent au coude à coude le Mouvement national irakien, mené par l'ancien Premier ministre Iyad Yallawi, dont la liste est créditée de 91 sièges sur 325 sièges. Il est talonné de très près par la coalition État de droit du Premier Ministre sortant Nouri Al-Maliki, qui obtient 89 sièges mais qui a demandé un recomptage.

Un des principaux changements de ces législatives est l'adoption d'un système de listes "ouvertes", où les électeurs pouvaient choisir des candidats individuels dans

chaque liste, au lieu de voter pour la totalité d'une liste "fermée" comme précédemment. Ce système, recommandé par l'UNAMI, avait déjà été utilisé pour les élections des Conseils provinciaux mais c'était la première fois qu'il servait aux législatives.

Autre changement, le nombre de sièges au Parlement est passé de 275 à 325. Selon la constitution irakienne, un siège correspond à 100 000 électeurs, mais il y a des sièges réservés d'office : 8 sièges vont ainsi aux Irakiens vivant à l'étranger et 8 aux diverses minorités religieuses, yézidis, shabaks, chrétiens, mandéens.

Parmi les principales listes, l'Alliance nationale irakienne est une coalition de grands partis chiites, l'Unité irakienne d'Al-Hakim, le mouvement d'Al-Sadr, le mouvement de la Réforme nationale de l'ancien Premier ministre Jaafari, et les partis religieux Dawa et Fadhila. La liste comprend aussi l'ancien ministre du Pétrole Ahmad Chalabi et une coalition des Tribus d'Irak.

État de droit, la liste du Premier Ministre irakien, Nouri Al-Maliki, comprend des membres du parti chiite Al-Dawa en sécession. Bien que se déclarant officiellement laïque et multi-ethnique, les candidats en sont en fait largement chiites, avec quelques petits partis sunnites, chrétiens et kurdes.

Al-Iraqiyya ou Mouvement irakien national, mené par l'ancien Premier ministre Iyad Allawi se présente comme une coalition laïque de chiites et de sunnites, mais dont les grandes figures sont sunnites, avec Tariq Al-Hashimi, vice-président irakien, à la tête de son nouveau parti, le Renouveau, et surtout le controversé Saleh Al-Mutlak, et son Front national du dialogue, dont les liens avec le parti Baath interdit ont failli le faire interdire d'élections par la Haute Commission électorale irakienne.

Al-Tawafuq ou Front irakien de la Concorde, est un parti sunnite qui a perdu sa position dominante par rapport à 2005, au profit de la liste d'Iyad Allawi. Il s'est allié pour ces législatives à un parti sunnite turkmène et comprend plusieurs candidats indépendants.

L'Unité irakienne rassemble le Mouvement du réveil, un parti sunnite qui a remporté la majorité des sièges aux élections provinciales d'Anbar en 2009, le Parti constitutionnel irakien du ministre de l'Intérieur Jawad al-Bolani et un autre mouvement sunnite. Ahmed Abu Risha, le leader du Réveil, menait la liste. Du côté kurde, l'Alliance du

Kurdistan et la liste Gorran ont fait campagne à part, n'ayant pu s'entendre pour se coaliser, contrairement aux législatives de 2005, en raison des relations tendues entre l'UPK et son mouvement dissident.

La campagne électorale a été émaillée de quelques violences dès février, parfois directement dirigées contre des candidats ou des partis, comme Saleh Al-Mutlaq, dont le bureau a fait l'objet d'une attaque à la bombe, ou bien le Quartier général de l'Alliance nationale irakienne. Al-Qaïda a d'ailleurs appelé les sunnites à boycotter ces élections, à grands renforts de menaces, mais sans succès.

Les attaques contre la population civile n'ont pas faibli. Le 3 mars, deux voitures piégées ont explosé à Baquba (Diyala) tuant 33 personnes et en blessant 55.

À Mossoul, plusieurs assassinats et intimidations de chrétiens, des attentats contre des églises, ont fait plus de 20 victimes dans cette communauté et obligé 680 familles à se réfugier temporairement dans la plaine de Ninive, protégée par les Peshmergas kurdes.

Le jour même du scrutin, 38 personnes ont été tuées et 110 blessées à Bagdad, dans des attaques ciblant directement les électeurs. Auparavant des flyers émanant de groupes sunnites en rébellion ont appelé la population à ne pas se rendre aux bureaux de vote. Les attaques ont été principalement menées avec des roquettes, des mortiers, et des bouteilles de plastiques bourrées d'explosifs et dissimulées dans des poubelles, pour contourner l'interdiction d'accès à tout véhicule près des bureaux de vote.

Le bilan fourni par l'Iraqi Body Count Project est d'au moins 228 morts du 12 février au 7 mars.

Nonobstant les violences annoncées contre les électeurs qui allaient braver les appels au boycott, la participation

au scrutin, si elle a été moindre qu'en 2005 est restée relativement importante. Dès février, les intentions de participation au scrutin étaient assez conséquentes. Les sondages officiels faisaient état de 63% d'intention de vote parmi les chiites contre 58% pour les sunnites et 67% chez les Kurdes.

Les résultats préliminaires ont montré une participation nationale de 62.4%, la province ayant le plus voté étant celle de Duhok, avec 80% de participation, suivie par Sulaimanieh avec plus de 70% de participation.

Le dépouillement a été marqué par une grande incertitude dans les résultats, tant les scores respectifs des listes ont été serrés et variables au fur et à mesure que le comptage des différentes provinces avançait. Alors que le 11 mars, 30% seulement des bulletins avait été comptabilisé, la liste du Premier ministre Nouri Al-Maliki paraissait en tête dans 9 des 18 provinces de l'Irak, tandis qu'Iyad Allawi dominait, sans surprise, les provinces sunnites arabes, ce qui a incité peut-être un peu trop hâtivement, des journaux étrangers, comme l'Irish Times à proclamer Nouri Al-Maliki vainqueur avec 100 sièges remportés sur 365. De même, le parti kurde Gorran a été donné vainqueur en se fondant sur les résultats de Sulaimanieh, la ville, alors que la province n'avait pas encore été dépouillée, et l'Alliance du Kurdistan a d'abord été annoncée comme ayant remporté 8 sièges sur 12 à Kirkouk.

Le 12 mars, la coalition État de droit était encore en tête avec près de 179.000 voix, suivie par l'Alliance nationale irakienne avec 160.000 voix, tandis qu'Al-Iraqiyya d'Iyad Allawi en faisait 124.000 et l'Alliance du Kurdistan arrivait en quatrième place avec 100.000 voix. Cet ordre se maintint avec le dépouillement de Bagdad, le 13 mars, même si une percée des Sadristes fut enregistrée à Sadr City, le quartier chiite de la capitale. Mais la liste de Maliki l'emportait dans la

province chiite emblématique de Kerbalah, à Basra et à Wasit.

À Mossoul, Iyad Allawi reculait devant les nationalistes d'Al-Hadhba mais l'emportait à Anbar.

Dans la Région du Kurdistan, l'Alliance du Kurdistan fut donnée sans surprise vainqueur à Duhok avec 170.000 votes, suivie de très loin par l'Alliance islamique (31.000 voix), le parti Gorran n'obtenant qu'un score insignifiant (12.000) dans cette province, bastion historique du PDK. À Sulaïmanieh, alors que Gorran avait d'abord semblé prendre la tête, l'Alliance du Kurdistan repassa devant son rival.

Mais la surprise fut surtout à Kirkouk, où le parti kurde était donné comme largement favori, et qui se retrouva, avec seulement 120 664 voix, légèrement dépassé par la liste sunnite Al-Iraqiyya et ses 123 862 voix. Iyad Allawi apparut d'ailleurs en tête pour tout l'Irak le même jour, en dépassant les listes chiïtes.

Mais le soufflé sunnite devait un peu retomber dès le 17 mars, alors que 91% des bulletins avaient été recensés. À Kirkouk, l'Alliance kurde repassait devant la liste sunnite avec un avantage de 3 198 voix et cet écart devait s'accroître au fur et à mesure que le dépouillement des votes progressait dans des districts à majorité kurde.

De même, Al-Iraqiyya, qui avait dépassé le 17 mars l'État de droit de 9.000 voix, – ce qui avait incité Nouri Al-Maliki à réclamer un recomptage des voix en parlant de « fraude » – se faisait de nouveau battre par 40.000 voix en faveur de la liste chiïte dès le lendemain. Mais le 20 mars, Iyad Allawi dominait à nouveau avec un avantage infime de 8.000 voix.

Par ailleurs, les réclamations et accusations de fraude se sont fait entendre de toutes parts, aussi bien de la part de Maliki contre son rival sunnite que des partis sunnites contre la liste du Premier ministre, ainsi que des Kurdes contre Allawi à Kirkouk, ce dernier leur renvoyant la politesse.

Gorran, dont le score fut faible à Mossoul attaqua de même Al-Iraqiyya dans ce secteur, bien que ce soit surtout la liste Al-Hadhba qui semble devoir l'emporter. Divers partis, kurdes comme arabes, accusèrent aussi l'étranger de manipulations et de fraudes : les USA, l'Iran, l'Arabie saoudite, etc.

Finalement, devant les résultats très serrés entre Nouri Al-Maliki et Iyad Allawi, et sur l'insistance du Premier Ministre, il a été décidé de recompter les votes, au moins pour Bagdad, le 19 avril.

Le Parlement devant élire le Premier Ministre et le président, ces élections portaient aussi sur la gouvernance directe du pays. En toute logique, le poste de Premier Ministre doit revenir au vainqueur des législatives, mais Al-Iraqiyya et État de droit ayant fait un score quasi-identique, les chiïtes de l'Alliance nationale irakienne et surtout les Kurdes se trouvent donc une fois de plus dans la position de « faiseurs de rois ».

Résultats provisoires pour l'ensemble de l'Irak

Province	%	Etat de droit	Alliance nationale irakienne	Iraqiyya	Unité irakienne	Alliance du Kurdistan	Gorran	Union islamique kurde	Islamic Kurdish Society	Tawafuq
Anbar	100%	6,156	4,805	294,420	43,224	n/a	n/a	n/a	n/a	56,171
Babil	100%	231,939	180,193	104,746	15,846	1,167	n/a	n/a	n/a	8,520
Baghdad	100%	903,360	561,659	841,755	29,568	19,732	1,817	946	n/a	53,413
Basra	100%	431,217	237,010	75,387	9,253	n/a	n/a	n/a	n/a	16,511
Dahuk	100%	n/a	179	n/a	n/a	332,951	22,590	59,969	3,075	n/a
Dhi Qar	100%	235,446	244,818	43,706	19,710	334	n/a	n/a	n/a	n/a
Diyala	100%	63,969	85,821	245,025	6,427	47,749	7,976	2,107	n/a	23,463
Erbil	100%	n/a	404	n/a	n/a	458,403	103,397	51,065	62,706	n/a
Karbala	100%	179,517	81,794	36,061	10,852	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Kirkouk	100%	11,862	12,517	211,675	n/a	206,542	30,528	21,772	6,363	15,037
Maysan	100%	102,566	135,319	15,913	5,202	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Muthanna	100%	98,998	71,699	17,712	21,356	1,432	n/a	n/a	n/a	666
Najaf	100%	197,377	152,698	29,652	7,432	524	n/a	n/a	n/a	n/a
Ninewa	100%	15,755	38,693	593,936	53,897	239,109	9,134	4,673	1,237	64,204
Qadisiyah	100%	133,067	133,821	55,030	12,362	805	n/a	n/a	n/a	n/a
Salaheddin	100%	31,026	21,260	233,591	52,942	21,776	2,415	n/a	n/a	60,241
Sulaymaniyah	100%	n/a	188	n/a	n/a	350,283	298,621	103,188	79,149	n/a
Wassit	100%	149,828	129,188	51,003	18,576	907	n/a	n/a	n/a	n/a
Total		2,792,083	2,092,066	2,849,612	306,647	1,681,714	476,478	243,720	152,530	298,226

RÉPARTITION PROVISOIRE PAR GOUVERNORATS ET NOMBRE DE SIÈGES

Gouvernorat	Etat de droit	Alliance					Unity	Union islamique kurde	Komala islamique kurde	Sièges
		ANI	al-Iraqiya	kurdستاني	Gorran	Tawafuq				
al-Anbar	0	0	11	-	-	2	1	-	-	14
Babil	8	5	3	0	-	0	0	-	-	16
Baghdad	26	17	24	0	0	1	0	0	-	68
Basra	14	7	3	-	-	-	0	-	-	24
Dahuk	-	0	-	9	0	-	-	1	0	10
Dhi Qar	8	9	1	0	-	-	0	-	-	18
Diyala	1	3	8	1	0	0	0	0	-	13
Hewler	-	0	-	10	2	-	-	1	1	14
Karbala	6	3	1	-	-	-	0	-	-	10
Kerkuk	0	0	6	6	0	0	-	0	0	12
Maysan	4	6	0	-	-	-	0	-	-	10
Muthanna	4	3	0	0	-	0	0	-	-	7
Najaf	7	5	0	0	-	-	0	-	-	12
Ninawa	0	1	20	8	0	1	1	0	0	31
Qadisiyyah	4	5	2	0	-	-	0	-	-	11
Salaheddin	0	0	8	0	0	2	2	-	-	12
Silemani	-	0	-	8	6	-	-	2	1	17
Wasit	5	4	2	0	-	-	0	-	-	11
Sièges compensatoires	2	2	2	1	0	0	0	0	0	7
Minorités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
Total	89	70	91	43	8	6	4	4	2	325

NEWROZ CALME EN TURQUIE,
SANGLANT EN SYRIE

Pour le Newroz 2010, la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a adressé le 20 mars ses vœux de nouvel an au nom du gouvernement américain et de ses citoyens aux « Iraniens, Afghans, Kurdes, Azéris et aux peuples d'Asie centrale. » Hillary Clinton a déclaré que « le Newroz marquait le début d'une nouvelle année pleine de promesses et de possibilités. Familles et amis se réunissent pour renouer d'anciens liens et faire des projets d'avenir. Aux États-Unis, des centaines de milliers d'Américains feront honneur à cet héritage et à cette histoire.

« L'équinoxe de printemps est un temps de réflexion et de renouveau dans toutes les cultures et les continents, signifiant l'espoir de la renaissance, santé et prospérité. C'est une occasion de se rappeler tout ce que nous avons en commun

– les aspirations que nous partageons tous pour un avenir pacifique et prospère, et pour réaffirmer les droits de l'homme et les libertés fondamentales qui sont un droit inné et universel pour nous tous.

Comme l'écrit la poétesse iranienne Simin Behbahani : « Nous sommes tous des parties d'un même corps, semblable en notre essence. » Par le Newroz, nous honorons ces liens communs.

Nous tournant vers l'année à venir, redoublons d'effort pour promouvoir une compréhension et un respect mutuels. Travaillant ensemble, nous pouvons faire face à des défis communs et saisir les occasions partagées qu'offrent ce nouvel an et ce siècle encore neuf. »

Le discours de la Maison blanche a bien sûr été vu comme un message non dénué d'arrière-pensées politiques à l'adresse des Iraniens et

des Afghans, la nouveauté étant que les Kurdes étaient nommés explicitement.

Au Kurdistan de Turquie, les festivités de Newroz se sont déroulées sans incidents majeurs contrairement à l'année dernière, bien que les récentes vagues d'arrestation au sein du parti kurde BDP aient pu faire craindre de nouvelles émeutes. À Istanbul, une trentaine de personnes dont des adolescents qui brandissaient des drapeaux du PKK et scandaient des slogans pro-Öcalan, ont été arrêtées.

À Yuksekova (Hakkari) et à Diyarbakir les cérémonies ont été, comme d'habitude, importantes et très politisées, rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes. Les mesures de sécurité étaient importantes, avec fouilles et contrôles. À Diyarbakir, plus de 3000 policiers étaient mobilisés et des hélicoptères survolaient la ville.

Si les manifestations ont été pacifiques, le ton des discours, de la part des élus BDP, a été plus virulent et le gouvernement AKP a été directement sévèrement et directement mis en cause pour la tiédeur de ses réformes et l'insuffisance de ses initiatives sur la question kurde.

Selahattin Demirtaş, leader du BDP, a condamné le refus, de la part d'Ankara, de dialoguer avec le PKK. La veille, le Premier Ministre tirc, Recep Tayyip Erdoğan avait pourtant appelé à la « réconciliation », en qualifiant les feux de Newroz de « lumière d'amour, d'amitié et de fraternité, et non de violence et de haine ».

En Syrie, par contre, le Nouvel An kurde a été sanglant à Raqqa, où les forces de sécurité ont tiré sur la foule, faisant un ou deux morts et une quarantaine de blessés. Les festivités étaient organisées par le Parti de l'union démocratique (interdit), et rassemblaient environ 5000 personnes. Selon les partis politiques kurdes locaux, les incidents auraient été prémédités par le Baath lui-même : le général Khalid Al-Halabi, à la tête de la Sécurité de Raqqa et Abdul Razzak Al-Jassim, dirigeant de la Sécurité du Baath dans cette même ville, auraient convenu, une semaine avant le Newroz, d'envoyer leurs hommes aux manifestations afin d'y provoquer des troubles.

Le jour même de la cérémonie, des milices du Baath seraient ainsi venues sur les lieux de la fête en brandissant des drapeaux syriens

et des portraits du président Bachar Al-Assad. Les forces syriennes ont allégué l'existence de drapeaux de l'Union démocratique, du PKK et de portraits d'Öcalan dans le cortège pour justifier l'usage de gaz lacrymogènes et de jets d'eau pour disperser les manifestants, dont certains auraient riposté en jetant des pierres. Les forces de l'ordre ont alors ouvert le feu au hasard sur la foule, tuant peut-être deux personnes, dont un adolescent de 14 ans à coup sûr, et en blessant une quarantaine d'autres.

Parmi les blessés conduits à l'hôpital, dont certains dans un état critique, plusieurs ont été ensuite arrêtés et détenus. Le bâtiment hospitalier lui-même a été cerné par la police et seulement deux des blessés ont pu recevoir la visite de leurs familles.

La plupart des mouvements de défense des droits des Kurdes, Human Rights Watch et Amnesty International ont condamné cet incident et Amnesty International a lancé un appel aux autorités syriennes, craignant notamment l'usage de la torture et de mauvais traitement contre les blessés emprisonnés.

Un membre britannique du Parlement européen a alerté le 23 mars la Commission européenne sur les événements de Raqqa. Emma McClarkin a notamment interrogé l'Union européenne sur les moyens d'inciter la Syrie à cesser ses manquements aux droits de l'homme envers sa minorité kurde.

Human Rights Watch a demandé instamment à la Syrie de faire la lumière sur les tirs de Raqqa : « Les autorités syriennes doivent mener une enquête indépendante sur les tirs des forces de sécurité le 21 mars 2010, qui ont fait au moins un mort et en ont blessé d'autres, au nord de la Syrie » a ainsi déclaré Joe Stork, directeur adjoint du département Moyen-Orient de HRW, avant d'ajouter que les autorités syriennes doivent éviter de transformer les célébrations du Nouvel An en « tragédie ». « Les responsables qui commandaient les forces à l'origine des tirs à balles réelles doivent être traduits en justice. »

L'organisation de défense des droits de l'Homme a par ailleurs confirmé un certain nombre important de blessés en indiquant que le décompte et l'identité exacts des victimes était difficile à établir car les forces de sécurité interdisaient tout accès à l'hôpital.

Human Rights Watch a également rappelé que les incidents meurtriers étaient presque réguliers en Syrie, surtout au moment de Newroz, et que les autorités usaient régulièrement de violences disproportionnées pour contenir ces manifestations : « En mars 2008, les forces intérieures de Sécurité syrienne ont ouvert le feu sur les Kurdes célébrant le Newroz dans la ville Qamishli, la principale ville kurde de Syrie, tuant 3 personnes et en blessant 5 autres » a notamment indiqué Joe Stork, et aucune enquête n'a été menée. »

RAPPORT 2009 DE HUMAN RIGHTS WATCH SUR LA SITUATION DES KURDES EN SYRIE ET EN IRAN

Human Rights Watch-Royaume Uni a publié ce mois-ci son rapport annuel pour 2009, qui étudie notamment la situation des Kurdes, qui continuent de faire face à une politique

d'intimidation et de discrimination principalement en Syrie et en Iran.

En ce qui concerne la Turquie, le rapport suggère au gouvernement d'accorder plus de droits culturels

et spécifiques à ses deux minorités kurdes et roms : « Il y a des indications sur une levée des interdictions encore en vigueur sur l'usage de langues autres que le turc, et la Réglementation des programmes de diffusion turcs a introduit une

législation en septembre permettent d'émettre 24 heures en d'autres langues, à la télévision et à la radio. »

En Syrie, par contre, le rapport se montre beaucoup plus sévère, estimant qu'1,7 million de Kurdes continuent de souffrir de discrimination, d'une absence de représentation politique, et de restrictions sérieuses concernant leur expression culturelle et sociale.

« Il y a tout particulièrement un certain nombre de mesures mises en place pour réprimer l'identité kurde, en restreignant l'usage de la langue kurde en public, à l'école et sur les lieux de travail. Les publications en langue kurde sont interdites ainsi que les célébrations des fêtes kurdes, comme le Nowruz, le Nouvel an traditionnel kurde. »

Le rapport ajoute que 300 000 Kurdes continuent de se voir refuser la citoyenneté, et que le décret présidentiel 49 remet en cause les droits des citoyens kurdes à la propriété dans les zones frontalières, ce décret affectant particulièrement les Kurdes. « Les Kurdes en Syrie se plaignent que cela leur interdit de facto de vendre, d'acheter ou d'hériter de terres. »

De plus, plus de 150 Kurdes ont été emprisonnés pour des motifs politiques en 2009, surtout après des manifestations et des célébrations de Newroz. Le 20 mars 2009, la police a utilisé un bulldozer pour abattre les estrades dressées pour la fête dans cinq villes et villages kurdes.

En dehors de ces arrestations, Human Rights Watch mentionne 19 décès de Kurdes faisant leur service militaire, alors que les corps des victimes portaient des traces de torture ou de blessure par balles qu'elles n'avaient pu s'infliger elles-mêmes.

En Iran, la situation n'est guère plus réjouissante dans le domaine des droits de l'homme ainsi que celui des minorités, tels les habitants de l'Ahwaz, du Khuzistan, du Baloutchistan, du Turkmenistan et, bien sûr, du Kurdistan, qui font tous face à une lourde politique d'intimidation et de répression, allant en s'aggravant.

Le rapport indique que dans les jours qui ont suivi les résultats des élections présidentielles, alors que tout le pays était gagné par la contestation, une série d'exécutions massives a eu lieu dans les prisons des régions frontalières du pays, en guise d'avertissement lancé aux populations locales, sans doute pour les dissuader de prendre part au mouvement. Les Kurdes sont parmi ceux qui ont payé le plus lourd tribut à cette politique d'exécution :

“Le 11 novembre, Ehsan Fattahian a été exécuté après avoir été condamné préalablement à dix ans de prison en exil, sa peine ayant été alourdie en haute cour. Nous exprimons nos craintes que Fattahian ait été torturé en détention, et que son procès ait été entaché d'irrégularités. Plusieurs ressortissants de groupes minoritaires attendent dans les couloirs de la

mort, accusés de terrorisme, de trahison ou d'agissements contre la sécurité nationale. »

Human Rights Watch-Royaume Uni aborde aussi la situation des droits de l'homme en Irak et au Kurdistan d'Irak, en soutenant le Centre indépendant des media au Kurdistan et l'ONG allemande WADI, qui œuvre pour éradiquer la pratique de l'excision dans la région kurde, ceci avec le soutien du gouvernement du Kurdistan et du ministre hollandais des Affaires étrangères.

Le rapport indique que des visites officielles dans les prisons de la Région kurde en novembre 2009 ont montré la volonté du Gouvernement régional kurde pour fournir des installations adéquates et faciliter la réinsertion.

Notant que les violences domestiques et les crimes dits « d'honneur » restent un problème dans tout l'Irak, que des milliers de femmes irakiennes sont tuées ou battues chaque années, HWR prend acte que dans la Région kurde ces crimes sont désormais punis aussi sévèrement que les autres et ne sont pas traités différemment par les autorités judiciaires.

“Les mutilations génitales féminines [FGM] sont aussi très répandues. Mais le Gouvernement régional kurde et un pourcentage croissant de la population prennent de plus en plus conscience de leur existence et du besoin de traiter ce problème.”

ERBIL :

DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE MAJEURE ET RESTAURATION DE LA CITADELLE

Une équipe d'archéologues tchèques, menée par Karel Nováček, de l'université de Bohême occidentale, a mis au jour

dans la citadelle d'Erbil, des outils datant de 150 000 ans, soit le Paléolithique moyen. C'est jusqu'à présent les plus anciens artefacts humains retrouvés dans la région.

« Historiquement, a déclaré Karel Nováček, c'est la première fois que les Tchèques sont impliqués au nord de la Mésopotamie. Mais nous n'avions pas choisi Erbil –

c'est elle qui nous a plus ou moins choisis. Une société privée tchèque spécialisée dans la conservation historique était présente sur place depuis 2004 et nous avons pu ainsi y démarrer une activité. Nous avons dans l'idée qu'Erbil – une cité dont l'histoire remonte à 6000 avant J.C. – serait idéale pour une expédition tchèque. »

Le projet a dû pourtant faire face à un certain nombre de contraintes, avec lesquelles l'équipe a dû composer, notamment le fait qu'au rebours de beaucoup de sites archéologiques, Erbil offre la particularité presque unique en son genre d'avoir été constamment habitée et de l'être encore : actuellement, avec une population d'un million, c'est la troisième ville d'Irak après Bagdad et Mossoul

« Contrairement aux cités assyriennes de Nirud ou de Ninive, qui n'ont pas duré au-delà du Moyen-Âge, Erbil a survécu. Les autres sites ont été par conséquent bien plus faciles à fouiller. À Erbil, en comparaison, il a été bien plus difficile de fouiller dans le sous-sol. »

Travailler dans une ville encore en activité a en effet obligé les chercheurs tchèques à utiliser différentes méthodes pour sonder des endroits intéressants:

« À Erbil, il est impossible de se contenter de fouiller un peu partout, en découpant une zone en morceaux, comme cela se faisait au XIXe siècle. Nous avons donc choisi une combinaison de méthodes pour une reconstitution en mosaïque – en prenant des mesures géophysiques non invasives, en étudiant les bâtiments existants, le terrain, en analysant les anciennes photographies aériennes et les clichés satellitaires. Nous avons aussi examiné les documents datant d'il y a 50 ans, avant que beaucoup des anciens sites de la ville n'aient été détruits ou altérés. »

Selon le spécialiste tchèque, l'équipe a pu reconstituer des « rubans » d'informations qui serviront à une meilleure compréhension d'Erbil dans son ensemble – une ville dont l'ancien centre, appelé « citadelle », se dresse à une hauteur de près de 30 mètres au-dessus du reste de la ville. Avec son mur d'enceinte – elle est bâtie sur une couche d'anciennes fondations et de bâtiments datant de 6000 ans avant J.C.

« La Citadelle selon toute vraisemblance, a une histoire ininterrompue allant de 6000, peut-être même 7.000 années avant Jésus-Christ. Dans ses niveaux, elle conserve des vestiges de l'architecture originale monumentale de la ville assyrienne: des temples et des palais royaux, le temple d'Ishtar etc.. Pour le reste de la ville, nous sommes sur un terrain plus hypothétique, mais nos recherches donnent à penser qu'il y avait une zone plus vaste, qui faisait partie de l'ancienne ville assyrienne. »

Les archéologues tchèques ont opéré aussi en-dehors de la citadelle, profitant de la construction prévue d'un immense hôtel et centre commercial dans la nouvelle partie de la ville. Ils ont été alors en mesure de creuser neuf mètres dans le sous-sol et c'est là qu'ils ont finalement découvert des outils datant du paléolithique moyen, vieux de 150.000 années : des silex tranchants utilisés par des Homo sapiens ou des hommes de Néanderthal (*Homo neanderthalensis*), puisqu'à l'époque les deux espèces se côtoyaient encore en Mésopotamie.

« Nous ne saurons probablement jamais qui a véritablement fabriqué ces outils – pas sans preuves anthropologiques concrets : ce sont juste les vestiges de l'un des peuples préhistoriques qui ont habité la région. Ce n'était pas du tout prévisible sur un site comme

Erbil. Dans une zone d'habitat, une telle trouvaille a un caractère presque unique. Aussi, l'identité de ceux qui utilisaient ces outils – servant à couper la viande ou des peaux d'animaux – restera probablement un mystère. »

Les outils découverts à Erbil pourraient être les plus anciens jamais retrouvés dans la région.

« Nous ne sommes pas certains de leur âge exact et si ces objets sont plus vieux qu'une découverte faite par les Américains il y a 50 ans. Mais les leurs étaient situés à 150 km d'ici, donc il est certain que c'est au moins la plus ancienne trouvaille à Erbil. »

L'équipe tchèque a commencé ses travaux en 2006 et fera part de ses découvertes dans des publications courant 2010. Mais Karel Nováček espère continuer les fouilles dans le futur.

« Concernant le Paléolithique, il a encore une foule de recherches que nous pouvons mener, bien que cela requiert un matériel lourd. Mais il y a aussi d'autres possibilités : En 2007, les bâtiments datant de l'Empire ottoman – sans doute les seuls exemples restés intacts en Irak – ont été vidés de leurs habitants qui ont été relogés. Une rénovation attentive des édifices historiques a commencé. Mais le plan a rencontré des obstacles et les bâtiments sont restés vides deux ans, ce qui n'est pas bon. Nous espérons pouvoir conduire des recherches lorsque les choses redémarreront. »

De fait, les plans de restauration de la Citadelle sont trop lentement mis en place et plusieurs experts ont appelé le Gouvernement kurde à se soucier davantage de son patrimoine historique et archéologique, en soulignant que si des travaux importants n'étaient pas menés pour consolider les rem-

parts, ils pourraient s'affaisser et des bâtiments s'effondrer.

Plusieurs de ces grandes demeures ottomanes gardent en effet une décoration intérieure impressionnante, avec des fresques peintes, des fenêtres aux verres colorés, des arcades aux piliers en bois ou en marbre. Mais les murs et les toits (dont certains effondrés) sont en trop mauvais état pour assurer une protection efficace contre les intempéries.

Selon la Haute Commission pour la restauration de la citadelle d'Erbil (HCECR) 40 % des bâtiments courent un grave danger, 20% sont dans un état qualifié de « moyen ».

Fin 2007, le gouvernement avait décidé la restauration de la Citadelle et demandé à ses habitants (des réfugiés dont les villages avaient été détruits par Saddam) de quitter les lieux moyennant compensation. Une seule famille avait été requise pour rester dans la Citadelle de sorte que l'occupation humaine continue depuis des millénaires ne soit pas interrompue.

Après l'évacuation, le gouvernement a demandé au HCECR et à l'UNESCO de superviser les restaurations et d'œuvrer pour que le site soit sur la liste du Patrimoine mondial. Mais les lenteurs et l'échec des équipes ont décidé le gouvernement à rema-

nier la direction de la Commission, il y a trois mois.

«Pendant presque un an, rien n'a été fait pour la Citadelle », a déclaré Dara Yaquobi, le nouveau chef de la commission. Cet architecte, qui a déjà travaillé dans la Citadelle pendant les années 1980, s'est dit prêt, avec l'UNESCO, à reprendre le travail.

La rénovation de la citadelle doit se faire en trois phases. D'abord, les maisons seront soigneusement documentées et un plan général mis en place. Dix maisons, parmi celles en plus mauvais état, seront immédiatement restaurées.

Selon Dara Yaquobi, l'UNESCO s'estime prêt à commencer ce sauvetage en avril prochain.

La deuxième phase du projet est de reconstruire les infrastructures de la Citadelle, dont le système de canalisation d'eau, l'électricité, le téléphone, Internet, et de rénover la plus grande partie des maisons restantes. Dara Yaquobi a indiqué que le Gouvernement kurde avait débloqué 12.9 de \$US pour cette phase.

Enfin, la partie autour de la Citadelle appelée « zone-tampon », sera elle aussi remise à neuf : le voisinage, les boutiques, elles-mêmes assez anciennes et dans un état assez semblable à celui de la Citadelle.

«Je pense que dans 10 ans, la Citadelle sera en assez bon état », assure Dara Yaquobi.

L'architecte se plaint cependant, de l'absence de contacts soutenus avec l'UNESCO dont les visites à son équipe sont trop rares :

« Leur temps est très limité, je ne peux pas les rencontrer facilement. Quand ils viennent à la Citadelle, ils sont extrêmement prudents et protégés par des forces de sécurité. Il n'y a aucun besoin de telles procédures car le Kurdistan est sûr. »

Ce mois-ci, il a été cependant annoncé dans une conférence de presse que l'UNESCO a accepté de faire figurer « provisoirement » la Citadelle d'Erbil sur la liste du patrimoine mondial.

Après la rénovation, cinquante familles seront autorisées à vivre sur place, dont Khalis Younis Mustafa, propriétaire d'un magasin d'antiquités situé dans la Citadelle même :

«Les gens qui vivront dans la Citadelle devront être éduqués afin d'en prendre soin, de ne pas la détruire. Le gouvernement doit faire de cette citadelle un endroit vivant. Les gens qui y vivent doivent parler l'arabe et l'anglais car beaucoup de touristes la visitent et ils voudront poser des questions sur son histoire. »

Les frontières incertaines du Kurdistan

PAR JOOST R. HILTERMANN *

ENTRE Arabes et Kurdes irakiens, la fracture n'a rien de nouveau : elle découle des promesses faites – et ultérieurement trahies – au lendemain de la première guerre mondiale et de la chute de l'Empire ottoman. Après l'invasion américaine de 2003, les revendications des Kurdes ont resurgi avec force et leurs dirigeants tentent d'exploiter la faiblesse de Bagdad. Mais la roue peut encore tourner. Le pouvoir central se rebâtit lentement (*lire l'article ci-dessus*), dopé par les perspectives d'exportations massives de pétrole, de nouveaux contrats venant d'être signés avec des compagnies étrangères. Approche le moment fatidique où les dirigeants kurdes et fédéraux devront prendre une décision : conclure un accord ou, en cas d'échec, se préparer à une prochaine et très sanglante guerre civile.

Pour beaucoup d'Irakiens, le terme impropre de « conflit chiites-sunnites » cache la volonté des dirigeants d'activer des « leviers confessionnels » pour atteindre leur objectif politique. Il en va de même pour le terme de « conflit arabo-kurde ». A vrai dire, les Irakiens n'ont pas tout à fait tort. Dans les quartiers de Bagdad, les familles et les communautés sont mélangées, Arabes et Kurdes se mariant entre eux et considérant l'identité irakienne comme un dénominateur commun.

Ce phénomène se limite toutefois aux centres urbains car, plus on se rapproche des collines vallonnées du Nord, des abords de l'Irak et de la Turquie, des massifs montagneux du Kurdistan, plus cette identité irakienne s'estompe au profit d'un fort nationalisme kurde foncièrement opposé au nationalisme ethnique arabe qui se dissimule sous le manteau de l'unité irakienne. Cette revendication remet ainsi en question la légitimité de l'ordre post-ottoman, auquel les Kurdes n'ont jamais adhéré, et réactive une notion obsolète, celle d'un « Etat-nation » où se conjuguent Etat et identité ethnique.

Pour le moment, la bataille porte sur la délimitation de la frontière entre cet « Irak kurde » et le reste du pays, en majorité arabe. S'il ne tenait qu'aux Kurdes, cette ligne de démarcation épouserait le tracé des Hamrin, première chaîne montagneuse située entre Bagdad et le nord-est du pays, après la vallée du Tigre, qu'un voyageur prendrait pour une simple butte dans les plaines qui s'étendent jusqu'au pied des lointains monts Zagros. En revanche, s'il ne tenait qu'aux Arabes, elle se situerait là où les précédents dirigeants de Bagdad l'avaient placée : sur la ligne administrative séparant

les provinces kurdes de Dohouk, Erbil et Souleimaniyé du reste du pays.

Cette ligne résultait d'une précédente tentative kurde d'exploiter, à la fin des années 1960, la faiblesse du pouvoir central et du parti Baas, alors en perte de vitesse et en quête d'alliés. En 1970, le gouvernement central et le dirigeant nationaliste kurde Moustafa Barzani conclurent un pacte promettant un certain degré d'autonomie aux régions à majorité kurde. Malgré le rejet par Barzani d'une loi en ce sens promulguée par Bagdad, la frontière de la région kurde reçut une certaine légitimité, tout comme le droit à l'autonomie (1).

En 1991, le régime de Saddam Hussein fut expulsé du Koweït qu'il avait envahi l'année précédente. Une insurrection de la région kurde au printemps provoqua une intervention de l'armée irakienne. Confrontée aux pressions des Etats-Unis et de leurs alliés, elle dut se retirer sur une ligne défensive – dite « ligne verte » – dont le tracé épousait par certains endroits les frontières de la région autonome définie par les accords de 1970 (*voir carte*). La « ligne verte » a tenu durant toutes les années 1990 et, après 2003, malgré les empiètements kurdes, elle a fait figure de frontière légitime à la fois dans la Constitution intérimaire de 2004 et dans la Constitution permanente de 2005. Cette dernière stipulait toutefois que tous les territoires situés au-delà de cette ligne – les « territoires contestés » – devaient voir leur statut fixé par référendum à la fin de l'année 2007.

Cette consultation n'ayant jamais eu lieu, les dirigeants kurdes ont commencé à remettre en cause la légitimité de la « ligne verte ». Ils ont prétendu ignorer où elle se situait, malgré les bonnes cartes des années 1990 qu'ils avaient eux-mêmes utilisées dans le passé. De surcroît, ils ont réussi, non sans succès, à faire croire aux troupes américaines, peu rompues au terrain et à l'histoire locale, que cette fameuse ligne se trouvait... ailleurs. La nouvelle frontière, dite « Trigger Line », est devenue la nouvelle démarcation entre troupes irakiennes et maquisards kurdes – anciennement baptisés *peshmergas*. Située au sud de la ligne de démarcation, elle englobe d'importantes parcelles des territoires contestés, dont une partie de la province très disputée de Kirkouk (2).

Bagdad et Erbil nourrissent tous deux un projet national

Ces territoires contestés recèlent d'importantes réserves de gaz et de pétrole, des richesses très convoitées par des Kurdes en quête d'Etat, mais auxquelles le gouvernement central ne renoncera jamais de son plein gré, refusant l'émergence d'un Kurdistan puissant, qu'il soit autonome ou indé-

pendant. Ainsi, tout comme ils ont modifié l'emplacement de la « ligne verte » dans leurs discours politiques, les dirigeants kurdes ne manquent pas d'englober les réserves pétrolières de Kirkouk dans les estimations publiques des richesses pétrolières de leur région, multipliant par un artifice les ressources limitées dont ils disposent.

Les nationalismes sont rarement conciliables, quoique, nonobstant rancunes et griefs, différends frontaliers et conflits sporadiques, l'histoire soit riche en compromis historiques pérennes. Ainsi, la frontière entre la Perse et le monde arabe, objet de batailles sanglantes dans les années 1980 (guerre irako-iranienne), fut relativement stable pendant des siècles même en l'absence d'accord définitif. Il suffit de parler avec les Kurdes, les Arabes et les Turkmènes de Kirkouk pour comprendre qu'ils s'accordent sur plus d'un point, qu'ils sont capables de gérer leurs propres affaires conjointement et de partager le pouvoir. Malheureusement, des protagonistes extérieurs peuvent saper – et ils le feront – tous les efforts de réconciliation : pour les dirigeants de Bagdad et d'Erbil (capitale de la région kurde), le conflit a tout d'un jeu à somme nulle dans lequel les acteurs locaux ne sont que de simples pions. Si l'on y rajoute la question des Turkmènes, qui ont avec la Turquie un parrain quelque peu encombrant, ce jeu devient encore plus complexe.

Bagdad et Erbil nourrissent tous deux un projet national dont le succès dépendra du rapport de forces entre eux. Les Kurdes s'efforcent de gagner du terrain et de tirer profit des occasions qui se présentent. Après des décennies de souffrances dues à l'arabisation de l'Irak (*ta'arib*), aux expulsions et, dans les années 1980, au massacre de leurs frères des campagnes, notamment dans les montagnes de l'est de Kirkouk, on comprend leurs motivations. Ceux d'entre eux qui ont été déportés dans des zones de repeuplement déshéritées ou qui se sont enfuis dans les camps de réfugiés d'Irak prennent le chemin du retour : ils veulent récupérer leurs terres et reconstruire leurs maisons.

Mais, dans un jeu à somme nulle, la réponse au « nettoyage ethnique » se révèle être un « nettoyage ethnique » à rebours – beaucoup d'Arabes qualifiant la situation de kurdification (*takrid*). Poussés par le régime du Baas à s'installer à Kirkouk et dans d'autres territoires contestés, ils sont à présent incités à « retourner dans leurs régions d'origine ». Dans un cas comme dans l'autre, on oublie que ces citoyens à part entière, victimes de forces supérieures, jouissent de droits protégés par la Constitution, dont celui de résider et de voter n'importe où en Irak. S'y ajoutent les générations nées à Kirkouk et descendantes de ces « colons » arabes, qui n'ont aucun foyer ailleurs.

Les vieux habitants de Kirkouk se souviennent avec nostalgie du temps où, de 1930 à la chute de la monarchie en 1958, la ville était un modèle de pluralisme et de coexistence ethnique auquel l'arabisation a brutalement mis fin. Alors que les

* Directeur adjoint du Middle East and North Africa Project de l'International Crisis Group (ICG), Bruxelles

Les élections en Irak, enjeu de taille pour Etats-Unis et Iran

Par Alistair Lyon

BAGDAD (Reuters) - Les élections législatives de dimanche prochain en Irak représentent un enjeu de taille pour plusieurs puissances extérieures, dont l'occupant américain et le voisin iranien.

Les troupes américaines devront en principe avoir plié bagage à la fin de l'an prochain et l'Irak est bien placé pour accroître l'influence qu'il a gagnée en ex-Mésopotamie depuis l'invasion de mars 2003.

Mais Téhéran devra jouer finement pour contrer une puissante résurgence du nationalisme irakien, qui complique sa quête d'un régime chiite ami et, si possible, hostile aux Etats-Unis à Bagdad.

De son côté, le président Barack Obama espère que le scrutin débouchera sur un régime plus laïque, plus représentatif et plus stable qui permettra le rapatriement en bon ordre des militaires américains.

L'Arabie saoudite, la Turquie et la Syrie poursuivent aussi leurs propres intérêts chez leur voisin, dont les divisions et tensions ethniques, religieuses et politiques alimentent la vulnérabilité.

"L'Etat irakien reste si faible, sa souveraineté si perméable et sa classe politique si divisée que c'en est presque une invitation à l'ingérence", souligne l'International Crisis Group (ICG).

"L'influence de l'Irak est palpable, s'étend à tout le pays et à son élite politique, même à travers les clivages religieux."

RYAD ÉVITE DE S'INGÉRER

Dans un rapport sur l'état du pays avant les élections, l'ICG note que l'Irak influence, bien plus que les Etats arabes, la diplomatie, le commerce, les contrats de gaz, l'aide à la reconstruction et les dons religieux en Irak.

Tous les Etats voisins sont pour un Irak stable et unifié. Ils ont des raisons de craindre son implosion, susceptible de dégénérer en conflit régional. Mais ils ne veulent pas d'un Irak fort qui les menacerait.

Les Irakiens croient volontiers que tel ou tel pays soutient tel ou tel parti, telle ou telle milice, envoie des combattants et fomenté des attentats.

Quand une commission contrôlée par les chiites a interdit un demi-millier de candidats sunnites pour liens



présumés avec l'ancien régime baassiste de Saddam Hussein, certains Irakiens et les Américains y ont vu la main de l'Irak.

Deux sunnites en vue figurent parmi les bannis, mais, si leur minorité n'en boycotte pas pour autant les élections, comme en 2005, cette initiative a ravivé les tensions entre les communautés.

Les soupçons d'ingérence étrangère ont également été nourris par la visite fin février de l'ancien Premier ministre chiite laïque Iyad Allaoui à Ryad, où il a été reçu par le roi Abdallah et le chef du Renseignement saoudien.

Abdallah a toujours refusé de recevoir Maliki et Allaoui a dénoncé les "esprits malades" qui cherchent à éloigner l'Irak de ses voisins arabes sunnites.

L'Arabie, qui se veut le bastion de l'islam sunnite, s'inquiète de l'influence grandissante de l'Irak en Irak depuis l'invasion de 2003.

Certains religieux saoudiens soutiennent la guérilla sunnite et certaines fortunes d'Arabie la financeraient, mais, selon l'analyste irakien basé à Dubaï Mustafa Alani, le gouvernement de Ryad lui-même évite de s'ingérer.

"LES IRAKIENS MAL LOTIS"

La Turquie et la Syrie s'efforcent aussi à la discrétion.

La Turquie, qui craint les aspirations des Kurdes irakiens et soutient la minorité turkmène du nord de l'Irak, ne veut pas s'aliéner le gouvernement central de Bagdad et craint les ambitions nucléaires iraniennes.

La Syrie, qui se défie également du nationalisme kurde et souligne l'"identité arabe" de l'Irak, dément les accusations irakiennes et américaines

voulant qu'elle laisse des activistes sunnites s'infiltrer à partir de sa frontière.

Damas s'efforce de concilier son souci de voir un régime arabe nationaliste et laïque s'installer à Bagdad, sa vieille alliance stratégique avec Téhéran, ses liens avec divers groupes irakiens et son souci de se rapprocher de Washington.

"La Syrie ne peut tolérer le chaos en Irak. Ce n'est pas dans l'intérêt de la Syrie d'avoir des bandes armées écumant les rues de Bagdad en prêchant un islam politique radical", analyse Sami Moubayed, rédacteur en chef du magazine anglophone syrien Forward

Quels que soient les résultats des élections irakiennes, l'Irak pourrait ne pas trouver la stabilité requise si sa classe politique n'arrive pas à un partage équitable du pouvoir, des territoires et des ressources du pays, estime Joost Hiltermann, directeur adjoint programme Moyen-Orient à l'ICG.

Il revient selon lui aux Etats-Unis, qui ont créé une nouvelle réalité en Irak, d'aider les Irakiens à aboutir à ces nouveaux équilibres pour permettre une authentique réconciliation ethnique et religieuse, même si cela implique de retarder le retrait de l'US Army.

"Le paradoxe, c'est que l'administration Bush voulait rester à jamais, mais faisait tout mal. L'analyse de l'administration Obama est assez juste. Elle sait ce qui ne va pas et comment tout régler. Mais elle ne veut pas vraiment rester. Dans les deux cas, les Irakiens sont mal lotis."

AFP

IRAK: LE SORT DE LA FORCE MIXTE ÉTABLIE PAR LES USA TRANCHÉ APRÈS LE SCRUTIN

KIRKOUK (Irak), 1 mars 2010 (AFP)

LE SORT d'une force commune arabo-kurde mise en place il y a deux mois par les Etats-Unis dans le nord de l'Irak pour éviter une guerre ethnique sera tranchée juste après les élections de dimanche.

Des officiers américains et irakiens à Kirkouk (240 km au nord de Bagdad), ont indiqué qu'une réunion de haut niveau se tiendra le 9 mars à Bagdad, soit deux jours après le scrutin, pour déterminer si elle doit poursuivre sa tâche et définir sa taille.

L'armée américaine et les responsables irakiens estiment que les tensions entre Arabes et Kurdes représentent la principale menace pour la stabilité du pays qui se relève d'un conflit confessionnel entre chiites et sunnites.

Une remise en cause de cette force de 1.350 hommes chargée d'empêcher tout dérapage dans les zones disputées, pourrait avoir de graves effets sur les efforts de réconciliation.

Policiers et militaires irakiens, soldats américains et pechmergas (combattants kurdes) ont commencé leurs patrouilles il y a deux semaines dans la riche province pétrolière de Kirkouk, en dépit des objections des Arabes et des Turcomans pour qui l'inclusion d'une force paramilitaire kurde remet en cause la souveraineté de l'Etat.

"La réunion du 9 mars donnera une indication sur la longévité de cette force et sur sa taille. Elle peut décider d'accroître, de maintenir à son niveau actuel ou de démanteler cette force", affirme le lieutenant-colonel américain Daniel Cormier, commandant du 1er bataillon, du 30ème régiment d'infanterie, basé près de Kirkouk.

Le général Torhan Youssef, chef de la police de Kirkouk, a confirmé la tenue de cette réunion décisive à Bagdad.

Entraînée par les Américains, cette force, constituée en janvier à l'issue de mois de négociations au plus haut niveau, a établi une série de points de

contrôle mixtes à Kirkouk et dans les provinces de Diyala et Ninive, où se trouvent des territoires disputés entre Arabes et Kurdes.

Le gouvernement autonome du Kurdistan a l'ambition d'annexer le gouvernorat de Kirkouk et des parties de Ninive et de Diyala. En revanche, le gouvernement central à Bagdad n'a pas l'intention de laisser les Kurdes aller au delà des provinces d'Erbil, Souleimaniyeh et Dohouk.

Les trois provinces formant le Kurdistan représentent 40.000 km² mais les forces kurdes, dans le sillage de l'invasion conduite par les Etats-Unis en 2003, ont étendu leur présence sur 75.000 km² en prenant le contrôle d'une partie des provinces de Kirkouk, Ninive et Diyala.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a poussé ces deux dernières années pour un déploiement de l'armée dans des zones disputées, face aux pechmergas kurdes, le long d'une "ligne de friction" de 650 km allant de la frontière iranienne à la frontière syrienne.

L'armée américaine estime que le manque de coopération entre pechmergas et forces gouvernementales irakiennes a été exploité par les insurgés pour mener des attaques contre des minorités dans les zones disputées.

Le commandant des forces américaines en Irak, le général Ray Odierno, a déjà averti en janvier que le problème de Kirkouk doit être pris à bras le corps par le prochain gouvernement.

La question est d'autant plus sensible que les troupes de combat américaines s'apprêtent à quitter l'Irak en août, ce qui rendra difficile l'implication militaire américaine sur la ligne de front.

A Kirkouk, des officiers ont affirmé à l'AFP qu'ils seraient déçus si cette force était abandonnée. Mais pour le lieutenant-colonel Cormier, la décision n'est pas entre les mains des militaires.

"Nous suivons les ordres et nous faisons ce qu'ils nous disent de faire (...) C'est une décision politique car du point de vue de la sécurité, la force est très bonne".

Le Point | 3 Mars 2010

Trois attentats suicides font 33 morts à Bakouba, en Irak

Reuters

Des attentats suicides contre deux bâtiments de la police et un hôpital ont fait au moins 33 morts et 55 blessés mercredi à Bakouba, dans la province de Diyala, au nord-est de Bagdad, rapportent les services de sécurité irakiens.

Au moins douze des tués sont des policiers. A quatre jours des élections législatives, ces attentats montrent que les insurgés sunnites liés à Al Qaïda sont toujours actifs dans cette province de Diyala, où cohabitent chiites, sunnites et Kurdes.

Deux des assaillants ont lancé des voitures chargées d'explosifs contre des postes de police dans le centre et l'ouest de Bakouba, ville située à 65 km de la capitale.

Le troisième, qui était à pied et portait un



uniforme de lieutenant des forces de police, a mis sa charge à feu devant l'entrée du principal hôpital de Bakouba où arrivaient les blessés des deux autres attaques.

Il venait de descendre d'une ambulance, en provenance du premier site touché par les deux premières explosions. "Il était déguisé en personne blessée. Il portait une tenue de camouflage. Il s'est fait exploser à peine sorti de l'ambulance devant l'entrée de l'hôpital", a dit un porte-parole de la police.

Le kamikaze cherchait apparemment à tuer le chef de la police provinciale, qui se trouvait sur place, mais des agents de sécurité l'ont arrêté avant qu'il ne pénètre dans l'établissement. Les gardes du corps du responsable de la police ont tiré en l'air, ajoutant à la confusion.

"UN DÉFI À RELEVER"

Talib Mohamed Hassan, qui dirige le Conseil provincial, a accusé des insurgés financés de l'étranger de vouloir terroriser la population avant le scrutin de dimanche.

"Même si de telles attaques se produisent le jour des élections, les gens iront voter. C'est un défi qu'ils veulent relever", a-t-il assuré. Les élections législatives de dimanche représentent un enjeu de taille pour plusieurs puissances extérieures, dont l'occupant américain et le voisin iranien.

Les troupes américaines devront en principe avoir plié bagage à la fin de l'an prochain et l'Iran est bien placé pour accroître l'influence qu'il a gagnée en Irak depuis l'invasion de mars 2003.

Mais Téhéran devra jouer finement pour contrer une puissante résurgence du nationalisme irakien, qui complique sa quête d'un régime chiite ami et, si possible, hostile aux Etats-Unis à Bagdad.

De son côté, le président Barack Obama espère que le scrutin débouchera sur un régime plus laïque, plus représentatif et plus stable qui permettra le rapatriement en bon ordre des militaires américains.

L'Arabie saoudite, la Turquie et la Syrie poursuivent aussi leurs propres intérêts chez leur voisin, dont les divisions et tensions ethniques, religieuses et politiques alimentent la vulnérabilité.

Before Iraq election, Arab and Kurd tensions soar in the north

Ahead of the March 7 Iraq election, tensions between Arabs and Kurds are soaring after an incident involving Kurdish troops and forces loyal to the Arab governor of Ninevah. Kurdish President Massoud Barzani told the Monitor that a warrant will soon be issued for the governor's arrest on a kidnapping charge.

By Jane Arraf, Correspondent
Salahadin, Iraq —

In a sign of heightened Arab-Kurd tension along a disputed boundary just days from Iraq elections, the president of Iraqi Kurdistan says the governor of the adjoining Arab-majority province will be arrested if he enters Kurdish-controlled areas.

In an interview with The Christian Science Monitor at his mountaintop headquarters in northern Iraq, Kurdish President Massoud Barzani described Ninevah governor Atheel al-Nujaifi as a "criminal" and said a warrant would be issued for his arrest in connection with an incident this month involving US forces.

He also said Nujaifi had failed to secure the provincial capital of Mosul. Mr. Barzani offered to bring up to 2,000 Christian university students from the troubled city to Kurdistan to continue their studies. At least eight Christians have been killed in the last two weeks in Mosul in the latest wave of attacks on minorities.

"To us he is a criminal because he has kidnapped our own people and according to the judicial system there must be an order to arrest him," Mr. Barzani said in the interview Monday. He said a warrant would be issued by a municipal court in Talkeef, the site of a incident last month that shook US attempts to normalize relations between Kurdish and Arab forces along the hundreds of miles of disputed internal borders.

Nujaifi did not respond to multiple phone calls and emails for comment in recent days. The local press reported Nujaifi has accused Kurdish forces of kidnapping Iraqi government forces in the incident. Detainees on both sides were freed in a prisoner exchange over the weekend.

As the country heads into national elections, followed by months of instability as a new government is formed, US officials describe Arab-Kurdish tension and its potential to flare into violence as one of their top concerns in Iraq. US military officials also worry that Al Qaeda in Iraq and other groups have exploited the gaps along the lines of control between security forces that at best do not coordinate with each



Supporters display a picture of Massoud Barzani, the president of semi-autonomous region of Kurdistan during a sand storm at a celebration ahead of March 7 Iraq election in Kirkuk, 150 miles north of Baghdad, February 23. (Ako Rasheed/Reuters)

other and at worst are hostile to each other.

Trouble in Talkeef

After months of negotiations with Iraqi government and Kurdish leaders, the US military started security co-ordination centers and joint checkpoints and patrols with US troops acting as a buffer between Iraqi government troops and Kurdish peshmerga forces.

The intent was to build confidence between Kurdish and Arab forces and their leaders. Instead, in one of their first major tests, US forces two weeks ago escorted the controversial Mosul governor into the town of Takleef — a Kurdish-controlled town within Ninevah province. The result was the governor alleging an assassination attempt, the arrests of Kurdish forces by the governor's troops, retaliatory arrests of Iraqi forces by the Kurds, and temporary suspension of joint patrols and checkpoints in the province. The Kurdish government also withdrew peshmerga from joint training in protest.

"It's true, it had some repercussions on the relationship with the Americans," said President Barzani. He said his normally warm relations with Gen. Ray Odierno — head of US forces in Iraq — were back on track and blamed the problem on a local US Army commander. Barzani said the joint patrols have resumed.

"Without the support of the local (US) commander and the Army, Nujaifi would not have been able to go to Talkeef or kidnap people," said Barzani, president of the Kurdish Regional Government which runs the semi-autonomous north. He said he had seen the men after they were released and they showed signs of being whipped and beaten with rubber hoses.

Nujaifi came to power pledging to roll back Kurdish gains. US officials say that he was pelted with rocks and tomatoes but that bullets were fired into the air rather than at him.

Unlike most other parts of the country, Iraqi forces and their US advisors in Mosul are still fighting an active insurgency. The

violence has claimed thousands of Kurds and Arabs but the most recent targets are Iraqi Christians, who have suffered kidnappings and murders in recent weeks.

The Kurdish government has taken in thousands of Christians who have fled their homes in Mosul. "This also shows the incompetence of the local government in Mosul," said Barzani.

Disputed territory

The issue of the disputed territories, including Kirkuk, has been set aside since 2003 but will be a major issue looming over the new parliament. Saddam Hussein expelled hundreds of thousands of Kurds from their homes in an attempt to Arabize oil-rich Kirkuk and other cities. With the fall of Saddam, the Kurds have moved to regain territory and reverse those losses.

The Kurds had controlled Ninevah's provincial council until Sunni Arabs lifted their boycott of elections and Nujaifi was elected last year. In a measure of the complications and entrenched factionalism of Iraqi politics, Nujaifi has refused to appoint any of the remaining 12 Kurdish representatives to government posts and the Kurds have refused to attend provincial council sessions.

"If he is not agreeing to include them in the provincial council then how will he be able to govern the Kurdish people?" asked Barzani.

US officials say they are committed to the principle of the elected governor being able to go anywhere within his province but some question the timing of the operation.

"He is the governor — as much as they hate his guts, he is the governor," said one senior US military official speaking on condition of anonymity. "The fact that they hate his guts is immaterial."

He said the joint mechanism was aimed at coordinating with the Kurdish side for the governors' movement rather than getting their approval. "Was it the right thing to do? You can debate that," he said.

Maliki's re-election at risk as Iraq faces a crucial test

BAGHDAD

BY STEVEN LEE MYERS

A few months ago, building on genuine if not universal popularity, Nuri Kamal al-Maliki appeared poised to win a second term as Iraq's prime minister. Now, as Iraqis prepare to vote in parliamentary elections Sunday, his path to another four years in office has become increasingly uncertain, his campaign erratic and, to some, deeply troubling.

Far from consolidating power in the authoritarian manner that has plagued Iraq's history, Mr. Maliki risks losing it through the ballot box. In a region where the traditional exit from power has been "the coup or the coffin," as one Western diplomat here put it recently, the election has become a crucial test of Iraq's post-invasion democracy, and of Mr. Maliki's own fate.

How he wins — or perhaps more significantly, how he loses — will more than anything else determine the country's course in the coming years as President Barack Obama carries out his promise to withdraw all U.S. troops.

Even his own supporters acknowledge that Mr. Maliki now appears isolated, imperious and impetuous, his re-election prospects hurt by events, some out of his control and others of his own making.

"I told him the other day, 'You don't have positions, you have reactions,'" said Izzat Shabander, an independent Shiite lawmaker who joined the prime minister's electoral coalition and sounded as if he were having second thoughts.

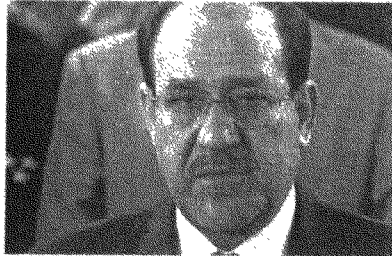
Mr. Maliki, who turns 60 in June, could yet prevail. According to politicians and polls conducted by parties and U.S. officials, though not released publicly, Mr. Maliki's coalition will very likely win a plurality of the 325 seats in Parliament. But it is unlikely to be anywhere near a majority. To retain his post, he will have to cobble together a post-election coalition among parties whose leaders seem able to unite only in the desire to elect a new leader.

Mr. Maliki, an outwardly dour man, makes a simple case for re-election. He has repeated it over and over during his campaign.

"Today's Iraq, dear brothers, is not the Iraq of 2005 or 2006" was how he put it at one rally in Baghdad, referring to the horrific sectarian bloodshed that very nearly devoured the country.

It is both a boast of what his government has accomplished (with American help that he rarely acknowledges) and a warning of what could return (when the Americans leave).

Mr. Maliki is neither a charismatic leader nor a polished campaigner, but in



MOHAMMED SAWAF/AFP

Even his backers call Mr. Maliki isolated.

a country convulsed by chaos and carnage, his message and achievements have resonance, even among his critics.

Initially viewed as a malleable sectarian figure when he emerged as a compromise candidate for prime minister after Iraq's last parliamentary elections, in 2005, Mr. Maliki has since demonstrated a willingness to act forcefully in the name of Iraqi nationalism and unity, even against fellow Shiites.

His refashioned his party, Dawa, into a coalition he called State of Law, with a campaign that promised security and order and played down his party's Shiite religious roots. In last year's elections, which chose legislatures for 14 provinces, State of Law fared best of all, making Mr. Maliki's campaign for re-election almost seem inevitable.

A series of catastrophic bombings here in the capital in the past six months — as well as a slow boil of violence across Iraq — have certainly eroded his claims to have restored stability. But Mr. Maliki's challenges extend beyond security alone.

His strategy of building a grand political coalition representing all of Iraq's sects and ethnicities was co-opted by most of his challengers — with better success, arguably, in the case of a coalition led by a former prime minister, Ayad Allawi, a Shiite who has assembled the strongest cadre of Sunni parties behind him.

Among those Mr. Maliki unsuccessfully lobbied to join his coalition last autumn was the most prominent Sunni subsequently knocked off the ballot, Saleh al-Mutlaq. Other prominent leaders also rebuffed him, including a former speaker of Parliament and the head of the Awakening movement in Anbar Province, which joined with the U.S. military and Mr. Maliki's government to fight Al Qaeda in Mesopotamia.

His most prominent Sunni ally, Sheik Ali Hatem al-Suleiman, said the voting bloc he represents in Anbar would never vote directly for Mr. Maliki. In fact, the candidates there disassociate themselves from Mr. Maliki, whom he de-

scribed unenthusiastically as the best of unappetizing choices.

"I hope none of them win," Sheik Ali Hatem said in an interview.

As incumbent, Mr. Maliki has also been hampered by the shortcomings of his government: the lack of development and jobs, grinding poverty, corruption and feeble services, which confront Iraqis every day.

Others attribute Mr. Maliki's diminished standing to a series of moves that have raised doubts about his respect for the country's balance of power. Security forces under his direct command have been accused of carrying out politically motivated arrests, while other suspects wanted by U.S. and Iraqi commanders have been placed on "do not target" lists by Mr. Maliki's government. Last month, he ordered the military to intervene in a political dispute over the firing of the governor of Salahuddin.

His supporters defend such actions as a necessary response to Iraq's immature and volatile politics. "The Iraqis love a strong ruler," said Jabbar Habeeb, a running mate of Mr. Maliki's in Baghdad.

Still, the Kremlinesque opacity of his decision-making — his own evident paranoia, sharpened by years of in exile during Saddam Hussein's rule — have made some of his decisions appear capricious and contradictory.

A Shiite-led vilification of the Baath Party, which resulted in the surprise disqualification of scores of candidates last month, prompted Mr. Maliki to intensify his own oratory to rally the Shiite votes he needs, even as it alienated Sunnis he had once hoped to win over by appealing to a national Iraqi identity.

Mr. Shabander, the Shiite lawmaker, said that Mr. Maliki sincerely believed in overcoming the country's sectarian divide but that the politics of the de-Baathification forced him to cover his Shiite flank. "The prime minister was not strong," he said, "because he retreated easily."

Tellingly, Mr. Maliki has delivered most of his campaign speeches in the south, where he is competing for Shiite votes against a largely Shiite coalition that after the 2005 election helped select him as prime minister.

And when he met with tribal leaders from Salahuddin on Friday, he held the event in Baghdad rather than traveling north to that largely Sunni province.

Saad al-Izzi in Baghdad and Mahmoud al-Bachary in Basra contributed reporting.

Rival ethnic groups see Iraqi election as way to stake their claim to oil-rich city of Kirkuk

By REBECCA SANTANA
Associated Press Writer

KIRKUK, Iraq (AP) -- Young men hurtle down dusty streets in cars, waving flags and blaring campaign slogans in a fervor that highlights this city's dangerous ethnic divisions. Arabs, Turkomen and Kurds each see Iraq's parliamentary elections as a chance to prove one thing: Kirkuk is ours.

The claims over this oil-rich city are so contentious that they forced a delay in the national elections for two months as politicians debated how to apportion its votes. The balloting, now scheduled for Sunday, will be the first of any kind in the city for five years - and a measure of which group has the political clout to reinforce its claim.

The results could have far-reaching implications not only for this city but for the whole of Iraq.

Kirkuk is ground zero for potentially the most explosive conflict in Iraq in the era following the U.S. withdrawal over the next year - the struggle between Arabs and Kurds over a large swath of the country's north.

That competition is likely to sharpen regardless of which group emerges on top. The losers will probably accuse the winner of unfairly manipulating the results.

"The politics and the fate of Iraq hang on the fate of Kirkuk," said Jala Nefitchi, a Turkomen candidate. "There are several ethnic groups in Kirkuk, and each one wants to show that the identity of Kirkuk belongs to them."

Since the U.S. invasion in 2003, Kurds have flooded into Kirkuk in what they say is a correction to former Iraqi leader Saddam Hussein's policy of removing Kurds and bringing in Arabs to solidify his control of the city and its nearby oil fields. Kurds see Kirkuk as their "Jerusalem" and demand it be brought into their autonomous zone in the north, a zone many Kurds want one day to break away from Iraq.

Kirkuk's Arabs and their Turkomen allies, however, point to the constant construction in city suburbs as proof that the Kurds are coming back in even greater numbers than in the past in a bid to take control and have an edge if and when a referendum is held on Kirkuk's future, as is called for in the constitution.

Many fear that a referendum - or even a serious push to hold one - could spark violence. And what happens in Kirkuk could have an impact on a swath of territory claimed by the Kurds, stretching across Iraq from the Syrian to the Iranian border.

Even a recent program by the U.S.



Supporters of candidate Dr. Najmaldin Karim wave flags from a car in Kirkuk Feb. 20, 2010. Arabs, Turkomans and Kurds each see the March 7 vote in Iraq as a chance to prove one thing: Kirkuk is ours. The election will be the first of any kind in the city for five years. AP photo

military aimed at fostering interethnic cooperation has raised suspicions. A few weeks ago, joint patrols teaming Kurdish, Iraqi and U.S. troops began operating in the city.

The Kurds have generally supported the patrols, but Arab and Turkomen officials complain the Kurdish forces, known as peshmarga, are being allowed to infiltrate territory which is not theirs.

"I have reservations about the idea, and I have reservations on this U.S. Gen. Odierno," said Sheik Abdul-Rahman Minshid al-Assi, a prominent Sunni Arab political figure in Kirkuk, referring to the top military commander in Iraq, who lobbied for the patrols.

Kirkuk residents were left out of provincial elections last year because lawmakers could not decide how to carry out the voting. A similar debate last fall also threatened the parliament election.

Now that the election is coming, the excitement is palpable.

Campaign posters plaster just about every available surface, many showing candidates posing next to one of the city's modern symbols, the "eternal flame" of the oil wells surrounding the city. From the windows of cars racing through the streets, young men wave flags of their political parties or of the Kurdish autonomous region. Parties are mainly ethnic-based so the flags waving from rooftops and buildings are a sure sign of whether any given neighborhood is mainly Arab,

Turkomen or Kurdish.

Early in the campaign, the Kirkuk governor met with all the political parties, as well as the U.S. military, and urged them to tone down fiery rhetoric and put an end to the high-speed political car rallies, which sometimes saw rivals trying to run each other off the road.

Many Arab and Turkomen candidates complain about harassment and what they call "provocative acts" by the Kurds, particularly the waving of the Kurdish flag. One Turkomen candidate said Kurdish police forces came to his house last week, briefly held his brother hostage and flew a Kurdish flag from his roof to intimidate him. His account could not be independently verified.

The tension is not strictly between Kurds and Arabs. If anything, it's even more intense among the Kurds.

Kurdish politics have long been dominated by two main parties - the Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan. But a newcomer party called "Gorran" or "Change" in Kurdish is making waves in Kirkuk after faring surprisingly well in last summer's elections for the Kurdish autonomous zone's parliament.

Gorran supporters say their Kurdish opponents are pushing back. One Gorran campaign worker, Hama Rasheed Mohammed, meets guests at his home with an AK-47, which he said he keeps with him at all times following telephone death threats.

"The two main Kurdish parties have done nothing for the poor people," he said.

Officials from the PUK and KDP deny harassing anyone.

"When there is an election in Iraq, before the election, each group prepares claims and every other day they will present a portion of these claims. It's a tradition," said Rifat Abdulla, a PUK official.

The election, which determines the city's 12 seats in the 325-member parliament, could also open the door to further disputes. Under the compromise that finally allowed Baghdad to pass an election law, Kirkuk's Arabs and Turkomen can challenge the results if they show an abnormally high amount of growth in the number of voters - possibly the result of Kurds moving in.

The election's significance could be in measuring the mood in Kirkuk, said Marina Ottoway, of the Washington-based Carnegie Endowment for Peace.

"If the seats in Kirkuk go overwhelmingly to Kurdish parties, then that sends a clear signal. If the vote is more divided then it's going to be much more difficult for the Kurds to argue that they can annex Kirkuk," Ottoway said.

As the army's influence fades, secular Turks fret over what's to come

ISTANBUL

BY SABRINA TAVERNISE

The detention of top military officers in Turkey last week was nothing less than a quiet piece of history. The military, long considered untouchable in Turkey, was pushed from its political pedestal with startling finality.

The moment, years in the making,

NEWS ANALYSIS

was more whimper than bang. But it still raises an existential question for this NATO member: What sort of country will Turkey be?

The question goes to the very heart of modern Turkey, a Muslim democracy whose military was a potent force in the country's political life for most of its 86-year history.

Its strictly secular ideology permeated all aspects of public life, including the education system, the judiciary and the bureaucracy. The military, long considered the ultimate guardian of that secularism, has overthrown elected governments to protect it.

Yet now, not only has the military been politically defanged, but it has also proved unable or unwilling to fight back. Dozens of officers were detained last week, and several senior ones were arrested. Top military leaders met and managed to produce only a brief statement, never mind a coup.

"What came out of that?" said Baskin Oran, a professor of international relations at Ankara University. "A big nothing. This is finished. Turkey has crossed the border."

Now the country is shedding its skin, sloughing off an outdated doctrine, but nervous about what will take its place.

"The old ideology is bankrupt, that much we know," said Soli Ozel, a professor of political science at Bilgi University. "But what are we going to be putting in its stead? How will we filter the world around us? How will we see ourselves?"

Turkey is moving into uncharted territory, causing deep anxiety among millions of secular Turks who fear that the country's domineering prime minister, Recep Tayyip Erdogan — a former Islamist who won 47 percent of the vote in the last election and now controls many of the country's institutions — will trample their rights.

On Tuesday, Mr. Erdogan sought to assuage those fears, saying the legal proceedings were not "political revenge," as his opponents have charged, but instead a long-overdue "account-



UMIT BEKTAS/REUTERS

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, front left, and Gen. Ilker Basbug, chief of the army.

ing" before the public of those who had abused power in the past.

How Turkey resolves this identity crisis will reverberate well beyond its borders.

The country has the second largest army in NATO after the United States. It is strategically placed, with the former Soviet Union to the north and the Middle East to the south. It is a candidate for membership in the European Union. Decades of growth have made it the seventh largest economy in Europe.

Last week's detentions and arrests capped a month of high political drama that began in January, when a small independent newspaper, Taraf, published what it said were military documents from a 2003 meeting describing preparations for a coup.

The documents were brought in a suitcase, Taraf's editors said, and included diagrams of two Istanbul mosques that were to have been bombed, creating an emergency that would justify a military takeover.

The military acknowledged that a meeting had taken place, but said that it was focused only on external threats. The army chief vehemently denied plans for bombings or a coup.

Even so, on Monday of last week, the Turkish authorities began detaining military officers and by the end of the week had more than 60 in custody, including two top retired generals.

"Now the army is completely pacified, eliminated as a power from the political scene," said E. Haldun Solmazturk, a retired general. "Now the military is touchable."

That is a profound historical change. Modern Turkey was founded in 1923 by an army general, Mustafa Kemal Atatürk, who imposed radical changes in

language and habits on a largely illiterate, agrarian society.

The military, together with the judiciary and state bureaucracy, wielded immense power, guarding Turkish democracy "as if the country was a perpetually immature child," said Halil Berktaş, a history professor at Sabanci University in Istanbul.

"The military came to acquire a sense of, 'This is our land, this is our Republic,'" he said. It deposed elected governments four times, most recently in 1997.

That role began to change with the rise of Mr. Erdogan, a tough-talking Istanbul mayor representing a rising underclass of religious Turks. He was a confounding mix, from a background of political Islam, but with an agenda of bringing Turkey into the European Union, where his supporters did most of their business.

Although he was despised by the secular establishment, his party, Justice and Development, won a national election in a landslide in 2007.

The election vastly diminished the military's role in politics, but that was changing anyway. None of the alleged coup plots cited by prosecutors ever came to pass because the top leadership stopped them.

And the fact that the military has not responded to the arrests, which include a sprawling legal proceeding against 200 people that began in 2007, reflects a leadership that is opposed to intervention. The current chief of the army, Gen. Ilker Basbug, has spoken out against military meddling and is believed to have had good relations with Mr. Erdogan.

But to Mr. Erdogan's critics, the arrests look suspiciously like raw efforts to silence the opposition. And now that he has control over most of the levers of power — the presidency, the government bureaucracy and Parliament —

they worry that his impulses will be unchecked.

Many believe that the police and prosecutors have been hijacked by an Islamic network led by Fethullah Gulen, a Turkish preacher who lives in the United States. Nedim Sener, a journalist who has written a book on the network, said the involvement of Mr. Gulen's followers was an "open secret."

Mr. Berktaç dismissed the charge as overblown. Mr. Gulen's followers surely have jobs as police and prosecutors, and probably see things differently than those in the establishment, but that is a far cry from plotting a revolution, he said. On the contrary, he said, their appearance in such institutions mirrors the evolution that is occurring in Turkish society more broadly, as devout Turks move solidly into mainstream life.

"Normal societal erosion and inroads are being represented as a conscious and deliberate infiltration," he said. "It's Orwellian newspeak."

Another looming fear is that the last remaining institution with any power to oppose Mr. Erdogan, the judiciary, will soon fall to his Islamic supporters, who are unlikely to be less ideological than their rigidly secular predecessors.

Even those who are happy to see Mr. Erdogan prevail say he is a flawed leader with autocratic tendencies. His biggest critic, Aydin Dogan, a businessman and publisher, was slapped with a giant fine last year, and journalists who work for his newspapers say spunky criticism is dead.

Mr. Ozel, the political scientist, described Mr. Erdogan's party as "a democratizing force, but not necessarily a democratic one."

Yildiray Ogur, an editor at Taraf who worked on the exposé that led to last week's arrests, defended the legal cases, saying today's Turkey was a slow-motion version of the Soviet Union in 1991, when idols fell and people came out of the woodwork confessing secrets.

For better or worse, Mr. Ozel says, former Islamists like Mr. Erdogan are the only ones engaged in the project of creating a new Turkey, with the secularist party "either incapable or unwilling to be part of the process," routinely blocking legislation required for European Union membership.

But Mr. Sener fears this new Turkey will exclude people like him. "They say this is about democracy, but it ends up increasing their hold on power," he said.

Mr. Oran of Ankara University dismisses those fears. Borrowing a thought from Marx, he noted that Mr. Erdogan's supporters, once Islamist and working class, had grown comfortable, sowing the seeds of the party's transformation. "It has become bourgeois," Mr. Oran said. "They will always be Muslims, but they won't be Islamists."

Sebnem Arsu contributed reporting.



2 MARS 2010

DÉCRYPTAGE

Par MARC SEMO

Le conflit se durcit entre Erdogan et l'armée turque

Deux nouvelles inculpations portent à 35 le nombre d'officiers supérieurs de l'armée turque accusés d'avoir préparé un coup d'Etat en 2003 contre le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan. Ces développements ont encore accru les tensions entre l'AKP au pouvoir et l'armée soutenue par l'opposition laïque.

► Que prévoyait le coup d'Etat ?

Révéle en janvier par le petit quotidien *Taraf*, qui multiplie les révélations contre l'armée, un plan appelé *Bahoz* («marteau de forge») évoquait des attentats dans des mosquées d'Istanbul et la destruction d'un avion grec entraînant le chaos puis une prise du pouvoir par l'armée. Les arrestations débutées le 22 février, les premières effectuées contre des généraux de très haut rang pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions, ont porté

un coup sérieux à la quasi-impunité dont bénéficiait l'armée. Institution la plus respectée du pays, celle-ci avait déjà par trois fois (1960, 1971, 1980) pris le pouvoir et, en février 1997, elle avait contraint à la démission le Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan.

► Que dit l'armée ?

L'Etat-major affirme que ce plan était un simple scénario, comme en font tous les états-majors d'autant qu'en Turquie la Constitution héritée du coup d'Etat de 1980 institutionnalise l'armée comme gardienne de la laïcité et de la République. Les militaires dénoncent un «complot» des islamistes et du gouvernement. Un vrai projet de coup d'Etat aurait-il été inscrit noir sur blanc avec tous ses détails et surtout conservé dans les archives ? En tout cas, Washington s'inquiète et demande une enquête «dans la transparence et l'équité».

► Quel est l'enjeu de l'actuel bras de fer ?

«Personne n'est au-dessus de la loi», a martelé Erdogan qui, fort du soutien de l'opinion libérale, voit là une occasion de mettre «l'armée sous contrôle», de renforcer les réformes démocratiques et d'accélérer l'eupéanisation de ce pays qui a ouvert des négociations d'adhésion à l'Union en 2005. Dimanche, il annonçait aussi une révision partielle de la Constitution, afin de rendre plus difficile l'interdiction des partis. En 2008, une telle procédure avait été lancée par la Cour constitutionnelle bastion «kémaliste» contre l'AKP accusée d'être un foyer d'activité antilaïque et elle avait échoué de justesse. Il prend ainsi les devants et tente de pousser l'avantage. L'opposition laïque dénonce l'autoritarisme d'un pouvoir qui cherche moins à instaurer la démocratie qu'à occuper à son tour l'appareil d'Etat pour ses propres intérêts. Un député de l'AKP Aveni Dogan clamait récemment : «On va les fichier [les laïcs kémalistes, ndr] comme ils nous ont fichés pendant quarante ans». ◆

LE FIGARO 3 mars 2010

9 Kurdes mis en examen à Paris

AFP

Neuf Kurdes ont été mis en examen hier soir à Paris pour des faits "en relation avec une entreprise terroriste" dans le cadre d'une enquête sur le recrutement de militants pour l'organisation séparatiste kurde PKK, a-t-on appris de source judiciaire.

Sept de ces neuf personnes, toutes de nationalité turque et âgées de 19 à 54 ans, ont été placées en détention provisoire par un juge des libertés et de la détention qui a suivi les réquisitions du parquet. Les membres de ce groupe, dans lequel figure une femme de 25 ans, sont poursuivis pour association de malfaiteurs en rela-

tion avec une entreprise terroriste, financement du terrorisme et infraction à la législation sur les armes.

Toutes avaient été interpellées vendredi au cours d'une opération de police menée à Marseille, Montpellier, Druguignan et Grenoble dans le cadre d'une enquête ouverte fin 2008 à Paris. Ces investigations portent sur le recrutement et la formation de jeunes recrutées au profit du PKK, notamment par des camps d'entraînement dont un a été localisé près de Millau dans

l'Aveyron courant 2009. Les investigations, confiées à la Sous-direction antiterroriste de la police judiciaire (Sdat), ont, selon la source judiciaire, mis en évidence des contacts entre des membres du PKK en France et d'autres membres de l'organisation en Europe, notamment en Allemagne, en Belgique et en Italie.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

AFP

LÉGISLATIVES EN IRAK: LE VOTE A COMMENCÉ POUR LES MILITAIRES, PRISONNIERS ET MALADES

BAGDAD - 3 mars 2010—(AFP)

LE VOTE pour les élections législatives en Irak a commencé jeudi pour les militaires, les forces de sécurité, les prisonniers et personnes hospitalisées, trois jours avant le scrutin de dimanche auquel près de 20 millions d'Irakiens doivent participer.

Plus de 800.000 électeurs sont appelés à voter ce jeudi. Les malades mettront leurs bulletins dans des urnes placées dans les hôpitaux alors que seuls les prisonniers condamnés à des peines de réclusion inférieures à cinq ans voteront dans les centres pénitentiaires.

Les militaires et forces de police votent dans des bureaux ordinaires.

Les bureaux de vote ont ouvert à 08H30 locales (05H30 GMT).

Dans les trois provinces du Kurdistan (nord) 58.000 peshmergas (combattants kurdes), prisonniers et cadres paramédicaux doivent prendre part à ce vote "spécial".

Les électeurs irakiens à l'étranger (1,4 million) sont appelés à voter les 5, 6 et 7 mars dans 16 pays.

Dimanche, 19,8 millions d'Irakiens doivent se rendre aux urnes dans les 18 provinces irakiennes.

Pour ces deuxièmes législatives depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, 6.218 candidats dont 1.801 femmes sont en lice pour briguer 325 sièges.



Un militaire vote lors des élections législatives à Basra, le 4 mars 2010.

Quatre-vingt-six listes sont en lice.

Il s'agit d'un scrutin proportionnel avec 18 circonscriptions constituées par les 18 provinces. Les électeurs doivent choisir une liste et un candidat de la liste.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki s'est déclaré mercredi assuré de la victoire de sa liste à ces législatives avec une large avance sur ses rivaux.

"Notre victoire est assurée. L'Alliance de l'Etat de droit sera la première et distancera largement ses concurrents mais le pourcentage exact que nous obtiendrons n'est pas encore clair", a-t-il dit dans un entretien à la chaîne française France 24.

L'EXPRESS 3 mars 2010

40% des Kurdes découverts en Corse ont disparu dans la nature

Par Eric Mandonnet

Après leur débarquement sur une plage corse en janvier 2010, 123 migrants ont été placés en centre de rétention avant d'être libérés. Que sont-ils devenus?

Le 22 janvier, 123 Kurdes étaient découverts sur une plage corse. Trois jours plus tard, Nicolas Sarkozy affirmait sur TF1: "Je le dis très simplement, nous soignons ces personnes, nous les nourissons, nous les réconfortons (...) et nous les accompagnons chez elles." Lorsque le chef de

l'Etat s'exprimait, les juges avaient déjà ordonné la remise en liberté de ces clandestins enfermés un temps dans des centres de rétention administrative.

Résultat: la réalité aujourd'hui est très différente des propos présidentiels. Parmi les 81 adultes (les 42 autres sont des enfants), 32 ont disparu dans la nature -soit près de 40% d'entre eux. Certains ont même de nouveau été arrêtés: 4 se trouvaient alors en Allemagne, 4 autres au Danemark. Quant aux 49 autres adultes, ils ont déposé une demande d'asile et ont reçu, à une exception près, une auto-



Arrivés en Corse en janvier dernier, arrêtés puis relâchés, que sont devenus les migrants Kurdes?

risation provisoire de séjour. Les autorités françaises espèrent qu'elles ne perdront pas leurs traces.



LE NOUVEAU COURS DES RELATIONS TURCO-IRAKIENNES

Par Didier Billion, chargé de mission auprès du
Directeur de l'Iris

LA QUESTION des relations entre la Turquie et l'Irak a cristallisé de nombreuses tensions au cours de ces dernières années. Le refus, le 1er mars 2003, par la Grande assemblée nationale turque de voter l'autorisation du stationnement et du transit de quelque 62 000 soldats américains dans la perspective d'une attaque de l'Irak par le Nord, ainsi que le non-alignement du gouvernement et de l'Etat-major turcs sur les thèses de Washington, ont eu l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel apparemment serein des relations turco-américaines.

Plusieurs paramètres permettent de comprendre le sens de ce vote : outre le risque d'accentuation de l'isolement régional de la Turquie qu'aurait constitué l'autorisation du déploiement américain au sol, le gouvernement d'Ankara refusait de s'opposer frontalement à son électorat, tous les sondages effectués à l'époque indiquant que l'opinion publique était très majoritairement contre la guerre et marquée par une forte défiance vis-à-vis de la politique extérieure des Etats-Unis. La question du statut du Nord de l'Irak constitue une autre donnée essentielle qui a pesé lourd dans les négociations américano-turques du mois de février 2003 (1). La principale exigence des militaires turcs, se heurtant à un ferme refus de la part de Washington, portait sur la possibilité d'intervenir dans le Nord de l'Irak de manière autonome, et cela pour au moins trois raisons. D'abord, pour créer une zone-tampon visant à contrecarrer les menées du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont environ 5 000 combattants trouvaient refuge de l'autre côté de la frontière. Ensuite, pour empêcher une éventuelle autonomie, voire la proclamation d'un Etat kurde à la suite du renversement du régime de Bagdad, ce qui n'aurait pas manqué selon eux d'aviver les velléités indépendantistes des nationalistes kurdes de Turquie. Pour une partie de la hiérarchie militaire, il s'agissait enfin, si la situation se dégradait durablement, de tenter la mise en place d'un pouvoir turcoman soutenu par Ankara. Il fallait donc tenter d'instrumentaliser les Turcomans d'Irak dont la Turquie estime le nombre à plusieurs millions d'individus et qui, selon elle, devraient disposer d'un statut propre sur une partie des régions contrôlées ou revendiquées par les Kurdes d'Irak (2).

La brutale chute du régime baathiste modifia bien sûr la donne. La Turquie n'a alors cessé d'exiger la garantie de l'intégrité territoriale de l'Irak et la possibilité pour les Irakiens de décider seuls de leur avenir, mais a surtout redéployé sa politique moyen-orientale de façon exceptionnelle. D'autant que les inquiétudes n'ont fait que croître à Ankara, tant à cause du rôle joué par les organisations kurdes dans la chute de Saddam Hussein que du fait des chaotiques évolutions de la situation irakienne. En dépit des déclarations rassurantes des dirigeants kurdes d'Irak quant à leur volonté de préserver le caractère unitaire - mais fédéral - du pays, on n'en constate pas moins une autonomisation de facto du Nord de l'Irak.

Dès lors les tensions se sont concentrées sur deux points : le sort et le futur statut de la ville et de la province de Kirkouk tout

d'abord, les évolutions de la partie Nord de l'Irak et la question du PKK ensuite.

Pour ce qui concerne Kirkouk, les Kurdes d'Irak estiment qu'elle doit être placée sous leur propre administration, alors que les Turcomans soutenus par Ankara le refusent catégoriquement, rejoints sur cette position par toutes les composantes arabes de la société irakienne. La situation y est en effet particulièrement complexe puisque son statut devait être fixé à la suite des accords signés en 1970 entre les Kurdes et Bagdad, mais finalement jamais appliqués. La ville et la province ont au contraire fait l'objet d'une politique d'arabisation massive et, depuis la chute de Saddam Hussein, une politique de kurdisation non moins importante y est pratiquée, ce que ne cessent de dénoncer les autorités turques. Le référendum prévu par la nouvelle Constitution irakienne devait avoir lieu en 2008, mais n'a toujours pas été organisé à ce jour. Les Etats-Unis et l'ONU notamment ont fait pression sur les dirigeants kurdes d'Irak pour qu'ils renoncent, au moins temporairement, à l'organisation dudit référendum, et ce sensible point de fixation a durant de nombreuses années cristallisé la condamnation par Ankara d'une quelconque potentielle autonomisation de la région kurde.

Ces inquiétudes ont bien sûr fait écho au jeu de l'Administration Bush. Non seulement celle-ci considérait les organisations kurdes en Irak comme les plus fiables et les mieux organisées du pays, ce qui est un fait, mais de plus, celles-ci pouvaient éventuellement être fort utiles pour la réalisation des projets de remodelage du Moyen-Orient chers aux néo-conservateurs. La carte kurde pouvait ainsi très bien être instrumentalisée à l'encontre de la Syrie, de l'Iran voire de la Turquie. Pourtant, l'élection de Jalal Talabani à la présidence irakienne, en avril 2005, si elle a dans un premier temps suscité un véritable désarroi à Ankara, a rapidement été analysée comme la meilleure garantie du maintien du caractère unitaire de l'Etat irakien, qui reste pour la Turquie le paramètre essentiel. En outre, on doit admettre que la valeur stratégique d'Erbil ou de Souleymaniyeh n'est pas en passe de devenir la même que celle d'Ankara, ce que l'Administration américaine a dû prendre en compte.

Toutefois, la présence de bases du PKK dans le Nord de l'Irak, et la protection dont elles jouissaient de la part des autorités du Kurdistan d'Irak, que le gouvernement turc continue à appeler Irak du Nord, a constitué un sujet récurrent de tensions. A de multiples reprises, les autorités civiles et militaires turques ont ainsi vainement demandé à leurs homologues américains d'intervenir contre les bases du PKK, organisation qualifiée de terroriste.

La question de la lutte contre le PKK, constante de la vie politique turque, a connu une nouvelle phase de tensions en septembre 2007, ce dernier procédant à une énième série d'actions terroristes. Le Parlement turc, par 506 voix sur 527 présents, autorisait alors, le 17 octobre suivant, le gouvernement à engager des opérations contre les bases militaires du PKK se situant dans le Nord de l'Irak. S'en suivront plusieurs phases de bombardements aériens et une intervention terrestre, au cours du mois de février 2008. Ces opérations bénéficièrent des renseignements fournis par l'Administration Bush, qui prit conscience que la présence des combattants du PKK dans le Nord de l'Irak contribuait à déstabiliser la seule région véritablement sous contrôle du pays. Les autorités kurdes d'Irak, pour leur part, effectuèrent un pas de deux, condamnant l'intervention de l'armée turque, tout en prenant leurs distances avec le PKK. Elles comprenaient pertinemment qu'à terme, les bonnes relations avec Ankara seraient plus déterminantes que celles entretenues avec le PKK, notamment à

partir du moment où les troupes américaines se seraient retirées.

Ainsi, des contacts politiques se sont multipliés en 2008 et 2009 entre des émissaires turcs de haut rang et Massoud Barzani, président de l'entité kurde du Nord de l'Irak. Ils marqueront la fin de la règle qui n'autorisait des contacts, du moins officiels, qu'entre Ankara et les autorités centrales irakiennes. Au mois de novembre 2008, un comité conjoint entre la Turquie, l'Irak et les Etats-Unis est créé pour contrecarrer les activités du PKK. Il a lieu en présence du ministre de l'Intérieur turc, du Premier ministre irakien, de l'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad et du « ministre » de l'Intérieur de la zone kurde de l'Irak. Depuis lors, les relations entre les autorités turques, irakiennes et kurdes d'Irak se fluidifient incontestablement.

La présence du consul général de Turquie à Mossoul, lors d'une conférence organisée au mois de février 2009 par une puissante confrérie religieuse turque dirigée par Fethullah Gülen pour promouvoir le dialogue turco-kurde, marque par exemple cette notoire évolution. La succession rapprochée de visites réciproques de responsables politiques et économiques entre les deux pays est un autre indicateur qui ne trompe pas. Celle de Abdullah Gül, en mars 2009, ne fut pas la moindre d'entre elles, puisqu'elle représentait la première visite d'un président de la république de Turquie depuis 33 ans à Bagdad. La nécessité de faire cesser les activités armées du PKK, notamment à partir des bases dont il continue à bénéficier dans le Nord de l'Irak, était de nouveau affirmée par l'ensemble des participants aux multiples rencontres organisées lors de cette visite.

La dimension économique, pour sa part, n'était pas oubliée, puisqu'un accord-cadre commercial de 20 milliards de dollars américains pour deux ans était signé, confirmant les évolutions récentes. Les échanges commerciaux entre la Turquie et l'Irak, par exemple, ont augmenté de 37,5% en 2008 par rapport à 2007, atteignant les 7,8 milliards de dollars américains. Dans ce mouvement, les entrepreneurs des régions du Sud-Est de la Turquie et du Nord de l'Irak multiplient les contacts et les contrats. Les entreprises turques sont déjà très présentes, puisque l'on estime leur nombre à 1200, dans des domaines aussi variés que le BTP, l'alimentation ou l'électroménager. Quant à la Turquie, elle aspire à devenir le premier partenaire économique de l'Irak. Une vingtaine de projets d'envergure sont ainsi en cours de réalisation : construction de cinq hôpitaux, restauration des voies de chemins de fer entre les deux pays, mise en œuvre d'une centrale électrique, perspective de création d'une zone de libre échange et de l'ouverture d'un deuxième poste frontière... Dans le secteur énergétique enfin, des contrats de prospection pétrolière sur les champs irakiens à l'étude, ainsi qu'une utilisation accrue de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, ou encore un projet de gazoduc. Ces dossiers s'inscrivent dans la politique turque d'affirmation de son rôle de plaque tournante de transit de l'énergie entre les pays producteurs et les marchés occidentaux. Sur l'ensemble de ces projets, la Turquie se veut résolument la porte européenne de l'Irak.

La seule ombre à ce tableau concerne la question de l'eau. Bien que le président Abdullah Gül ait promis de doubler le quota d'eau provenant du Tigre et de l'Euphrate alloué à l'Irak lors de sa visite, il faut admettre que la Turquie possède en la matière une arme d'une redoutable efficacité, la situation hydrique de l'Irak étant catastrophique. Ainsi, au printemps 2009, l'ensemble des barrages irakiens totalisaient 11 milliards de m³ d'eau, contre 40 milliards de m³ au printemps 2006. Les risques de sécheresse, d'interdiction de l'irrigation et de déplacements de population se profilaient, ce qui a conduit la Turquie à ouvrir les vannes de ses barrages situés en amont. Le débit de l'Euphrate est alors passé de 130 m³/s à 360m³/s, puis 517 m³/s selon les informations fournies par les autorités turques. Toutefois les

autorités irakiennes revendiquent 700m³/s, même si un accord signé en 1987 fixait le chiffre d'une moyenne annuelle de 500m³/s. Il va de soi que cette question vitale ne manquera pas de resurgir dans les prochaines années et ne pourra être positivement traitée qu'en fonction du cours de l'évolution des relations politiques bilatérales.

La Turquie cherche aussi à affirmer en Irak un rôle de facilitateur qu'elle développe en direction d'autres pays de la région. On se rappelle de son rôle dans les contacts indirects entre la Syrie et Israël jusqu'à l'agression de ce dernier contre la bande de Gaza en décembre 2008, ou encore des missions récentes du Premier ministre turc et de son ministre des Affaires étrangères à Téhéran, Ahmet Davutoglu, pour tenter de contribuer à faire baisser d'un cran la tension concernant le dossier nucléaire. Dans un autre contexte, l'accueil de Moqtada al-Sadr et d'environ 70 chiites irakiens, dont plusieurs députés, au mois de mai 2009 à Istanbul, procédait de la même logique : mettre l'influence de la Turquie au profit de la stabilité et de l'unité de l'Irak.

La normalisation graduelle entre les deux pays est, à ce stade, positive, chacun comprenant qu'il y a plus d'intérêts que d'inconvénients à resserrer la lutte contre le PKK et à tracer la perspective d'un voisinage politique et économique pacifié. La réunion interministérielle rassemblant durant deux jours neuf ministres de chaque pays, organisée au mois de septembre 2009, et suivie d'un conseil des ministres conjoints un mois plus tard, illustre cette tendance. En outre, les responsables politiques turcs ne dissocient désormais plus leurs relations avec les autorités centrales de Bagdad d'avec celles des autorités kurdes d'Irak, comme l'indique le voyage remarqué du ministre des Affaires étrangères turc, au Nord de l'Irak au mois d'octobre 2009. Inaugurant officiellement deux consulats généraux, à Bassora et Mossoul, il annonçait l'ouverture programmée de celui d'Erbil et confirmait ainsi la fin d'un tabou officiel turc qui se refusait à avoir des contacts publics bilatéraux avec les responsables kurdes d'Irak ayant de facto acquis un statut de quasi autonomie.

C'est en ce sens que l'on peut parler d'un nouveau cours des relations turco-irakiennes. Il s'inscrit dans la politique actuelle de la Turquie s'incarnant dans le concept du « zéro problème avec nos voisins » et la multiplication des initiatives diplomatiques. Ahmet Davutoglu n'hésitait d'ailleurs pas à déclarer au cours de ce voyage dans le Nord de l'Irak que le moment était venu pour « les Arabes, les Kurdes et les Turcs de rebâtir ensemble le Moyen-Orient ».

L'arrivée en provenance de Mossoul du premier train de voyageurs entre la Turquie et l'Irak, le 17 février dernier à Gaziantep, est d'ailleurs un fort symbole, surtout si l'on se souvient que ce tronçon, désaffecté depuis presque vingt ans, fait partie de la ligne historique entre Istanbul et Bagdad, elle-même partie de la voie Berlin-Bagdad.

(1) Les négociations se sont organisées autour de trois volets, militaire, politique et économique, ce dernier étant probablement le moins important bien qu'il fût le plus médiatisé.

(2) Ankara veut assumer la défense de la communauté turcomane (500.000 individus selon les chiffres les plus communément admis, 2,5 millions selon Ankara) pour laquelle un statut est revendiqué.

U.S. leads push on draft containing new sanctions for Iran

UNITED NATIONS

BY NEIL MacFARQUHAR

The United States is circulating a draft resolution of new, tougher sanctions against Iran that concentrate on the banking, shipping and insurance sectors of its economy, and is now waiting for China and Russia to signal that they are willing to start negotiating over the measures, United Nations Security Council diplomats said Wednesday.

The proposed new sanctions would both broaden the scope and intensify three previous rounds of sanctions enacted since 2006 in an effort to persuade Iran to halt uranium enrichment and negotiate the future of its nuclear development program.

At a news conference Wednesday in Brazil, Secretary of State Hillary Rodham Clinton said she believed that Iran would negotiate in good faith only after sanctions were imposed.

"The time for international action is now," she said. "It's only after we've passed sanctions in the Security Council that Iran will negotiate in good faith."

Mrs. Clinton spoke during an official visit to Brazil, a member of the Security Council whose support she was seeking. But its president, Luiz Inácio Lula da Silva, rebuffed her position.

"It is not prudent to push Iran against a wall," Mr. da Silva said after a ceremony in Brasília to open a new Internet portal. "The prudent thing is to establish negotiations."

The Security Council diplomats said the proposed new sanctions called for an outright ban on certain transactions with Iran, whereas the existing sanctions call on U.N. members to exercise "vigilance" or "restraint" in interacting with Iran in some areas of weapons trade, shipping and banking. The focus is on the Iran Revolutionary Guards Corps, which runs a vast array of Iranian businesses, while the oil industry is not included, diplomats said.

The proposed new sanctions seek to expand other aspects of those already in place, including the list of banks singled out previously, adding at least the country's central bank to those targeted be-

fore: Bank Melli and Bank Saderat. The proposed new sanctions would also expand the list of individuals facing a travel ban and assets freeze for their work in the nuclear program.

Sanctions to date, which run to about six pages, have singled out companies and individuals involved in the nuclear and missile development programs or help to finance them. They include a ban on arms sales to Iran.

There has been no reaction to the draft from China, which has veto power

"It's only after we've passed sanctions in the Security Council that Iran will negotiate in good faith."

on the Security Council and has publicly opposed sanctions. At the U.N., the previous Chinese permanent representative, Zhang Yesui, has left to take up his new post as ambassador to Washington. The new U.N. ambassador, Li Baodong, who previously represented China at the U.N. in Geneva, was to present his credentials to begin work on Thursday.

The proposed measures, already negotiated between the United States, Britain, France and Germany, will most likely be diluted in further talks. The initial reaction from Russia was negative, saying the measures are too strong, diplomats involved in the talks said, with one noting, "There is quite a bit that they didn't like." Yet Moscow continues to endorse the idea of new sanctions in tandem with negotiations.

"When we sought and continue to seek to keep the negotiation window open, Iran has not followed up with the appropriate responses that we expected," Vitaly Churkin, the Russian ambassador to the U.N., said at a news conference late Tuesday.

He said Russia was increasingly concerned about the latest conclusions from the International Atomic Energy Agency indicating that Iran may be seeking to develop a nuclear weapon despite its claims that all its research is for a peaceful nuclear program.

"When they are not satisfied with

what they see in their cooperation with Tehran, we are obviously also very concerned," Mr. Churkin said. "This raises worries about the nature of their nuclear program." He said that he had still not received instructions from Moscow to begin negotiations over the new round of sanctions.

The main leverage that the United States, Britain, France and Germany have in support of sanctions is that Russia and China still want this forum of six nations to continue to be the main arena for such talks, even though the Western nations are expected to enact their own sanctions no matter what the outcome of the Security Council negotiations. All six nations except Germany have a veto as permanent members of the Security Council.

"The value of the six is obvious," Mr. Churkin said. "I see no reason why the six cannot continue to work effectively in hammering out joint positions in our dealing with Iran."

President Barack Obama is holding a nuclear summit meeting in Washington on April 12-13, so diplomats anticipate that if the sanctions are not negotiated by then, the leaders themselves might be able to work out any differences. The Western nations want the resolution finished before May.

7 arrested over arms sales

Seven people accused of illegally selling arms to Iran via Europe have been arrested in Italy, Rachel Donadio reported from Rome.

A veteran Italian counterterrorism prosecutor, Armando Spataro, said at a news conference in Milan on Wednesday that a nine-month investigation had intercepted phone conversations and e-mail messages indicating that the group was trafficking in weapons to Iran via Romania and Germany, Britain and Switzerland.

Two of those held are Iranians living in Italy — one of them an accredited television journalist — and five are Italians, according to Italian media reports, while two more Iranian suspects remained at large. The Iranians are suspected of being spies.

Turkey: Regime in Crisis



Henri Barkey
NATIONAL INTEREST

The Turkish military, unaccountable to any political authority and long accustomed to operating with impunity, has suddenly come under scrutiny with the revelation that several of its officers have plotted to overthrow the country's constitutional order. The arrests last week of forty-nine high-ranking former Turkish military officers, including former service chiefs of the navy and air force, as well as a deputy chief of staff, heralds the latest and perhaps final stage in a confrontation between Turkey's powerful military establishment and society. The roundup, carried out by the judiciary with an unclear degree of involvement by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, will humiliate the military.

Although the two service chiefs and the deputy chief of staff were released, the sight of so many high-ranking officers being hauled in front of judges is unprecedented. It is too early to tell whether these arrests will solidify the attitudes of hard-line officers who are itching to topple the government, or whether the era of coups and other forms of unconstitutional attempts at overthrowing the system is over. All signs do point to the latter; and, in any case, there is still a significant threshold to cross—the expected change in military command in August.

What is clear, however, is that unless Turkey manages to devise a new constitution to replace the one imposed by the military in 1982, it will face increasing instability and likely become prone to erratic foreign-policy behavior.

This crisis is the culmination of profound shifts in Turkish society.

The emergence of a conservative and pious business elite, made possible by the economic reforms of the 1980s, lay the groundwork for Erdogan's Islam-influenced Justice and Development Party (AKP), which rose to power in 2002. For secularist elites, who are wedded to a doctrinaire vision of the Turkish state that does not acknowledge society's deep religious roots—or the existence of the Kurds, for that matter—AKP's commanding majority has been viewed with alarm, if not panic.

On one side are the AKP and its allies: some liberal intellectual elites, the conservative business elites and the religious orders. On the other are the forces of the secular state apparatus, composed primarily of the army, the bureaucracy, an important segment of the press establishment, academics, old-line political parties, and of course the judiciary.

Caught between and running scared are the old Western-oriented business elites, represented by TUSIAD, the Turkish Industrialists and Businessmen Association, and some intellectual elites who are not aligned with the AKP. These intellectuals sympathize with the party's broad goals, but not with its leadership or its Islamist origins.

The military and judiciary have taken it upon themselves to protect Turkish "democracy" by any means. Four times since 1960, the military has intervened to overthrow governments, and the judiciary routinely bans political parties and politicians of which it does not approve.

What is new, however, is the Turks' increasing resistance to military and judiciary conceptions of politics. The resistance comes from a more diverse population, a strengthening civil society and other forces, the most important of which is Taraf, a small daily newspaper. Taraf's willingness to publish damaging stories about the armed forces, something mainstream newspapers have always shied away from, has energized individuals in various state offices to leak damaging information.

This is hardly a struggle between angels and demons, but the primary culprit is the military establishment,

which has missed the signs of change. Its actions have backfired and further damaged its reputation. The most egregious case of army interference in domestic politics occurred on April 27, 2007, when its chief of staff issued a clumsily written statement on the Turkish Armed Forces website warning against the selection of Abdullah Gül as president of the republic. The army's opposition derived primarily if not exclusively from the fact that Gül's wife wore a turban—an unacceptable wardrobe choice, since he would be occupying the position once held by Atatürk, the founder of the secular Turkish republic, in whose name the military acts.

This forced the AKP to call for elections, which it won with an overwhelming mandate, but after which it has not succeeded in enacting reforms. This is in part because the secular state establishment sought revenge by trying to ban the AKP altogether, an attempt that almost succeeded. The AKP has yet to grow into a classical liberal party that embraces openness, freedom of thought and the rule of law. Instead, it has replicated all the ills of Turkish parties past, including one-man domination, the use of government power to squelch the opposition, and the lack of a comprehensive vision that transcends the immediate concerns of its own pious core constituency.

As a result, a new Turkish constitution remains both a distant dream and an absolute necessity. Turkey needs to overhaul its archaic political institutions that have prevented the evolution of dynamic and responsive politics. The resulting paralysis has always been an invitation to greater military involvement.

For the United States, Turkey's traditional ally, this is a most unappealing scenario. The White House does not want to see Turkey wallow in crises, nor will it countenance a coup by any means. The former might simply be written in the stars—but Washington can be crystal clear that it will not accept the latter.

www.carnegieendowment.org

Reportage

Mossoul

Envoyé spécial

L'exode des chrétiens de Mossoul, en proie à des violences quotidiennes

Victimes d'assassinats et d'enlèvements, les familles fuient la grande ville du nord de l'Irak

Nous ne pouvions plus rester, ils viennent nous tuer jusque dans nos maisons», gémit Isaac Petros, assis sur des cartons, une théière entre les mains. Des dizaines de voitures bourrées à craquer, des matelas empilés sur le toit, ont fait irruption sur le parking de la gare routière de Karakosh, à la nuit tombée. Depuis quelques jours, des réfugiés hagards viennent récupérer des vivres et un peu d'aide distribuée par l'Office international des migrations (OIM). Des centaines de familles chrétiennes ont débarqué dans ce bourg syriaque de la province de Ninive, en provenance de Mossoul.

La grande ville du nord de l'Irak, à 25 km de là, est en proie à une recrudescence de violences. Au moins douze membres des églises orientales y ont été assassinés en un peu plus d'un mois et l'exode s'accélère à l'approche des élections législatives irakiennes du 7 mars. « C'est la deuxième fois que je pars, depuis 2008, raconte Hazim Sabri Aziz, un peintre en carrosserie. Mais cette fois, c'est pire. La police ne fait rien pour nous protéger. »

Barricadé, défendu par sa propre milice, le village de Ninive, composé à 95% de chrétiens, est un sanctuaire pour ceux de Mossoul qui fuient les violences. Environ 4 000 syriaques, chaldéens ou Arméniens ont quitté la ville depuis le 20 février, selon un rapport du bureau des affaires humanitaires des Nations unies, publié dimanche. Les trois couvents de religieuses de Karakosh sont transformés en dortoirs. Le séminaire de formation des prêtres, qui vient d'ouvrir, accueille aussi des familles de réfugiés.

Dans les maisons, la moindre pièce disponible est immédiatementquisitionnée pour les chrétiens en fuite. La situation à Mossoul est devenue intenable: le 14 février, un marchand de kebbé, un plat local, a été tué dans le centre-ville. Le lendemain, un vendeur de fruits et légumes a été pris pour cible dans sa boutique. Le jour suivant, ce sont deux étudiants sur le chemin de l'université qui ont été victimes d'une attaque à l'arme à feu, tuant l'un d'eux. Et le même jour, le corps d'un instituteur a été retrouvé en pleine rue, criblé de balles.



Marche de la paix, dimanche 28 février, dans le village de Karakosh. CH. PETIT-TESSON POUR « LE MONDE »

Le dernier crime en date a décimé la famille de Mazen, un prêtre syriaque. Son père et deux de ses frères ont été sauvagement assassinés dans leur propre maison. « Un soir, quelqu'un a frappé, raconte le père Mazen qui était sorti ce jour-là. Trois jeunes musulmans d'environ 20 ans sont entrés avec des revolvers. Ma mère leur a donné ses bijoux mais ce n'était pas leur but », poursuit l'homme d'Eglise à la moustache blanche, âgé de 36 ans. Les femmes ont été enfermées dans la cuisine, les hommes

La situation est devenue intenable: le 14 février, un marchand de kebbé a été froidement abattu dans le centre-ville

exécutés. « La police n'a pas voulu rester pour protéger le reste de la famille », explique le prêtre, le regard empli de détresse. « Nous sommes partis la nuit même chez mon oncle à Karakosh. J'ai peur d'être tué à mon tour », avoue-t-il. Le père Mazen avait déjà été kidnappé en 2008, avant d'être libéré contre le paiement d'une rançon.

Cette vague d'attaques contre les minorités chrétiennes rappelle celle de 2008, quand une série de meurtres et d'enlèvements avait

fait une quarantaine de victimes, parmi lesquelles l'archevêque chaldéen Faraj Rahho, enlevé et retrouvé mort deux semaines plus tard.

Le pape Benoît XVI a demandé dimanche que les minorités religieuses d'Irak soient mieux protégées. A Karakosh, une bonne partie de la population a participé à une marche pacifique après la messe dominicale du matin pour dénoncer cette politique de terreur menée par les mystérieux assaillants. « Le sang des innocents vous interpelle. Asez de violence, assez de terrorisme », proclamait une banderole en tête de cortège. Les évêques des différents rites faisaient corps derrière la fanfare des scouts assyriens pour réclamer justice. Le même jour, plusieurs dizaines de chrétiens, dont l'évêque de Bagdad, ont manifesté dans le centre de la capitale irakienne.

Par crainte d'un attentat, des peshmergas mais aussi des soldats américains s'étaient déployés dans le village, situé au cœur d'une zone disputée entre Kurdes et Arabes. « Nous exigeons du gouvernement qu'il pousse les enquêtes jusqu'à leur terme. Pour l'instant, elles sont étouffées dès que tel parti ou telle personnalité politique est impliqué », souligne d'une voix douce Georges Casmoussa, l'archevêque syriaque catholique.

Pour lui, le motif de ces actes est à chercher autant dans le banditisme



et la concurrence à laquelle se livrent les groupes politiques dans la province que dans l'extrémisme religieux. Enlevé, lui aussi, en 2006, l'ecclésiastique veut pousser les autorités irakiennes à agir. Après la manifestation, le commandant local des forces armées irakiennes et un envoyé du premier ministre, Nouri Al-Maliki, sont venus affirmer leur détermination à faire cesser les meurtres.

La présence des chrétiens sur ces terres bibliques de Mésopotamie est menacée. A Mossoul, la ville la plus dangereuse du pays avec une moyenne de six attentats par jour et la présence d'une insurrection sunnite, les minorités religieuses sont prises en étau. Ici, plus des deux tiers des chrétiens ont déjà fui. « Ceux qui restent sont les plus pauvres, ceux qui n'ont nulle part où aller », soupire le père Mazen. ■

Guillaume Perrier

Les sunnites reviennent dans le jeu politique avant le retrait américain

Cette communauté minoritaire qui domina pendant 80 ans l'État irakien avait boycotté le précédent scrutin.

ADRIEN JAULMES
ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGDAD

MOYEN-ORIENT Née dans la violence et sous occupation étrangère, l'expérience démocratique irakienne continue malgré tout. Au point de faire des élections législatives de ce week-end l'un des plus intéressants événements politiques du Moyen-Orient. Plus de 6 000 candidats, dont 1 800 femmes, sont en lice pour pourvoir les 325 sièges du nouveau Parlement irakien.

Phénomène intéressant, les blocs confessionnels et ethniques qui s'étaient affrontés en 2005 lors des précédentes élections législatives, menées sur fond de guerre civile, ont tous éclaté : la plupart des grandes listes comprennent cette fois des membres de toutes les confessions. Chiïtes et sunnites se présentent côte à côte face à leurs coreligionnaires, et les chiïtes, qui dominent depuis la chute de Saddam Hussein la politique irakienne, sont aujourd'hui divisés en plusieurs coalitions rivales.

Autre fait significatif, leurs partis religieux, rangés derrière leurs mollahs, et qui avaient dominé le précédent Parlement, ont vu leur influence s'éroder. À présent talonnés par des formations plus séculières, ils ont mis en sourdine leurs références eschatologiques, pour tenir des discours plus technocratiques et nationalistes. Signe de cette tendance, sur la plupart des listes apparaissent des femmes sans voile. Des humoristes ont ironisé sur la « *bonne fortune des barbiers* », pour désigner la recrudescence de candidats au menton glabre sur les affiches électorales. Tout aussi importante est l'entrée dans le jeu politique national des Arabes sunnites. Après avoir boycotté le précédent scrutin, cette communauté minoritaire qui avait dominé pendant 80 ans l'État irakien indépendant avant de perdre le pouvoir avec la chute de Saddam Hussein en 2003 devrait participer massivement au vote de dimanche. Plus d'un million d'Irakiens en exil, majoritairement sunnites, vont pouvoir aussi voter.

Le mode de scrutin est particulièrement original. Le vote se fait par

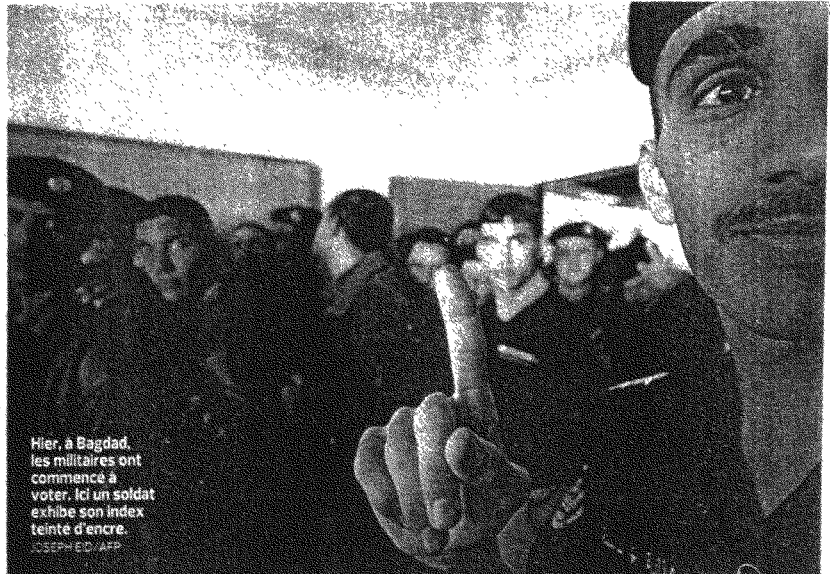
6000
candidats,
dont 1 800 femmes,
sont en lice pour
pourvoir 325
sièges

listes, mais leur composition peut être modifiée par l'électeur qui à la possibilité de choisir les candidats pour lesquels il vote. Règle qui a obligé ces derniers à mener de vraies campagnes, personnelles et actives. Bagdad s'est d'ailleurs couverte d'affiches et de panneaux électoraux au point d'en donner le tournis : très peu de religieux voilés, mais des centaines de visages, plus ou moins connus, et de slogans décorent depuis des semaines les artères de la ville.

Jouant une fois de plus son rôle d'oracle de Delphes, le grand ayatollah Ali al-Sistani a pesé de tout son poids en faveur

Sur la plupart des listes apparaissent des femmes sans voile

de ce système, qui joue contre la confessionnalisation du scrutin. Le grand ayatollah, qui vit reclus dans une ruelle de Nadjaf, n'intervient pas directement dans le débat politique, et a une nouvelle fois refusé de soutenir quiconque. Mais comme à chaque choix crucial pour les institutions irakiennes depuis 2003, son avis a une fois de plus fait pencher la balance, au détriment même des grands partis religieux chiïtes qui se réclament de lui. Aucune des grandes coalitions ne semble pouvoir emporter seule la majorité. La prochaine Assemblée sera donc obligée de faire des compromis et de passer des alliances pour élire un président et un premier ministre et former un gouvernement.



Hier, à Bagdad, les militaires ont commencé à voter. Ici un soldat exhibe son index teinté d'encre.
JOSEPH EDI/AFI

Montée des formations laïques

Les élections de 2005 avaient constitué un test historique pour un pays sortant de la longue dictature de Saddam Hussein. Celles de dimanche prochain apparaissent comme une étape supplémentaire dans la construction d'un État stable et démocratique.

Mais la route à parcourir est encore longue. Le gouvernement irakien, qui a remplacé les Américains dans les anciens palais de Saddam, héritant des fortifications construites par la puissance occupante, vit toujours en état de siège. La violence reste endémique, et les progrès accomplis en matière de sécurité au cours des derniers mois restent fragiles.

Si l'Irak a réussi à grand-peine à reconstituer des services de sécurité, l'appareil d'État est toujours défaillant, et de nombreux électeurs aspirent à présent à une administration plus efficace et des services publics dignes de ce nom.

Le recul des partis religieux et la montée des formations plus laïques semblent liés à ces revendications. Les enjeux sont considérables. L'État irakien reste fragile, et la guerre civile et religieuse couve encore. Les Américains attendent de ces élections le signal de leur retrait. L'accord sur le statut de leurs forces, signé fin 2008 avec le gouvernement irakien, doit être d'ailleurs soumis à référendum parallèlement au scrutin législatif.

Mais les radicaux sunnites, désignés sous l'appellation générique d'al-Qaïda en Irak, semblent décidés à jouer leur va-tout et déchaîner le chaos. Plusieurs attentats ont eu lieu ces derniers jours, dans la province de Diyala et hier à Bagdad. Le dispositif de sécurité mis en

place mobilisera la quasi-totalité des forces de police et de l'armée irakienne. Dans Bagdad plongée dans une tempête de sable qui arrache les affiches électorales, les points de contrôle ont été renforcés, et un couvre-feu décrété à partir d'hier soir.

La capitale irakienne, vaste mégapole de plus de 7 millions d'habitants, toujours multiconfessionnelle malgré la guerre religieuse qui a fait rage en 2006-2008, est l'un des principaux enjeux du scrutin, avec 68 sièges à pourvoir. C'est aussi sans doute là que les extrémistes essayeront de frapper. ■

NOURI AL-MALIKI, LE PREMIER MINISTRE QUI RASSURE

LE PREMIER ministre sortant bénéficie de l'avantage que donne le pouvoir. Chef du gouvernement depuis 2006, lorsqu'il avait été choisi un peu par défaut, pour sortir de l'impasse où étaient plongées les négociations entre les courants chiïtes, cet homme peu connu s'est révélé un politicien moins maniable que prévu par ceux qui l'avaient choisi. Prenant ses distances avec l'establishment religieux qui l'avait soutenu, ainsi qu'avec l'Iran, il avait lancé une campagne militaire contre les miliciens chiïtes de Moqtada al-Sadr. Se disant certain de sa réélection, il a contre lui de piètres résultats dans la gestion de l'État irakien, et notamment dans le rétablissement des services publics. Après qu'il a réussi à juguler, grâce à l'aide militaire américaine, la guerre confessionnelle qui a failli emporter l'État irakien, son bilan sécuritaire reste mitigé. Sa décision de faire écarter plus d'une centaine de candidats sunnites pour cause d'appartenance au parti Baas de Saddam Hussein ne lui attirera sans doute pas beaucoup de suffrages de ce côté-là. Il peut compter néanmoins sur le vote des indécis, ou des électeurs préférant un homme d'État connu, quoique imparfait, à un nouveau saut dans l'inconnu.



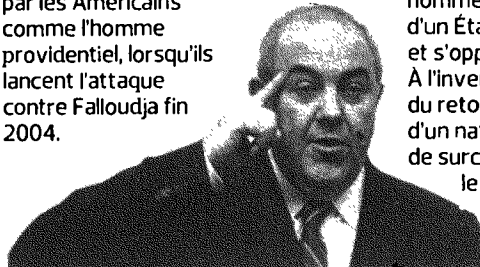
TALABANI, LE PRÉSIDENT QUI NE FÉDÈRE PAS LES KURDES

L'ALLIANCE kurde irakienne, constituée par les deux grandes figures kurdes, le président Jalal Talabani et le chef du gouvernement provincial kurde Massoud Barzani, n'ont pas réussi à réunir sous leur bannière tous les Kurdes. Le Mouvement du changement, qui s'était opposé à eux aux élections du Kurdistan en

2009, dénonçant leur monopole du pouvoir, et des formations islamistes kurdes font campagne de leur côté pour être représentés au Parlement irakien. Le statut du Kurdistan, officiellement provinces irakiennes mais proto-état quasi indépendant, avait été arraché après la chute de Saddam Hussein par l'alliance des Kurdes autour de leur cause nationale.

IYAD ALLAOUI, LA FIGURE LAÏQUE DU MOUVEMENT NATIONAL IRAKIEN

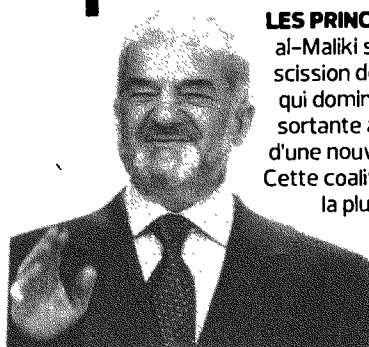
CETTE LISTE nationaliste et laïque (pour autant que le terme s'applique vraiment) est menée par Iyad Allaoui, chef du gouvernement intérimaire en 2004-2005, ancien médecin et membre du parti Baas, que Saddam Hussein avait manqué de peu de faire assassiner en Grande-Bretagne. Ce chiïte non religieux était considéré par les Américains comme l'homme providentiel, lorsqu'ils lancent l'attaque contre Falloudja fin 2004.



Les sunnites se sont depuis ralliés à sa candidature, dont le nationalisme à poigne rappelle celui de Saddam. Son bloc irakien compte des personnalités sunnites comme le vice-président Tarek al-Hachémi ou Saleh al-Motlaq, exclu des élections. Les classes urbaines et éduquées sont aussi sensibles à cet homme qui prône la reconstruction d'un État irakien puissant, et s'oppose à la « débaasification ». A l'inverse, les chiïtes se méfient du retour au pouvoir en Irak d'un nationaliste, ancien baasiste de surcroît. Un bon score d'Allaoui le mettrait en position de « faiseur de roi », à défaut de lui permettre de briguer le poste de premier ministre.

IBRAHIM AL-JAAFARI ET LES FRÈRES RIVAUX CHIITES

LES PRINCIPAUX rivaux de Nouri al-Maliki sont ses anciens alliés. La scission de la grande coalition chiïte qui domina l'Assemblée irakienne sortante a conduit à la création d'une nouvelle Alliance nationale. Cette coalition est formée par la plupart des partis religieux chiïtes, unis dans leur opposition à Maliki: le puissant Conseil suprême islamique irakien, une partie



du Dawa, le propre parti de Maliki, et les partisans du jeune tribun Moqtada al-Sadr en font partie. Elle compte plusieurs figures de poids. Ibrahim al-Jaafari, prédécesseur de Maliki au poste de chef du gouvernement, Adil Abdul-Mahdi, vice-président qui manqua de peu le même poste, Ammar al-Hakim, issu d'une famille éminente d'ayatollahs, et l'insubmersible Ahmed Chalabi, ancien conseiller occulte de l'Administration américaine contre Saddam Hussein, devenu l'un des hommes liges de l'Iran à Bagdad, ont tous des vues sur la fonction de chef de gouvernement irakien. Leurs ambitions pourraient se gêner au profit d'un outsider.

Le Monde

Vendredi 5 mars 2010

A Nadjaf et Karbala, les Iraniens sont partout sauf dans le cœur des Irakiens

L'influence de l'Iran sur les deux villes saintes chiites irakiennes semble se limiter aux pèlerinages



A Bagdad, des policiers exhibent leur doigt taché d'encre, preuve de leur vote, le 4 mars. A. AL-MARJANI/AP

Reportage

Nadjaf et Karbala
Envoyé spécial

Autour des mausolées à coupes d'or dédiés aux imams du chiisme mondial – Ali, gendre du Prophète enterré à Nadjaf, Hussein et son frère Abbas, petits-fils du même à Karbala –, des milliers de pèlerins iraniens en groupes organisés attendent sagement de passer à la fouille avant d'entrer. Grandes abayas noires pour les femmes, vestons pour les hommes. Seul l'œil exercé d'un Irakien peut différencier les nationalités. « La manière de porter le voile, les chaussures, l'allure générale, on ne peut pas s'y

tromper », dit Ahmed Ali, journaliste local.

Ce ne sont pas ces pèlerins, habitués à faire le voyage jusqu'ici depuis des siècles, qui inquiètent les Américains. Pour l'administration Obama, qui s'appête à rappeler l'essentiel de son corps expéditionnaire d'ici à la fin août, « la » question est : le pouvoir irakien qui sortira des urnes le 7 mars sera-t-il aussi bien disposé envers eux ou peut-il être plus philo-iranien ? Autrement dit, le second producteur potentiel d'or noir au monde, va-t-il, au bout du compte, tomber dans l'escarcelle de Téhéran alors que c'est l'Amérique qui a dépensé 700 milliards de dollars pour le conquérir il y a sept ans ?

La semaine passée, selon *The New York Times* du 25 février, le général Ray Odierno qui commande les troupes, a discrètement brié-

D'après ses renseignements, « l'Iran interfère dans le processus politique irakien, fournit argent, matériel de campagne et formation politique à divers partis et candidats de son choix. Il s'efforce de créer des alliances entre ceux qui lui sont favorables. » A commencer par Ahmad Chalabi, ex-favori de l'administration Bush et agent double selon Washington, que Téhéran « aimerait voir » à la place de l'actuel premier ministre, Nouri Al-Maliki, lui-même bien en course pour un second mandat.

Bien sûr, comme souligne l'excellent dossier publié fin février par International Crisis Group (ICG), l'Etat irakien est encore « si faible, sa souveraineté si perméable et sa classe politique si divisée que c'en est presque une invitation à l'ingérence ». La Jordanie, la Syrie, l'Arabie saoudite, les Emirats du Golfe et les Etats-Unis eux-mêmes, ne se privent pas, à titre « privé » ou étatique, de tenter d'influer sur ce qui se passe à Bagdad. L'Irak se reconstruit et s'il lui reste un long chemin à faire avant de retrouver stabilité et prospérité, il est important, pour ses voisins et au-delà, de s'y placer maintenant.

« Ils restent perses »

Pour trouver la trace de « l'influence iranienne palpable, qui s'étend à tout le pays et à son élite politique » comme l'affirme ICG, la visite de Nadjaf et Karbala – les deux villes saintes de l'islam chiite dont se réclament 60% des Irakiens et 90% des Iraniens – s'imposait. Premier constat : aucune de ces villes d'un demi-million d'habitants, au sud de Bagdad, n'arbore dans ses rues, les immenses affiches glorifiant l'ayatollah Khomeiny ou son successeur à la tête de la République islamique Ali Khamenei, omniprésentes dans la banlieue sud chiite de Beyrouth par exemple.

Les deux cités, dont l'une, Karbala, compta jusqu'au tournant du XX^e siècle jusqu'à 75% d'habitants d'origine persé, vivent toujours

essentiellement des pèlerinages. Les commerçants irakiens entretiennent avec les clients une relation compliquée. « On a besoin d'eux mais on ne les aime pas beaucoup », glisse Hassan Abou Zeinab, joaillier à Karbala. A Nadjaf, l'Iran s'appête pourtant à livrer un hôpital de 400 lits. Un autre sera construit à Karbala. Huit vols par semaine relient désormais les deux villes à Téhéran et Mashad. Des projets économiques communs sont en cours. Les deux pays sont indiscutablement plus proches que jadis. Mais comme disent tous les Irakiens rencontrés, « nous sommes arabes, ils restent perses ».

Pour eux, choisir entre l'Iran et l'Amérique n'a pas grand sens. « Nous avons 1400 kilomètres de frontière commune avec l'Iran. Les Américains vont rentrer chez eux », rappelle le professeur Hayder Sayyed Salman qui enseigne les sciences politiques à Nadjaf. « Le problème n'est pas tant les Iraniens, ajoute-t-il, que leur régime. Regardez, y a-t-il un seul parti en course pour les élections qui affirme ouvertement sa sympathie pour Téhéran ? Pas un, et cela veut tout dire. »

Que des Gardiens de la révolution iranienne mènent ici des opérations clandestines et livrent des armes à des milices chiites ne fait guère de doute. Comme le fait que l'Iran dépense « au moins 20 millions de dollars par mois » selon les services américains, pour influencer des partis politiques, dont le Conseil suprême islamique, fondé à Téhéran en 1982, et son allié le courant sadriste dont le chef, Moqtada Al-Sadr qui s'est replié à Qom, la ville sainte iranienne, depuis près de trois ans. Cela dit, confie Salah Al-Obeidi, porte-parole d'Al-Sadr à Nadjaf, « les Iraniens ont commis tant d'erreurs ici » qu'il ne faut pas s'inquiéter outre mesure. ■

Patrice Claude

Change party roils Kurdish elections

The upstart opposition party is giving the Patriotic Union of Kurdistan a tough fight in Sulaymaniya, in northern Iraq's semiautonomous Kurdistan region.

By Ned Parker and Caesar Ahmed
Reporting from Sulaymaniya, Iraq —

The party machine of the Patriotic Union of Kurdistan is pulling out all the stops. On-duty security forces string up PUK banners, and young men break curfew to hang out of cars waving ivy-colored pennants. The streets of Sulaymaniya are a sea of green.

But in the final days before Iraqis vote for a new national parliament, flags of another color are grabbing all the attention. They're blue, and emblazoned with a burning candle and one word: Change.

The PUK, the longtime ruling party of Sulaymaniya, in northern Iraq's Kurdistan enclave, is in a fight for its life against the upstart Change movement. And with nerves rattled by a shootout between the two sides, the electoral battle could threaten the stability of a region long deemed the "success story" of Iraq.

"I am ready to die for this flag," said Change supporter Anwar Omar, 21.

The PUK and the Kurdistan Democratic Party, in a sometimes uneasy alliance, have had a 19-year monopoly on power in Iraqi Kurdistan. At the least, the elections Sunday probably will shatter the PUK's dominance in Sulaymaniya and chip away at the KDP's hold in the neighboring provinces of Irbil and Dahuk. The three areas make up the semiautonomous region.

Change party supporters, harnessing anger over "business as usual" politics not unlike the "tea party" movement in the United States, say they're fed up with endemic corruption and what they call the two parties' autocratic ways and suffocating grip on economic life in the north.

Mohammed Tofiq once belonged to the PUK's politburo. Now he's one of the leaders of Change. He said PUK corruption dated to 1991, when the Kurds first established their semiautonomous enclave, protected from Saddam Hussein. He sharply criticized the PUK leader, Jalal Talabani, now the Iraqi president.

"After the uprising, he became inte-



rested in his own power and wealth and his family went into business and he surrounded himself with 'yes' men," Tofiq said.

He disputed Bush administration assertions that Kurdistan was a model for the rest of Iraq.

"The American administration had to say . . . that one part of Iraq was a genuine democracy. They had nothing else," he said. "I don't say that. It's not true. It's a lie."

Talabani bristles at the notion that the new party represents genuine reform. "Those who were corrupt are now in Change," Talabani said in an interview this week.

Billed as "the other Iraq" for its relative absence of suicide attacks and sectarian bloodshed, the Kurdish region has wooed foreign investors since 2003 and enjoyed an economic boom.

But shattering the status quo has the potential to trigger major internal Kurdish violence for the first time since 1998, when Talabani and the KDP's Massoud Barzani formally ended a four-year civil war that followed the collapse of a power-sharing arrangement.

Mindful of history, Kurdish leaders have vowed to act swiftly to quash any unrest.

The people "have the right to be worried about the situation but the whole context has changed," Barzani, now president of the region, said in an interview.

"Even if there is a small incident here and there, it will be easily and quickly controlled."

No one wants to be blamed for jeopardizing the hard-won gains of the enclave, and PUK and KDP officials downplay the strife in Sulaymaniya as the fruit of an emerging democracy.

"It is a scary game sometimes. In Iraq and the new Kurdistan, it is not easy, but I feel blessed that we are part of that generation who in the years to come will be looked at as the founding fathers of democracy," said Iraqi Kurdistan Prime

Minister Barham Saleh, a senior PUK leader.

"Look, we've asked for democracy and it has happened, not in its mature sense in every way, but nonetheless it's politics. . . . People compete for votes. This is good and that is the fundamental story of the place."

For residents of Sulaymaniya, such assurances are not enough.

They remember the civil war. They note how the PUK's uniformed security forces patrol their city. And they know the PUK was shocked last summer when Change upset the party in provincial elections here in its stronghold.

Already, there has been violence. A pro-Change rally last month outside the PUK's headquarters triggered a shootout that left at least three Change supporters wounded and 11 under arrest. Each side accused the other of firing first.

Those arrested included Peshraw Ahmed Hassan Rasul, a former Kurdish peshmerga fighter. In a shabby office filled with glum-faced young men, he described how security forces swooped down on the Change supporters in the hospital, put bags over their heads and whisked them into detention for several days. In turn, PUK members accuse Rasul and others of stirring up trouble.

Rasul worried that come election day, any small incident or rumor of fraud could ignite clashes. "Everyone has guns and handguns in their homes -- you can't guarantee how they will react," he said.

The leaders of Change are former PUK members. Its founder, Nawshirwan Mustafa, was Talabani's second-in-command for 40 years and has the gravitas as a peshmerga veteran to challenge his onetime comrade.

Adding insult to injury, when Mustafa quit the PUK in 2006 over what his people say was the party's failure to combat corruption, Talabani gave him \$10 million from funds he controlled to start a media company and think tank, and leased him property in Sulaymaniya.

That proved to be the seed money for the upstart movement and its slick CNN-style news channel. Now Talabani knows that he helped create those who want to topple him.

"We gave them all these things. They started to . . . say anything against us, and not one of them was hated or arrested," Talabani scowled. "Which country has this right?"

Bloc Takes On Entrenched Kurdish Parties in Iraq

By SAM DAGHER

KIRKUK, IRAQ — A third political movement is waging a surprisingly strong challenge in Iraq's autonomous Kurdistan region, threatening decades of domination here by two entrenched and, many say, corrupt parties.

Its name in Kurdish, Gorrán, means change, and officially it is not a party yet. If successful in this Sunday's parliamentary elections, it could redefine relations with the Iraqi central government, which are fraught with issues that include how to share oil wealth and where to draw the borders of the Kurdistan region.

Leaders of the two Kurdish ruling families are taking the threat seriously, especially Jalal Talabani, Iraq's president, a wily political survivor close to the United States. He is waging an intense campaign that has included violence and intimidation.

While the elections have focused largely on the fate of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, the results in Kurdistan could be essential to what kind of government emerges after the voting.

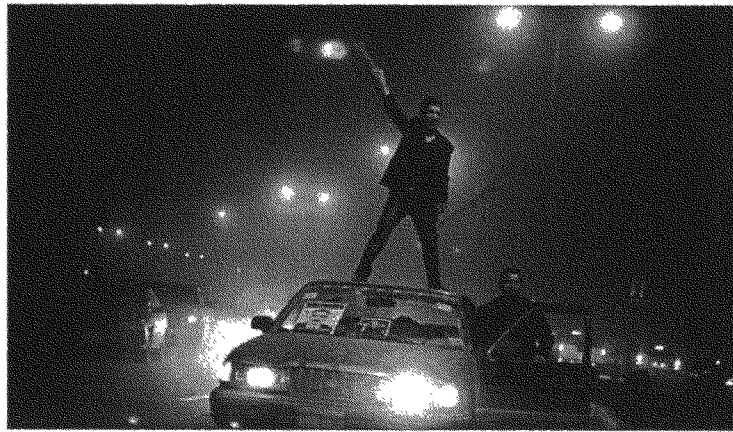
Since 2003, Kurds have been king-makers in Iraq's central government, extracting the maximum political and economic concessions from Baghdad in a way that sustains the rule of the two main parties.

Gorrán's ascendancy could upend that balance; some analysts believe it could win as many seats as Mr. Talabani's party.

"At minimum, the election results will further blur the lines between Kurdish nationalism, political expediency and economic opportunism," Denise Natali, the dean and a scholar at the American University of Iraq in Sulaimaniya, wrote in a report for the Carnegie Endowment for International Peace.

Gorrán's appeal has gone beyond Dohuk, Erbil and Sulaimaniya, the three provinces that constitute the Kurdish region. It has spilled into disputed territories in Diyala, Kirkuk, Nineveh and Salahuddin, provinces claimed by both Kurds and the central government.

The movement has taken particular aim at Mr. Talabani and his party, the Patriotic Union of Kurdistan, at a time



Supporters of Gorrán, a Kurdish opposition movement, campaigned last month in Sulaimaniya, where it poses a strong challenge to the Iraqi president's party.

when its relations are warming with the other ruling party, the Kurdistan Democratic Party, led by Massoud Barzani, Mr. Talabani's old nemesis turned "strategic partner" after 2003.

Mr. Barzani, the region's president, who is also close to the Americans, has used Mr. Talabani's weakness and presence in Baghdad to consolidate his power.

Although Mr. Barzani's and Mr. Talabani's parties are running jointly in the elections under the Kurdistan Alliance slate, they have been feverishly campaigning separately. Voters this time can choose individual candidates instead of just closed election lists, as they did in 2005, and this will determine the weight of each party within any prospective coalition.

Campaigning among all Kurdish factions has been perilously provocative in disputed places like Kirkuk, which Kurds want annexed to their region amid strong objections by Arabs, Turkmens and other groups.

Emotions are so high in Kirkuk and other contested border areas that in January the American military established a three-way security arrangement with the Iraqi Army and Kurdish forces to protect the elections and ease tensions there.

Two weeks ago, hundreds of vehicles plastered with Mr. Barzani's posters roamed the streets of Kirkuk waving yellow flags symbolizing his party.

The convoy was filled with security force members, including a man in a military uniform brandishing an assault rifle with a yellow ribbon tied to its barrel.

Leading Gorrán's campaign in Kirkuk is Hassan Hamid Rahim, a former commander with the Kurdish pesh merga fighters who charged into the city with American troops in 2003 to claim it for Kurds before he was ordered to leave.

Like most Gorrán leaders, the former commander, Mr. Rahim, better known as

Uncle Rostam, was until recently a member of Mr. Talabani's party and his comrade in the Kurdish struggle during Saddam Hussein's rule.

But in an interview in Kirkuk he called Mr. Talabani "a dictator just like Saddam" for blocking all attempts at party reform.

Ala Talabani, a Parliament member who is Mr. Talabani's niece, acknowledged her party's shortcomings but said Mr. Talabani's opposition to Mr. Hussein before 2003 and his efforts to safeguard Kurdish interests should never be forgotten.

"In Europe you always talk about the future," Ms. Talabani said in an interview. "Here you have to mention the past, our martyrs."

It is inside his traditional base of Sulaimaniya where Mr. Talabani faces the severest threat to his party's existence from Gorrán, which emerged last year and did unexpectedly well in July's regional parliamentary elections. Gorrán called for an end to corruption and the stifling patronage system associated with the two dominant parties.

At a recent pro-Talabani rally in Koi Sanjaq, near Sulaimaniya, children chanted, "We would starve to death without you."

Mr. Talabani's wife, Hero Ibrahim Ahmed, is in charge of the campaign in Sulaimaniya, where security forces loyal to their party openly take part in rallies while violently clamping down on Gorrán's supporters.

In one recent instance, security force members in white sport utility vehicles covered with pro-Talabani posters broke up a Gorrán election gathering made up largely of young men.

In a speech to hundreds of supporters in Sulaimaniya on Thursday, Mr. Talabani was clearly referring to Gorrán's threat to his party when he said, "The enemies of Kurds and the union who dream of destroying the union will be entombed along with their dreams."

Tensions have reached a boiling point in a society awash with weapons. Last month, a scuffle between supporters from each camp spiraled into a brief firefight that left three people wounded.

Kurdo Qasim, another Gorran leader, vowed to drive Mr. Talabani out of Sulaimaniya on Election Day, near the anniversary of the Kurdish uprising during the first Persian Gulf war.

"It will be a double celebration," Mr. Qasim boasted during an interview in Khanaqin, a town south of Sulaimaniya mired in the land dispute between Kurds and Baghdad.

Mr. Barzani has watched all of this with apprehension. In a speech two weeks ago in the regional capital, Erbil, he lambasted Gorran officials for oratory that

crossed "the reddest of lines."

He said that if they persisted they would be "taught a lesson" and kicked out of the region.

Mr. Barzani's party is expected to carry Dohuk and win seats in neighboring Nineveh, but it does face competition from Gorran in Erbil, where the Barzanis have had ironclad control.

Some public servants in Erbil claim they are being threatened with dismissal unless they vote for his party's candidates.

"I will vote Gorran if I can get away with it," said a police officer on the condition of anonymity for fear of retribution.

But the young are the real wild card. About 60 percent of the region's estimated 4.5 million people are under 25 and

have no memory of the old struggles: what they see are corruption and a lack of democracy.

Many acknowledge that Gorran, essentially a splinter group from one of the ruling parties, may not be an ideal vehicle for their aspirations but believe that it is, for now, the best choice.

"This is a country not worth living in," said Peshawa Khalid, 22, a resident of Piraagroon, a suburb of Sulaimaniya that was the scene of violent demonstrations in December over poor public services. "We want to change it," he added, echoing one of Gorran's popular election refrains.



Baghdad Declares 1988 Massacre a Genocide

March 9, 2010 United Press International

ERBIL-Hewlêr, Kurdistan region 'Iraq', — An Iraqi supreme court reversed an earlier decision by recognizing chemical weapons attacks on the Kurdish city of Halabja in 1988 as an act of genocide.

The Supreme Iraqi Criminal Tribunal in January said the Halabja weapons attack was a crime against humanity, sparking uproar from the Kurdistan Regional Government in Iraq and advocacy groups.

Ali Hassan al-Majid, a former defense minister nicknamed Chemical Ali, was executed in January for orchestrating the 1988 massacre of Kurds, www.ekurd.net in which an estimated 5,000 people were killed by Sarin and VX gas in the Kurdish city of Halabja. It was his third death sentence since U.S.-led forces overthrew the Baath government of Saddam Hussein in 2003.

The 1988 massacre of Kurds, in which an estimated 5,000 Kurd civilians were killed by Sarin and VX gas in the Kurdish city of Halabja

Majid Hamad Amin Jamil, the minister of martyrs for the Kurdistan Regional Government in Iraq, said Kurdish officials felt justice was served, though they protested the sentence of crimes against humanity for Majid.

Kawa Mahmoud, a representative for the KRG, welcomed the



court decision as a sign the Kurdish people are getting the reconciliation they deserve.

"This decision will have a great impact on restoring the rights of the Kurdish people and shows that justice and recognition can be achieved step by step," the representative said.

The former Baath Party regime of Saddam Hussein was linked to genocide for the Anfal campaign. sAnfal was an anti-Kurdish campaign led by the Iraqi former regime between 1986 and 1989 and involved a series of military campaigns against the Kurdish Peshmerga fighters as well as the mostly Kurdish civilian population of southern Kurdistan 'northern Iraq'.

The campaign, in which chemical weapons were used, The Anfal operation crackdown that killed nearly 200,000 Kurdish civilians and guerrillas and some 3,000 Kurdish villages destroyed in a scorched-earth response to a Kurdish uprising.

Iraq president 'to retain post'

By Jim Muir / BBC News, Iraq

IRAQI PRESIDENT Jalal Talabani has indicated that he expects to retain his position in Sunday's general election.

Mr Talabani told the BBC he also believed the post-election government would not be a national unity one like the outgoing cabinet.

Instead, he predicted, it would be a majority government.

The president, a Kurd, dismissed any threat from the new Kurdish reform movement, Goran, to his own PUK party and its ally, the KDP.

Goran made considerable inroads into PUK's support in the regional elections last year, but Mr Talabani believed it would not do so well in these national elections.

Speaking in the northern city of Sulaimaniyah in Iraqi Kurdistan where he has been campaigning for his party, Mr Talabani predicted Goran would just take a handful of the more than 60 seats the Kurds should win in the new Iraqi parliament.

Goran itself expects to do much better, perhaps pushing the PUK into third position and undermining Mr Talabani's claim to a top job in Baghdad.

But Mr Talabani seemed very confident that he will be named president of Iraq once again.

He said four of the major Iraqi blocs competing in the polls, including the two Shiite alliances, had asked him to stand again.

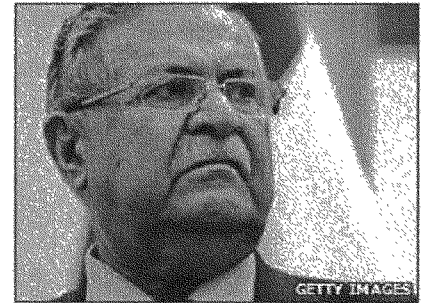
"The national unity government failed because it was obstructing the work of the government"

*Jalal Talabani
Iraqi president*

But he believed the next cabinet would be radically different from the outgoing national unity government.

"I don't think there will be a national unity government.

"The national unity government failed



Jalal Talabani said he had been asked to stand again as president

because it was obstructing the work of the government.

"This time it will be the government of the majority. Of course, the Kurdistan alliance [will be] included."

It would bring together the two big Shia coalitions and the Kurds with the possible inclusion of one of the Sunni religious groups, leaving other factions in opposition.

With the Sunni component a bit of an optional extra, that would clearly make it no easier for Iraq to win full acceptance by the wider mainly Sunni Arab world of which Saddam Hussein's Iraq was very much part.

Kurds likely to be Iraq election kingmakers after strong poll turnout

Kurdish alliance set to play prominent role in coalition government despite Gorran group breaking away

Martin Chulov in Baghdad

A strong turnout from Iraq's Kurds in national elections on Sunday has enhanced their status of kingmakers in forming the central government, with preliminary voting results expected within 24 hours.

The electoral commission said today that votes had now all been counted, although the official results will not be declared until the end of March.

The ballot appears to have narrowly favoured the political list of the incumbent prime minister, Nouri al-Maliki, but the rival bloc of former leader Iyad Alawi is also predicted to have performed well. Whoever wins will have to form a coalition in order to build a government, with the Kurds expected to play a prominent role.

However for the first time, a nascent Kurdish opposition has threatened to splinter the Kurdish alliance, whose truculent factions have invariably united when dealing with post-Saddam Baghdad. The allegiances of a breakaway Kurdish group, Gorran, are an unknown factor in the post-election negotiations. Gorran is thought to have won about 15 seats in the new 325 seat parliament, damaging the bloc of warlord turned president Jalal Talabani, who wants a second term as Iraq's head of state.

Even if Maliki, or his bloc, ends up with the most popular votes, his claim on the prime ministership remains heavily contingent on his ability to appease potential coalition partners and the residual wrath of any enemies he has made during the past four turbulent years. Maliki's supporters

were privately claiming today that he has won as many as 85 seats in the new parliament, having swept the south and performed solidly in Baghdad.

Alwai's backers were equally upbeat, with a senior figure in Iraqiya, the secular alliance he took to the election, also claiming the party had won 85 seats. In private, officials are hoping for as many as 110.

A total of 38 people were killed in violence that heralded Sunday's ballot, but so far there have been no claims of vote-rigging or fraud. Election observers have generally endorsed the conduct of the election, which saw a 62% turnout nationwide, and up to a 73% showing of registered voters at provinces that had boycotted the previous poll.

"Kurds no closer to taking Kirkuk after Iraqi elections"



Foreign Policy

Joost Hiltermann

AT 9 P.M., some four hours after polls closed in Kirkuk on March 7, the sky outside my window starts to echo with fireworks and celebratory gunfire. I am staying in a mixed neighborhood in the center of town, and here both Kurds and some Turkomans have plenty of reason to celebrate. Although results are preliminary, at least one local Turkoman candidate appears assured of a seat in Baghdad's parliament. The Kurds have their eyes on a much bigger prize: seven to eight seats and the political heft these bring in shaping Kirkuk's future. While the results are not yet known, whatever happens these elections are unlikely to significantly advance the Kurds' chances to integrate Kirkuk into the Kurdistan region.

In the public eye, every election in Kirkuk turns into a census and quasi-referendum rolled into one. This is because the ethnic communities here assume that Arabs, Kurds and Turkomans vote for their own candidates; that this shows the respective communities' sizes; that the vast majority of Kurds want Kirkuk to be attached to the Kurdistan region; and that these factors combined suggest the probable outcome of a future referendum on Kirkuk's status.

If the Kurdish parties gain eight of Kirkuk's twelve parliamentary seats, as many predict they will, they would cross what they consider the magical threshold of a two-thirds super majority that, in their view, psychologically at least, would clinch their claim to Kirkuk as an inalienable part of Kurdistan. They would await a formal census, now scheduled for October, and use their explicitly acknowledged political weight in Kirkuk to press for a status plebiscite.

Not so fast, Arabs and Turkomans say. They challenge the legitimacy of the voter rolls that produced this Kurdish majority by using a provision in the electoral law that mandates, if a simple majority in parliament requests it, an investigation of the voter registry in governorates such as Kirkuk that have seen an unusually large annual population growth. As long as this scrutiny is underway - the law says it should be completed within a year but Kirkuk has a history of parliamentary investigations running on endlessly and aimlessly - the contested registry cannot be used as the basis for future elections or as a precedent for Kirkuk's political or administrative status. In other words, the Kurds may have advanced only ever-so-slightly in untying the Gordian knot that the Kirkuk question has become since 2003.

Moreover, matters are complicated by intra-Kurdish divisions. Some of the heaviest campaigning in Kirkuk was not between Arabs and Kurds but intra-Kurdish: between the Kurdistan Coalition which combines the two Kurdish principal parties - the Kurdistan Democratic Party and Patriotic Union of Kurdistan - and the upstart Goran, or Change, movement. Goran's strong showing in the Kurdistan regional elections last July was a dire warning to the ruling parties, especially the PUK, the party from which Goran's frustrated would-be reformers sprang last year.



Today, when no open campaigning was allowed, the PUK and KDP went all-out in their bid to outpace their rival. Cars bearing KDP and PUK flags and blaring their horns crisscrossed Kurdish neighborhoods as if the campaign was still in full swing. Men beat drums; in some areas, women - decked out in their most colourful finery - danced to the beat.

Some Goran candidates may not be following the main parties', and possibly their own leadership's, line on Kirkuk. For five futile years, the KDP and PUK have insisted that the only way to resolve Kirkuk's status is by a referendum based on an ethnic vote. They have loaded the outcome through their control of local government, which allowed them to change the governorate's demography in their favor. That outcome, therefore, is unlikely to be accepted by the losers, who have threatened violence if they are inducted into the Kurdistan region against their will.

Some Goran officials in Kirkuk, by contrast, seem to be saying something new - that the only sensible way to proceed is to restore trust between the ethnic communities and let Kirkukis decide for themselves, over time, what the best solution is for Kirkuk, by referendum or otherwise. This is music to the ears of Arabs and Turkomans, who have made no secret of their hope that Goran will gain a couple of seats at the PUK's expense, even if they themselves wouldn't vote for Goran, lest they increase the overall Kurdish vote. As voting ended, however, Goran looked to have done less well in Kirkuk than it had expected and may be lucky if it gains a single seat.

For now, it is too early to determine each party's true strength. Votes are still being counted and all sides have made accusations of fraud that will have to be investigated and adjudicated before the supreme court certifies the final tally. The stakes are enormous, however, here in Kirkuk, and many worry that gunfire directed at the sky tonight will find more serious targets once the results are in and all sides draw their own conclusions, and act on them.

Joost Hiltermann is the Deputy Middle Eastern Program Director at International Crisis Group.

New movement could fracture Kurdish unity in elections

The Sydney Morning Herald
smh.com.au

BACK-ROOM strategists in Baghdad will be on the edge of their seats this week waiting for poll figures from a vital and newly divided corner of the country - the ever-so-difficult Kurdish north.

How the Kurds voted on Sunday has the potential to alter not just relations between their non-Arab corner of the country with its capital, but also to significantly tweak the contours of power in whichever coalition government is cobbled together when the counting is done.

The tension was sparked by an energetic break-away from one of the two clan-based political parties that have dominated Kurdish affairs for decades.

A tight unit among the political rabble of Baghdad, Kurdish MPs always have spoken with a single, kingmakerly voice.

Their control of 53 seats among 275 in the old parliament guaranteed membership of Prime Minister Nouri al-Maliki's coalition government, in which they jockeyed relentlessly for economic and political concessions for the north - but remain furious at the lack of progress on their claim to oil-rich Kirkuk, which lies adjacent to the three provinces they control.

After a bloody past, the Patriotic Union of

Kurdistan (PUK) and the Kurdish Democratic Party (KDP) buried their differences in a 1998 power-sharing pact. This they managed for more than a decade, monopolising power and patronage through a local regime that was more about patriotism than democracy.

Today's Kurdish crisis is the result of a split in PUK ranks, with the rebels forming a third Kurdish political force. They named it Goran - Kurdish for "change".

The rivalry has been fierce. Gun fights and security crackdowns have marred campaign rallies and as many as 1700 government workers who switched allegiance from the PUK to Goran were sacked in what was read as a warning to all Kurds of the fate that awaits any who dare to cross the PUK.

Goran - along with independent analysts - predicts it can win 15 seats or more in the new 325-seat parliament. Combined with perhaps half-a-dozen seats likely to be captured by smaller Kurdish parties, Goran could threaten to vote with other blocs in the parliament to bend the PUK and the KDP to its will.

Whoever becomes prime minister, there is a consensus expectation that the Kurds will be a part of the next governing coalition - because the inevitably Shiite-dominated government will want to have the Kurds onboard, to

block them from making alliances with Sunni parties, and because the Kurds are desperate to be close to the seat of power, to better protect their interests. But the friction between Goran and the other two Kurdish parties is likely to have a bearing on how the Kurds behave in the coalition.

The first test of Goran's post-election resolve will be its stated intention to block the reappointment as president of Iraq of their erstwhile enemy, the PUK strongman Jalal Talabani.

In the eyes of some Kurdish commentators, Talabani is the only Kurd of sufficient stature to hold the presidency and to press their claims - at a time when the other major parties have had enough of the pushy northerners and are plotting to cut them down to size in the new parliament.

Goran has taken its campaign beyond the provinces that make up Iraqi Kurdistan. Standing 170 candidates in eight provinces, its pitch for votes extended to provinces where Goran could further split the Sunni vote as well as the Kurdish vote. Goran has not deviated from the Kurdish fundamentals - chief among which are the north's share of national oil revenue and their claim to Kirkuk.

Under the leadership of a former deputy chief of the PUK, Nawshirwan Mustafa, the new movement broke from the PUK at the peak of an internal power struggle. But because their differences were more about personalities than policy, the only platform Goran could adopt to set itself apart from the PUK and the KDP was the corruption, cro-

nyism and mismanagement of the two bigger parties.

Standing candidates for the first time in last year's elections for the Kurdistan Regional Government, Goran succeeded mainly at the expense of the PUK. Much to the surprise of observers, it won 25 of 111 seats.

Jalal Talabani did not mention Goran by name, but the break-away party seemed to be foremost in the mind of the Iraqi President when he told a campaign rally last week: "The enemies of Kurds and the union who dream of destroying the union will be entombed along with their dreams." Likewise, when the KDP chief Massoud Barzani accused Goran of crossing the "reddest of lines", he warned that the new party would be exiled from the region if they persisted.

In all this, there is a wrinkle that risks ending Kurdistan's poster-boy role for Washington as a "yes, we can" beacon of stability and achievement in the chaos and uncertainty of the new Iraq. Unless the PUK can hold off the Goran challenge, the KDP might well decide that the 50-50 power-sharing basis of the pact by which the two parties rule the north should be renegotiated.

That kind of talk could start a new clan war in the north.



4 MARS 2010

Belgique: Deux leaders du PKK arrêtés suite à la rafle dans le milieu kurde

Une quinzaine de personnes ont été interpellées jeudi matin par la police au cours de perquisitions menées dans le milieu kurde, à 25 endroits en Belgique, notamment à Bruxelles, Anvers, Charleroi, Verviers, Namur ainsi qu'à Denderleeuw au siège de la télévision kurde Roj TV, a-t-on appris de différentes sources, notamment judiciaire.

L'affaire est dirigée par le parquet fédéral et est liée aux activités du PKK, le parti autonomiste kurde de Turquie. Quelque 300 policiers ont participé aux perquisitions jeudi matin. Parmi les personnes interpellées, figurent des membres du personnel de Roj TV, dont certains seraient journalistes.

Leaders interpellés

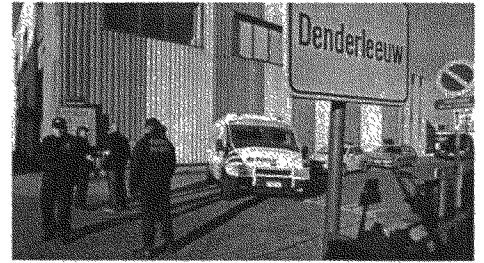
Les deux leaders du PKK, Zubeyir Aydar

et Remzi Kartal, ont également fait l'objet d'une interpellation, a-t-on appris auprès d'une source judiciaire.

Ce n'est pas la première fois que la télévision Roj TV, créée en 1994, fait l'objet de perquisitions. Dix-sept personnes pour la plupart kurdes avaient été poursuivies suite à ces perquisitions pour blanchiment d'argent, faux en écriture, détention illégale d'armes et embauches de clandestins, mais la chambre des mises en accusation de Bruxelles avait prononcé en 2007 la prescription des faits, onze ans après le début de l'instruction.

Financement de la chaîne

Le ministère public estimait à l'époque que l'enquête avait mis en évidence des liens entre MED TV (l'ancien nom de Roj TV), la société de production ROJ et le PKK. Le dossier portait avant tout sur le financement de la chaîne dont le siège est situé à



Denderleeuw. Roj TV diffuse des programmes notamment d'actualité, culturels ou sportifs, destinés essentiellement aux Kurdes du Kurdistan et de la diaspora. (belga)



6 MARS 2010

Plus de 5000 Kurdes manifestent à Bruxelles

Des milliers de Kurdes, 5200 selon la police, se sont rassemblés vers 13 heures à la gare du Nord à Bruxelles. Ils manifestent dans les rues de la capitale, à l'appel du PKK. Cette manifestation fait suite aux perquisitions de la semaine.

Plus de 5000 Kurdes, selon l'estimation de la police, ont manifesté de la gare du Nord jusqu'à la gare du Midi samedi après-midi à Bruxelles en réaction aux perquisitions menées par le parquet fédéral jeudi dernier. Partis de la gare du Nord, les manifestants ont démarré leur cortège vers 13h20, avec quelque 20 minutes de retard. L'arrivée des manifestants était prévue à la gare du Midi vers 15 heures. Un important dispositif policier a été mis en place pour éviter tout débordement. Les manifestants étaient également encadrés par leurs propres agents de sécurité. Les organisateurs espéraient la présence de 10 000 manifestants.

A la hauteur de la place De Brouckère, des tensions sont apparues entre les manifestants et une personne d'origine turque. L'homme aurait apostrophé les manifestants kurdes, provoquant la colère de ceux-ci. Aucune arrestation administrative n'a toutefois eu lieu.



Les manifestants entendent protester, à l'appel du parti des travailleurs du Kurdistan, contre les perquisitions qui ont eu lieu jeudi dans les milieux kurdes, notamment au siège de la télévision Roj TV à Denderleeuw.

Huit personnes ont été placées sous mandat d'arrêt. La Justice les soupçonne notamment de diriger ou de participer à des réseaux terroristes et de former des jeunes d'origine kurde dans des camps de combat.

Les perquisitions de jeudi avaient déjà été suivies de heurts entre manifestants et police.

AFP

APRÈS LA FRANCE, DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU DE RECRUTEMENT POUR LE PKK EN BELGIQUE

BRUXELLES, 4 mars 2010 (AFP)

LA POLICE BELGE a lancé jeudi une série de perquisitions dans les milieux kurdes à travers toute la Belgique, procédant à une quinzaine d'interpellations, dans le cadre d'une enquête sur les activités du parti indépendantiste kurde PKK, a-t-on appris de source judiciaire.

Parmi les personnes interpellées figurent deux chefs de file du PKK en Europe, Zubeyir Aydar et Remzi Kartal, anciens membres du Parlement turc, selon une source judiciaire.

En octobre, le ministère américain des Finances avait placé M. Aydar sur une liste de trafiquants de drogue considérés comme "significatifs", en même temps que deux autres dirigeants du PKK. Il estimait qu'ils utilisaient les fonds ainsi récoltés pour aider au financement de leur mouvement.

Des membres du personnel de la chaîne de télévision en langue kurde, Roj TV, font aussi partie des personnes interpellées jeudi en Belgique, dont certains seraient journalistes.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

La Turquie a exprimé sa satisfaction. "Je voudrais féliciter les autorités belges. Nous apprécions leur détermination et leur sens des responsabilités", a déclaré à la presse le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, rappelant que des opérations similaires ont déjà eu lieu en Italie et en France.

A propos de l'extradition éventuelle de MM. Kartal et Aydar, le chef de la diplomatie turque a répondu qu'Ankara y réfléchirait après la fin de l'opération belge.

Selon la radio publique francophone, la RTBF, 300 policiers ont effectué des descentes dans des villes comme Bruxelles, Anvers, Charleroi, Namur et Verviers. Le siège de Roj TV, à Denderleeuw (Flandre, nord), a également été perquisitionné par les policiers.

Roj TV, créée en 1994 et qui diffuse des programmes notamment d'actualité, culturels ou sportifs, destinés essentiellement aux Kurdes du Kurdistan et de la diaspora, avait dans le passé déjà fait l'objet de perquisitions de la police belge.

Dix-sept personnes, pour la plupart kurdes, avaient été poursuivies en



Accrochages entre policiers et partisans d'une télévision kurde, en marge d'une vague d'interpellations le 4 mars 2010 à Denderleeuw.

Belgique au milieu des années 1990 suite à des perquisitions pour blanchiment d'argent, faux en écriture, détention illégale d'armes et embauches de clandestins. Mais la justice belge avait finalement considéré en 2007 que les faits étaient prescrits, onze ans après le début de l'instruction.

Le ministère public estimait à l'époque que l'enquête avait mis en évidence des liens entre MED TV (l'ancien nom de Roj TV), la société de production Roj et le PKK. Le dossier portait avant tout sur le financement de la chaîne.

En avril 2008, la section terrorisme de la police fédérale belge avait effectué des perquisitions à Verviers (Wallonie, sud), lors d'une enquête sur les activités du PKK en Belgique.

La nouvelle opération policière en Belgique fait suite à l'inculpation mardi soir à Paris de neuf Kurdes de Turquie pour, selon une source judiciaire française, des faits "en relation avec une entreprise terroriste" dans le cadre d'une enquête ouverte fin 2008 sur le recrutement et l'entraînement de militants par le PKK.

Sept de ces neuf personnes, interpellées lors de perquisitions de la police française vendredi dans le sud de la France, ont été placées en détention provisoire.

Les investigations ont, selon la source judiciaire française, mis en évidence des contacts entre des membres du PKK en France et d'autres en Belgique, en Allemagne et en Italie.

AFP

IRAK: APPELS DE CHEF RELIGIEUX À UNE PARTICIPATION MASSIVE AU SCRUTIN

BAQOUBA (Irak), 5 mars 2010 (AFP)

AU DERNIER jour vendredi de la campagne électorale en Irak, les chefs religieux et les minarets des mosquées ont appelé la population à participer en masse dimanche aux législatives entourées de mesures de sécurité exceptionnelles face aux attentats.

Le vote a eu lieu jeudi pour les membres des forces de sécurité, les malades et les prisonniers et a été ensanglanté par un triple attentat à Bagdad qui a fait 14 morts. Vendredi et samedi, les Irakiens vivant à l'étranger votent, notamment à Amman, Damas ou Londres.

A moins de six mois du retrait des forces de combat américaines d'Irak, ces élections sont cruciales pour l'avenir du pays qui sort de plusieurs années de violences confessionnelles sanglantes.

Vendredi, jour de la grande prière, les mosquées et les imams ont appelé dans leur prêche les Irakiens à participer en masse au vote, notamment dans les régions sunnites qui avaient largement boycotté le scrutin de 2005.

La participation des sunnites est l'un des enjeux majeurs du scrutin qui devrait marquer leur retour en force dans le jeu politique.

A Baqouba, ville à majorité sunnite à 60 km au nord de Bagdad, les haut-parleurs des minarets des mosquées ont résonné d'appels aux habitants pour se

rendre dans les bureaux de vote.

"Vous devez déposer votre bulletin dans l'urne car c'est votre devoir", a lancé cheikh Abdel Rahman al-Jourani, imam d'une mosquée sunnite. "Et même si vous ne voulez pas voter, allez-y tout de même ne serait-ce que pour déchirer votre bulletin et éviter qu'il soit utilisé dans des fraudes".

A Ramadi, la capitale de la province d'Al-Anbar qui fut le fief de l'insurrection sunnite après l'invasion de l'Irak par l'armée américaine en 2003, les imams ont aussi relayé les appels à la participation.

"Vous devez être les acteurs du changement. C'est votre dernière chance de construire l'avenir de l'Irak pour les quatre prochaines années", a dit Khaled Souleimane, l'imam d'une mosquée du centre-ville.

Dans la ville sainte chiite de Kerbala, au sud de Bagdad, les imams ont aussi insisté auprès de leurs fidèles pour qu'ils effectuent leur devoir de citoyen dans cette jeune démocratie.

"Les hautes autorités religieuses insistent sur l'importance de voter", a affirmé Ahmed al-Safi, un représentant du Grand ayatollah Ali Sistani, qualifiant les élections de "question vitale".

Intervenant à la prière hebdomadaire à Sadr City, quartier chiite de l'est de Bagdad, le dirigeant sadriste Hazem al-Aaraji a pressé ses partisans de se mobiliser pour assurer le succès des candidats de Moqtada Sadr, le bloc al-Ahrar au sein de l'Alliance nationale irakienne (ANI-chiites conservateurs).

Dans la région semi-autonome du Kurdistan (nord), des affrontements ont opposé à Halabja des partisans de la liste dissidente Goran (Changement) et à ceux de sa rivale, l'Alliance kurde, faisant cinq blessés, selon les services de sécurité.

Mais le dirigeant kurde Massoud Barzani a minimisé les divergences entre listes, appelant les électeurs à voter en masse pour que les Kurdes obtiennent le maximum de sièges au Parlement.

Dimanche, environ 19 millions d'Irakiens doivent se rendre aux urnes dans les 18 provinces qui constituent autant de circonscriptions lors des deuxièmes législatives depuis le renversement de Saddam Hussein en 2003.

Le scrutin est sous haute surveillance de craintes d'attentats. A Bagdad, environ 200.000 membres des forces de sécurité irakiennes seront mobilisés alors que la circulation sera interdite aux véhicules dans les villes.

Contrairement aux législatives de 2005 où les troupes américaines protégeaient les urnes aux côtés des forces irakiennes, les soldats américains ne participeront pas aux opérations de sécurité durant le scrutin.

LaTribune 7 Mars 2010

Les Irakiens votent, des violences font 24 morts

Reuters

Des explosions ont fait 24 morts alors que les Irakiens se rendaient aux urnes pour des élections législatives à valeur de test pour l'avenir du pays, que les insurgés islamistes ont promis de saboter.

Tirs de mortier et explosions ont retenti dans la capitale dès après l'ouverture des bureaux de vote à 07h00 (04h00 GMT) et dans les villes à majorité sunnite.

Ces législatives, les secondes depuis l'invasion de mars 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein, testeront la capacité de résistance de la jeune démocratie irakienne face aux conflits ethniques et religieux et à l'insurrection armée.

Elles représentent aussi un enjeu majeur pour les Etats-Unis qui prévoient de réduire de moitié leurs effectifs militaires dans le pays au cours des cinq prochains mois et d'en retirer toutes leurs troupes d'ici la fin 2011.

Les deux explosions les plus meurtrières ont fait douze et quatre victimes à Bagdad et détruit des bâtiments résidentiels. Un tir de roquette Katioucha a aussi fait quatre morts ailleurs dans la capitale. Dans le pays, le bilan est pour l'heure de 24 tués et 65 blessés.

La plupart des obus de mortier et des roquettes tirés à Bagdad l'ont été de quartiers à majorité sunnites, a dit le porte-parole de la sécurité, le général Kassim al Moussaoui.

"Nous sommes en état de combat. Nous opérons sur le terrain et nos combattants s'attendent au pire", a-t-il dit.

Les autorités ont toutefois levé l'interdiction de circuler imposée aux voitures à Bagdad, décidée pour éviter des attentats au véhicule piégé. Elle est maintenue pour les cars et camions.

INCERTITUDE

Les bureaux de vote ont ouvert à 7h00 et fermeront à 17h00 (14h00 GMT). Quelque 18,9 millions d'électeurs inscrits, sur une population de 30 millions d'habitants, devront choisir entre 6.200 candidats appartenant à 86 formations politiques pour les 325 sièges du Conseil des représentants (ENCADRE sur les alliances en lice:).

Il semble impossible de prédire le visage du futur gouvernement irakien. Il avait fallu cinq mois aux différentes alliances pour parvenir à la constitution d'un cabinet après les législatives de 2005.

Le Premier ministre Nouri al Maliki a invité l'ensemble des candidats à accepter les résultats quoi qu'il advienne. "Celui qui gagne aujourd'hui pourrait perdre demain et celui qui perd aujourd'hui pourrait gagner demain", a-t-il dit après avoir déposé son bulletin dans la "zone verte" ultrasécurisée.

Ce chiite conduit l'alliance non confessionnelle de l'Etat de droit (EDD) et espère recueillir, comme lors des régionales de l'an dernier, les fruits du recul de l'insécurité depuis le pic de violences interreligieuses des années 2006-2007.

PAROLE AUX IRAKIENS

L'EDD affrontera l'Alliance nationale irakienne (ANI), principale coalition à dominante chiite, qui réunit le Conseil suprême islamique irakien (CSII), le plus puissant parti de cette communauté religieuse majoritaire en Irak, et les militants anti-américains fidèles à l'imam radical Moktada Sadr.

"Aujourd'hui est le jour où les Irakiens prennent la parole tandis que les autres gardent le silence", a dit le chef du CSII, Ammar al Hakim, après avoir voté.

De Téhéran, Sadr a appelé à voter pour "libérer" le pays de "l'occupation" américaine (plus de détails:).



L'ancien Premier ministre chiite Iyad Allaoui dirige pour sa part Irakia, une alliance laïque et nationaliste, avec le vice-président sunnite Tarek al Hachémi. Allaoui s'est plaint d'irrégularités lors du vote anticipé qui a débuté cette semaine. Quelque 600.000 électeurs, militaires ou détenus notamment, se sont déjà prononcés avant ce dimanche.

Comme une autre alliance laïque, Unité de l'Irak (UDI), l'alliance Irakia a souffert de la décision d'interdire 400 candidats accusés de liens avec l'ancien parti Baas de Saddam Hussein, mais elle devrait néanmoins réaliser un bon score.

"Nous devons voir la volonté du peuple irakien s'exercer pleinement lors de cette élection. Sinon, l'Irak plongera à nouveau dans de graves violences", a déclaré Allaoui à la fin de sa campagne.

Les Kurdes, qui jouent le rôle d'arbitre au parlement de Bagdad depuis l'invasion américaine de 2003, sont représentés essentiellement par les deux mouvements nationalistes rivaux qui contrôlent le Kurdistan autonome (Parti démocratique du Kurdistan, PDK et Union patriotique du Kurdistan, UPK).

L'Etat islamique d'Irak, branche irakienne d'Al Qaïda, a intimé aux Irakiens de ne pas voter et menacé de représailles ceux qui enfreindraient son mot d'ordre. Les attentats ont fait au moins 49 morts dans les derniers jours précédant le vote.

La sécurité doit être assurée par les 670.000 soldats, policiers et autres membres des forces de l'ordre irakiennes, épaulés par 96.000 soldats américains.

THE IRISH TIMES March 10, 2010

Iraqi preliminary vote results delayed

MICHAEL JANSEN in Sulaimaniya

IRAQ'S ELECTION commission yesterday announced a 24-hour postponement of the release of preliminary results of Sunday's parliamentary election.

The commission said the delay was due to the need to combine results from voting in the provinces with tallies from voters living in Iraq outside their home communities and refugees living abroad in 16 countries where they were given the opportunity to vote.

Sarko Osman, a candidate for Goran, or the "change" movement, in the northern Kurdish province of Sulaimaniya, confirmed that the process of counting all the votes should be over today.

However, he said Goran's observers at polling stations and counting centres had provided some results in the crucial Kurdish regional race.

"In Sulaimaniya Goran's share is considerably lower than my expectations," he said.

Goran, strong in urban areas, says the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and its ally, the Kurdish Democratic Party (KDP), are ahead in the countryside, where tribal

ties to the traditional PUK and KDP leaders are strong.

The most dramatic development is the likelihood that the PUK will emerge with six seats and the KDP with two out of 12 in the race in Kirkuk, where Kurds seek to gain power in spite of vehement opposition from local ethnic Arab and Turkoman communities which are already disputing the result.

While a strong showing in Kirkuk could boost the Kurds' bargaining power in Baghdad during negotiations over the formation of the government, the PUK and KDP will be under pressure to deliver the popular Kurdish demand for a referendum in the disputed Kirkuk (Tamim) province to decide whether it should be incorporated into the Kurdish region.

"After the PUK lost seats to Goran in last year's Kurdish parliamentary election, the PUK focused on Kirkuk," Mr Osman said.

"[Iraqi president and PUK leader Jalal] Talabani made many visits to Kirkuk because he knew he would lose in Sulaimaniya [to Goran]. He knew also that he could not win any seat in Irbil [the KDP stronghold]."

Mr Osman added that, due to the PUK's



loss of control of its traditional Sulaimaniya base, "Mr Talabani's position has been weakened in Baghdad". This is certain to affect his chances of being re-elected president.

On election day Mr Talabani, who has served since 2005, said he would stand again for the post if asked. But yesterday outgoing vice-president Tariq al-Hashimi of the secular Iraqiya list called for the elevation of an Arab to the presidency. The Iraqiya list, headed by former premier Iyad Allawi, appears to have garnered the second-largest number of seats in the 325-member national assembly.

This election "has changed the political map of Iraq", said Mr Osman. "I think everything is going to change. All Iraqis are waiting to see what will happen."

To meet the challenges ahead, he said the Kurds, a minority of perhaps 17 per cent, had to get together and "make a plan". He added that the next four years would be different from the last four years as Iraq was "much stronger" as a country.

Asharq alawsat
The leading Arabic International Daily - English Edition

12 MARCH 2010

The Kurds Rule Baghdad

By Abdul Rahman Al-Rashed

The Kurds always dreamt of ruling their region, Kurdistan, and to be free after years of tyranny at the hands of the Saddam regime that deprived them of their own [traditional] clothing, language and culture. It was also their dream in Arbil and Sulaymaniyah to build a wall like the Great Wall of China to separate them from other parts of Arab Iraq.

In the parliamentary framework, the game has changed; the minority might become a key player and this is what happened in the 2005 elections. This is not because of the predominance of Kurdish votes (that represent no more than 20 per cent of Iraqi votes) but due to its somewhat united votes unlike the divided Shia majority, and the Sunnis who boycotted the elections in protest.

The Kurds never imagined that they would be the key player in the Iraqi political arena. And yet they are, for the second time, ready to play the role of kingmakers in Baghdad if they remain unified in their loyalty to the two main parties. But it seems that the Kurds, just like the Shia, do not consider their votes a free gift to be given to [a candidate] of a certain sect or race but rather to whoever promises them a better electoral program. Saddam is finished, his regime has been demolished, and he was executed and does not matter anymore. The things that matter are employment, standards of living, a hospital bed, and schools for the children; this is what a Kurd and a Shia want from whoever nominates himself to parliament.

The last elections took place at a difficult time internally and the votes were also expressive of a historic position. It is thanks to the Kurdish alliance with the Daawa Party that the balance tipped in Daawa's favour and that Nouri al Maliki became prime minister. Once again, the Kurds today hold the trump card that can determine the lucky winner of the premiership whether it will be al Maliki or someone else. Basically, if the Kurdish votes are somewhat unified in favour of the two main parties, they will decide the fate of the government in Iraq for the next four years. Therefore, the Iraqi political equation would be balanced because within it there are real competitive forces, on the religious level (Shia and Sunni) and national and ethnic forces. Therefore, the Shia majority is a not a dilemma as claimed by some Sunnis and the Arab Iraqis do not dominate the entire country as Kurds or Turkmen used to fear. The election process developed into political partisanship and electoral games based on a mathematical equation that aims to achieve a majority i.e. half the parliamentary seats plus one.

Even the Kurds, the rule makers, for the first time are worried not about Arabs or sectarianism but about intellectual rebellion amongst the Kurds after opposition appeared in Kurdistan seeking to break the monopoly of the two parties for their votes. If we assume that this is what the election results will show in a few days then the Iraqis have actually become Iraqis by practice rather than just by [raising] patriotic slogans. Each person is entitled to elect in accordance with what he sees is in his own interest as a citizen rather than following a sheep mentality and merely following his sect or tribe.

Abdul Rahman Al-Rashed : the general manager of Al-Arabiya television. Mr. Al Rashed is also the former editor-in-chief of Asharq Al-Awsat, and the leading Arabic weekly magazine, Al-Majalla.

Iraq Election May Leave Status of Kirkuk Uncertain

By SAM DAGHER

KIRKUK, Iraq — Early election results appear to reflect a hardening of divisions between Kurds, Arabs and Turkmens in northern Iraq, potentially complicating efforts by the United States and the United Nations to forge a compromise over the oil-rich city of Kirkuk — a prize claimed by both Iraq's semiautonomous Kurdistan region and the central government.

According to unofficial results released earlier this week, the Kurdistan Alliance, a coalition of the two ruling Kurdish parties, received more than 50 percent of the votes cast in Tamim, the province that includes Kirkuk. Iraq's electoral commission was scheduled to release partial results over the weekend that were not expected to differ significantly from that outcome.

"This means the majority believe Kirkuk belongs to Kurdistan," said Khalid Shwani, a Parliament member and a Kurd, who is expected to handily secure a second term.

Yet, the votes of Sunni Arabs and Turkmens — estimated at about 30 percent of the total — went primarily to the Iraqiya slate led nationally by Ayad Allawi, a former interim prime minister, and particularly for candidates with an uncompromising stand on preventing Kirkuk from joining the Kurdistan region.

Mr. Allawi has called for a "special



A torn campaign poster of an Arab candidate in Kirkuk. Arabs, Kurds and Turkmens have competed for political power there.



A flare from an oil well did not appear to draw much attention on Friday in Kirkuk, Iraq. The city is the center of an area rich in oil.

situation" for Kirkuk that would keep it under Baghdad's control, but give extra powers to a local government equally divided among all groups.

But that approach is flatly rejected by the Kurds, who now say their new alliance — which will play a pivotal role in forming a future Iraqi government — has a mandate to expedite Kirkuk's entry into the Kurdistan region in accordance with the Constitution's Article 140. Mr. Shwani said that this would be a central demand by Kurds to join any prospective government.

One of his coalition's priorities would be compensation and restitution of property rights for the tens of thousands of Kurds who were banished under the "Arabization" campaign of the former Baathist government, and who returned to Kirkuk after 2003, Mr. Shwani said.

He said that about 100,000 Kurds — Arabs and Turkmens said many more — had returned to Kirkuk since 2003. A building frenzy is under way in Kurdish neighborhoods, and Kurds are expanding into predominantly Arab and Turkmen areas. They now dominate the local government and the police.

Mr. Shwani said that at the very least, his coalition would fight to establish ownership rights for squatters, including many Kurds in Kirkuk.

The Kurdish coalition and particularly Mr. Shwani's party, the Patriotic Union of Kurdistan, are under tremendous pressure to deliver on Kirkuk, given the challenge from a new splinter movement called Gorran, meaning "change," a new Kurdish party that is challenging the entrenched — and it says corrupt — order.

Unofficial results from Dahuk, Erbil and Sulaimaniya — the three provinces

that constitute the Kurdistan region — showed the Kurdistan Democratic Party in the lead, followed by Gorran and Mr. Shwani's party.

Mr. Shwani argued that it was not only Kurds in Kirkuk who wanted to be part of the Kurdistan region. That desire was shared by Turkmens and Arabs, he said, who either voted directly for the Kurdish coalition or allied slates.

Officials in the Allawi camp scoffed at that, saying that the former prime minister's strong showing posed a new counterweight to Kurdish influence. "We have restored equilibrium in Kirkuk," said Mazen Abdul-Jabbar, who headed Mr. Allawi's campaign there.

Others had stronger words. One of the front-runners on Mr. Allawi's slate, Arshad al-Salihi, compared the Kurdish presence in Kirkuk to Israeli settlements.

Mr. Salihi, a leader in the Iraqi Turkmen Front, said about Kirkuk joining Iraqi Kurdistan, "They have to kill us first for it to happen."

He said that he was the target of an assassination attempt last month and that American officials persuaded him to play down the episode so as not to provoke his followers. He now wears a bulletproof vest.

His sentiments were echoed on the streets. "He will stop Kirkuk from going to Kurdistan because Kirkuk is for Turks," said Sondous Ahmed, 25, a Turkmen, who had voted with her brother for Mr. Salihi.

In former insurgent strongholds west of the city, where polling places were blown up in the previous elections, Sunni Arabs came out in droves to cast their votes, laughing off threats from a group linked to Al Qaeda.

A dozen people interviewed in the

central market of Hawija, a town just west of Kirkuk, said they voted for Mr. Allawi's slate because he was "nonsectarian" and would "keep Iraq united."

Sheik Hussein al-Jubouri heads Hawija's district council and commands a 9,000-strong force — part of the American-backed Awakening Councils, which have yet to be integrated into the Iraqi government's security forces. He backed Mr. Allawi's slate and held large gatherings before the elections preaching to tribesmen to silence their guns and "give politics a chance."

Mr. Jubouri said that Mr. Allawi's bloc should insist on another election in Kirkuk, a position seconded by leaders of the influential Obeid tribe in Kirkuk, who also backed Mr. Allawi.

A compromise in last year's election law allowed voting to take place in Kirkuk with the proviso that a special parliamentary committee would be given a year after the elections to examine irregularities in the voter register.

Sheik Abdullah Sami al-Obeidi, one of the leaders of the Obeid tribe and a member of the Kirkuk provincial council, accused Kurdish parties of issuing fake food ration cards for almost 62,000 families. The cards are used as the basis of the voting register.

Mr. Shwani, the Kurdish candidate, denied the accusations, and said his coalition had lodged at least 60 complaints about the voting in Hawija, most of them concerning male heads of households voting on behalf of their wives and children.

Tribal leaders in Hawija confirmed that tribal customs prohibited "young women" from venturing out of their homes to vote.

All of this could delay definitive election results in Kirkuk.

Turhan Abdul-Rahman, Kirkuk's deputy police chief, said the situation was highly volatile, given that all political parties were armed. "American forces in Kirkuk are the only counterbalance," he

said.

The United States military, which keeps about 5,000 soldiers in Kirkuk, worked to try to guarantee a safe election. American soldiers stood outside polling centers, patrolled the streets and operated joint checkpoints. Even before the vote, American officials warned political leaders to tone down campaigning, which threatened on several occasions to escalate into armed clashes.

Col. Larry Swift said the American presence in Kirkuk had a "calming effect" on all political players.

"Impartiality is our biggest asset here," he said.

Deutsche Presse-Agentur

Allegations of Iraqi vote fraud surface in tense Kirkuk

March 14, 2010, (DPA)

Kirkuk - An Iraqi Kurdish politician in the northern city of Kirkuk on Sunday accused election workers in mostly Arab areas of the city of electoral fraud during last week's parliamentary polls.

The allegations, made in a Kirkuk press conference by Kurdish politician Khalid Shenawi, set the stage for a possible battle over poll results in the city, which was left out of previous votes out of fear for the city's stability.

'We have evidence that election committee officials and observers were involved in fraud in order to favour one list over the others, especially in areas with a majority Arab population,' said Shewani, who belongs to President Jalal al-Talabani's Patriotic Union of Kurdistan party.

Shewani alleged that poll workers in those areas had manipulated the vote in favour of former Iraqi prime minister Ayad Allawi's Iraqi List.

'We will not give legitimacy to elections so overwhelmed by fraud in the areas of Hwija, Zab, Riyadh and Abbasi, favouring the Iraqi List at the expense of other lists,' he warned.

Many Iraqi Kurds hope to make Kirkuk and its environs the capital of a future independent state, calling it

their 'Jerusalem.' Iraqi Arab and Turkman politicians view the area, with its 10 billion barrels of proven oil reserves, as integral parts of Iraq.

The issue of voting in the area has proved so fraught that it was left out of previous votes since the 2003 US-led invasion of Iraq, and nearly was again in the most recent polls, after Arab politicians threatened a boycott if voter rolls they said had been doctored to show a greater number of Kurdish residents were not examined.

In the end, lawmakers in Baghdad struck an uneasy compromise on the issue to allow the city to participate in the polls at the same time as the rest of the country. According to that compromise, election results from the city and its environs would be provisional, subject to legal challenge after the vote.

Former Iraqi president Saddam Hussein's government sought to drive out the area's Kurdish population and to replace it with Arab Iraqis from elsewhere in the city.

But in the years since his government fell, many Iraqi Kurds have returned to the area.

Iraqis defy bombings to turn out for elections

BAGHDAD

Dozens killed in capital; political uncertainty is expected to be prolonged

BY STEVEN LEE MYERS

A concerted wave of attacks struck Baghdad and other cities across Iraq on Sunday as voters cast ballots to elect a Parliament and possibly a new prime minister. Explosions reverberated across the capital moments before the polls opened and continued through the morning haze for the first hours of voting.

At least 38 people were killed and dozens more wounded in Baghdad alone by the time polls officially closed there, the Interior Ministry reported.

Insurgents in Iraq had vowed to disrupt the election, and the attacks appeared timed to frighten voters away from polling sites. If that was the intent, it did not succeed entirely.

By late morning, the attacks — dozens of mortar shells, rockets and bombs — had tapered off and Iraqis lined up to vote, many of them expressing anger and determination.

"Everyone went," Maliq Bedawi, 45, who works at Baghdad International Airport, said as he waved his purple-stained finger. He stood outside the rubble of an apartment building that was struck and destroyed by what the police said was a Katyusha rocket.

"They were defiant about what happened," Mr. Bedawi said. "Even people who didn't want to vote before, they went after this rocket."

Iraqis, he added, "are not afraid of bombs anymore."

At the White House, President Barack Obama said Sunday that he mourned the victims of violence but praised "the



Iraqi election officials counting votes on Sunday at a polling station in Karbala. No single party or coalition is expected to win an outright majority when official results are reported.

resilience of the Iraqi people who once again defied threats to advance their democracy."

"I have great respect for the millions of Iraqis who refused to be deterred by acts of violence, and who exercised their right to vote today," Mr. Obama said in a statement. "Their participation demonstrates that the Iraqi people have chosen to shape their future through the political process."

By all accounts, no single party or coalition was expected to win an outright majority, setting the stage for a period of turmoil — months, not weeks, politicians here say — as parties try to cobble together a majority of seats in a 325-member Parliament to select a prime minister. Official results are not expected for at least a couple of days.

By evening, it was still too early to measure turnout, though Western election observers noted a significant increase in voting as the day went on. Polls closed at 5 p.m. In parts of Baghdad, the city seemed far from hunkered down, with shops and restaurants opening and families walking on the streets.

But the intensity of the morning barrage, at least for a while, recalled the worst days of bloodshed in 2006 and 2007, when Iraq teetered on the precipice of civil war.

"This is the security that Maliki brings to us," said a woman in Karrada, on the Eastern Bank of the Tigris River, referring to Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki.

Mr. Maliki, the Shiite who has held the post since 2006, cast his ballot at the Rashid Hotel in the Green Zone in the middle of the barrage. In a televised interview afterward, he, too, expressed defiance and optimism that the turnout would not be diminished by the violence.

"Normally the beautiful days in life come after fatigue and difficulties," he

said. "The difficult labor produces a more beloved result."

The attacks appeared to unite Iraqi leaders across party lines.

"These are the messengers of Iraq's enemies, the enemies of democracy," said Ammar al-Hakim, a leader of a Shiite coalition, the Iraqi National Alliance, that hopes to deny Mr. Maliki a second term. "It is a desperate and weak message."

The violence was not limited to Baghdad, though it was far less deadly outside the capital. In Anbar Province, west of Baghdad, at least 20 explosions rang through the city of Falluja beginning at 8 a.m. The police there said the blasts came from mortar shells fired from the outskirts of the city.

A roadside bomb exploded in Kirkuk, while two struck in Mosul, in northern Iraq, including one near a polling station that wounded seven. Mortar shells landed in Jurf al-Sakhar, a village south of Baghdad.

A series of attacks also struck across Diyala, the volatile province northeast of Baghdad. Two of them were improvised bombs that hit an American Iraqi convoy, security officials there said. At least four people were wounded, two of them Iraqi soldiers.

The extensive use of mortars and rockets suggested that insurgents had shifted tactics, perhaps because they were unable to maneuver cars or suicide bombers into the cities because of

"They were defiant about what happened. Even people who didn't want to vote before, they went after this rocket."

an intense security lockdown, with checkpoints erected every few hundred meters in some places.



MORTLA NIKOBAZL/REUTERS

Iraqis with proof of having voted on Sunday.

The competition among the main Shiite parties, divided this time, could be decisive. Moktada al-Sadr, the anti-American cleric whose followers fought against the American military and Mr. Maliki's government, urged Iraqi Shiites to vote. "Participation in the election is a sort of political resistance," Mr. Sadr said in remarks broadcast on television in Iran, where he is said to be studying to become an ayatollah.

For the first time, the Sunni minority that under Saddam Hussein dominated Iraqi politics was expected to participate in force, potentially reshaping the country's political landscape. In Anbar,

many voters interviewed Sunday suggested that the Sunnis had thrown their lot in with Mr. Allawi, a Shiite whose Iraqi coalition has become an unlikely standard bearer for the Sunnis.

Gen. David H. Petraeus, commander of the U.S. Central Command, said the disbaring of some Sunni candidates during the election campaign did not undermine the legitimacy of Iraq's young democracy.

"All progress that has been made to date — all of the legislation that's been passed and so forth — has all required cross-sectarian, cross-ethnic coalitions," he said on CNN, "and I think that

actually will continue to be the case.

The election could also begin to resolve — or worsen — the delicate questions of political control in dispute regions like Kirkuk and Nineveh, where Arab and Kurdish aspirations conflict.

Tim Arango and Ian Fisher contributed reporting from Baghdad; Marc Santora from Baghdad, Najaf and Ramadi, Iraq; Anthony Shadid from Falluja; Sam Dagher from Kirkuk; Timothy Williams from Basra; and Jeff Zeleny and Brian Knowlton from Washington.

Herald Tribune
MARCH 9, 2010

TURKEY AND THE ARMY

Turkey needs a constitution that enshrines rights for all, a commitment to secular rule and a law-based judiciary.

The recent arrest or detention of dozens of Turkish military officers for alleged coup plotting could signal a significant shift in power from the tarnished army to civilian leadership. These cases could help strengthen Turkish democracy — provided the government and the judiciary scrupulously apply the rule of law.

For most of modern Turkey's history, the army has been dominant, and far too willing to use any means to keep Turkey a secular, Western-oriented state. That included overthrowing four democratically elected governments since 1960. As recently as 2007, the military tried to block the selection of Abdullah Gul of the Islamic-influenced Justice and Development Party (A.K.P.) as president largely on the ground that his wife wore an Islamic headscarf.

The military's hold on political life has weakened steadily under A.K.P. rule and pressure from the European Union, which has insisted that as part of Ankara's bid for membership, the military must become more accountable to civilian leaders.

The recent detentions and arrests came after a small independent newspaper, Taraf, published what it said were military documents from a 2003 meeting describing preparations for a coup. The military acknowledged the meeting but said it was focused only on protecting the country from external, not domestic, threats. Since the arrests, the military's top leaders have shown welcome restraint.

Meanwhile, relations with the United States hit a new rut on Thursday when the House Foreign Affairs Committee denounced the World War I mass killings of Armenians as genocide. We think the resolution was unnecessary, just as Ankara's denial of that tragedy is self-destructive. Instead of threatening Washington with retaliation for the vote, Ankara should focus on getting a normalization deal with Armenia back on track.

The United States and other Western countries need to keep nudging Turkey forward while keeping the hope of E.U. membership alive and credible.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan needs to curb his own autocratic tendencies and push for replacing the military-imposed constitution with one that enshrines rights for Kurds and other minorities, religious and press freedoms, a commitment to secular rule and a law-based judiciary. And Turkey's military leaders need to continue exercising restraint.

Herald Tribune
MARCH 10, 2010

IRAQIS VOTE

The next government must work hard to ensure that all Iraqis have a fuller voice in the country's future.

Final results from Iraq's parliamentary election may not be available for days, but this much we can already say for sure: Iraq's citizens once again showed tremendous courage and determination, defying bombs and a flawed pre-election process to cast their ballots.

We hope that Iraq's political leaders will show as much courage in coming weeks as they negotiate the makeup of a new government. With U.S. combat troops due to withdraw by the end of August, there is not a lot of time and still far too many unresolved issues for the new government to address.

The percentage of Iraqis who voted was down from the last parliamentary election in 2005 (62 percent versus 76 percent), the result, in part, of more restrictive voter ID requirements. At least three dozen people were killed in Election Day attacks. But the general assessment is that things could have been far worse, and the Iraqi forces did a solid job handling security.

Also encouraging was the decision by the minority Sunni Arabs to vote in large numbers, despite disgracefully unfair efforts by the Shiite ruling parties to disenfranchise them by disqualifying hundreds of Sunni and other candidates. The Sunnis, who led Iraq under Saddam Hussein and spent much of the last seven years boycotting or battling the Shiite-dominated governments, could have gone back to the streets.

They soundly chose the ballot box instead. That is good news for all Iraqis. The new government must do a far better job than the current one of ensuring that the Sunnis and all of Iraq's minorities have a fuller voice in Iraq's future.

Preliminary returns suggested that two coalitions were the front-runners: one led by Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, and the other by Ayad Allawi, a former prime minister. Neither coalition appeared to win enough seats in the 325-member Council of Representatives to choose the new prime minister. That means there will likely be weeks of political horse-trading ahead. Too many critical issues were delayed until after the election — including the long-deferred oil law — and Iraq cannot afford protracted wrangling.

Mr. Allawi appears to have done well in putting together an ethnically balanced coalition and campaigning on overcoming Iraq's bitter sectarian divides. We hope that as the bargaining plays out he will continue to champion a national vision.

Mr. Maliki endorsed the pre-election shenanigans that kicked many Sunnis off the ballot and played hard — at times ruthlessly — to his Shiite base. We hope that he will look at Mr. Allawi's strong showing and decide that inclusion, rather than division, is not only essential for Iraq's future, it may also turn out to be good politics.

In Iraq, freedom but little sense of unity

BAGHDAD

Crucial weekend vote could deepen rather than bridge divisions

BY ANTHONY SHADID

Qais Sharaa peered glumly out of his barbershop at the collage of posters in Firdos Square, where a statue of Saddam Hussein once presided and the vocabulary of democracy now prevails.

Signs for nationalists applauded unity and those of former insurgents swore their fight was behind them. One poster sported the unlikely portrait of an unveiled woman, in gold jewelry and lipstick, running as a candidate for the country's most ardently religious party.

"It's true we have freedom," Mr. Sharaa said, "but what do we have beyond it?"

"Where's the law, where's the state, where's the sense of citizenship?"

Mr. Sharaa's question resonates as Iraq heads toward elections Sunday, perhaps its most decisive moment since Mr. Hussein's statue was toppled in Firdos Square in 2003. Under American charge, an indisputable political culture has risen along the banks of the Tigris River, un-

paralleled in the rest of the Arab world.

But elections often exacerbate rather than bridge divisions. And as the U.S. military withdraws this year, Iraqis themselves have begun to ask whether their state — divided, feeble and corrupt — can navigate the vote's results in a country still beset by the miseries of war, the legacy of Mr. Hussein's rule and a calculus that celebrates the victor claiming the spoils of the vanquished.

In that, the elections may provide a cautionary lesson, as politicians struggle to cobble together a coalition to govern. Iraq's politics are more vibrant than the institutions meant to gird them, threatening the support of the people they have enfranchised and a nascent, if flawed, democratic experiment.

"We have failed to build a state of institutions, of law and order," said Wael Abdel-Latif, a lawmaker and opposition candidate. "Our institutions are based on ideological, sectarian and ethnic foundations. They are dangerous, they are shaky and they could collapse at any moment, especially if it takes a long time to form a new government."

Since that day in Firdos Square, Iraq has often served as a contest of competing narratives. Elections, with their visuals of ink-stained fingers, have emerged as a centerpiece. But their leg-

acy has proven more equivocal.

One vote helped unleash a civil war; another approved a Constitution deemed flawed by nearly everyone. In the run-up to this latest vote, politicians have recklessly deployed the state — the law, courts and military — to settle scores and further sometimes demagogic ambitions.

Rarely will anyone defend what has been built. Even Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki calls the system unworkable, though he blames his opponents for making it so.

For many, the problem rests in the very notion of how to organize those fledgling institutions in a country ruled by a succession of kings, strongmen, dictatorial parties and, finally, the Americans. To hold the state together, the government operates by consensus in a country that lacks one, forcing politicians to postpone decisions into an uncertain future on the most pressing issues — from a national census to disputed territories.

"Iraq has proven under U.S. tutelage that it can organize elections and develop this political culture and that is encouraging," said Joost Hilterman of the International Crisis Group. "But I've still seen no evidence that any government can govern."

Abdullah Jabbar thought about that judgment as he sat at his clothing store in Kahramana Square, which was festooned with posters for some of the nearly 6,200 candidates vying for Parliament's 325 seats. Like many these days, he expressed a mix of optimistic pride and savvy cynicism at a campaign that has flourished the past month. No one can avoid it, he said, neither the text messages on cellphones nor the candidates' debates on television.

"It's like a soccer match and this is the roar of the crowd," he said.

Iraq's sectarianism still shapes the election. A Sunni vice president appeals to "our people," and Shiite candidates speak of guarding "our rights." Three judges in Mr. Hussein's trial are candidates, one boasting that he "carried out the judgment of God and the people." But the most chauvinist language is often tempered by ambiguity, a far cry from the last election in 2005, and in Kahramana and elsewhere, politics have matured.

"We are coming!" followers of Moqtada al-Sadr, a cleric, shouted in 2004, when they fought the Americans twice. Candidates loyal to him deploy the same slogan now, with a twist. "We are coming ... to build," their posters read. In Anbar Province, where just 3,775 people voted in 2005, candidates



Shiites gathered after Friday prayers in Sadr City. "We are coming!" followers of Moqtada al-Sadr, a cleric, shouted in 2004, when they fought the Americans twice. Candidates loyal to him deploy the same slogan now, with a twist: "We are coming ... to build."

have turned out for town hall meetings.

"Even the simplest Iraqi citizen has a say in politics, much more than in any other country around us," said Mr. Jabbar, thumping marble-sized worry beads. "There's no power in Iraq, no force, that can dominate the people anymore."

Yet these days, a current of disenchantment flows as long as Iraq's two rivers at how little the state has achieved in the issue that matters most: livelihood.

At Seven Palaces Intersection in the neighborhood of Karrada, a three-story building destroyed by a car bomb in 2007 remains a pile of rubble. Across its shattered façade are a potpourri of campaign posters, one that reads: "Let's move ahead."

Down the street, another candidate promises to surrender his salary in office, give up his security detail, forgo diplomatic immunity and turn in his diplomatic passport.

"It's a good idea," laughed Taleb Abu Sarraj, drinking tea with a friend on a brisk winter morning. "They're spending \$100 million on the campaign, and for what? They're spending that much so they can make hundreds of millions more once they're in office."

That disenchantment has given voice to a cliché that is nevertheless espoused: the desire for a strongman who can break through the government's paralysis. It is often pronounced in equal

measure with a deep-seated suspicion of what their leaders tell them, sometimes rendered as conspiracy, which led the assassins of Iraq's first president, Abdel-Karim Qassem, to display his bullet-riddled corpse on television in 1963 to prove he was dead.

To some of Mr. Maliki's opponents, he lacks the strength of an opponent like Ayad Allawi, the secular standard-bearer in the election. To his supporters, he is shackled by the institutions around him, stymied at every turn by opponents bent on deadlock.

"Can one hand clap by itself?" asked Assaad Hassan, a street vendor. "Maliki is one hand and that means he can't do anything, anywhere."

To call Iraq a failed state is an exaggeration, though not unthinkable. The effectiveness of ministries often reaches little beyond the capital. Parliament has proven unable or unwilling to pass legislation on fundamental issues before the country, from overseeing Iraq's oil reserves, the world's third-largest, to delineating the power of the caretaker government that will follow Sunday's vote.

Disputes between Arabs and Kurds over land — Kirkuk among them — are acknowledged as incendiary enough to incite a war. Before the election, candidates were banned with evidence that remained secret in a process critics said interpreted the law as a means to a political end.

Some lament that the system itself remains stymied by a political culture that predates the invasion, a zero-sum notion of politics where only winners and losers emerge. The notion is coupled with a tendency toward intolerance.

By necessity, coalitions across Iraq's sectarian and ethnic landscape are forged for the sake of stability, but by necessity, with everyone a kingmaker, those coalitions frustrate effective rule.

When deadlock ensues, only the United States has proved capable of delivering a compromise.

The vote Sunday, by most accounts, will change that equation, as the Americans withdraw and their influence here inevitably diminishes. "Poorly timed," Mr. Hilterman, of the International Crisis Group, called their departure.

Qassem Daoud, a Shiite lawmaker, said he thought the Americans should stay 25 more years. His fear, echoed by others, was that no one is sure whether everyone felt they had to follow the rules laid down the past seven years.

Another lawmaker, Mahmoud Othman, said: "The Americans just want to have the elections. They want to tell their people it went well, so they can have their withdrawal. They don't really think that much about the institutions, and I don't think they understand very well what will be the consequences, whether institutions will be stronger or weaker.

"As usual," he added, "they don't study the Iraqi situation very well."

Le Monde Dimanche 7 - Lundi 8 mars 2010

Editorial

Espoirs irakiens

Sept ans après l'invasion du pays, la chute de la dictature et la barbarie qui s'ensuivit, la saison des espoirs est arrivée en Irak, n'en déplaît pas aux fanatiques qui continuent d'endosser des gilets explosifs et de poser des bombes.

Les trente millions de citoyens de la première république arabe pétrolière du monde veulent tourner la page, et retrouver la prospérité d'antan. Les élections législatives du 7 mars, si elles se déroulent sans trop de violences, sans trop de corruption, sans trop de « bidouillages », peuvent le leur permettre. La sécurité

publique est encore loin d'être établie, mais les affrontements armés sont plus rares, plus localisés, dans deux provinces du nord sur dix-huit.

Les bilans sont lourds, mais dix fois moins qu'il y a seulement trois ans. Les forces de l'Etat en reconstruction sont omniprésentes. On peut à nouveau se déplacer dans et entre les villes sans trop de risques.

Le premier scrutin législatif post-Saddam Hussein, fin 2005, s'était déroulé dans la peur, à l'ombre des chars étrangers. Les Irakiens s'étaient en quelque sorte comptés : qui était chiite votait chiite, qui était kurde votait kurde. En rébellion ouverte, la minorité arabe sunnite (24 % de la population) qui dirigeait le pays depuis quatre-vingts ans, était en guerre ; elle boycottait l'exercice.

Aujourd'hui, tout indique qu'elle veut en être. Son espoir est de retrouver une parcelle du pouvoir perdu. Promus par l'Amérique, les Arabes chiites (59 %) alliés aux Kurdes, espèrent bien sûr en conserver l'essentiel. Mais les

choses ont changé.

Chacun a bien senti ces dernières années que les affrontements entre sectes menaient tout droit à la partition du pays, à son instrumentalisation par ses puissants voisins, Iran et Arabie saoudite surtout.

Un sursaut s'est produit : à l'exception des Kurdes, homogènes, toutes les grandes listes comprennent des candidats d'autres confessions. Les différences et les rancœurs ne s'estompent pas, les affrontements, si.

La réconciliation reste à faire. Mais les deux listes les mieux placées pour gagner, celle de l'actuel premier ministre Nouri Al-Maliki, et celle de l'ancien, Iyad Allaoui, sont largement mixtes. Et au-delà des ambitions personnelles de leurs chefs, elles sont nationalistes.

Après tant d'années de dictature, de guerre et de violences, un espoir luit en Irak. La démocratie y est encore fragile, mais le scrutin de dimanche est une nouvelle étape vers la réconciliation, qu'il faut saluer comme telle. ■

Le retour de l'Irak va modifier le jeu pétrolier

Avant le scrutin du 7 mars, Bagdad a décidé de relancer la production en ouvrant le pays aux majors étrangères

Les vieux Irakiens se souviennent encore avec émotion et nostalgie du glorieux passé de leur pays, quand l'Irak était une puissance pétrolière. Ils se rappellent notamment que c'est à Bagdad que fut créée, en 1960, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Depuis, l'invasion de l'Iran en 1980, puis celle du Koweït, en août 1990, ont entraîné un effondrement de la production d'hydrocarbures et le déclin de l'influence politique du pays.

Les dirigeants de la coalition au pouvoir – le premier ministre Nouri Al-Maliki en tête – veulent être reconduits à l'issue des élections législatives du 7 mars. Ils ont réveillé ce rêve d'or noir en faisant miroiter écoles, hôpitaux, électricité, eau potable et routes à un peuple qui a toujours été privé de la rente pétrolière. Cela implique une forte relance de la production, tombée de 3,5 millions de barils par jour à la veille de la guerre Iran-Irak à 2,4 millions aujourd'hui.

Bagdad vient d'obtenir un résultat aussi symbolique qu'encourageant. Les exportations quotidiennes de brut ont atteint 2,069 millions de barils en février. « C'est leur plus haut niveau depuis 1990 », a souligné Assem Jihad, le porte-parole du ministère du pétrole. Mais c'est encore bien modeste pour un pays qui détient les troisièmes réserves de la planète (au moins 115 milliards de barils).

En 2009, l'Irak a annoncé une relance de la production. Impossible sans l'aide technologique et

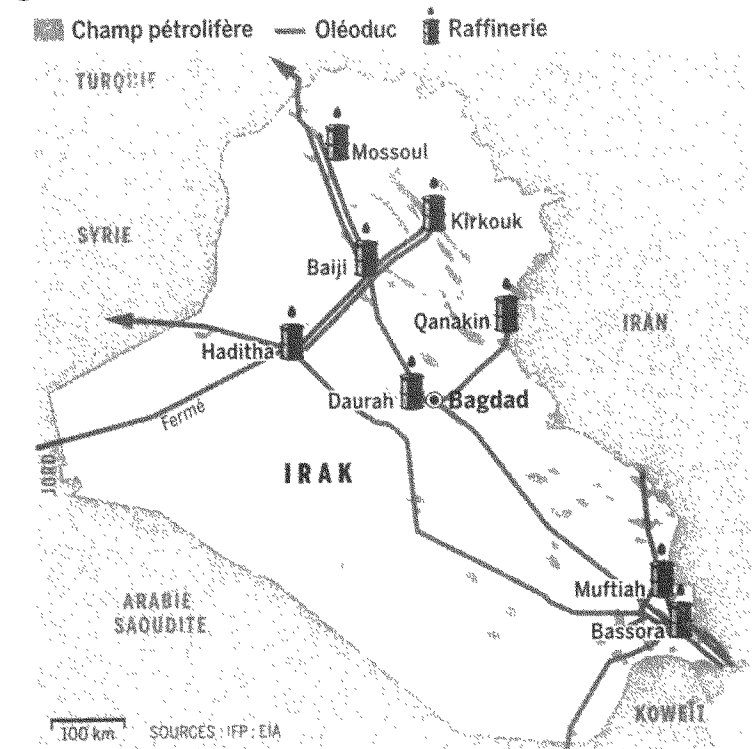
financière de compagnies occidentales, russes et asiatiques interdites de territoire depuis trente ans. Le gouvernement leur a entrouvert la porte pour accélérer l'extraction du brut de dix champs pétroliers parmi les plus importants. Onze autres seront ultérieurement mis aux enchères.

« Nationalisme pétrolier »

Mais les autorités ne pouvaient donner le sentiment à la population, animée d'un fort « nationalisme pétrolier », d'aliéner des ressources assurant 85 % des recettes de l'Etat. L'ouverture du marché s'est donc faite à des conditions peu favorables aux étrangers. BP, Shell, Lukoil, Petronas ou CNPC ont pris des engagements exorbitants pour accroître la production dans des délais très courts. Ils toucheront moins de 2 dollars par baril, alors que son prix oscille autour de 80 dollars.

M. Al-Maliki a fait un autre geste en direction de l'opinion et des majors : il a annoncé l'adhésion de l'Irak à l'Initiative de transparence des industries extractives, qui imposera à Bagdad de publier les revenus des hydrocarbures et aux sociétés pétrolières de préciser ce qu'elles ont versé à l'Etat (taxes...). L'Irak, gangrené par la corruption, a deux ans pour faire ses preuves.

L'objectif fixé par le ministre du pétrole, Hussein Al-Chahristani, est ambitieux : 10 voire 12 millions de barils par jour d'ici à 2020, ce qui hisserait l'Irak au niveau de l'Arabie saoudite. Le patron du groupe



britannique BP l'a jugé réalisable. Après avoir gagné en juin 2009 les enchères pour l'exploitation du champ géant de Roumaïla et ses 12 milliards de barils, Tony Hayward pouvait-il contrarier les folles espérances irakiennes ?

Menaces externes

Christophe de Margerie, directeur général de Total, est plus circospect. Et pour Khaled Al-Falih, le PDG de Saudi Aramco, 4 à 5 millions de barils par jour en 2015 seraient déjà un excellent résultat. Car l'Irak devra surmonter de sérieux obstacles : vétusté des infrastructures, faible capacité des oléoducs d'exportation, manque de main-d'œuvre qualifiée, absence de loi pétrolière, insécurité.

Ces difficultés internes se doublent de menaces externes. L'Arabie saoudite et l'Iran, ses deux voisins, scrutent avec inquiétude la montée en puissance du seul membre de l'OPEP non soumis à un quota de production. Bagdad ne veut pas ouvrir de négociations avec le cartel avant 2011, mais M. Al-Chahristani a revendiqué un quota équivalent à celui des Saoudiens au motif que son pays a sous-produit durant trois décennies. Jusqu'en 1991, son quota était de 3 mil-

lions. Or, ni Riyad, ni Téhéran n'accepteront que l'Irak produise 10 millions de barils par jour, ce qui entraînerait une baisse des prix.

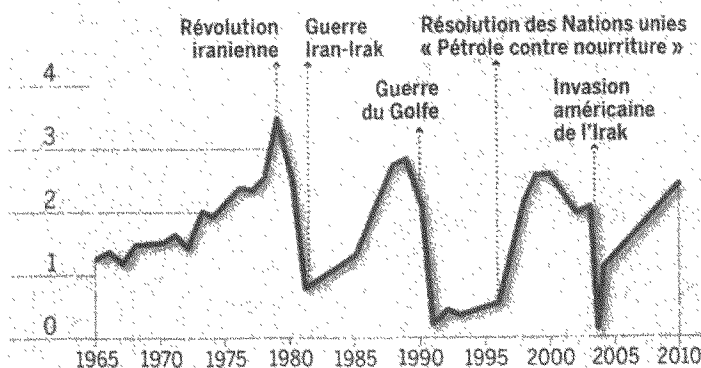
À la fin de la guerre Iran-Irak, un accord non écrit prévoyait une parité de production entre les deux pays, qui ont sensiblement les mêmes réserves. « L'Iran s'opposera bec et ongles à ce que son voisin ait un quota supérieur au sien », note Olivier Appert, président de l'Institut français du pétrole.

La République islamique est handicapée par les sanctions des Nations unies liées à son programme nucléaire. Le manque d'investissement fait stagner sa production. Et elle voit se profiler avec l'Irak ce qui s'est produit avec le Qatar, deve-

nu le premier exportateur de gaz naturel liquéfié alors qu'elle ne peut valoriser ses énormes réserves gazières. La Chine – très présente lors des enchères en Irak – pourrait aussi se détourner de l'Iran, où le brut est plus coûteux à extraire. Dans ce contexte, ce n'est peut-être pas un hasard si, en décembre-janvier, des soldats iraniens ont occupé Fakka, un gisement frontalier que Téhéran dispute à Bagdad. ■

Jean-Michel Bezat

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE IRAKIENNE en millions de barils par jour



SOURCE : BP STATISTICAL REVIEW, AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

AFP

LES DISSIDENTS DE GORAN VEULENT UNE "INSURRECTION PACIFIQUE" AU KURDISTAN

SOULEIMANIYEH (Irak), 6 mars 2010 (AFP)

ENCOURAGÉS par leur succès aux élections locales, les dissidents de Goran croient pouvoir créer la surprise aux élections législatives en suscitant une "insurrection pacifique" contre les partis traditionnels à travers les urnes.

En juillet, Goran (changement) s'était hissé à la deuxième place aux élections au parlement kurde.

Depuis il s'efforce de briser l'hégémonie des deux partis traditionnels le parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien Jalal Talabani en espérant remporter la majorité des sièges à Souleimaniyeh pour le scrutin législatif ce dimanche.

"C'est une insurrection pacifique", assure avec un sourire Mohammed Tawfiq Rahim, secrétaire général adjoint du mouvement dans son quartier général de Souleimaniyeh, la deuxième ville du Kurdistan (270 km au nord de Bagdad).

"Au Kurdistan, nous avons besoin d'un nouveau système politique", explique ce diplômé d'ingénierie d'une université britannique.

"Nous parlons de la séparation des pouvoirs, de l'indépendance du pouvoir judiciaire, d'un Parlement créatif et de limiter les ingérences des partis politiques dans les affaires courantes du gouvernement", insiste M. Rahim.

Rahim, qui n'est pas candidat aux législatives, estime que son parti peut conquérir entre 17 à 20 sièges à Souleimaniyeh, dans l'autre province kurde d'Erbil et à Kirkouk, une niche province pétrolière multiethnique que les kurdes veulent annexer.

Goran avait remporté en juillet 23,57% des suffrages pour le parlement kurde en axant sa campagne sur la corruption. Les élections de ce dimanche seront le premier test national de Goran.

Cette formation, dirigée par Noucherwan Mustapha, ancien numéro deux de l'UPK, est composée d'autres transfuges du parti de M. Talabani qui dominait

jusqu'à il y a quelques mois la vie politique dans le Kurdistan avec le PDK de Massoud Barzani, le président de la région autonome.

Ces deux partis avaient lancé une rébellion contre Saddam Hussein le 5 mars 1991, peu après la fin de la guerre du Golfe qui a suivi l'invasion du Koweït par les troupes de l'ancien président irakien.

Pour la première fois, le succès de Goran offre une alternative crédible à l'électorat face à l'hégémonie de l'UPK et du PDK, ce qui provoque des tensions avec les forces historiques qui dégènèrent sporadiquement en violences armées.

Vendredi, des affrontements ont opposé à Halabja des partisans de Goran et à ceux de sa rivale, l'Alliance kurde (composée de l'UKP et du PDK), faisant cinq blessés.

Mais le succès de Goran ne semble pas perturber outre mesure les partis historiques. "Goran est en perte de popularité", affirme Imad Ahmed, dirigeant du parti de M. Talabani et ancien vice-premier ministre du Kurdistan.

"Plusieurs de leurs partisans sont retournés dans le giron de l'UPK. Ils ne constituent pas une menace pour nous. Historiquement, plusieurs formations comme Goran ont fait leur apparition avant de disparaître", ajoute-t-il.

Pour le dirigeant de l'UPK, Goran n'a pas de plate-forme politique. C'est un groupe qui veut rester dans l'opposition et capitaliser sur la colère des gens, assure-t-il.

Ce point de vue est rejeté par Sarko Osmane, 47 ans, candidat sur la liste de de Goran à Souleimaniyeh.

"En juillet, nous avons fait campagne pour le changement car les gens réclament l'amélioration des services, des salaires, des logements", dit-il.

"Maintenant notre objectif est de gagner le scrutin et d'aller au Parlement à Bagdad pour défendre les préoccupations nationales kurdes", déclare Osmane, qui fut membre de l'UPK pendant 29 ans.

AU KURDISTAN, LES ÉLECTEURS PARTAGÉS ENTRE LOYAUTÉ ET DÉSIR DE CHANGEMENT

SOULEIMANIYEH (Irak), 7 mars 2010 (AFP)

A SOULEIMANIYEH, la grande ville du Kurdistan irakien, les partisans des deux mouvements historiques clament leur vote à tue-tête. Ibrahim Abdallah Hassan, lui, se penche et murmure: "j'ai voté pour Goran", le parti des dissidents.

Les inquiétudes de ce mécanicien de 42 ans sont nourries par les violences entre sympathisants de Goran et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien Jalal Talabani lors de la campagne électorale. Les derniers heurts datent de vendredi, où cinq personnes ont été blessées par balles.

La province de Souleimaniyeh et ses 17 sièges sont devenus l'enjeu d'une bataille politique entre l'UPK et Goran, qui ont tous les deux fait de la ville à 270 km de Bagdad leur quartier général.

"Ils (l'UPK) n'ont rien fait pour moi", explique Ibrahim Abdallah Hassan, qui peine à trouver du travail dans son secteur d'activité depuis qu'il a obtenu son diplôme en 1991.

"Notre argent a été détourné par les principaux partis" kurdes, ajoute-t-il, alors qu'il fait la queue dans une école transformée en bureau de vote.

"La plupart de mes amis veulent aussi voter pour Goran, 98% d'entre eux veulent plus de transparence et d'ouverture dans la province", dit-il.

En juillet, Goran (Changement en Kurde), constitué de dissidents de l'UPK, a créé la surprise en se hissant à la deuxième place lors des élections au parlement du Kurdistan irakien, grâce à une campagne axée sur la lutte contre la corruption et l'hégémonie des deux partis historiques.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par le président de la région

autonome Massoud Barzani, et l'UPK règnent depuis 30 ans sur la région. Ils ont constitué une liste commune pour ces élections avec une dizaine de groupes politiques islamistes.

Malgré l'absence de sondages fiables dans la région, Goran espère faire le même score aux législatives de dimanche, et repousser l'UPK à une embarrassante troisième place en termes de sièges. Le PDK devrait sans surprise rester le plus grand parti kurde grâce à ses résultats dans les provinces d'Erbil et de Dohouk, à l'extrême nord du pays.

Si Ibrahim Hassan rechigne à révéler le nom de son favori, Sardar Ahmed Hassan, qui accompagne sa mère pour voter, annonce avec joie qu'il votera pour l'UPK.

"Nous avons été victimes du régime précédent, notre village a été attaqué", dit cet homme de 35 ans en rappelant que sa famille a dû fuir la province mixte de Ninive (nord-ouest) pour se réfugier à Souleimaniyeh (nord-est).

"Je dois voter pour l'UPK" par loyauté envers le parti qui s'est soulevé contre Saddam Hussein en 1991, affirme-t-il.

Shadan Omer Mohammed, une femme de ménage de 36 ans annonce qu'elle votera UPK qui a permis de nombreux travaux de reconstruction dans son quartier.

"Il y a eu beaucoup de changements, ils ont fait de bonnes choses et défendu les droits des Kurdes", ajoute-t-elle, habillée d'un costume traditionnel, comme beaucoup de monde en ce jour d'élection.

Goran, en lice pour son premier scrutin national, offre toutefois aux électeurs une alternative crédible aux deux partis historiques, dont l'impression d'hégémonie est encore accentuée par leur liste commune.

"La vie n'a pas changé ces quatre dernières années, je vote pour une meilleure solution pour les Kurdes", dit Arham Saeed, 25 ans.

"Je vote pour un groupe qui sera productif et loyal aux Kurdes", ajoute cet ouvrier avant de souffler, pressé de questions, "je vote pour Goran".



Elections irakiennes : quelle portée politique?

Par Karim Pakzad, chercheur associé à l'IRIS

LE RÉSULTAT du scrutin de dimanche dernier est attendu dans une dizaine de jours. Mais nous pouvons d'ores et déjà analyser la portée politique de ces élections. Sans tomber dans l'exagération, on peut affirmer que ces élections ont marqué une étape importante dans le processus de normalisation politique de l'Irak et ont été un succès pour la démocratie électorale. Malgré le danger des attentats qui ont tout de même fait une quarantaine de tués, les électeurs se sont rendus massivement aux urnes. Or, lorsque l'on connaît les difficultés dues à l'occupation, au terrorisme d'Al-Qaïda et aux divisions communautaires auxquelles les Irakiens sont confrontés depuis huit ans, on ne peut que leur rendre hommage. Le scrutin du 7 mars est une victoire pour le peuple irakien et une défaite pour Al-Qaïda.

Le succès d'hier, sans être une certitude était tout de même prévisible, au vu de l'évolution de la situation politique en Irak, constatée depuis près de deux ans. Ce succès est d'abord dû au retour des Arabes sunnites dans le jeu politique irakien. Ils ont pris conscience que le boycott des élections de 2005 n'a fait que les marginaliser. Cette prise de conscience doublée par le rejet d'Al-Qaïda d'une partie importante des tribus sunnites - qui ont constitué les milices financées par les Etats-Unis - et l'intégration d'une partie des officiers et fonctionnaires de l'ancien régime dans l'armée et l'administration actuelles, ont contribué à leur retour. Alors qu'en 2005 le taux de participation dans les provinces sunnites ne dépassait pas les 10 à 15 %, le 7 mars, ce taux a parfois atteint 80-90%.

De l'autre côté, la division des chiites et l'évolution de Nourri al Maleki, l'un des dirigeants du parti islamiste radical Al Dawa, en un leader de plus en plus nationaliste, ont facilité l'intégration des sunnites dans la vie politique. Parmi les trois grandes coalitions électorales, toutes dirigées par des chiites, le Bloc irakien mis en place par l'ancien Premier ministre Ayad Alaoui, et Tarek Al-Hashemi, le vice-président sunnite de la République, est arrivé en tête dans des provinces à majorité sunnite, mais est aussi arrivé en seconde place dans certains gouvernorats chiites du Sud. La liste de l'Alliance de l'Etat de Droit du Premier ministre sortant a également obtenu un

bon score chez les Arabes sunnites. La troisième coalition chiite (Alliance Nationale Irakienne), dirigée par le Conseil supérieur islamique d'Irak (CSII), en apparence la plus proche des milieux religieux, avait sur sa liste l'héritier de la monarchie irakienne, Al Sharif Ali Ben Hussein. Ce début de la non-confessionnalisation des listes électorales est un progrès important pour l'Irak. Chez les Kurdes, la démocratie progresse et l'apparition du mouvement Goran (changement) par un ex-UPK, met fin au monopole des deux grands partis kurdes, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK du président Jalal Talabani.

L'évolution de l'Irak a montré l'absurdité de la théorie de l'axe chiite dans la région dominée par l'Iran dont les chiites irakiens auraient constitué une composante importante. Une approche idéologique et l'hostilité vis-à-vis de la République islamique d'Iran sont à l'origine d'une analyse erronée chez certains observateurs qui n'ont pas compris la différence entre les chiites irakiens et iraniens.

Le véritable artisan du succès du scrutin d'hier n'est autre que le plus haut leader religieux chiite irakien, le grand ayatollah Ali Al-Sistani. Ce vieil ayatollah résidant dans une modeste maison d'un quartier populaire de la ville sainte de Nadjaf et respecté au-delà de la communauté chiite a adopté, dès le début de l'intervention américaine, une attitude non communautariste et non-confessionnelle. Opposé au concept de Welayat Faqih (la primauté du religieux sur le politique), à l'origine de la République islamique en Iran, Al-Sistani est allé jusqu'à interdire aux religieux d'occuper des postes gouvernementaux. Pendant la campagne électorale, il a refusé de soutenir une liste contre une autre.

Ces faits sont autant d'éléments positifs qui ne doivent pas cacher que la division des chiites va probablement rendre très difficile la formation du prochain gouvernement. Rien ne garantit que Al-Malki puisse à nouveau former le prochain gouvernement même si sa liste arrive en tête. En effet, les Kurdes qui auront 25 % des sièges au Parlement et l'Alliance Nationale Irakienne du CSII, l'ancien allié n'ont pas exclu qu'une alliance entre les Kurdes et l'ANI autour d'un candidat chiite puisse constituer le prochain gouvernement. Dans ce cas, Adel Abdul Mahdi, l'actuel vice-président chiite de la République serait un candidat crédible. Cette alliance pourrait également garantir la stabilité à la tête de l'Etat avec la réélection de Jalal Talabani comme président de la République.

Humanité
9 MARS 2010

Irak. Après le vote, quelles alliances ?

PAR PIERRE BARBANCEY

BIEN QU'IL faille attendre la fin du mois de mars pour connaître les résultats définitifs et officiels des élections législatives irakiennes de ce dimanche, les informations qui nous parviennent depuis les différentes provinces permettent de dégager quelques éléments de réflexions.

À commencer par le taux de participation. Malgré les menaces de groupes se revendiquant d'al-Qaïda, les électeurs irakiens se sont déplacés en masse. Preuve qu'ils veulent vraiment prendre leur destin en main.

Le signe fort est évidemment venu des gouvernorats où

la population est à majorité sunnite. Cette composante irakienne s'était sentie marginalisée à la chute du régime de Saddam Hussein.

C'était là qu'on trouvait la plus grande résistance aux troupes d'occupation étrangères. Ses représentants avaient même boycotté un certain nombre de scrutins.

Cette fois-ci, l'enjeu était clair? : les nouveaux députés vont dessiner la nouvelle carte de l'Irak (même si celle-ci comportera très certainement encore des bases militaires américaines).

Pas question de laisser un quelconque découpage régional, un débat sur l'exploitation des richesses pétrolières ou l'avenir

de telle ou telle ville aux mains de quelques-uns.

Les premières estimations confirmeraient ce qui avait déjà été observé lors des élections locales il y a un peu plus d'un an? : les listes nationalistes, voire laïques font un bon score.

L'Alliance de l'Etat de droit (AED) du premier ministre sortant, Nouri Al Maliki, arrive ainsi en tête dans les neuf provinces chiites du Sud alors que le Bloc irakien de l'ex-premier ministre Iyad Allawi domine très largement dans les quatre provinces majoritairement sunnites.

Les listes strictement confessionnelles ou se réclamant comme telles sont en perte de vitesse, comme l'Alliance

nationale irakienne (ANI), qui regroupe le Conseil supérieur islamique d'Irak (CSII) et les partisans de Moqtada Sadr. C'est évidemment un camouflet pour la stratégie adoptée dès la mise en place de l'administration d'occupation, en 2003, et qui avait favorisé les formations sectaires.

Reste maintenant à savoir qui deviendra premier ministre. Il faudra évidemment compter avec l'Alliance

Kurdistania, formée des deux grands partis kurdes.

Nouri Al Maliki, qui aimerait retrouver son poste, pourrait faire les frais de certains regroupements créés pour lui barrer la route.

Pékin dose sa stratégie sur le dossier nucléaire iranien

La Chine, seul membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à s'exprimer contre de nouvelles sanctions, veut éviter l'isolement diplomatique

Pékin
Correspondant

De quel côté la Chine penche-t-elle, à l'ONU, à propos du nucléaire iranien ? L'administration Obama a durci sa position après une année de « main tendue » en direction de Téhéran. Les Etats-Unis ont commencé à diffuser un projet de résolution comportant de nouvelles sanctions contre la République islamique. Les dernières remontent à mars 2008.

La Chine entrave ce projet. La République populaire est le seul pays membre permanent du Conseil de sécurité à refuser le principe de nouvelles mesures coercitives. « Les pressions et les sanctions ne peuvent pas fondamentalement régler cette question », a répété, dimanche 7 mars, son ministre des affaires étrangères, Yang Jiechi.

Mais d'autres signaux sont aussi envoyés, pouvant annoncer une certaine flexibilité. Après la récente visite à Pékin du secrétaire d'Etat adjoint américain, James Steinberg, la Chine a réitéré son souhait de voir la question iranienne résolue par voie diplomatique, tout en demandant à Téhéran de renforcer sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) afin de « lever les doutes » à propos de son programme nucléaire. Le dernier rapport de l'AIEA sur

l'Iran émet l'hypothèse que ce pays poursuit à ce jour des travaux de mise au point d'un ogive nucléaire.

La stratégie chinoise a plusieurs composantes : retarder au maximum l'imposition de sanctions tout en se prononçant, le cas échéant, en faveur de ces dernières afin d'éviter l'isolement diplomatique, et cela après avoir œuvré pour en atténuer la portée.

Dans ce contexte, un vote rapide à l'ONU paraît exclu. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a dit l'espérer « au cours des prochains mois ». Le calendrier pourrait glisser au-delà de la conférence d'examen du traité de non-prolifération (TNP) prévue en mai.

Au blocage chinois s'ajoutent les réticences du Brésil, un pays que M^{me} Clinton, qui était la semai-

Aujourd'hui, l'Iran est le troisième fournisseur de pétrole de la Chine, après l'Arabie saoudite et l'Angola

ne dernière à Brasilia, n'a pas réussi à rallier à l'idée de sanctions. L'attitude chinoise agit, selon certains, comme un encouragement aux pays les moins disposés à durcir le

ton contre Téhéran.

Sur le dossier iranien, la Chine navigue au plus près d'intérêts parfois contradictoires. Il lui faut prendre en compte simultanément l'importance de sa relation avec le régime des mollahs, pièce centrale de sa pénétration sur l'échiquier moyen-oriental, et la primauté de son dialogue avec les Etats-Unis. Une relation qui vient de traverser des secousses à propos de Taiwan et de la rencontre entre Barack Obama et le dalaï-lama.

La Chine est traditionnellement opposée à l'imposition de sanctions et privilégie une politique de « non-interférence ». Elle défend le principe de la non-prolifération nucléaire mais soutient, dans le cas iranien, que rien ne prouve une volonté de se doter de la bombe atomique, ni la capacité d'y parvenir à court terme. Ainsi le problème ne justifie pas, à ses yeux, une telle mobilisation internationale.

Pour autant, les diplomates occidentaux estiment que Pékin, qui s'est déjà associé à trois reprises à une série de sanctions limitées contre Téhéran, entre 2006 et 2008, n'usera pas de son droit de veto pour bloquer une résolution, surtout depuis que la Russie se dit prête à s'associer à un tel texte. La Chine pourrait s'abstenir. Elle doit aussi trouver le langage diplomatique adéquat, au vu de l'importance de sa relation avec l'allié iranien.

L'Iran est le troisième fournisseur de pétrole de la Chine, après l'Arabie saoudite et l'Angola. Les compagnies pétrolières chinoises ont investi 120 milliards de dollars en Iran depuis cinq ans. En 2009, les deux pays ont signé deux importants contrats pour développer deux champs pétrolifères en Iran, l'un à Pars, l'autre à Azadegan. Et parce que l'Iran ne possède pas de capacités suffisantes de raffinage, les Chinois lui fourniraient, selon le *Financial Times*, entre 30 000 et 40 000 barils de pétrole raffiné par jour. La Chine a profité ces dernières années de l'effacement de com-

pagnies occidentales empêchées de traiter avec l'Iran du fait des sanctions et des pressions américaines.

La proximité géographique et culturelle de l'Iran avec la province chinoise du Xinjiang, région tiraillée par les velléités « séparatistes » de sa population musulmane ouïgoure, pousse en outre Pékin à s'assurer des bonnes grâces de Téhéran.

« La poursuite de la voie diplomatique retarde des actions punitives et permet à Pékin de valoriser au maximum ses capacités de marchandage en direction et de l'Iran et des pays de l'Ouest », note le centre d'analyse Crisis Group, dans un récent rapport, très détaillé, sur le jeu chinois face au nucléaire iranien. Des officiels ont ainsi indiqué que la poursuite de ventes d'armes américaines à Taiwan nuirait à la coopération chinoise « sur d'importants dossiers internationaux ».

Cependant, nuance la sinologue britannique Sarah Raine, « une résolution modérée du Conseil de sécurité permettrait à la Chine de sauver la face vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Europe, ses principaux partenaires commerciaux. Mais il est primordial, du point de vue chinois, que ces sanctions aient un impact minimal sur ses intérêts ».

C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis ont incité l'Arabie saoudite à garantir un accroissement de ses livraisons de pétrole à la Chine pour compenser éventuellement celles de l'Iran. Pékin n'aurait rien à gagner en cas de course aux armements ou d'instabilité dans la région du Golfe, évolutions jugées inévitables si un coup d'arrêt n'est pas mis aux activités iraniennes ■

Bruno Philip (avec
Natalie Nougayrède à Paris)

Téhéran annonce la production d'un missile de croisière

L'Iran a lancé, dimanche 7 mars, la production d'un nouveau missile antinavires à courte portée, baptisé Nasr-1, capable de « détruire des cibles de 3 000 tonnes », a indiqué le ministre de la défense iranien, Ahmad Vahidi. Nasr-1 (Victoire) « peut être tiré depuis la côte ou des navires et il sera adapté pour pouvoir être utilisé depuis des hélicoptères et des sous-marins », a précisé le ministre.

M. Vahidi avait inauguré début février, à l'occasion du 31^e anni-

versaire de la Révolution islamique, les sites de production d'un missile sol-air antihélicoptères, baptisé Qaem, et d'un missile antichar à « double tête » nommé Toufan.

Téhéran affirme aussi avoir mis au point un missile sol-air capable de détruire les hélicoptères d'attaque américains Apache, ainsi qu'un système antimissile offrant les mêmes performances que le système russe S-300, dont Moscou retarde la livraison depuis des mois. — (AFP)

La sécurité et la reconstruction en Irak reposent sur la manne pétrolière

Pour assurer sa stabilité future, l'Irak mise sur le pétrole, sur lequel repose 95,6 % du budget irakien. Un atout à double tranchant

BAGDAD
De notre envoyé spécial

Sécurité, reconstruction. Quel qu'il soit, le futur chef du gouvernement irakien devra relever ces deux défis. Pour y parvenir, tout indique que son principal levier sera l'usage et l'exploitation de l'immense richesse pétrolière du pays. La meilleure chance de répondre aux attentes de la population, et peut-être la seule.

La sécurité? Les élections de dimanche ont montré que le danger représenté par les insurgés d'Al-Qaida en Mésopotamie a été réduit à un noyau dur d'irréductibles difficiles à dissuader ou à acheter, une menace résiduelle mais incapable de rivaliser avec les forces de sécurité irakiennes. Si l'Irak a retrouvé une certaine stabilité depuis deux ans, c'est en

partie parce que le gouvernement a été capable de rémunérer plus d'un million de soldats et de policiers affectés au maintien de l'ordre et de créer des milliers de postes de fonctionnaires relativement bien payés.

Même au temps de Saddam Hussein, jamais le pays n'avait été aussi militarisé. Bagdad, la capitale fortifiée derrière des centaines de kilomètres de palissades de béton armé, ne compte pas moins de 1500 barrages, tenus conjointement par des soldats et policiers irakiens. Grâce au pétrole, l'Irak entretient près de 2 millions de fonctionnaires, deux fois plus qu'à l'époque de Saddam Hussein, une façon d'acheter la paix sociale et d'éviter une crise humanitaire.

La reconstruction? Un énorme chantier en perspective. L'électricité toujours en rupture, l'eau potable rare, la pénurie de logements, les hôpitaux mal équipés, les routes défoncées, le système fi-

nancier archaïque, l'agriculture en déliquescence: son coût est estimé à 600 milliards de dollars.

Là encore, l'Irak compte sur son pétrole. L'équation est simple.

96,5 % du budget irakien dépend des recettes pétrolières, selon Baker Jaber Al Zubaidi, ministre des finances dans le gouvernement sortant. Pour l'année 2010, 70 % du budget finance les salaires et les retraites du secteur public, qui fournit trois emplois sur cinq.

Hors pétrole, secteur public et petits commerces, l'économie irakienne reste dans les limbes.

**L'électricité en rupture,
l'eau potable rare,
la pénurie de logements,
les hôpitaux mal
équipés, les routes
défoncées...**

La désertification touche plus de 90 % du pays. L'explication? Les barrages construits sur l'Euphrate en Syrie et en Turquie, en amont de l'Irak, ont réduit le débit du fleuve au quart de ce qu'il était il y a dix ans. La plaine de Mésopotamie, jadis berceau de l'agriculture et de l'irrigation, se transforme en

zone aride. Incapable de se nourrir lui-même, l'Irak est devenu l'un des principaux importateurs alimentaires de la planète.

Le secteur privé se limite à quelques entreprises familiales, principalement dans la construction et le transport. Les industries non pétrolières, toujours en partie propriétés de l'État, ne comptent que pour 13 % du PIB. Résultat, le taux de chômage approche les 45 %, près de 80 % dans les zones rurales. En raison du fort taux de natalité, la population en âge de travailler augmente de 240 000 individus chaque année.

Pour un pays qui a vécu plus de trente ans dans la dictature, l'isolement et la corruption, la tâche semble démesurée. Mais l'Irak

ne devrait pas manquer d'argent dans le futur. Une grande partie de la dette a été annulée. Dans deux ou trois ans, le pays espère rejoindre l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La croissance annuelle tourne autour de 5 % et l'inflation est passée de 13,6 % en 2008 à 5,5 % en 2009.

Surtout, il y a le pétrole. Dans les trois derniers mois, l'Irak a signé

dix contrats avec des compagnies étrangères. L'objectif est de moderniser les installations pétrolières pour tripler les recettes pétrolières à l'horizon 2015, grâce au quadruplement de la production (de 1,5 à 6,3 millions de barils par jour).

Une véritable manne qui permettra de financer les infrastructures dont le pays a besoin. La plupart des Irakiens rêvent d'un poste confortable et stable dans l'administration, pas d'un emploi dans un secteur privé affaibli et incertain.

Sur le modèle saoudien, le gouvernement projette de faire venir de la main-d'œuvre d'Asie pour travailler dans les services et les travaux publics. Pas étonnant, dans ces conditions, que le contrôle et l'exploitation de la richesse pétrolière représentent un enjeu politique majeur.

La loi sur le partage des revenus du pétrole entre Kurdes, chiites et sunnites reste en souffrance depuis trois ans. Assis sur ses 115 milliards de barils de réserves, l'Irak compte sur le pétrole pour résoudre ses problèmes. L'or noir, sa meilleure chance et son talon d'Achille.

FRANÇOIS D'ALANÇON

En Irak, début de difficiles tractations pour former le futur gouvernement

Le parti du premier ministre, Nouri Al-Maliki, arriverait en tête, mais loin de la majorité requise

Eclairage

Bagdad
Envoiyé spécial

Les résultats préliminaires seront publiés le 18 mars, mais ses conseillers en sont certains : la liste dite de l'Etat de droit, composée par le premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki, est arrivée en tête des élections du 7 mars. Ce résultat lui donne la primauté pour former le prochain gouvernement.

Abbas Al-Bayati, un proche du premier ministre, avançait lundi 8 mars au soir, le chiffre d'une centaine de sièges, « voire un peu plus ». Problème, l'Assemblée nationale en comprendra désormais 325 (contre 275) et M. Maliki apparaît donc loin de la majorité requise. Pour composer la prochaine équipe gouvernementale, les tractations ont discrètement commencé. Elles pourraient durer de longs mois.

La commission électorale devait fournir, mardi 9 mars, des premiers résultats partiels. Elle a annoncé, lundi, la participation : 62,4 % des 19,8 millions d'électeurs irakiens présents dans le pays ont voté. Nettement moins qu'aux premières législatives post-Saddam Hussein en 2005 (76 %), mais mieux qu'aux élections provinciales de janvier 2009 : 50,3 % seulement des électeurs s'étaient déplacés.

Comme on le présentait, les Arabes chiites qui dominent Bagdad depuis la guerre civile de 2006-2007, et neuf autres provinces sur 18, ont moins voté que leurs concitoyens sunnites qui avaient une revanche à prendre. En 2005, ils avaient commis ce que tous leurs leaders appellent aujourd'hui « la grave erreur » du boycottage.

Le premier enseignement de cette consultation est là : les sunnites

qui formaient le gros des bataillons de la « résistance », laïque et islamiste radicale, et représentent 24 % de la population, sont de retour dans le jeu politique. Cette fois, avec plus de 65 % de votants, ils ne se sont laissés ni séduire, ni intimider par Al-Qaïda en Irak. « Cette journée du 7 mars, s'est félicité Ad Melkert, le représentant des Nations unies à Bagdad, fut un triomphe de la raison sur la violence. »

Il s'agit aussi, après la défaite militaire d'un groupe qui contrôlait plusieurs villes et régions d'Irak jusqu'en 2007, d'un second revers, idéologique celui-là, des bandes regroupées autour du virtuel « Etat islamique d'Irak » fondé par Al-Qaïda.

Chez les Arabes chiites aussi (60 % de la population), le fondamentalisme politique religieux recule. Le grand ayatollah Ali Al-Sistani, unanimement considéré comme « le » guide religieux de la majorité des croyants chiites ira-

kiens, s'est refusé jusqu'au bout à apporter sa caution à quelque formation que ce soit. En 2005, il avait soutenu la création de l'Alliance chiite - à laquelle appartenait alors Nouri Al-Maliki et son parti, Daawa -, qui avait finalement remporté le scrutin.

D'origine iranienne, mais résident en Irak depuis un demi-siècle, Ali Al-Sistani ne prend jamais la parole en public ni ne reçoit la presse. Son entourage s'est chargé de faire savoir que « son éminence » a été « extrêmement déçue » par les maigres performances de ses anciens protégés. Il ne souhaite plus galvauder son prestige dans les affaires politiques. Contrairement au défunt ayatollah Khomeïni, Ali Al-Sistani appartient à la tradition quiétiste du chiisme et rejette le gouvernement des clercs.



Des employés de la commission électorale dépouillent les bulletins de vote à Bassora, dans le sud de l'Irak, dimanche 7 mars. ATEF HASSAN/REUTERS

Maintenant que toutes les formations dites religieuses ont reculé, y compris celles qui avaient mis leur idéologie en sourdine et présenté des candidates sans voile, reste à trouver un gouvernement tout court. Le Conseil suprême islami-

Les sunnites, avec plus de 65 % de votants, sont de retour dans le jeu politique

que d'Irak (CSII), premier parti de l'Assemblée sortante, arriverait troisième, y compris dans ses fiefs traditionnels du sud.

Le mouvement sadriste dirigé, depuis Téhéran, par l'imam radical anti-américain Moqtada Al-Sadr, aurait en revanche mieux résisté dans sa clientèle traditionnelle des masses chiites déshéritées de Bagdad et du sud. Allié de circonstance du CSII, il pourrait apporter à la majorité que M. Maliki va s'efforcer de construire une bonne trentaine de sièges.

Iyad Allaoui, challenger solide et décidé de M. Maliki, a lui-même pris langue avec le Conseil suprême et d'autres partis pour tenter sa chance, si nécessaire. Nommé chef du gouvernement intérimaire par les Américains en 2004, ancien baassiste et chiite laïque, M. Allaoui a développé une rhétorique plus nationaliste, plus sécuritaire et plus laïque que celle de M. Maliki. Il semble en tête dans les quatre grandes provinces sunnites du pays et obtiendrait 70 à 80 sièges.

En échange de certaines concessions, les Kurdes pourraient faire l'appoint pour l'un ou pour l'autre. Politiquement divisés à l'intérieur des trois provinces de leur région autonome, mais unis quand ils font face au pouvoir central de Bagdad, ils contrôlèrent une soixantaine de sièges. Ils ont toute chance de garder leur rôle de faiseurs de roi. ■

Patrice Claude



Voice of America

18 March 2010

Mike O'Sullivan |

Los Angeles/18 March 2010

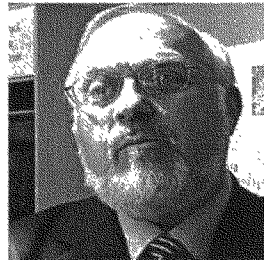
Los Angeles Museum of Tolerance Exhibit Recalls Gassing of Kurds

AN EXHIBIT at the Museum of Tolerance in Los Angeles recalls one of the worst atrocities of the late 20th century, the gassing of 5,000 Kurdish men, women and children in the town of Halabja by former Iraqi president Saddam Hussein. The exhibit opened this week, on the anniversary of the March, 1988 massacre.

The gas attack was orchestrated by Iraqi strongman Saddam Hussein and his cousin, Ali Hassan al Majid, known as Chemical Ali, and was aimed at the civilian Kurdish population of northern Iraq in the closing days of the Iran-Iraq war. Saddam planned to repopulate the area with Arab settlers from other parts of Iraq and he embarked on a policy of forced resettlement and mass murder.

Five thousand people died in the attack on Halabja on March 16, 1988. More than 100,000 Kurds would die in the following months as 4,000 villages were destroyed in what was known as the Anfal campaign.

The exhibit recalling the massacre was created for display at the United Nations in New York, where it was first shown. It was designed in conjunction with the



Rabbi Abraham Cooper

Kurdistan Regional Government in Iraq, and can now be seen at the Museum of Tolerance in Los Angeles.

Rabbi Abraham Cooper is associate dean of the museum and the Simon Wiesenthal Center, a Jewish human rights organization. "What happened to the people in Halabja on March 16th, 22 years ago, should never have happened to begin with, should never happen again to anyone else, and we have learned from our own experience that silence is admittance. If you do not speak up, even in a case here where our community is not involved, then the world becomes complicit," he said.

He recalls that Simon Wiesenthal, the famous Nazi hunter after whom the Los Angeles center is named, warned of future genocides if the world stood by in silence in the face of atrocities. Rabbi Cooper says Wiesenthal, who died five years ago, spoke out against

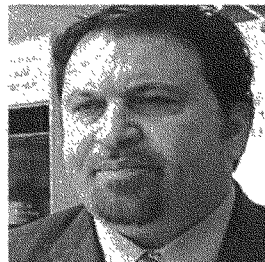


Photo: AP

Kurdish woman lays flowers at a monument for the victims of Halabja massacre on its 20th anniversary in Halabja, Iraq, 16 Mar 2010

the killing of Kurds and other groups.

"You have a special moral obligation to speak out and do what you can when others, in this case, the people of Halabja and other Kurdish communities, were gassed by Saddam Hussein and his regime so many years later," he said.



Nijat Abdullah

Today, Kurdistan is an autonomous region within Iraq. The U.S. cultural attaché for the Kurdistan regional government, Nijat Abdullah, says that Kurdistan has recovered. "And as we expect, day by day, Kurdistan grows and Kurdistan becomes more democratic, Kurdistan becomes more the safest place in Iraq," he said.

But he says that this atrocity needs to be remembered.

Saddam Hussein was sentenced to death by an Iraqi court and hanged in December, 2006. Ali Hassan al Majid was executed this January.

REUTERS

Iraq's Divided Vote May Deepen Kirkuk Dispute

KIRKUK, Iraq (Reuters) - 23 March 2010

A DISPUTE between Kurds and Arabs over Iraq's oil producing city of Kirkuk may deepen after a strong election challenge by Iyad Allawi's Arab nationalist Iraqiya to the Kurdish ruling bloc.

Preliminary results from the March 7 parliamentary election show strong Sunni Arab and Turkmen support has pushed the secularist Iraqiya list led by Shi'ite former Prime Minister Iyad Allawi slightly ahead of the powerful Kurdish alliance.

Kurds claim Kirkuk as their ancestral homeland and want to wrap it into their largely autonomous Kurdistan region in northern Iraq. The idea is rejected by the city's Arab and Turkmen residents as well as the central

government in Baghdad.

The vote in Kirkuk, where Allawi's secular list was ahead by about 3,000 votes, could weaken the longstanding Kurdish claim and spark new tension as Iraq is trying to shake off years of violence and rebuild its battered economy.

"It is a blow to Kurdish morale," IHS Global Insight Middle East analyst Gala Riani said. "The Kirkuk dispute will inevitably deepen with time and as it becomes more pressing to resolve the issue. Basically, the closer push comes to shove, the more intense we can expect the dispute to become."

Iraq's Arabs and Kurds are locked in a long-running dispute over land, oil and the constitutional shape of the federation. The row is seen as a chief threat to Iraq's fragile security and young democracy.

Kirkuk sits atop one of Iraq's key oil producing fields. The Kirkuk fields contain about 13 percent of Iraq's proven reserves, which in turn are the world's third largest.

The feud has destabilized some areas in Iraq, including the violent city of Mosul, the capital of the northern Nineveh province, and allowed al Qaeda insurgents to gain a foothold.

"The results of the parliamentary election will lead to a big change in Kirkuk's political map due to the emergence of new powers in the scene such as the Arabs and Turkmen," political analyst Abdul-Karim al-Khalifa said.

Kurds flatly reject a compromise with Baghdad on Kirkuk despite the election results and say that Allawi's list is the one more likely to fracture.

The Kurdish alliance, which includes Iraqi President Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdish President Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), is ahead across the largely autonomous Kurdistan region.

But the alliance is facing an unprecedented challenge from the Kurdish reform-minded Goran group, which was threatening to split Iraq's Kurdish establishment.

When it comes to Kirkuk, however, it is more likely that the alliance and Goran will form a united Kurdish front to wrest concessions from Baghdad on the ethnically divided city.

"Whatever the results of the election are, we as Kurds will not give away the Kurdish identity for the city of Kirkuk," Adnan Kirkouki, a candidate with the Kurdish alliance, said.

"The Kurdish alliance will remain united, despite the difference in opinion between the various parties. All of them agree on the Kurdish identity of the city."

PRE-NUPS AND COALITIONS

Allawi and Prime Minister Nuri al-Maliki are in a neck-and-neck election race nationwide with no one expected to get an outright majority, meaning that both will be forced to seek political alliances to form a government.

"To some extent this should set the stage for the coalition negotiations,"

said analyst Reidar Visser of www.historiae.org. "With such a good result for Allawi in Kirkuk it makes no sense for him to give too many concessions to the Kurds and the Supreme Islamic Iraqi Council (ISCI), the most pro-Kurdish Shi'ite party."

Kurds, who see themselves as kingmakers in forming a new government, are asking for written assurances from potential coalition partners on revenue sharing and disputed territories, Kurdish sources say.

The future of Mosul, which lies close to territory disputed by the Arab majority and minority ethnic Kurds, is another thorny issue in the relationship between Baghdad and Kurdistan.

Allawi, who won over minority Sunni Arabs with his non-sectarian message, led in five provinces, including Kirkuk and Nineveh, sweeping western and northern areas that are home to large numbers of Sunnis. Maliki led in seven provinces in central and southern Iraq, six of them mainly Shi'ite.

A win by Allawi is likely to intensify Kurdish demands for the control of Kirkuk even more and could aggravate territorial disputes in Nineveh, said Wayne White, a scholar at the Middle East Institute.

Kurds made substantial inroads in Nineveh in a 2005 election after Sunnis largely stayed away from the poll. But friction worsened after voting last year put control of the provincial council in the hands of Arab nationalists.

The KRG is also at loggerheads with Baghdad over the legality of contracts the KRG signed independently with foreign oil firms, a dispute that resulted in the halting of oil exports from Kurdistan last year.

"During the bitter maneuvering over who will become the next prime minister, Maliki – or another competitor -- might reach out to the Kurds in an effort to form a kingmaking coalition," White said. "Should that happen, Baghdad's position on Kurdish territorial claims could shift somewhat."

Peshmerga and U.S. soldiers clash in disputed province of Mosul

Mosul - Last week Kurdish soldiers of the Iraqi army tried to arrest three U.S. soldiers. During the fight between Kurdish and U.S. soldiers, three Kurds and five U.S. soldiers were wounded.

Three U.S. soldiers secretly tried to sneak up to the headquarters of the 5th brigade of the Iraqi army in Hamdaniya near Mosul in Northern Iraq. Iraqi Kurdish soldiers thought they were terrorists, and tried to arrest them. As a result there was a clash. The wounded Kurdish soldiers were Lieutenant Sidqi Sharif, Ramazan Salih and Ubaid Sa'id.

Ramazan Salih was the first soldiers who saw the 3 U.S. soldiers and he didn't know who they were. After seeing the unknown individuals, he called the headquarters, who told him to arrest them, but not to shoot.

"I went with two other soldiers and when we got closer, they start shooting at us," Ramazan said. "After that we all recognized each other and both sides had injured people, the Americans transferred the wounded soldiers by helicopter," Ramazan added.



According to a Kurdish soldier Salar Fatah, who was involved in the confrontation, stated that 4-5 American soldiers were injured and one of them died.

Lieutenant Sidqi Sharif who has three bullet wounds is recovering in a hospital in the Kurdish capital of Erbil of the Kurdistan region. He confirmed that the incident was a mistake by both sides.

According to Sidqi's brother, Muslem Sidqi, his brother thought the Americans were Arabs planning to carry out a bomb attack near their base, while the Americans thought the Kurds were terrorists and started shooting at them.

"The Americans visited the hospital and apologized and admitted they have made a mistake, because the area was under Iraqi force's control and they shouldn't have come near it with out permission" said Muslem Sidqi.

Salar is angry with the Americans and says they don't respect anyone. "They are like that: they hit people and say "I'm sorry" afterwards", said the irritated Salar.

The Kurds have governed their own region, Kurdistan, since 1991 and have pushed to expand the area to include the northern and eastern belt around Mosul and the Sinjar region of western Nineveh. According to article 140 of the Iraqi constitution, the future of the disputed mixed Arab and Kurdish provinces regions should be decided by a referendum and census. This resulted in Arab-Kurdish tensions.

© Rudaw

Iraq's Kurds Lose Political Dominance In Kirkuk

By Charles Recknagel - RFE/RL Radio Free Europe

Before the March 7 parliamentary elections in Iraq, there was no question of who dominated politics in mixed-population Kirkuk -- it was the two main political factions in the neighboring Kurdish autonomous region. But as the vote count from Kirkuk city and its surrounding Tamin Province neared its conclusion, it was clear that the political landscape was changing dramatically.

The secular Al-Iraqiyah coalition and the Kurdistan Alliance appeared to be in a virtual tie, with the balance between them shifting by only wafer-thin differences as the vote tally rose.

If the current balance stood, it would mean that the divided province's Turkoman and Arab populations would have a much louder political voice than before. That, in turn, could complicate Kurdish hopes of one day incorporating oil-rich Kirkuk into their autonomous region.

Turkoman politicians in Kirkuk make no secret of the fact that they competed in the parliamentary contest precisely with that goal in mind.

United Against Kurdish Ambitions

Hicran Kazanci head of the foreign relations department of the Iraqi Turkoman Front, tells RFE/RL's Turkmen Service that Turkoman candidates enlisted in a variety of coalitions for the March 7 race.

But he says they all agree on one thing: "Despite the fact the Turkomans went into the election with different coalitions, on major and essential subjects they are united," Kazanci says. "For example, about the future status of Kirkuk, all of them are united in opposition toward annexing Kirkuk into any federation. And they are united in making Turkoman one of Iraq's official languages."

Turkoman and Arab politicians made up the vast bulk of Al-Iraqiyah's candidates in the local race, coming for the first time under a single political umbrella in the divided province. That is in sharp contrast to much of Kirkuk's recent history, where the three main population groups -- Kurdish, Turkoman, and Arab -- have all competed against each other.

In the years immediately following the United States' toppling of Saddam Hussein, both Turkomans and Arabs boycotted attempts to form a provincial government. They expressed anger over what they said were Kurdish efforts to appropriate the province de facto after moving Kurdish peshmerga fighters into the area to support the U.S. invasion.

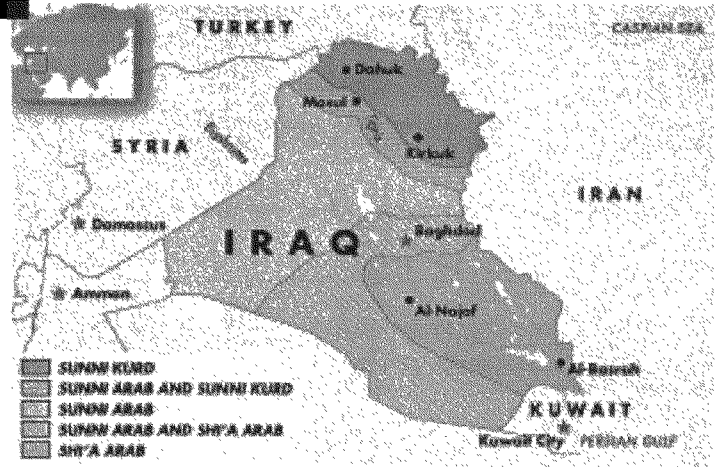
The Turkomans and Arabs only agreed to take part in the running of the province after a power-sharing deal in 2008. Under that deal, the provincial governor is a Kurd while his two deputies are an Arab and a Turkoman.

But Kirkuk's provincial parliament is still disputed after Arabs and Turkomans largely stayed away from the first election in 2005, handing the Kurds a majority. The Iraqi government excluded Tamin Province from the January 2009 provincial elections due to fears of sparking sectarian unrest.

Given this background, the fact that this month's elections for deputies to the national parliament went peacefully in Tamin Province is a major surprise. To ensure security, the Iraqi police fielded 56 mobile patrols in Kirkuk city on election day, while Kurdish peshmerga also spread out less obtrusively across the provincial capital.

Simira Balay, a correspondent for RFE/RL's Radio Free Iraq, said the Kurdish coalition was caught unaware by the election results, after it "had expected to dominate the election, but it seems the Kurdish vote split among a number of Kurdish parties, including Goran." She noted that the Kurdish bloc was "neck and neck with the Iraqiyah list, which got most of the Turkoman and Arab vote."

The Kurdish coalition comprises the Kurdistan Democratic Party and Patriotic Union of Kurdistan. Goran, a recently created Kurdish opposition party, scored well in recent elections by running on an anticorruption platform.



Resolving Kirkuk Issue

In the aftermath of the elections, Kurdish political leaders -- like their Turkoman counterparts -- are stressing unity in their position over Kirkuk.

The Kurds see the city as the natural and historic capital of the Kurdish region in northern Iraq. And they insist upon holding a referendum in the province to determine its future status.

"The issue of Kirkuk is [already] in the Iraqi political arena to be solved in accordance with Article 140 of the Iraqi Constitution," says Rizgar Ali, the Kurdish head of Kirkuk's provincial council.

Major steps under Article 140 include resolving property disputes created by Hussein's policy of "Arabizing" Kirkuk, the holding of a census and conducting a referendum to decide the province's future status.

To date, progress on all these steps has been painfully slow. Most property disputes remain unresolved and unrest in northern Iraq has prevented a census. The referendum, originally planned for no later than the end of 2007, has slipped accordingly.

That limbo is unacceptable to the Kurds, who are sure to use their full representation in the Baghdad parliament, including deputies from the Kurdish region, to continue to press for swift implementation of Article 140.

But it is likely that both the Turkomans and Arabs will use their new voice in the federal legislature to try to subject Article 140 to further negotiation.

According to Rakan Said, the Arab deputy governor of Kirkuk, the election results "laid the ground for dialogue." He adds that now there are "two parties to the issue of Kirkuk: one is Al-Iraqiyah and the other is the Kurdish coalition. So the platform [for dialogue] has become clear and without interference."

New Political Landscape

Al-Iraqiyah, headed by former Prime Minister Iyad Allawi, ran on a nonsectarian, nationalist platform. Its success on the national level as a joint front-runner with Prime Minister Nuri al-Maliki's State of Law coalition has appeared to realign Iraqi politics by relegating sectarian- and ethnic-based parties to the background.

As the vote count neared its end and with challenges to a final tally continuing, the Shi'ite religious parties' Iraqi National Alliance were in third place and the Kurdistan Alliance in fourth. Still, Iraqi parliamentary politics is all about making coalitions and in the past the Kurds have proved adept at playing the role of kingmakers.

Whether the Kurdish parties can continue to do so now, or are relegated to a less prominent role, will directly affect Kirkuk's eventual status. The Kurds want it to be part of Iraqi Kurdistan. And the newly empowered Kirkuk Turkoman-Arab bloc is just as determined to play the spoiler.

Kurds, Arabs, and Turkomans all claim the province around Kirkuk based on a long historical presence in the area.

The Turkic-speaking Turkomans, who claim to be the second-largest group in northern Iraq after the Kurds, trace their presence to the time of the Seljuk Empire, when migrating Turkic tribes conquered a vast expanse of territory stretching from modern Iran to Turkey.



L'incessant débat sur le génocide arménien

LA RECONNAISSANCE du génocide arménien taboue en Turquie, suscite régulièrement des frictions avec la communauté internationale. Dernière en date, le rappel à Ankara pour consultation de l'ambassadeur turc à Stockholm et l'annulation d'une visite en Suède de M. Erdogan prévue la semaine prochaine. Le parlement suédois vient en effet d'adopter une motion reconnaissant le génocide arménien. « Nous condamnons fermement cette décision. Notre peuple et notre gouvernement rejettent cette décision entachée de grandes erreurs et dénuée de fondement », déclarent les services du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, dans un communiqué. Cette reconnaissance fait suite à celle de la Commission américaine des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, le 4 mars 2010, une décision qui a également provoqué la colère de la Turquie.

« Ceux qui pensent que les réalités historiques et la vision de la Turquie sur sa propre histoire vont changer avec des votes de parlements étrangers fondés sur des calculs politiques se trompent lourdement », ajoute le communiqué des services du Premier ministre turc. La Turquie reconnaît le massacre de chrétiens arméniens par les Ottomans mais nie qu'il ait fait plus de 1,5 millions de morts et qu'il s'agisse d'un génocide, un terme utilisé par un grand nombre d'historiens occidentaux. Dans les écoles turques, plusieurs générations se sont vues enseigner cette thèse unique : la déportation des Arméniens n'était qu'une réaction à leur soulèvement armé en pleine guerre mondiale, au côté de l'ennemi russe, contre l'empire, et les morts n'avaient, par ailleurs, pas été commanditées mais causées par le typhus, la famine, les attaques de tribus kurdes incontrôlées et les rigueurs du climat. Le nombre des victimes est ainsi officiellement établi à 300.000 décès. D'après Mete Tuncay, chef du département d'histoire de l'université Bilgi d'Istanbul, « Après la guerre, les fermiers et notables turcs, enrichis par la saisie des biens arméniens, sont devenus la base du nouveau régime. Ils avaient intérêt à cette amnésie collective. »

L'opinion turque a progressivement redécouvert l'existence de la question arménienne. Tragiquement, d'abord, avec les attentats de l'organisation terroriste Asala, dans les années 1970 et 1980. Ensuite, au cours des années 1990, sous la pression d'une Arménie indépendante née de l'éclatement de l'URSS et des résolutions votées par différents Parlements nationaux appelant à la reconnaissance du génocide. Les aspirations européennes de la Turquie ont également mis sur le devant de la scène la question

de la reconnaissance. Certes, à aucun moment (et ce malgré la pression de la diaspora), l'Union européenne n'a exigé comme condition préalable à l'adhésion la reconnaissance par les autorités d'Ankara du caractère génocidaire des événements de 1915. Cependant, en France, deuxième terre d'accueil des Arméniens après les Etats-Unis, la non-reconnaissance est l'un des arguments au refus de l'entrée de la Turquie dans l'Union. La loi française, adoptée en 2006, qui sanctionne la négation du génocide arménien, avait d'ailleurs à l'époque entraîné réactions et débats houleux, en Europe comme en Turquie. Pour beaucoup, les multiples légiférations sur la question ne facilitent pas le processus de normalisation en cours entre la Turquie et l'Arménie. Mais dans un entretien au Figaro paru le 11 mars 2010, le président Serge Sarkissian a souligné les difficultés que rencontraient cette normalisation. La question du Haut-Karabakh et celle du génocide arménien sont les deux pierres d'achoppement qui retardent toute ratification du protocole signé en octobre 2009. Le Premier ministre turc Erdogan a lié l'ouverture de la frontière commune, prévue dans les accords, à une avancée sur la question de l'enclave arménienne en territoire azerbaïdjanais du Haut-Karabakh. Les Arméniens ont pris le contrôle de cette enclave et des territoires azerbaïdjanais adjacents au terme d'une guerre de six ans (de 1988 à 1994), conduisant la Turquie à fermer en 1993 sa frontière, en soutien à son allié l'Azerbaïdjan. Le Premier ministre Erdogan a, à ce sujet, affirmé le 10 octobre « La normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie, avant le retrait des forces arméniennes des territoires azerbaïdjanais occupés, est en contradiction avec les intérêts de l'Azerbaïdjan et jette une ombre sur les relations fraternelles entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. »

La question du génocide arménien reste l'autre écueil sur la voie de la normalisation. La question est cruciale pour l'opinion publique arménienne et, tout accord du gouvernement avec la Turquie est soumis aux pressions de la diaspora et de l'opposition. Les accords ne mentionnaient pas le terme de génocide mais prévoyaient l'instauration d'une commission historique pour étudier le sujet. Plus de 10.000 personnes avaient cependant manifesté à Erevan contre toute signature. « Le maillon faible dans le processus [de ratification] à venir est le gouvernement arménien, parce qu'il doit faire face à une grande pression et qu'il ne pourra pas durant ce processus employer le mot de génocide », avait alors estimé l'analyste turc Sedat Laçiner, insistant sur la « dimension émotionnelle » du problème à Erevan.

Aujourd'hui, le président arménien reconnaît un blocage du processus de normalisation et se dit même prêt à revenir sur les accords. La réconciliation turco-arménienne n'est donc pas à l'ordre du jour, sans que l'on puisse vraiment en rendre responsable l'action des parlements étrangers. Quant à savoir si des lois peuvent changer les mentalités, et s'il est bon de légiférer sur les questions d'histoire et de mémoire, le débat reste ouvert.

Le Monde

Mercredi 17 mars 2010

Iran

L'opposant Karoubi accuse le régime de Téhéran de « despotisme »

TÉHÉRAN. Mehdi Karoubi, l'un des chefs de l'opposition iranienne, a accusé le régime d'être « empoisonné par le despotisme », après que des manifestants ont vandalisé son immeuble, a rapporté son site Internet, mardi 16 mars. Une quarantaine de manifestants s'étaient rassemblés,

dimanche, devant le domicile de M. Karoubi, exigeant qu'il soit traduit en justice. Son épouse a accusé des « voyous » payés par le gouvernement « corrompu » d'avoir vandalisé l'immeuble. Cette déclaration intervient le jour de la Fête du feu, dont la célébration est redoutée par les autorités, qui craignent son instrumentalisation par l'opposition. M. Karoubi est, avec Mir Hossein Moussavi, à la tête du mouvement de protestation contre la réélection du président ultraconservateur, Mahmoud Ahmadinejad, qu'ils estiment frauduleuse. - (AFP.) ■

AFP

UN SOLDAT TUÉ PAR UNE MINE DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE

ANKARA, 9 mars 2010 (AFP)

UN SOLDAT turc a été tué mardi dans l'explosion d'une mine posée par des rebelles kurdes dans l'extrême sud-est de la Turquie, le deuxième incident mortel en moins de 24 heures dans cette zone, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

L'explosion s'est produite lors d'une mission de ratissage des militaires dans une zone rurale proche de la petite ville de Semdinli, à l'intersection des frontières

avec l'Irak et l'Iran.

Un incident similaire dans cette région a coûté la vie lundi à un soldat et en a blessé trois autres.

Ces deux incidents surviennent après une période d'acalmie dans les violences des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PKK, qui mène depuis 1984 une lutte armée pour l'autonomie de cette région à majorité kurde, a souvent recours aux mines.

Il est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Selon un bilan de l'armée turque, ce conflit a fait 45.000 morts.

AFP

IRAK: POLÉMIQUE ENTRE ARABES ET KURDES SUR LE POSTE DU FUTUR PRÉSIDENT

BAGDAD, 11 mars 2010 (AFP)

UNE POLÉMIQUE opposait jeudi en Irak le Kurde Jalal Talabani, l'actuel président irakien, au vice-président, le sunnite Tarek Hachémi, qui souhaite que les Arabes assument le poste de futur président après les élections législatives de dimanche.

M. Hachémi a multiplié depuis lundi les déclarations télévisées sur le droit des Arabes à assumer une telle charge.

"L'Irak est un pays arabe et il est légitime qu'à la tête du pouvoir on désigne un Arabe", a dit M. Hachémi dont les propos ont offensé les Kurdes.

"Je comprends le désir de la liste Kurdistania (des deux partis kurdes traditionnels du Kurdistan irakien) de vouloir présenter la candidature de M. Talabani pour un second mandat, c'est légitime", a-t-il poursuivi.

Mais, il est "aussi légitime pour le vice-président de vouloir briguer un tel poste", a ajouté M. Hachémi, qui s'est présenté aux législatives de dimanche sur la liste du Bloc irakien de l'ancien Premier ministre Iyad Allawi.

Le président irakien sera désigné par la nouvelle chambre pour un mandat de

quatre ans. Il doit obtenir les voix des deux tiers des 325 députés.

M. Talabani, né en 1933, a été désigné à ce poste en 2005.

Un porte-parole du gouvernement régional du Kurdistan a vivement répliqué à M. Hachémi, le traitant de "chauvin".

"Les déclarations de M. Hachémi visent à réveiller les sentiments chauvins alors que la Constitution irakienne stipule l'égalité entre tous les Irakiens quelles que soient leur confession et ethnie", a dit le porte-parole, qui n'est pas identifié, sur le site internet du gouvernement régional.

Selon le porte-parole kurde, les déclarations de M. Hachémi "sapent les fondements d'un nouvel Irak démocratique que toutes les forces dans ce pays tentent de bâtir depuis la chute de la dictature" de l'ancien président Saddam Hussein en 2003.

Des millions d'Irakiens ont voté dimanche, bravant des obus et des bombes qui ont fait 38 morts et infligeant un camouflet à Al-Qaïda qui avait menacé de mort quiconque participerait au scrutin.

La communauté sunnite qui détenait le pouvoir depuis la création de l'Irak en 1920 a largement voté lors de ces législatives.

AFP

UN SOLDAT TURC TUÉ DANS UNE EMBUSCADE DES REBELLES KURDES

DIYARBAKIR (Turquie), 14 mars 2010 (AFP)

UN SOLDAT turc a été tué et un autre a été blessé dimanche dans une embuscade tendue par des rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie, ont affirmé des sources sécuritaires.

L'incident est survenu dans la province de Hakkari, aux confins de l'Irak et de l'Irak, près de la localité de Yüksekova, lorsqu'un groupe de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a fait feu sur un convoi militaire, selon ces sources.

Il intervient après une période d'acalmie dans les violences perpétrées par les rebelles du PKK, qui mènent depuis 1984 une lutte armée pour l'autonomie du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis. Selon un bilan de l'armée turque, le conflit a fait 45.000 morts.

AFP

ARCELORMITTAL VEUT CONSTRUIRE UNE ACIÉRIE EN IRAK AVEC UN PARTENAIRE TURC

PARIS, 16 mars 2010 (AFP)

Le numéro un mondial de l'acier ArcelorMittal a annoncé mardi la signature d'un protocole d'accord avec le groupe turc Dayen pour la construction d'une aciérie à Suleymanieh, dans la région autonome du Kurdistan irakien (nord).

La construction de cette aciérie, dotée d'un four électrique, devrait commencer au deuxième trimestre 2010 et la production au quatrième trimestre 2011, précise l'aciériste, basé au Luxembourg.

La production devrait atteindre dans un premier temps 250.000 tonnes de ronds à béton par an, produites à partir de ferrailles d'origine locale, pour monter jusqu'à 500.000 tonnes par la suite, selon un communiqué. ArcelorMittal et Dayen vont investir à eux deux entre 100 et 130 millions de dollars dans le cadre d'une coentreprise.

"Nous pensons pouvoir saisir de nombreuses opportunités pour contribuer au développement du pays", a déclaré Christophe Cornier, membre de la direction générale.

Selon lui, "il y a une demande importante de produits sidérurgiques pour le secteur local de la construction, que nous entendons satisfaire, en étroite collaboration avec notre partenaire Dayen et le gouvernement local dans le nord de l'Irak".



L'Iran critique l'Allemagne suite à la libération du leader du PJAK

10 MARS 2010 / xinhua

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Ramin Mehman-Parast, a critiqué mardi l'Allemagne pour la libération du leader du parti "terroriste" Free Life of Kurdistan (PJAK), a rapporté la chaîne de télévision locale Press TV.

Abdul Rahman Haji Ahmadi a été arrêté à son appartement par les forces de sécurité en Allemagne vendredi, mais a été libéré lundi, a rapporté Press TV citant un article publié sur le site Internet du parti.

M. Mehman-Parast a accusé les pays occidentaux de ne pas être sincères dans la lutte contre le terrorisme, a indiqué le média.

M. Mehman-Parast a souligné que les preuves en sa possession mon-

trent que "l'Europe est un refuge sûr pour les terroristes" et continue "de soutenir le terrorisme malgré ses slogans en faveur de la défense des droits de l'homme", d'après Press TV.

Le président du parlement iranien, Ali Larijani, a appelé l'Allemagne à remettre le dirigeant du PJAK à l'Iran, a rapporté l'agence de presse semi-officielle ISNA.

Les forces de sécurité allemandes ont arrêté le meneur Abdul Rahman Haji Ahmadi et deux membres du PJAK en Allemagne, a rapporté dimanche l'agence de presse locale Fars.

Les provinces occidentales iraniennes sont le théâtre d'affrontements armés réguliers entre forces iraniennes de sécurité et militants kurdes, en particulier les séparatistes du PJAK, groupe kurde basé en Irak qui s'oppose à l'Iran lié au Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK).



LA TURQUIE VEUT RENOUVELER UN ACCORD SUR LE TRANSIT DE PÉTROLE IRAKIEN

ANKARA 16 mars 2010 - AFP

LA TURQUIE souhaite prolonger de 20 ans un accord sur l'acheminement de pétrole irakien vers les marchés mondiaux, a affirmé mardi le ministre turc de l'Energie Taner Yildiz.

Ankara et Bagdad sont en négociation pour le renouvellement de l'accord, qui

expire à la fin du mois, a indiqué M. Yildiz lors d'une conférence.

Le ministre, cité par l'agence de presse Anatolie, a espéré aboutir à "un accord d'une durée de 15-20 ans".

Un oléoduc long de 970 km relie la région pétrolifère de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, au terminal turc de Ceyhan (sur la Méditerranée), où le pétrole est embarqué sur des tankers à destination des marchés mondiaux.

Le double conduit, inauguré en 1976, a transporté 167,7 millions de barils en 2009, selon des statistiques turques.

Il est régulièrement saboté par des insurgés en Irak et par des rebelles kurdes en Turquie.



ELECTIONS EN IRAK : MALIKI ET ALLAWI À ÉGALITÉ EN NOMBRE DE SIÈGES, SELON UNE PROJECTION DE L'AFP

BAGDAD - 16 mars 2010— (AFP)

LE PREMIER ministre irakien sortant Nouri al-Maliki et son rival Iyad Allawi étaient mardi au coude à coude dans la course aux législatives avec le même nombre de sièges, selon une projection de l'AFP effectuée après le dépouillement de 80% des bulletins.

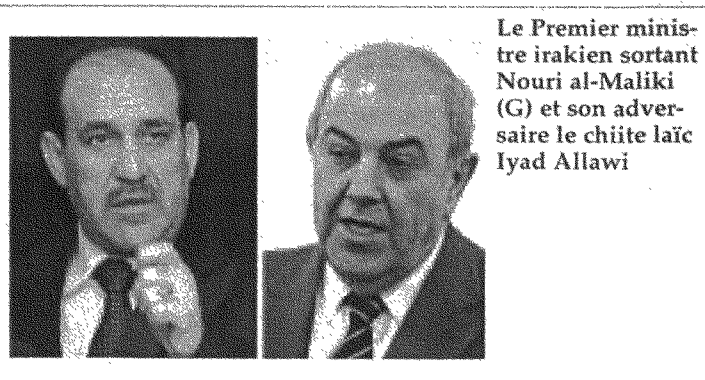
Selon cette projection, les listes des deux candidats obtiendraient chacune 87 des 310 sièges à pourvoir dans la prochaine assemblée.

En nombre de voix, M. Allawi est désormais en tête au niveau national devant le Premier ministre, avec une marge extrêmement faible de 8.984 votes, selon les résultats publiés par la commission électorale.

Quinze autres sièges au Parlement (réservés aux minorités notamment) ne sont pas intégrés dans la projection.

Selon cette projection, la liste de l'Alliance nationale irakienne, qui regroupe des partis religieux chiites, obtient 67 sièges et la liste des deux grands partis kurdes 38 sièges.

Les votes des Irakiens de l'étranger et des services de sécurité n'ont pas encore été intégrés pour l'heure par la commission électorale dans les résul-



Le Premier ministre irakien sortant Nouri al-Maliki (G) et son adversaire le chiite laïc Iyad Allawi

tats encore partiels et pourraient modifier la donne.

Au total, la liste d'Iyad Allawi (le Bloc Irakien) a récolté 2.102.981, celle de M. Maliki (l'Alliance pour l'Etat de droit) 2.093.997, l'ANI 1.597.937, et la liste Kurdistania des deux partis kurdes, 1.132.154.

Le Premier ministre a réalisé de bons scores dans six régions chiites alors que M. Allawi est largement en tête dans quatre régions sunnites. Dans la capitale irakienne, qui possède le plus grand réservoir de sièges (68), M. Maliki menait avec plus de 69.000 votes d'avance.

M. Allawi, lui aussi chiite, a réussi à revenir dans la course après avoir réussi à s'adjuger la plupart des sièges des régions sunnites mais aussi à prendre des sièges sur son rival dans les provinces chiites du sud où il arrive souvent troisième comme à Kerbala, Najaf ou encore Bassora.

Avec des résultats aussi serrés, les négociations pour former le prochain gouvernement seront longues et chacun des deux candidats tentera de former des coalitions au Parlement pour pouvoir arracher le poste convoité de Premier ministre.





8 MARS 2010

La reconnaissance américaine du génocide arménien irrite Ankara

Une commission du Congrès américain a reconnu jeudi le «génocide» des Arméniens commis sous l'Empire ottoman, ignorant les mises en garde de la secrétaire d'État Hillary Clinton et d'Ankara, qui a immédiatement rappelé son ambassadeur à Washington.

Que signifie ce vote ?

Cette résolution, votée à une faible majorité, 23 voix contre 22, par la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants qualifie de «génocide» les massacres commis contre les Arméniens entre 1915 et 1923. Le texte, qui n'a pas force de loi, appelle le président américain à «qualifier de façon précise de génocide l'extermination systématique et délibérée de 1 500 000 Arméniens». Barack Obama, lors de sa campagne électorale, avait d'abord promis la reconnaissance

du génocide arménien, puis avait renoncé à employer ce terme peu après son élection, alors que les États-Unis soutiennent les efforts de rapprochement entre la Turquie et l'Arménie.

La question du génocide arménien est taboue en Turquie. Si Ankara reconnaît qu'entre 300 000 et 500 000 personnes ont péri, non pas, selon les autorités turques, victimes d'une campagne d'extermination mais dans le chaos des dernières années de l'Empire ottoman, elle récuse la notion de «génocide» par ailleurs reconnue par la France, le Canada et le Parlement européen.

La résolution votée peut désormais faire l'objet d'un vote devant la Chambre des représentants dans son ensemble. Mais cette prochaine étape dépend de la direction démocrate de l'Assemblée, qui ne s'est jusqu'à présent pas engagée à faire adopter la résolution en séance plénière.

Les États-Unis sont favorables

à «une reconnaissance entière, franche et juste des faits liés aux événements historiques de 1915», avait indiqué juste avant le vote le porte-parole du département d'État, Philip Crowley. Mais, avait-il ajouté, «nous nous inquiétons de l'impact possible (de la résolution) sur les pays affectés», la Turquie et l'Arménie.

Quelles sont les conséquences pour la relation américano-turque ?

Dans les minutes qui ont suivi le vote, qualifié d'«incident» par Ankara, la Turquie a rappelé son ambassadeur aux États-Unis, Namik Tan, «pour consultations». «Nous condamnons cette résolution qui accuse la nation turque d'un crime qu'elle n'a pas commis», a déclaré le gouvernement turc dans un communiqué. C'est un échec pour la diplomatie turque qui avait mul-

tiplié les pressions pour empêcher ce vote. Le président turc, Abdullah Gül, a téléphoné mercredi soir à Barack Obama à ce sujet, tandis que le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, pressait les parlementaires américains de voter «non» à la résolution.

Cette reconnaissance arrive au mauvais moment pour le président Obama. La Turquie est membre de l'Otan et l'un des alliés les plus

importants de Washington dans le monde arabe; son influence, à la fois sur l'Iran et l'Afghanistan, n'est pas négligeable. Par ailleurs, les troupes américaines en Irak et leur approvisionnement transitent par la Turquie et Washington souhaite que, l'année prochaine, pour des raisons économiques et de sécurité, le retrait de ses troupes d'Irak se fasse par la Turquie.

AGNÈS ROTIVEL

Le Monde

12 mars 2010

Les traders pétroliers cessent de fournir l'Iran en carburants

L'effet sera limité. D'autres courtiers, chinois ou russes, sont prêts à prendre le relais

Londres
Correspondant

Alors que la communauté internationale peine à se mettre d'accord sur une nouvelle série de sanctions contre l'Iran, les pressions des élus américains en vue de durcir la législation punissant les entreprises occidentales faisant affaire avec Téhéran font sentir leurs premiers effets.

Ainsi, les grandes sociétés internationales de négoce pétrolier refusent désormais de traiter avec la République islamique. De surcroît, le Lloyd's, la première Bourse d'assurance-réassurance au monde, a anticipé d'éventuelles sanctions supplémentaires des États-Unis. Reste que les milieux diplomati-

ques n'entretennent pas trop d'illusions sur l'efficacité de ces initiatives pour forcer l'Iran à renoncer à son programme nucléaire.

Vitol, Glencore et Trafigura : ces trois sociétés privées suisses sont les principaux négociants indépendants de pétrole au monde. Leur rôle consiste à faire le lien entre l'offre et la demande de matières premières et à prendre tous les risques liés à l'instabilité de ces marchés. Leur pouvoir sur le marché parallèle des carburants est impressionnant. Or, bien qu'il soit l'un des principaux producteurs de pétrole brut au monde, l'Iran doit importer 40 % de ses besoins en produits raffinés en raison de la vétusté de ses installations.

La décision des principales mai-

sons de courtage de boycotter Téhéran est guidée par des considérations à la fois politiques, économiques et d'image. Le retrait par le trio suisse des appels d'offres organisé par la NIOC, la compagnie nationale iranienne des hydrocarbures, répond aux pressions accrues du Congrès américain. En vertu de nouvelles sanctions à l'étude à Washington, toute société impliquée en Iran se verrait interdire l'accès aux commandes très lucratives du ministère américain de l'énergie pour approvisionner ses réserves stratégiques.

Arrière-pensées

Par ailleurs, les arrière-pensées de relations publiques ne sont pas absentes après une série de scandales qui ont terni l'image de ces négociants outre-Atlantique. Vitol a été la cible d'une enquête - sans suite - à propos de son rôle dans le scandale entourant le programme des Nations unies «pétrole contre nourriture» en Irak. Glencore, lui, a été fondé par des anciens collaborateurs du légendaire trader Marc Rich, qui avait acheté du pétrole à l'Iran entre 1979 et 1981 alors que le pays était frappé d'embargo. Envisageant de s'introduire en Bourse, cette enseigne espère surmonter les préventions des investisseurs institutionnels américains appelés à acheter ses futurs titres en don-

nant des gages de soutien à la politique iranienne de Washington.

A en croire la revue énergétique *Platts*, le raffineur indien Reliance Industries et Shell Trading ont également arrêté leurs ventes en Iran. Parallèlement, le Lloyd's a fait savoir qu'en cas de sanctions unilatérales des États-Unis, navires et cargaisons de brut comme de produits pétroliers raffinés à destination de Téhéran ne seront plus assurés.

De l'avis général, en pratique, l'effet de telles mesures de rétorsion sera très limité. En effet, l'arrêt par les sociétés de trading comme par les grandes compagnies pétrolières de l'approvisionnement en carburants peut-être facilement contourné. A Dubaï, base arrière de la République islamique, existe un réseau de petits courtiers internationaux, essentiellement chinois mais aussi russes, et d'opérateurs proche-orientaux prêts à prendre le relais. Ainsi, le trader koweïtien Independent Petroleum Group est-il soupçonné d'avoir récemment détourné de l'essence indienne vers l'Iran. Accusations que le groupe dément.

Par ailleurs, Pékin, qui soutient diplomatiquement l'Iran, dispose de moyens de pression sur le Lloyd's, très actif à Shanghai depuis 2007. ■

Marc Roche

Iraq's Kurds could lose some of their influence to anti-American Sadr movement

By Leila Fadel

Washington Post Foreign Service

BAGHDAD -- The Kurds, the strongest U.S. ally in Iraq and a leading political kingmaker, appear likely to lose some of their influence to a stridently anti-American group that did surprisingly well in this month's parliamentary elections.

Fiery cleric Moqtada al-Sadr's movement -- whose militiamen have battled the Americans and were blamed for some of the worst sectarian violence of recent years -- is positioned to take a pivotal role in the next parliament. The Shiite Muslim group, which had largely been driven underground by U.S. and Iraqi forces, has made a remarkable comeback by developing a sophisticated political organization in addition to its armed wing.

Meanwhile, the staunchly pro-American Kurdistan Alliance has been weakened by a fracturing of the Kurdish electorate, according to a preliminary count of Iraq's March 7 vote. Although the Kurds had been the most important kingmaker in past governments, they probably will share that role with the Sadrists as the two leading vote-getters -- Ayad Allawi's secular Iraqiya bloc and Prime Minister Nouri al-Maliki's State of Law group -- struggle to build a coalition.

"The Sadrists had political and military power that surpassed that of the government, but they misused it and ended up in jails and in exile," said political analyst Ibrahim al-Sumaidaie. "Now, they have mastered their political power. They will find that the political game will give them more power and a wider role than their guns."

In 2006, the Sadrists played a part in choosing Maliki, a Shiite, as prime minister. Two years later, Maliki relented to U.S. pressure and deployed the Iraqi military to target the Sadrist militia, the Mahdi Army, in a successful offensive. But instead of disappearing, the Sadrists regrouped, shifting their focus from armed struggle to political strategizing.

In advance of this year's elections, the Sadrists were among the only blocs in Iraq to educate voters about the nation's complex electoral system.

Although they nominated only 52 candidates out of the more than 6,000 who ran nationwide, they were shrewd in deciding which seats to target. As a result, they are expected to win as many as 40 seats in the next parliament, with their Shiite allies probably taking just over 20. There are 325 seats in the new parliament.

As of Monday, 95 percent of the votes had been counted, with the remaining results due on Friday.

The Sadrists' electoral success comes as the strength of the Kurdish coalition -- a bedrock of U.S. support -- has been thrown into doubt. The two main Kurdish parties face an internal challenge from a breakaway movement called Goran, or Change, which is expected to win eight to 10 seats. The Kurdistan Alliance, made up of the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdish Democratic Party, also lost seats in the ethnically mixed provinces of Diyala and Nineveh, where Sunni Arabs, whose participation was hampered by violence in the December 2005 parliamentary elections, turned out to vote in large numbers this time around.

The alliance is expected to hold about 42 seats in the new parliament. In the last parliament, which had 275 members, it had 50 seats and was boosted by eight legislators from other Kurdish parties. Goran is considered a wild card, because no one knows whether its legislators will ultimately side with the alliance.

"The role of the Kurds depends to a large degree on what the Goran is going to do," said Sumaidaie, the analyst. "If Goran goes on a collision course with the Kurdistan Alliance . . . the power of the Kurds will be diminished."

The contest for the largest number of seats in Iraq's next parliament is now between the groups headed by Allawi and Maliki, which are locked in a neck-and-neck race. Both are expected to court the Kurds and the Sadrists to secure the majority needed to form a government.

"They are going to try to woo both blocs," said Tanya Gilly, a Kurdish legislator. "Anybody who is going to get those two is going to be able to form the government. Our numbers have decreased, but at the same time, the presence of any of these alliances gives the govern-



Supporters of anti-American cleric Moqtada al-Sadr, seen on poster in foreground, celebrated in Baghdad after the March 7 elections. (Photos By Karim Kadim/associated Press)

ment more legitimacy."

On Friday, Hakim al-Zamili, a Sadrist candidate for parliament, sat in the front row of an outdoor prayer service in Baghdad and was besieged by admirers who rushed to hug him and kiss his ring. Unlike many Iraqi politicians, Sadrist candidates tend to live and pray in the communities they plan to serve.

"Everyone is scared of the Sadr trend now," said Zamili, a top vote-getter in Baghdad who is poised to win a seat. Zamili, a former deputy minister of health, was detained by the United States for more than a year. He was accused of running a militia through the ministry and was seen as a significant player in the sectarian warfare that nearly crippled the country. He says he was defending the ministry from "terrorists."

The Sadrists have not abandoned their violent tactics and continue to promote themselves as forcefully resisting the U.S. occupation. The leader of the movement, Sadr, has been living in Iran for about three years but retains his influence because of the sway he holds with the Shiite poor.

At the Friday service, men passed out DVDs carrying a message from Sadr promising to avenge U.S. arrests of the group's members. After the message, the recording showed a series of attacks by the Mahdi Army against U.S. military vehicles and bases dating from 2009 and earlier this year.

"Do not be weak. You are in our hearts and in our mind," the message from Sadr said, addressing the detainees. "We will not forget you as long as we are living."

Special correspondents K.I. Ibrahim, Aziz Alwan and Jinan Hussein contributed to this report.

IRAQ'S DIVIDED VOTE MAY DEEPEN KIRKUK DISPUTE

By Mustafa Mahmoud

KIRKUK, Iraq (Reuters) - A dispute between Kurds and Arabs over Iraq's oil producing city of Kirkuk may deepen after a strong election challenge by Iyad Allawi's Arab nationalist Iraqiya to the Kurdish ruling bloc.

Preliminary results from the March 7 parliamentary election show strong Sunni Arab and Turkmen support has pushed the secularist Iraqiya list led by Shi'ite former Prime Minister Iyad Allawi slightly ahead of the powerful Kurdish alliance.

Kurds claim Kirkuk as their ancestral homeland and want to wrap it into their largely autonomous Kurdistan region in northern Iraq. The idea is rejected by the city's Arab and Turkmen residents as well as the central government in Baghdad.

The vote in Kirkuk, where Allawi's secular list was ahead by about 3,000 votes, could weaken the longstanding Kurdish claim and spark new tension as Iraq is trying to shake off years of violence and rebuild its battered economy.

"It is a blow to Kurdish morale," IHS Global Insight Middle East analyst Gala Riani said. "The Kirkuk dispute will inevitably deepen with time and as it becomes more pressing to resolve the issue. Basically, the closer push comes to shove, the more intense we can expect the dispute to become."

Iraq's Arabs and Kurds are locked in a long-running dispute over land, oil and the constitutional shape of the federation. The row is seen as a chief threat to Iraq's fragile security and young democracy.

Kirkuk sits atop one of Iraq's key oil producing fields. The Kirkuk fields contain about 13 percent of Iraq's proven reserves, which in turn are the world's third largest.

The feud has destabilised some areas in Iraq, including the violent city of Mosul, the capital of the northern Nineveh province, and

allowed al Qaeda insurgents to gain a foothold.

"The results of the parliamentary election will lead to a big change in Kirkuk's political map due to the emergence of new powers in the scene such as the Arabs and Turkmen," political analyst Abdul-Karim al-Khalifa said.

Kurds flatly reject a compromise with Baghdad on Kirkuk despite the election results and say that Allawi's list is the one more likely to fracture.

The Kurdish alliance, which includes Iraqi President Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdish President Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), is ahead across the largely autonomous Kurdistan region.

But the alliance is facing an unprecedented challenge from the Kurdish reform-minded Goran group, which was threatening to split Iraq's Kurdish establishment.

When it comes to Kirkuk, however, it is more likely that the alliance and Goran will form a united Kurdish front to wrest concessions from Baghdad on the ethnically divided city.

"Whatever the results of the election are, we as Kurds will not give away the Kurdish identity for the city of Kirkuk," Adnan Kirkouki, a candidate with the Kurdish alliance, said.

"The Kurdish alliance will remain united, despite the difference in opinion between the various parties. All of them agree on the Kurdish identity of the city."

PRE-NUPS AND COALITIONS

Allawi and Prime Minister Nuri al-Maliki are in a neck-and-neck election race nationwide with no one expected to get an outright majority, meaning that both will be forced to seek political alliances to form a government.

"To some extent this should set the stage for the coalition negotiations," said analyst Reidar Visser of www.historiae.org. "With such a good result for Allawi in Kirkuk it makes no sense for him to give too many

concessions to the Kurds and the Supreme Islamic Iraqi Council (ISCI), the most pro-Kurdish Shi'ite party."

Kurds, who see themselves as kingmakers in forming a new government, are asking for written assurances from potential coalition partners on revenue sharing and disputed territories, Kurdish sources say.

The future of Mosul, which lies close to territory disputed by the Arab majority and minority ethnic Kurds, is another thorny issue in the relationship between Baghdad and Kurdistan.

Allawi, who won over minority Sunni Arabs with his non-sectarian message, led in five provinces, including Kirkuk and Nineveh, sweeping western and northern areas that are home to large numbers of Sunnis. Maliki led in seven provinces in central and southern Iraq, six of them mainly Shi'ite.

A win by Allawi is likely to intensify Kurdish demands for the control of Kirkuk even more and could aggravate territorial disputes in Nineveh, said Wayne White, a scholar at the Middle East Institute.

Kurds made substantial inroads in Nineveh in a 2005 election after Sunnis largely stayed away from the poll. But friction worsened after voting last year put control of the provincial council in the hands of Arab nationalists.

The KRG is also at loggerheads with Baghdad over the legality of contracts the KRG signed independently with foreign oil firms, a dispute that resulted in the halting of oil exports from Kurdistan last year.

"During the bitter manoeuvring over who will become the next prime minister, Maliki -- or another competitor -- might reach out to the Kurds in an effort to form a kingmaking coalition," White said. "Should that happen, Baghdad's position on Kurdish territorial claims could shift somewhat."

TODAYS ZAMAN March 25, 2010

Campaigning in Kurdish might be possible

AYSE KARABAT

Peace and Democracy Party (BDP) Chairman Selahattin Demirtas has called the government's proposed constitutional reform package insufficient, despite the inclusion of an article in the draft package that would amend

the Election Law to open the way to allow political speeches to be made in Kurdish.

The BDP is the only opposition party that has not refused to support the constitutional reform package outright. It has said that it would be willing to support the reforms if they address the party's concerns on issues including the removal of the ban on campaigning in Kurdish, fair distribution of Treasury aid to political parties and lowering the 10 percent election threshold for Parliament.

Speaking to Today's Zaman, Demirtas said that the amendment to the Election Law would allow campaign

speeches and other political speech in languages other than Turkish but they want more.

"If it only allows oral campaigning, it is a serious problem. We want the abolishment of all the obstacles to campaigning in Kurdish, whether spoken, written, on TV and so on. Anyway, despite the legal ban, we are in practice making political speeches in Kurdish already, and prosecutors sometimes do not press charges for this. We expect [the ruling Justice and Development Party] to develop a better understanding [of the party's constituency's needs] than the prosecutors," he said.

Reader Q. and A. on the Iraq Elections

By ANTHONY SHADID

As the results from Iraq's March 7 elections finally coalesce, our Baghdad correspondent Anthony Shadid is responding to readers' questions about the election, its outcome, and the likely winners and losers in the complex negotiations that are certain to follow. Mr. Shadid joined The New York Times earlier this year after winning the Pulitzer Prize in 2004 for his Iraq coverage.

Q.

If Maliki gains the plurality, can he play the nationalist card once again and reach out to secular Shiite and Sunni Arabs, or did his support of the purge of former Baathists from the candidate list make this impossible? I suspect that he can reach a deal with the religious Shiite parties and the Kurds, who will exact a high price for their support, but it seems to me that such a government would be inherently unstable and, possibly, a spur to renewed sectarian violence.

David Mack, Middle East Institute

A.

Hi David, it's nice to hear from you. I think your question hits at one of the most compelling issues going forward. Maliki, to a degree, has lost some of the nationalist appeal he was able to generate in last year's provincial elections. In this election, his campaign made a conscious decision to run on a more sectarian platform in hopes of winning southern Iraq, with its Shiite Arab majority. He polled poorly in provinces with a Sunni Arab majority, effectively entrenching sectarian divisions in the country. Can he recapture some of the nationalist appeal? I'm doubtful.

I still think he can win over the Kurds and other Shiite Arabs, particularly the Islamic Supreme Council of Iraq, in a solely tactical gambit to gather enough seats for a coalition. Iran will play a role, as will Grand Ayatollah Ali Sistani. I think both are wary of the two Shiite alliances splitting the Shiite vote and would like to see some effort toward at least ostensible unity. But I think any alliance is going to be inherently unstable, particularly with Maliki in charge. His Shiite partners will watch him warily. The Kurds dislike him. The Sadrists will

remain in noisy opposition. And any Sunni partners will almost assuredly complain he has brought them into an alliance in name only. It's a combustible mix of sentiments.

Q.

Will the elections resolve some of the issues related to Kirkuk? Beyond just the Sunni-Shiite-Kurdish parties, how did the other minority parties fare, such as Assyrians, Christians, Turkmens or Yazidi's?

So far from what I've read, none of the major Iraqi political figures and parties made a big deal about U.S. troops in the country, and the timetable. Is that a correct assessment? And if so, why do you think that is the case.

Thanks!

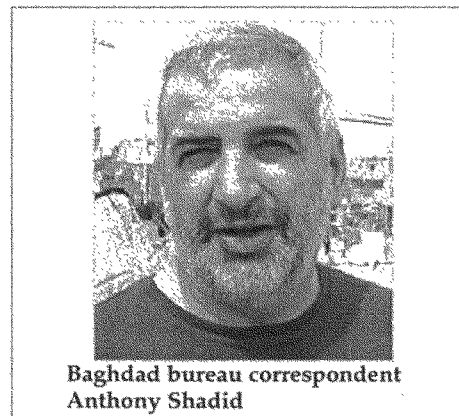
nutellaeater, California

A.

Two good questions.

Kirkuk seems to have emerged as one of the most interesting stories from the election. Before the vote, there was a prevailing sense that the Kurds could win 8 of 12 seats, then deploy this supermajority to press their claims of sovereignty over the most contested locale in the country. With nearly 90 percent of the vote in, Arabs and Turkmens – sprinkled across several lists, but posting the biggest numbers with Ayad Allawi's Iiraqiya coalition – are outpolling the Kurds. We could easily see the seats split half and half. I think that balance of power only encourages what some diplomats argue is the most reasonable solution: a temporary arrangement that effectively kicks any resolution down the road seven or eight years, in hopes that the country is more stable by that point and better positioned to wrangle over issues that have so far proven the most divisive in Iraq. They include sharing oil, resolving disputed borders and determining the power of the federal and local governments. However it bears out, the numbers of Arab and Turkmen votes cast March 7 remain one of the most surprising statistics in a province that virtually everyone believed had a decisive Kurdish majority.

It is true that the American presence played less of a role in the election than, say, in 2005. I think it reflects the changing character of American power and influence here. No one dismisses the Americans as perhaps the fundamental power broker here, but other than for the Sadrists and a few Sunni figures, the American presence is less pressing than



Baghdad bureau correspondent
Anthony Shadid

issues like living standards, public services, de-Baathification (however shamelessly exploited) and Iran's power. Keep an eye on whether there are moves to amend the timetable, though.

Q.

Writer Nir Rosen has argued that the era in Iraq of "Violent Sectarianism" is over and the country has entered a new phase that will still see some injections of violence but nothing on the level of 2006/7. Is he right, is the era of sectarian civil war over? Has Iraq resolved the fundamental issues that had divided it?

Thanks,

Gian P Gentile

Department of History, United States Military Academy, West Point

A.

I do have the sense that the civil war of 2006 and 2007 – an almost existential fight for communal survival – has ended. But arguing that the end of that conflict augurs for a more peaceful Iraq might be a mistake. There is a more ambiguous conflict still under way, and that is the struggle for political power (or political supremacy). In some ways, it is more dangerous than the civil war. At crucial points in Iraq's history, we've seen the fallout from that type of struggle – the eradication of communists in 1963 being one example. Deadlock can prove explosive on its own terms. And I don't think any of Iraq's fundamental issues have been resolved, save perhaps a Sunni acknowledgment of some degree of Shiite supremacy. There remains plenty to fight about, and that uncertain landscape prevails at a time that American power is diminishing markedly. In the long term, the end of any pretense of American occupation is crucial. But in the short and medium term, it could make for a far more unpredictable place. We only need to remember the entrenched place that violence has as a clearly political tool in negotiating leve-

rage in politics here.

Q.

Hello Anthony,

Do you think that Moktada al-Sadr's showing at the polls would indicate that more people than just his close followers voted for him to express their unhappiness with the ongoing occupation?

Thanks.

Kaari, Madison, WI

A.

Another good question. I think that point will form the basis of a lot of debates over Sadr's re-emergence. My own sense, and I might be wrong, is that it reflects less a surge in Sadr's popularity and more the success of the movement in mobilizing its core constituency. The Sadristes have always been there, since the very first days of the American occupation. But at times, I think their constituency has been confused by the leadership's Delphic pronouncements over taking part in the political process. The line went something like this – We'll take part in the election, but we dispute its legitimacy. This time, Sadr was remarkably clear: His followers had to vote. In Sadr City, the neighborhood in Baghdad that bears the movement's name, I saw a diagram that divided each neighborhood

by constituency, each of which was then mobilized to vote for an individual candidate. It had the effect of ensuring that voters or candidates wouldn't cancel each other out. The returns reflected the success of that organization. Their top six vote-getters in Baghdad had roughly the same number of votes, suggesting the movement was able to spread out its support across the electoral list. (The Islamic Supreme Council of Iraq, long the Sadristes' main Shiite rival, had far less success in doing so.) The Sadristes' logistical success in the election has not gone unnoticed. Diplomats said they seemed to be among the best organized, challenged only by the organization behind Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki.

Q.

Will the parties be able to use the number of seats they win in Kirkuk right away in negotiating for a coalition, since they are only provisional according to the Election Law? Will those Kirkuk seats be able to cast votes in Parliament before they are finally confirmed? Will this affect the Parliament's vote for president, prime minister and speaker?

Noah, San Diego

A.

All these are possible. My sense is

that you won't see any breakthrough – in ways good or bad – any time soon in Kirkuk. The Kurds, of course, could protest their showing in Kirkuk, but I there's enough American engagement there right now to head off any conflict. That won't be the case long term. My sense is that the election will solidify a balance of power that promotes a temporary status quo, with a pledge to negotiate long-term sovereignty in, say, seven years or so. On your question about the seats themselves, nothing is confirmed until the results are certified, so Kirkuk's representation will await the seating of everyone else. The seats themselves will probably fall in line with larger coalitions that are gathered to name a prime minister. Kirkuk is a little different, since there is a provision to allow a challenge of the voter rolls, but in the end, I'm not sure that challenge will affect the final balance of the seats.



SYRIE: HRW DEMANDE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE APRÈS LA MORT D'UN KURDE

NEW YORK, 26 mars 2010 (AFP)

L'ORGANISATION de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a demandé vendredi aux autorités syriennes d'ouvrir une enquête sur la mort d'un Kurde le 21 mars, lors d'une célébration du Nouvel an kurde dans le nord de la Syrie.

"Les autorités syriennes doivent mener une enquête indépendante sur l'incident intervenu le 21 mars dans le nord de la Syrie au cours duquel les services de sécurité ont ouvert le feu sur des Kurdes qui célébraient le Nouvel an, faisant au moins un mort et des blessés parmi les Kurdes", indique Jo Stork, directeur de HRW pour le Moyen-Orient, dans un communiqué.

"Les responsables syriens doivent dévoiler les raisons pour lesquelles les célébrations du Nouvel an kurde se sont transformées en tragédie", ajoute M. Stork.

"Ceux qui ont donné l'ordre aux services de sécurité de tirer sur le public doivent comparaître devant la justice, car c'est l'unique moyen d'interdire l'usage de la force par la police lors des manifestations", souligne HRW.

Le 21 mars, des Kurdes s'étaient regroupés près de la ville de Raqqa pour fêter le Nouvel an à l'appel du parti de l'Union démocratique (PUD, interdit), proche du PKK, rappelle HRW citant des sources kurdes.

De nombreux policiers en tenue et en civil se sont déployés et ont demandé au public de baisser les drapeaux kurdes et les photos du leader emprisonné du PKK Abdallah Oçalan, en indiquant que seuls les drapeaux syriens et les photos du président Bachar al-Assad étaient autorisés.

Les Kurdes n'ayant pas obtempéré, les policiers ont alors ouvert le feu tuant au moins un kurde. Deux autres personnes ont été gravement blessées.

"Ce n'est pas la première fois que les forces syriennes ouvrent le feu sur des participants à des célébrations kurdes", souligne HRW.

En mars 2008, trois Kurdes avaient été tués et cinq autres blessés à Qamichli (nord-est) par les forces de sécurité intérieure pendant le Nouvel an, selon l'ONG.

des sources locales de sécurité.

La mine, posée par les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a explosé au passage d'un groupe de soldat qui effectuait une mission de ratissage à Cukurca, localité de Hakkari, située juste à la frontière avec l'Irak, selon ces sources.

Le PKK, qui mène depuis 1984 une lutte armée pour l'autonomie de cette région à majorité kurde, a souvent recours aux mines.

Selon un bilan de l'armée turque, le conflit a fait 45.000 morts.



L'EXPLOSION D'UNE MINE TUE TROIS SOLDATS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE

DIYARBAKIR (Turquie), 30 mars 2010 (AFP)

TROIS soldats turcs ont été tués mardi dans l'explosion d'une mine posée par des rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie, ont affirmé

En Irak, la poudrière de Kirkouk se cherche un avenir

Disputée entre les Kurdes et le pouvoir central, la ville attend le référendum sur son statut



Reportage

Kirkouk
Envoyé spécial

L'organisation sans violence des élections législatives dans la cité pétrolière de Kirkouk, en Irak, méritait bien quelques rafales de kalachnikov vers le ciel. Sitôt le vote clos, des coups de feu ont claqué dans la nuit du 7 mars, pour célébrer le scrutin. En 2009, les élections provinciales y avaient été annulées, faute d'accord entre les différentes communautés de la cité mésopotamienne, où une majorité de Kurdes côtoie des Arabes sunnites, une minorité turkmène et des chrétiens. Depuis 2003 et la chute du régime baassiste, la poudrière de Kirkouk demeure un point sensible du pays, dans l'attente d'une solution sur son statut.

« Cela fait sept ans que nous sommes dans une position compliquée mais nous ne voyons aucun espoir, lâche Imad Yaço, responsable local du parti assyrien, en hochant la tête. Chaque gouvernement élu prétend vouloir résoudre le problème mais ne fait rien. Et les erreurs des Américains aggravent encore plus la situation. »

Les grands partis kurdes, arrivés en tête des élections selon les premiers résultats, caressent plus que jamais l'espoir d'annexer la province pour la rattacher à la région autonome du Kurdistan. Ce qu'Arabes et Turkmènes refusent catégoriquement. « Cette élection va influencer sur

L'imbroglie démographique jette une ombre sur le retrait des troupes américaines

le sort de Kirkouk », estimait, dimanche 7 mars, le Kurde Hoshiyar Zebari, ministre des affaires étrangères irakien, à la sortie de son bureau de vote d'Erbil. La Constitution irakienne de 2005 prévoit un référendum d'autodétermination pour Kirkouk, l'un des territoires disputés entre la région kurde et le gouvernement central de Bagdad.

Mais, repoussée sans cesse, faute d'un recensement fiable de la population, la perspective d'une consultation populaire paraît désormais s'éloigner, selon Joost Hiltermann, spécialiste de l'Irak pour l'International Crisis Group. Un recensement national est prévu pour octobre. Mais les Nations unies et les Etats-Unis privilégient plutôt un statut sur mesure pour Kirkouk, afin d'éviter un embrasement interethnique.

Pourtant, dans le bâtiment délabré du gouvernorat, les représentants kurdes n'en démordent pas. « C'est la loi, ce référendum doit avoir lieu. Il faut respecter le vote de la majorité », maintient Iwan Zanga-

Des « fraudes » dénoncées aux législatives du 7 mars

La liste du chiite laïc Iyad Allawi, au coude-à-coude avec celle du premier ministre sortant Nouri Al-Maliki, selon des résultats partiels, s'est plainte vendredi 12 mars, de « fraudes flagrantes » aux législatives du 7 mars, lors du vote et du dépouillement. Un responsable de la commission électorale a réfuté ces accusations, estimant qu'elles étaient motivées politiquement, alors que l'Alliance de l'Etat de droit (AED) de M. Maliki les a qualifiées d'« exagérées ».

na, une élue de l'Union islamique du Kurdistan. « C'est une opinion kurde, sourit un Turkmène chiite élu sur la liste de l'Alliance de l'Etat de droit, du premier ministre, Nouri Al-Maliki. Personne ne peut rien décider par la force. »

Les populations minoritaires accusent les partis kurdes d'avoir modifié la démographie de la ville à leur avantage, depuis 2003, pour s'assurer d'une majorité en cas de vote. Des dizaines de milliers de réfugiés, chassés par Saddam Hussein, sont revenus s'installer plus nombreux après la chute du régime, s'entassant dans des bâtiments publics ou dans des maisonnettes de terre, le long des champs de pétrole et autour du stade. La haute commission électorale irakienne a estimé à 50 000 le nombre d'électeurs inscrits dans les deux semaines qui ont précédé le scrutin. De forts soupçons de fraude pèsent sur cette élection.

Les réfugiés kurdes et arabes, se croisent au gouvernorat, dans les bureaux de la commission de l'article 140 de la Constitution irakienne. « Depuis 2007, environ 36 000 familles kurdes sont revenues et 12 000 Arabes ont bénéficié de notre aide pour partir », explique le directeur Tahsin Kahya. Mais il en reste au moins le double à traiter. « La vitesse de notre travail dépend du budget qui nous est alloué par le gouvernement : en ce moment nous avons 150 millions d'euros par an. » Chaque famille de wafidin, les Arabes installés par Saddam Hussein dans les années 1980, reçoit 20 millions de dinars (12 900 euros) pour quitter la ville. Les Kurdes moitié moins pour revenir.

Mais l'imbroglie démographique menace la sécurité et jette une ombre sur le retrait des troupes américaines, qui doit être achevé d'ici à la fin de l'année 2011. Depuis 2005, la paralysie des institutions locales a laissé le champ libre aux groupes insurgés, solidement enracinés

dans les quartiers sud de la ville. « Dans ces zones, nous combattons Al-Qaida, Ansar al-Sunna ou l'Etat islamique d'Irak », détaille le général Sarhad Qadir, commandant provincial de la police irakienne et maître de la cité. Ce matin-là, il vient d'arrêter trois personnes recherchées, au prix d'une expédition périlleuse dans un village à majorité arabe.

A la tête de 4 000 policiers, cet officier fait la chasse aux « terroristes », responsables de la mort de plusieurs dizaines de ses hommes, tués dans des attaques depuis un an. D'énormes pick-up hérissés de mitrailleuses patrouillent sans relâche et ont quasiment réussi à rétablir l'ordre dans le centre-ville.

Depuis un an, les soldats américains se sont retirés dans leur base, sur l'ancien aéroport de la ville, en attendant un départ définitif, programmé pour 2011. Mais ce retrait inquiète : le général Odierno, commandant des forces américaines en Irak, a réclamé au président Barack Obama qu'une brigade de combat soit maintenue à Kirkouk, dont la situation n'est pas réglée. ■

Guillaume Perrier

Les propos d'Erdogan contre les immigrés arméniens font réagir en Turquie

Le premier ministre turc a menacé d'expulser les ressortissants arméniens vivant sans papiers dans son pays

ISTANBUL
De notre correspondante

Ani laisse échapper un petit rire saccadé. «*S'ils veulent nous expulser, nous trouvons un autre pays!*» Cette jeune mère de famille, originaire de Vanadzor en Arménie, essaie de dédramatiser les propos du premier ministre turc qui, la semaine dernière, lors d'une interview à la BBC, a menacé d'expulser les ressortissants arméniens vivant en Turquie sans papiers. «*Si c'est nécessaire, je pourrais avoir à annoncer à ces 100 000 personnes qu'elles doivent rentrer dans leur pays car elles ne sont pas mes compatriotes*», a déclaré Recep Tayyip Erdogan.

Dédramatiser, c'est aussi ce que les amis turcs de cette jeune femme tentent de faire. «*Ils me disent que si je dois être menacée d'expulsion, ils me logeront*», assure Ani sans quitter des yeux sa petite fille de 2 ans. Arrivée à Istanbul il y a cinq ans comme touriste, elle travaille depuis comme nourrice, sans titre de séjour. «*J'ai été arrêtée une fois, il y a trois ans. Tout s'est arrangé avec un billet de 100 dollars. Évidemment, aujourd'hui, nous avons tous un peu peur, mais j'avoue que, pour l'instant, la police n'est pas plus active qu'avant. Je ne prends pas ces propos très au sérieux.*»

Citoyen turc et membre de la communauté arménienne, Yilmaz réagit plus violemment: «*Comment un premier ministre peut-il tenir ce genre de propos? Ne sait-il pas qu'il y a des fanatiques dans ce pays, capables de le prendre au mot?*» Le vieil homme triture ses lunettes en se rappelant les «*insultes*» lancées il y a quelques années par des voisins.

À l'instar de Yilmaz, une large partie des médias turcs ont vivement réagi aux propos du premier minis-



À Istanbul, le 19 mars. Manifestation pour protester contre les propos du premier ministre turc Erdogan.

tre. Car, outre l'exagération dans les chiffres annoncés – selon diverses enquêtes sérieuses, les Arméniens sans papiers seraient au maximum 16 000 –, son idée choque dans un pays où le tabou arménien, encore très fort, commence à être levé.

« Comment un premier ministre peut-il tenir ce genre de propos ? Ne sait-il pas qu'il y a des fanatiques dans ce pays, capables de le prendre au mot ? »

«*Ces propos peuvent être assimilés à une version 2010 des migrations forcées de 1915*», analyse le journaliste Hayko Bagdat. «*Sa langue a-t-elle fourché?*», se demande un autre chroniqueur, Mehmet Ali Birand, dans les colonnes de *Posta*. «*Est-ce*

une stratégie mal pensée? Une manière de faire peur aux autres pays» qui s'apprentent à voter des textes sur le génocide, comme Washington et la Suède l'ont fait ce mois-ci? Même les partisans du premier ministre sont interloqués. «*Comment Erdogan, si sensible à la souffrance des autres, a-t-il pu utiliser le mot d'expulsion?*», se demande Fehmi Koru dans *Yeni Safak*. Selon lui, Tayyip Erdogan, connu pour ses coups de sang, se serait senti «*trahi*» par les États-Unis et la Suède.

Pour l'hebdomadaire bilingue *Agos*, créé par le journaliste arménien Hrant Dink, assassiné en 2007, ces propos reflètent une mentalité partagée au sein de l'État turc. En première page, *Agos* recense les propos similaires tenus depuis la fondation de la République en 1923 par toute une série d'hommes politiques. «*Certaines paroles échappent de la bouche des gens. D'autres sont des gaffes, mais la plupart reflètent la voix silencieuse d'une men-*

talité.» Et *Agos* de reprocher au premier ministre de «*prendre en otage les travailleurs d'Arménie*» et d'en faire les «*instruments d'un marchandage*» avec les pays qui à l'avenir se pencheront sur la question arménienne.

Les organisations de défense des droits de l'homme sont aussi montées au créneau en dénonçant des propos «*racistes*» qui laissent planer le doute sur les intentions réelles du gouvernement quant à sa politique d'ouverture en direction de l'Arménie, des divers groupes minoritaires du pays – kurdes, alévis, roms – et de l'Union européenne. Samedi, un petit groupe de manifestants a appelé à «*l'expulsion d'Erdogan*».

Quant au principal intéressé, il assure avoir voulu démontrer par ses propos la «*bonne volonté*» dont a fait preuve son pays envers ces travailleurs clandestins. Sans présenter d'excuse, il a accusé les médias de «*déformer ses propos*».

DELPHINE NERBOLIER

Le Monde
20 mars 2010

Les sans-papiers arméniens menacés d'expulsion par le premier ministre turc

Ankara riposte à des pressions internationales pour la reconnaissance du génocide arménien

Reportage

Istanbul
Correspondance

On ne veut pas parler! Non non, tout va bien!» Le groupe de femmes qui discutaient autour d'un étal de chaussettes posé sur un trottoir se disperse en quelques secondes, méfiant. Dans les rues du quartier de Kumpkapi, au cœur de la péninsule historique d'Istanbul, les Arméniens se font discrets depuis la dernière saillie verbale de Recep Tayyip Erdogan. Lundi 15 mars, le premier ministre turc, qui s'exprimait à la BBC, a menacé d'expulsion les citoyens arméniens en situation irrégulière en Turquie. «*Ilya actuellement 170 000 Arméniens qui vivent dans notre pays. Soixante-dix mille sont des citoyens turcs et nous tolérons les 100 000 autres, a-t-il lâché. Si nécessaire, je pourrais leur dire de rentrer dans leur pays.*»

Ces déclarations ont semé le trouble dans la communauté arménienne d'Istanbul. En plus de la population autochtone, plusieurs dizaines de milliers de citoyens d'Arménie y travaillent illégalement, attirés par des salaires trois à quatre fois plus élevés qu'à Erevan. Plus de 90% sont des femmes qui travaillent comme employées de maison, gardent des enfants ou des personnes âgées, montre une étude publiée début mars par la sociologue Alin Ozinian. «*Le premier ministre s'est probablement trompé d'un zéro*», ricane le pasteur Krikor, qui tient l'église évangélique arménienne de Gedikpacha.

Dans son bureau, à l'intérieur du bâtiment, il ne lâche pas du regard son écran de vidéosurveillance. «*Il a exagéré les chiffres pour appuyer son propos, estime-t-il. La Turquie n'a plus beaucoup d'issue. Elle menace les Arméniens pour empêcher que de nouveaux pays ne reconnaissent le génocide, mais c'est une déclaration impensable pour quelqu'un qui veut faire partie de l'Union européenne.*»

Mercredi soir, à la porte de cette église, le pasteur répondait à une chaîne de télévision turque, lors-



Un Arménien dans le port d'Istanbul, le 28 septembre 2009. MUSTAFA OZER/AFP

que des habitants du quartier ont lancé dans leur direction des bouteilles et un briquet.

A l'approche du 24 avril, la date anniversaire du déclenchement des massacres de plus d'un million d'Arméniens en 1915, la Turquie doit faire face à une série de pressions internationales sur la question la plus douloureuse de son histoire. La commission des affaires

L'entourage de Recep Tayyip Erdogan tente de minimiser la brutalité de ses propos

étrangères de la Chambre des représentants américaine a voté le 4 mars une résolution visant à reconnaître le génocide arménien. Le 11 mars, le Parlement suédois a fait de même. La Turquie a rappelé ses deux ambassadeurs et l'affaire est devenue «*une question d'honneur national*», selon le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu.

«*Ce n'est pas en renvoyant les gens dans leur pays qu'il va régler le*

problème», estime Shoshan, une jeune femme originaire de Gumri (ouest de l'Arménie). Employée illégalement depuis cinq ans à Istanbul, comme ses deux parents et sa tante, elle ne songe pas à rentrer tant que la situation économique ne s'est pas améliorée en Arménie. Beaucoup, en revanche, font des allers-retours tous les trois mois entre Istanbul et Erevan, pour renouveler leur visa, et pratiquent «*le commerce à la valise*» pour rentabiliser les voyages.

Donara, elle, donne des cours dans les sous-sols de l'église de Gedikpacha, où des classes improvisées accueillent les enfants des travailleurs clandestins arméniens, que le gouvernement refuse de scolariser. Cette ancienne institutrice de 53 ans et son mari, un colonel de l'Armée rouge à la retraite, ont migré en Turquie en 2005. «*S'ils nous expulsent, il nous reste une maison là-bas, mais ce sera difficile de s'en sortir.*»

«*Cette polémique pourrait donner des idées aux pays européens, ironise le pasteur Krikor. Si l'Allemagne disait qu'elle allait renvoyer tous les Turcs sans papiers,*

que penserait M. Erdogan?» L'entourage du premier ministre a tenté de minimiser la brutalité de ses propos. L'un des responsables du Parti de la justice et du développement (AKP), Suat Kinklioglu, a assuré que la menace ne serait pas mise à exécution.

Mais une partie de la presse turque s'est offusquée. «*Ne touchez pas aux Arméniens, protégez-les!*», a lancé l'éditorialiste Mehmet Ali Birand dans le journal *Posta*. ■

Guillaume Perrier

La jeunesse kurde prend le maquis

De plus en plus d'enfants, parfois âgés de 10 ans, quittent la Turquie pour rejoindre la guérilla du PKK en Irak.



De jeunes Kurdes lors d'affrontements avec la police turque à Diyarbakir, en décembre.

Par **RAGIP DURAN**
Envoyé spécial à Diyarbakir

«**L'**ouverture kurde» plusieurs fois promise par le gouvernement islam-conservateur de

Recép Tayyip Erdogan est restée lettre morte. Elle était censée élargir

les droits collectifs, notamment sur les plans culturel et politique, de cette population de 13,5 millions de personnes. Mais les violences ont repris dans le sud-est anatolien peuplé en majorité de Kurdes, et les fêtes de Newroz, nouvel an kurde et iranien, risquent d'être marquées par de nouveaux affrontements. Depuis des mois, de plus en plus de jeunes partent rejoindre la guérilla.

«Mon fils a 14 ans. De temps en temps, il participait avec ses camarades de classe aux manifestations dans le centre-ville. Il ne parlait pas beaucoup avec nous. Un soir, il n'est pas rentré à la maison. On était inquiets. Je suis allé voir ses camarades et on m'a informé qu'il était parti avec un groupe d'une trentaine d'autres jeunes», raconte un fonctionnaire de Diyarbakir, la capitale du sud-est de la Turquie. Ce Kurde sympa-

thisant de l'AKP, le parti au pouvoir, s'est alors mis à la recherche de son fils.

Première étape la ville d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, puis de là, «grâce à des amis», un camp d'entraînement dans les montagnes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, en lutte armée contre

le pouvoir central depuis 1984 pour les droits des Kurdes). «Il était apparemment bien. Je lui ai dit que j'étais venu pour le ramener à la maison. Il a refusé et a même osé me proposer de rejoindre le PKK», relate ce quinquagénaire qui, de peur de perdre son emploi, tient à rester anonyme. «De plus en plus de jeunes de la région quittent la maison familiale pour "descendre dans le Sud"», renchérit Irfan Aktan, journaliste à Yuksekova, district de Hakkari (dans la région frontalière turco-irano-irakienne) et bastion de la lutte kurde. Ce phénomène sans précédent depuis le milieu des années 90 illustre la nouvelle radicalisation de la jeunesse kurde dans une région encore marquée par les séquelles de la «sale guerre» entre le PKK et l'armée qui a fait plus de 36 000 morts depuis 1984.

REPORTAGE

SEUL «DIEU». Se nommant «Jeunesse», ils ne reconnaissent aucune autorité politique, ni le PKK ni le parti légal kurde, le BDP (Parti de la paix et de la démocratie, 20 députés sur 550) qui a pris la succession du DTP interdit cet automne. Un peu anarchistes, actifs en centre-ville, ils organisent des attaques armées contre les forces de l'ordre. Abdullah Ocalan, le leader du PKK emprisonné depuis 1999 sur une île de la mer de Marmara, est leur seul «dieu». Ils détestent les journalistes et affirment «s'exprimer dans des actions avec cocktails Molotov et non dans les salles de conférence de presse». Plus de 700 enfants sont actuellement jugés devant les tribunaux pour des violences urbaines, dont 200 sont déjà condamnés, selon le ministère de la Justice. «La prétendue ouverture kurde de l'AKP s'est transformée en une tragédie où des dizaines de maires et responsables politiques locaux ont été arrêtés avec les menottes. A cela, s'ajoute le désespoir social dans une région en crise», explique Selahattin Demirtas, député de Diyarbakir, avocat et coprésident du BDP, soulignant que «les jeunes de 10 à 15 ans qui savent risquer de très lour-

des condamnations pour avoir lancé des pierres aux forces de l'ordre n'ont devant eux qu'un seul avenir : partir pour le Sud», c'est-à-dire le Kurdistan irakien. «Au sud, la culture kurde est libre et l'économie locale en plein boom», explique Seyhmus Diken, conseiller culturel du maire.

«BOURGEOISE». «Nous ne connaissons pas vraiment ces nouveaux jeunes en colère. Leurs familles vivaient auparavant dans les régions rurales et ils sont venus s'installer dans la ville ces dix, quinze dernières années. Ils sont pauvres et sans espoir. Mais ce qui est nouveau, c'est que à peu près la moitié de ceux qui gagnent les montagnes sont d'origine bourgeoise. Fils et filles de fonctionnaires ou de commerçants qui vivent dans les quartiers aisés de la ville», analyse Sezgin Tanrikulu, ex-bâtonnier de Diyarbakir, avocat de plusieurs enfants. Désormais, même des gosses encore en primaire partent en groupe rejoindre le PKK. L'organisation n'en est pas toujours ravie. Elle doit alors les prendre en charge dans ses centres de formation, dans les villes du Kurdistan irakien, alors qu'elle préfère des recrues à envoyer directement dans les montagnes.

Pour tenter d'enrayer le phénomène, les autorités alternent la carotte, avec une nouvelle loi permettant aux mineurs de ne plus être déferés devant les cours spéciales antiterroristes, et le bâton, par des pressions sur les familles des «meneurs». En les menaçant par exemple de leur supprimer la «carte verte» donnant accès aux soins médicaux gratuits. Sans succès. Les départs des jeunes continuent. «Nos enfants sont notre futur. S'ils quittent la région, s'ils quittent la Turquie, la solution pacifique du problème kurde sera encore plus difficile à mettre en œuvre», soupire le fonctionnaire de Diyarbakir dont le fils a rejoint la guérilla : «Il nous appelle de temps en temps, il est content là-bas.»

IRAK



DU 18 AU 24 MARS 2010

Les Kurdes font la pluie et le beau temps

Selon les premiers résultats des élections du 7 mars, les Kurdes auront une influence déterminante sur la formation du futur gouvernement.

ASHARQ AL-AWSAT

Londres

Les Kurdes rêvaient jadis de régner sur leur région, le Kurdistan. Sous le règne de Saddam Hussein, ils étaient tyrannisés, leur langue était interdite et leur culture bafouée. Leur rêve était de gouverner Erbil et Souleymanieh [deux villes kurdes], et de construire une muraille de Chine pour se couper des Arabes d'Irak. Mais le jeu parlementaire permet aujourd'hui à cette minorité de devenir un acteur principal. Les Kurdes sont devenus les faiseurs de rois à Bagdad. Lors des premières élections législatives, en 2005, ils n'avaient obtenu que 20 % des voix [au niveau national], mais ils parlaient à l'unisson face aux chiïtes divisés, tandis que les sunnites avaient boycotté le scrutin. Les deuxièmes élections, qui viennent d'avoir lieu, confirment qu'ils font partie des principales forces politiques du pays. Ils ont en effet su rester unis derrière leurs deux principaux partis [le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)].

La nouveauté est que les Kurdes comme

les chiïtes ne votent plus exclusivement en fonction de considérations ethnico-confessionnelles, mais selon ce qu'on leur propose en termes de programme politique. L'emploi, les salaires, les hôpitaux, les écoles sont des sujets qui ont déterminé leur choix. En 2005, ce sont eux qui ont intronisé Nouri Al-Maliki [chiïte] au poste de Premier ministre. Aujourd'hui, ils sont à nouveau en position de distribuer les cartes et de déterminer l'avenir politique du pays pour les quatre années à venir. Et cela d'autant plus que leurs voix sont représentées dans leur quasi-totalité par leurs deux principaux partis.

Désormais, le jeu politique sera pondéré par les différentes forces politiques. Car il existe une vraie compétition entre les partis religieux (qu'ils soient chiïtes ou sunnites) et les partis laïcs (qu'ils soient nationaux ou ethniques). Ainsi, la supériorité numérique des chiïtes n'est pas un problème, comme l'avaient pensé certains sunnites, ni celle des Arabes, comme l'avaient craint les Kurdes, les Turkmènes et les autres minorités ethniques. Car la politique est devenue une affaire de partis, et la majorité au Parlement s'obtient grâce à des alliances. Il n'en reste

pas moins que même le PDK et l'UPK ont aujourd'hui – et pour la première fois – une crainte. Non pas celle d'être dominés par les Arabes ou d'être emportés par les divisions confessionnelles entre chiïtes et sunnites, mais celle d'être remis en question par une révolte à l'intérieur de leur propre camp. Car on assiste à l'émergence d'une opposition interne qui voudrait casser leur duopole. Si les résultats électoraux définitifs confirment ces tendances, cela signifiera que les Irakiens sont devenus concrètement, et non pas seulement verbalement, de vrais citoyens. Cela voudra dire que chacun aura voté en tant que citoyen en fonction de ses intérêts, et non pas comme un mouton qui suit aveuglément son troupeau ethnico-confessionnel. **Abderrahman Al-Rached**

Le Monde

24 mars 2010

L'Arabie saoudite mise sur la défaite de M. Maliki en Irak

Selon les résultats partiels, le premier ministre sortant irakien serait distancé par Iyad Allaoui

Riyad

Envoyé spécial

L'Arabie saoudite suit avec la plus grande attention le lent dépouillement des votes des élections législatives irakiennes, qui pourrait s'achever vendredi 26 mars. La commission électorale irakienne vient de refuser un nouveau décompte demandé, dimanche, par le premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki

Distancé de quelques milliers de voix par son rival Iyad Allaoui

selon des résultats encore partiels du scrutin du 7 mars, M. Maliki a mis en cause la sincérité du partage des voix. Quelques jours auparavant, il avait pourtant estimé que les fraudes éventuelles ne porteraient que sur un nombre limité de bulletins de vote. Quels que soient les résultats, de longues tractations seront sans doute nécessaires pour constituer un gouvernement de coalition.

Trop proche de l'Iran

A Riyad, on ne fait pas mystère de l'hostilité que suscite le pre-

mier ministre chiïte, jugé trop proche de l'Iran. Les ambitions régionales du régime de Téhéran suscitent en effet depuis longtemps l'inquiétude des Saoudiens, indépendamment même du dossier controversé du nucléaire iranien.

Un conseiller du cabinet du roi Abdallah, s'exprimant sous couvert d'anonymat, assure que le maintien au pouvoir de M. Maliki repousserait d'autant la normalisation avec Bagdad, alors qu'une bonne partie des capitales arabes dispose désormais de représentations diplomatiques en Irak.

« Tant qu'il sera là, rien ne se passera », affirme le conseiller.

Quelques jours avant le scrutin du 7 mars, le principal adversaire de M. Maliki, M. Allaoui, ancien baasiste et chiïte laïque, avait été reçu à Riyad (le 20 février) par le roi Abdallah ainsi que par le chef des services de renseignements saoudien, le prince Miqrin ben Abdel Aziz. Cette visite avait été perçue par le camp de M. Maliki comme une nouvelle ingérence dans les affaires intérieures irakiennes. En dépit de la position officielle de Riyad, des religieux saoudiens ont

longtemps soutenu la rébellion sunnite en Irak. « Le roi voulait simplement le rencontrer pour connaître son point de vue », précise le conseiller saoudien.

Le royaume a apprécié la relative ouverture dont a fait preuve M. Allaoui vis-à-vis des sunnites au cours de la campagne législative. Au contraire de M. Maliki qui dénonce depuis plusieurs mois les liens supposés entre les anciens membres sunnites du parti Baas, chassés du pouvoir après la chute de Saddam Hussein, et les groupes djihadistes qui ont multiplié les attentats pendant la même période. Des dizaines de candidats sunnites avaient été écartés du scrutin du fait de leurs liens avec l'ancien parti Baas. Cela avait été perçu à Riyad comme une volonté de marginaliser les sunnites irakiens.

Les Saoudiens ne sont d'ailleurs pas les seuls à entretenir des relations délicates avec M. Maliki. Il en va de même pour la Syrie, qui vient justement de normaliser ses relations avec le royaume saoudien après une longue brouille. ■

Gilles Paris

Iraq's master of political survival

BAGHDAD

Once a U.S. ally, Chalabi rises again at the head of a Shiite movement

BY TIM ARANGO

"I did more than anyone else in persuading the U.S. to get rid of Saddam," says Ahmad Chalabi, sitting in the dark next to his empty swimming pool.

Soon the American troops who did so will be gone. Mr. Chalabi, as perplexing and contentious as he was in the time leading up to the war, will stay behind, perhaps finally with an official grasp on power in Iraq that has always eluded him.

He was a candidate in the recent elections, and his alliance of Shiite parties with ties to the radical cleric Moktada al-Sadr is running third in the balloting. He could well claim a seat in Parliament — something he famously did not accomplish in the last parliamentary election in 2005, when his party, the Iraqi National Congress, received just 30,000 votes of 12 million.

His electoral prospects aside, Mr. Chalabi, at 65, has improbably — and controversially — reinserted himself in Iraqi politics. His role before the parliamentary elections in disqualifying nearly 500 candidates with ties to Saddam Hussein's Baath Party helped raise fears about a rigged election as well as worries of disenfranchisement among Sunni Arabs, who are a minority here but were politically ascendant under Saddam Hussein's dictatorship.

"Baathism in Iraq equals Nazism in Germany," he says.

When he appeared recently at the government election commission, amid a ballot counting process that was becoming more opaque by the day, he stoked conspiracy fears of political meddling among a populace prone to believe them — even though political parties have a right to have representatives present, and Western diplomats have said that nothing sinister was afoot with Mr. Chalabi's appearance.

It has been six years since Mr. Chalabi was the guest of President George W. Bush at the State of the Union address in Washington. Five months after that, his home was raided by the Americans, who suspected him of spying for Iran. Then the sectarian war began and tens of thousands of Iraqis died.

In decades of exile in London, he



Ahmad Chalabi at his compound in Baghdad. He has broken with some of his American allies but betrays no regrets for his role in making the case for war against Saddam Hussein.

made a fortune in banking and real estate, though not without the usual element of controversy; in 1992, he was convicted in absentia for bank fraud in Jordan. He did return to London during the bloody sectarian war in Iraq but says it has been more than a year since he has been there.

The fracture with the Americans happened long ago, but the animosity still simmers. In February, Gen. Raymond T. Odierno, the top American commander in Iraq, said Mr. Chalabi and his partner on the panel that disqualified the parliamentary candidates were "clearly influenced by Iran."

Hazim al-Nuaimi, a political science professor in Baghdad, said Mr. Chalabi "has very strange instincts for the winning hand in political poker. He felt the American role decreasing in the country and the Middle East and he went to play another winning set of cards, which is the Iranian cards."

Mr. Chalabi says he has had close relationships with both the United States and Iran, but he admitted that relations these days with Americans were "in abeyance." But he said he was still friends with two of his former neoconservative allies in the Bush administration: Paul D. Wolfowitz, the former deputy secretary of defense, and Richard N. Perle, who was chairman of the Defense Policy Board.

Mr. Chalabi will not discuss his political ambitions, but few here doubt that he wants to be prime minister. And despite his many incongruities — a former American ally now cozy with Iran; a secular Shiite, wealthy and educated at the Massachusetts Institute of Technology, now in lockstep with radical Islamist parties — he is skilled at maneuvering himself into a power broker's role, even if it is unclear how popular he is among ordinary Iraqis. The early results of this election tend to confirm that he has managed the feat again.

"Anyone who calls him over and done is always going to be wrong," said Aram Roston, an author who wrote a biography of Mr. Chalabi called "The Man Who Pushed America to War."

And while his allegiances seem constantly in flux, he can inspire deep loyalty. One of his closest advisers remains Francis Brooke, an American who met him in 1991 through C.I.A. connections

"He's a hero, Chalabi, because he uprooted the Baathists. Any Baathists he found, he tore them out of the government."

and lives in a house in Washington owned by Mr. Chalabi's political organization.

"He is a Machiavellian politician who

has no respect for any principle or any ideology," said Mr. Nuaimi. "Politics to him is just bargaining and deals."

Mr. Chalabi has been accused of political opportunism in forging his alliance with Shiite extremists, but he says that was not his intent. "Sectarian politics gets votes in Iraq," he said. "But sectarian government fails in Iraq."

The de-Baathification controversy, which caused an uproar both in the West and among Sunnis, was actually, say some Western diplomats now, a political masterstroke by Mr. Chalabi. It cemented his alliance with Shiites, tapping into their still-bubbling reservoir of resentment here toward the indignities of living under Saddam Hussein's dictatorship.

"He's a hero, Chalabi, because he uprooted the Baathists," said Ahmed Khalaf, 33, who works in a grocery store in Sadr City, a predominately Shiite

neighborhood of Baghdad. "Any Baathists he found, he tore them out of the government."

Another Sadr City resident, Abu Ahmed Hassan, 50, called Mr. Chalabi "beloved." He said: "The Americans hate him. The Jordanians arrested him. So he must be good." Underscoring the complexities of Mr. Chalabi's political character, it is easier to find an Iraqi to say something nice about him on the hardscrabble streets of Sadr City than it is in the halls of the Iraqi Hunting Club, a social club for Baghdad's elite in the wealthy Mansur district. It is near one of Mr. Chalabi's homes and served as a base of operations for him after the 2003 invasion. He also held events there during the recent campaign.

"If Ahmad Chalabi walked in here, you wouldn't see him because he would be surrounded by so many guards," said Abu Shakeen, 38, on a recent after-

noon.

"First, he's a businessman," he said. "He knows how to use politics for his own gain in business."

It is seven years since the American invasion, and Mr. Chalabi proudly takes credit for having helped craft the intellectual architecture that justified it. Of course, much — if not most — of that artifice crumbled, after intelligence about Iraq's weapons programs — much of it provided by Mr. Chalabi's Iraqi National Congress — proved to be entirely wrong.

He dismissed that simply: "The world is a safer place now, and the U.S. gave us the gift of democracy."

Anthony Shadid and Riyadh Mohammed contributed reporting.

INTERNATIONAL
Herald Tribune MARCH 20-21, 2010

Iran opposition seeks more aid in cyberwar with regime

Activists say hardware is needed to evade Web and satellite jamming

BY NAZILA FATHI

At a time when the United States is pressing for harsher sanctions against Iran for its nuclear program, democracy advocates in Iran have been celebrating the recent U.S. decision to lift sanctions on various online services, which they say only helped Tehran suppress the opposition.

But it is still a long way from the activists' goal of lifting all restrictions on trade in Internet services, which opposition leaders say is vital to maintaining the open communications that have underpinned the protests that erupted last summer after the disputed presidential election. In recent months the government has carried out cyberwarfare against the opposition, eliminating virtually all sources of independent news and information and shutting down social-networking services.

The sanctions against online services — provided through free software like Google Chat or Yahoo Messenger — were intended to restrict Iran's ability to develop nuclear technology, but democracy advocates say they ended up helping the government repress its people. "The policies were contradictory," said Ali Akbar Moussavi Khoini, a former member of Parliament who now lives in Washington, where he pressed for the change.

The new measure will enable users in Iran to download the latest circumven-

tion software to help defeat the government's efforts to block Web sites, and to stop relying on pirated copies that can be far more easily hacked by the government.

But the government's opponents say they need still more help in getting around the government's information roadblocks.

"The Islamic Republic is very efficient in limiting people's access to these sources, and Iranian people need major help," said Mehdi Yahyanejad, the founder of one of the largest Persian-language social networking Web sites, Balatarin, which is based in the United States. "We need some 50 percent of people to be able to access independent news sources other than the state-controlled media."

Web sites, social networking and satellite television became major sources of news and tools for organizing and mobilizing people. The opposition posted news about the demonstrations and videos of the security forces' use of violence against protesters. A video of her final moments turned Neda Agha Soltan, the 26-year-old woman who was shot by government forces, into an international symbol.

But the authorities came to realize the significance of the networking tools and began efforts to eliminate them. In December its "cyberarmy" attacked Twitter, which was a major communications tool for the opposition. The hackers redirected Twitter users to a page in English that read, "This page has been hacked by the Iranian cyberarmy."

In recent months the government slowed the Internet to a crawl, so that users were unable to perform the simplest operations, like opening Gmail

or Yahoo accounts. It has become impossible to post a video, and opposition Web sites have been blocked. The government has also jammed opposition and news satellite channels, including the Persian-language Voice of America television and BBC Persian, which were watched by millions.

The government has jailed many cyberexperts in recent months, char-

ging some with "waging war against God," potentially a capital crime, for sending political e-mail messages. This month, Parliament announced a \$500 million budget for cyberwarfare, the Fars news agency recently reported.

The opposition tried to fight back with software designed to circumvent the restrictions, but that became a losing battle after Internet service was slowed.

Opposition leaders say they would like to have access to Internet hardware — any products made by Cisco Systems, for example, are subject to sanctions — and high-speed satellite Internet service, which experts say is generally harder to jam than broadcasts.

That service is available from the American company Hughes Global Services, in Europe and the Middle East, and could be used by Iranians. But Payam Herischi, senior director at Hughes, said that the company was reluctant to allow its satellites to provide service to Iran until sanctions were lifted.

Iran, which has no communications satellites of its own, is dependent on foreign companies for broadcasting all its local channels as well as English, Persian and Arabic channels. Its jamming of BBC Persian and Voice of America violated international regulations.

Kurdish Alliance Gives Criteria For Forming A Coalition

RFE/RL Radio Free Europe

BAGHDAD -- A senior Iraqi Kurdish official says that upholding pluralism, democracy, and the constitution must be the main criteria for any postelection government coalition that wants to have the Kurdistan Alliance as a partner, RFE/RL's Radio Free Iraq reports.

Kawa Mahmud, the culture minister and spokesman for the Kurdish regional government (KRG), told RFE/RL on March 25 that a commitment to a democratic, federated Iraq and adherence to the constitution are the preconditions for the Kurdistan Alliance to enter into an agreement with other blocs in forming a new government.

The Kurdistan Alliance comprises the two major Kurdish parties: the Kurdistan Patriotic Union led by Iraqi President Jalal Talabani and the Kurdistan Democratic Party led by KRG President Masud Barzani.

In his comments, Mahmud denied that recognition of the disputed Kirkuk Province as part of the Kurdish region is a precondition for any deal with the other major factions.

But he said the Kurdistan Alliance does insist on implementing Article 140 of the constitution, which provides for eliminating the demographic changes caused by former Iraqi leader Saddam Hussein's "Arabization" drive in the oil-rich province. The alliance also wants a census -- and ultimately a referendum -- to determine the administrative status of Kirkuk.



The alliance of Kurdish parties lost seats in the latest election, but could play an important role in coalition-building.

Mahmud said that "the referendum may not necessarily result in declaring Kirkuk part of Iraqi Kurdistan, which itself is part of Iraq anyway."

He stressed that the Kurdistan Alliance will most likely remain a pivotal component in any ruling coalition and said the Kurdish bloc will serve as a force for stability.

In the recent vote, the Kurdistan Alliance won 43 seats in the 325-seat parliament. In the outgoing Iraqi parliament, Kurds held 58 seats, including 50 held by the Kurdistan Alliance. The other eight seats are held by smaller Kurdish factions.

AP Associated Press

Syrian Kurd shot by police during New Year

March 29, 2010 - By BASSEM MROUE - AP

BEIRUT—Syrian police opened fire at a group of Kurds celebrating their new year this month, killing at least one person despite signs that tensions were easing between the government and its restive Kurdish minority, human rights activists said Monday.

The shooting happened on March 21 when authorities in the northern town of Raqqah asked Kurds celebrating their New Year, or Nowruz, to replace their Kurdish flags with Syrian ones and images of President Bashar Assad, said the New-York based Human Rights Watch.

HRW said a fire truck sprayed the crowd with water after it refused to comply, prompting people to throw stones. Security forces then opened fire, Human Rights Watch said.

There was no comment from Syrian authorities who very rarely speak about security matters.

"Syrian officials need to find out why a New Year celebration turned into a tragedy," said Joe Stork, Middle East deputy director at Human Rights Watch. "Those responsible for ordering forces to fire at the crowd with live ammunition should be brought to justice."

About 1.5 million of Syria's 19 million population are Kurds. Syria's Kurdish minority has long complained of discrimination, saying many of them are denied citizenship, making it difficult for them to find work or enroll in the state-run education system.

Khalil Hassan of the Beirut-based Committee of Torture Victims in the Prisons of the Syrian Regime said he received reports of three dead, two men and a 15-year-old girl.

The bloodshed came one day after a small group of Kurds were allowed to celebrate the new year in a Damascus hall after being given a license by the state for the first time ever.

Some Kurds saw granting the license as a goodwill gesture by the government after years of persecution and neglect.

Getting a license to celebrate Nowruz was impossible years ago in the predominantly Arab country, where Kurds are not allowed to openly teach their language and dozens of Kurdish activists are reportedly jailed.

There have been a number of incidents involving Kurds in Syria in the past years, but the worst ethnic incident happened six years ago when bloody clashes between Syrian Kurds and security forces left at least 25 people dead and some 100 injured.

In Iraqi election, the victor is confusion

BAGHDAD

All sides are charging fraud in final tally, and no one has mandate

BY ROD NORDLAND

When the votes were all finally counted on Friday, Iraq's election left almost everything unresolved, from who would finally rule the country to whether American combat troops would be able to leave on schedule by August.

The former interim prime minister, Iyad Allawi, though a secular Shiite, galvanized Sunnis, who sat out Iraq's first national elections, and clawed his way back from political obscurity. But his wafer-thin edge of 91 to 89 over his nearest rival, the incumbent prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, falls far short of the majority of 163 of the 325 seats in Parliament that he needs to form a government.

Mr. Maliki immediately denounced the results as fraudulent and promised to call for a recount.

Almost all the losing parties have complained for the past several days about what they said were irregularities with both the vote and the drawn out count from the March 7 election.

"We won't accept this result," he said angrily. He then raised a few eyebrows when he stressed his right as "commander in chief" to intervene in case of fraud.

Earlier in the vote-counting process, when he appeared to be in the lead, Mr. Maliki had rejected his opponents' claims of fraud.

The Iraqi High Electoral Commission dismissed all the complaints, saying it had already investigated them and found nothing serious enough to have altered the outcome. Nevertheless, candidates now have until Monday to appeal the results, which the losers looked likely to do.

A jubilant Mr. Allawi said he would work with any group that was willing to join him in forming a government. "We will not exclude anyone," he said. "Our coalition is open to all."

But even with the best of intentions, assembling that coalition will take at least until July, possibly longer, Iraqi political experts said, and Mr. Allawi will have to overcome deep-seated enmity from the other two biggest vote-getting blocs, the Kurds and the Iraqi National Alliance, a Shiite party that includes the followers of the anti-American cleric, Moqtada al-Sadr.



Supporters of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki protested in Baghdad on Friday. He denounced the results of the election as fraudulent and promised to call for a recount.

The Kurds in northern Iraq were angered at his success in winning over voters in oil-rich Kirkuk, which they had hoped to control, and vowed to reject the results in Kirkuk altogether. The Sadrists see Mr. Allawi as a puppet of the Americans, who first appointed him as prime minister during their formal occupation of the country.

The March 7 elections were full of hope for an end to sectarian politics and the first peaceful transition of power under Iraq's own constitution since the days of the monarchy in the 1950s. They did indeed shatter the sectarian political template that brought Mr. Maliki to power in the country's first elections in 2005, when an alliance of Shiite parties steam-rolled all opponents — particularly because Iraq's minority Sunnis boycotted the polls.

This time, the prime minister and the main part of his Dawa Party broke with the Shiite alliance, standing on his own as the State of Law Party. That left the country's largest Shiite party, the Supreme Islamic Council of Iraq, running on its own, and it fared so poorly that Moqtada al-Sadr's radical followers — who had only recently renounced armed resistance — became the dominant Shiite political force.

Mr. Allawi's rise was even more startling, with many observers writing him off entirely until late in the campaign. In the 2005 elections, when he was the American-appointed incumbent, his bloc won only 25 seats.

This time, well-financed and highly organized, Mr. Allawi's Iraqiya list forged alliances with two prominent Sunni politicians, Salih al-Mutlaq and Tariq al-Hashemi. He also appealed to secular voters. His opponents derided him as a stalking horse for loyalists of the Baathist Party, Saddam Hussein's old party, and accused him of being heavily financed by Saudi Arabia.

Mr. Allawi in turn accused Iran of meddling in Iraq's affairs on behalf of Mr. Maliki and the more hard-line Shiite followers of the Iraqi National Alliance. Early in the campaign, Iranian diplomats made no secret of their efforts to persuade the prime minister to join the

Earlier in the vote counting, when he appeared to be in the lead, Mr. Maliki had rejected his opponents' claims of fraud.

other Shiite groupings. But his many Shiite enemies refused to guarantee him the post of prime minister if their alliance won, so he ran on his own.

Among the biggest winners was Moqtada al-Sadr himself, a cleric who has not been seen in Iraq for some time and is believed to be hiding in Iran. His followers seem quite likely to have won nearly as many seats as the Kurds, who took 43, and far more than the more moderate ISCI party that previously

dominated Shiite politics. Mr. Sadr's extremist followers are blamed for many of the worst excesses during the sectarian warfare from 2006 to 2008.

The biggest setbacks went to Kurds, who enjoyed strong relations with the Americans and past governments, but now saw their strength in Parliament diminished greatly.

With the Sadrists potentially in the position of kingmakers, the end of sectarianism in Iraqi politics may still prove elusive.

Although Mr. Allawi is a secular Shiite, he became identified as the Sun-

nis' candidate. Kept from power, many of the Sunnis who turned to him and away from supporting Sunni insurgents may become disenchanted — especially after Shiite officials managed to disqualify scores of Mr. Allawi's candidates on the grounds that they were former Baathists.

The position of prime minister will be hashed out in a process that even the American military and diplomats say will take until July, leaving Mr. Maliki as a caretaker leader at least until then. In 2005, with a far less-complex division of the electoral spoils, it took more than

five months to form a government, contributing to the political instability that helped provoke the sectarian conflict that began less than a year later.

A protracted period of uncertainty and a vacuum of leadership now may prove particularly dangerous as American troops draw down.

President Barack Obama has promised that all combat troops will withdraw from Iraq by August, leaving 50,000 trainers and support troops until the end of 2011. There are about 93,000 American troops in Iraq now, down from a 2009 peak of 165,000.

Herald ^{INTERNATIONAL} Tribune MARCH 24, 2010

Turkey presses constitutional changes

ISTANBUL

BY SEBNEM ARSU

Prime Minister Tayyip Erdogan told Turkey's staunchly secular judiciary on Tuesday that they should stay out of the political debate about proposed constitutional changes that would make it harder to ban political parties and easier to prosecute military officials in civilian courts.

The proposed changes, offered Monday by the governing Justice and Development Party, largely focus on the judiciary and the military, which are still the strongest pillars of the secular state establishment and which remain suspicious of the government's conservative, religious politics.

Senior judicial bodies on Tuesday called the proposals unlawful and a direct challenge to the independence of the judiciary.

But Mr. Erdogan said the changes were all derived from international practices and were aimed at improving democracy. "Some members of the senior judiciary who take every opportunity to take sides in political discussions, and speak like politicians, but not judges, should themselves respect the separation of powers," Mr. Erdogan said.

The amendments call for major structural changes on the Constitutional Court and the Supreme Council of Judges and Prosecutors, both strongholds of the secular state. The proposals would create stronger government and presidential oversight of their functions.

Both bodies have been critical of the governing party's roots in political Islam and complained about the government's infringing on the judiciary, especially in a sweeping, continuing case focused on allegations about a coup against the party. Critics say the case is a government witch hunt against opponents.

Mustafa Birden, chairman of the Council of State, a senior judicial body, criticized the constitutional reform package at a televised news conference Tuesday and warned against political interference in the justice system.

"The constitutional change that would affect the law of present and future generations is short of meeting social con-



MUSTAFA OZER/AGENCE FRANCE PRESSE

Protesters held signs reading "Never again" at a rally in Istanbul against coups.

sensus and expectations in terms of its preparation and timing," Mr. Birden said. "It takes the independence of judiciary backward from where it stands today."

The Justice and Development Party is meeting with political parties and civil organizations to gather support for the changes, which are scheduled for a vote before the end of March.

The party has long promised to replace the 1982 Constitution, drafted under the auspices of the military after a coup in 1980. But the party has so far failed to win enough support, given widespread mistrust of its motivations in the secular establishment.

With the revelations about the alleged 2003 coup plot, which was never carried out, the party seemed to sense a new opening.

"Our objective with these changes is not to strengthen our government," Cemil Cicek, the deputy prime minister, said at a televised news conference. "The aim of these constitutional amendments is to establish people's sovereignty in every field and strengthen the rule of the people."

One of the most important changes, and one that may gain some support, would make it harder for the Constitutional Court to ban political parties for undermining secularism and the unity of the country. The court threatened the

Justice and Development Party with such a ban in 2008 and it has banned at least 25 parties over the years.

The governing party also wants the president empowered to appoint most of the judges on the Constitutional Court, which would be restructured to limit its powers.

Hasan Gercek, head of the Supreme Appeals Court, said the package of changes contradicted the Constitution and undermined judicial independence and the separation of powers. "The suggested changes mean more than besieging the judiciary," he said. "It's capturing the judiciary as a whole."

The governing party also proposed more government oversight of the Supreme Board of Judges and Prosecutors, a body within the judiciary that appoints court officials. The board has criticized the governing party for interfering in the judiciary, particularly regarding the trial of the suspected coup plotters.

As part of the continuing investigation, 10 more people were detained Monday in six cities, joining hundreds of others, including academics, intellectuals and military officers, indicted in the case since 2008. The reform package also would permit the prosecutions of former generals who took part in the military coup in 1980, annulling a clause that granted immunity.

Le gouvernement turc ouvre la voie à une réforme de la Constitution attendue par l'Union européenne

Le projet, qui limite l'influence des militaires, pourrait être soumis à un référendum

Istanbul
Correspondance

Attendue de longue date par la Commission européenne, la réforme de la Constitution turque, héritée de la junte militaire de 1980, était devenue un serpent de mer depuis la réélection du parti islamo-conservateur (AKP) de Recep Tayyip Erdogan, en 2007. Le gouvernement turca finalement rendu public, lundi 22 mars, un projet de révision de 26 articles destiné à mettre le pays « en conformité avec les normes européennes », selon le vice-premier ministre, Cemil Çiçek.

« La Turquie ne peut pas avancer. Des changements sont nécessaires », a fait valoir le bras droit de M. Erdogan. Le projet, s'il est adopté par les députés, réduira nettement les possibilités d'intervention des militaires dans la gestion des institutions: le système de nomination du Haut Conseil des juges et des procureurs (HSYK) sera entièrement réformé, se rapprochant des modèles européens. Les possibilités de traduire en jus-

stice des soldats en exercice seront étendues et la dissolution des partis politiques ne sera plus possible sans l'assentiment du Parlement.

L'opposition à l'AKP s'est immédiatement mobilisée. Le leader du parti kémaliste CHP (Parti républicain du peuple), Deniz Baykal, a dénoncé, mardi, une réforme « guidée par la peur d'une fermeture ». L'AKP avait frôlé la dissolution, en 2008, après un procès lancé par des magistrats réputés proches de l'armée, qui lui reprochaient d'avoir tenté d'autoriser le port du voile à l'université.

Tensions avec l'armée

Les juges du Conseil d'Etat, dont le pouvoir exorbitant est menacé par ce projet, se sont élevés contre les articles qui représenteraient « un pas en arrière pour l'indépendance de la justice », selon le président de la Haute Cour, Mustafa Birden. « Il touchera à la séparation des pouvoirs et à la structure légale de l'Etat », craint-il.

Cette offensive du gouvernement intervient dans une période de tensions avec l'armée et les ins-

titutions judiciaires, qui accusent M. Erdogan de vouloir les mettre au pas.

Au cours d'une conférence de presse le 13 mars à Istanbul, le ministre de la justice, Sadullah Ergin, s'est pourtant défendu d'un tel objectif. « Ce qui est perçu comme un affrontement entre le gouvernement et la justice est en réalité une résistance aux réformes européennes », a-t-il assuré. « En Turquie, a-t-il dit, la justice a souvent outrepassé son rôle en créant de nouvelles règles et en empiétant sur le pouvoir du Parlement. Nous essayons d'établir une séparation des pouvoirs, de renforcer l'indépendance de la justice sans esprit partisan. »

De fait, les juges se sont régulièrement érigés en opposants à l'actuel gouvernement et demeurent intouchables selon l'actuelle Constitution turque. Les sept membres du HSYK sont nommés par les présidents des plus hautes cours du pays, ce qui crée « un étroit système de cooptation », selon M. Ergin. Avec la réforme proposée, un tiers des 21 membres du Conseil de la magistrature sera nommé par le

Parlement ou par le président de la République, comme c'est le cas dans la plupart des pays européens. Le reste demeurera de la compétence des juges eux-mêmes.

Mais « il faut s'attendre à voir le camp laïque jeter toutes ses forces dans la bataille pour empêcher cette tentative de réforme et défendre en fait les positions les plus solides qu'il conserve dans le système mis en place, à l'origine, par la Constitution de 1982 », estime le juriste Jean Marcou, directeur de l'Observatoire de la vie politique turque.

Cette révision de la Constitution, qui pourrait également renforcer le droit syndical et autoriser des poursuites contre des responsables du coup d'Etat de 1980, reste un premier pas. Pour entrer en vigueur, elle devra être adoptée par deux tiers des députés, soit 367, mais le parti au pouvoir ne dispose que de 337 sièges.

En cas d'échec probable devant le Parlement, le gouvernement a annoncé son intention de soumettre la réforme à référendum avant l'été. ■

Guillaume Perrier

La Libre.be

25 Mars 2010

REMISE EN LIBERTÉ DE SIX PROCHES DU PKK

BRUXELLES - (AFP)

Un tribunal belge a remis jeudi en liberté conditionnelle six proches du parti indépendantiste kurde PKK, dont deux anciens députés au Parlement turc, qui restent toutefois inculpés dans un dossier de terrorisme, a indiqué le parquet fédéral belge.

Interpellées début mars dans les milieux kurdes actifs en Belgique, huit personnes soupçonnées d'avoir participé à une filière de recrutement de volontaires pour grossir les rangs des combattants du PKK, avaient été inculpées de "participation aux activités d'un groupe terroriste" et placées en détention préventive.

Jeudi, la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles a ordonné la remise en liberté de six d'entre elles, dont deux chefs de file du PKK en Europe, Zubeyir Aydar et Remzi Kartal, anciens députés au Parlement turc,



selon la porte-parole du parquet fédéral, Lieve Pellens.

La juridiction d'instruction estime qu'il existe des "indices sérieux de culpabilité" et que ces personnes représentent un "danger pour la sécurité" publique, mais juge que "les conditions légales pour prolonger leur détention ne sont pas remplies", selon Mme Pellens.

Les six Kurdes doivent retrouver la liberté d'ici à la fin de la journée, a précisé la porte-parole.

Deux autres personnes arrêtées début mars dans cette affaire restent en revanche en détention préventive, l'une à Charleroi (sud) et l'autre à Bruxelles, parce qu'elles n'avaient pas introduit de recours contre leur privation de liberté, selon Mme Pellens.

Ces arrestations avaient été dénoncées par les milieux kurdes, qui reprochent à la Belgique d'avoir cédé aux injonctions de la Turquie, ce que les responsables belges ont réfuté. "La Belgique a clairement choisi son camp dans le conflit entre Turcs et Kurdes. Nous ne pouvons pas oublier qu'il y a aussi eu deux parlementaires arrêtés. Cela illustre clairement un abus de la loi belge sur le terrorisme", a déclaré jeudi l'avocat d'un des Kurdes, Raf Jespers.

Le parquet fédéral souligne de son côté que l'enquête continue et espère qu'un procès aura lieu devant le tribunal correctionnel, selon Mme Pellens.

En Turquie, Angela Merkel défend l'idée d'un partenariat privilégié avec l'Europe

Le premier ministre turc, qui plaide en faveur d'une adhésion à l'UE, sera prochainement en France

Berlin, Istanbul
Correspondants

C'est une visite aux désaccords prévisibles. En déplacement officiel en Turquie, lundi 29 et mardi 30 mars, pour la première fois depuis 2006, Angela Merkel va défendre une nouvelle fois sa proposition d'un partenariat privilégié comme alternative à une adhésion de ce pays à l'Union européenne (UE).

La chancelière allemande l'a redit sans détours à plusieurs médias avant son arrivée, irritant profondément les responsables turcs. « Cette option d'un partenariat privilégié n'existe nulle part dans les textes européens. Quand nous avons signé l'ouverture des négociations, le 17 décembre 2004, nous avons pris date pour une adhésion, pas pour un partenariat », a rétorqué le ministre turc des affaires européennes et négociateur en chef avec l'Union européenne, Egemen Bagis, devant des journalistes, samedi, à Istanbul.

Le voyage de la chancelière intervient alors que le gouvernement turc tente de rouvrir l'un des principaux volets de ses négociations d'adhésion. Le parti conservateur au pouvoir (AKP) s'est lancé dans une réforme délicate de la Constitution pour la mettre en conformité avec les canons européens. Le système judiciaire, sous tutelle militaire, devrait être largement renoué et la Turquie espère le soutien de l'UE dans cette entreprise.

Dans une dizaine de jours, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, devrait se rendre à Paris, sa première visite depuis l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, sur fond

« Cette option d'un partenariat privilégié n'existe nulle part dans les textes européens »

Egemen Bagis
ministre turc
des affaires européennes

de relations bilatérales tendues. La France est l'autre pays européen à défendre l'idée d'un « partenariat privilégié » entre la Turquie et l'UE.

L'entourage de la chancelière tente de minimiser l'importance du dossier européen dans ce déplacement. « La question de l'adhésion ne se pose pas maintenant », souligne-t-on. M^{me} Merkel doit tenir compte de l'avis de ses partenaires de coalition, les libéraux du FDP, davantage favorables à une entrée de la Turquie dans l'Europe. Lors d'un voyage à Ankara en janvier, le ministre des affaires étrangères, Guido Westerwelle (FDP), avait semblé soutenir cette option, ce qui lui avait valu les attaques des conservateurs bavarois de la CSU, résolument hostiles à l'idée d'une adhésion.

Le FDP avait obtenu des unions chrétiennes CDU-CSU une formu-

le de compromis dans le contrat de coalition signé en octobre 2009 : « Les négociations débutées en 2005 avec l'objectif d'une adhésion sont un processus avec une issue ouverte, qui ne justifie aucun automatisme. »

Le patronat allemand est sur la même ligne : « L'économie allemande invite à une discussion dépourvue d'émotion à propos des négociations d'adhésion de la Turquie », a déclaré le directeur de la Fédération de l'industrie allemande, Werner Schnappauf, au quotidien *Handelsblatt*. Ces dernières années, les entreprises allemandes n'ont cessé d'intensifier leurs relations commerciales avec la Turquie, et une importante délégation économique accompagne la chancelière.

Autre source de contentieux entre Berlin et Ankara, l'intégra-

Processus d'adhésion

Les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE) ont été officiellement ouvertes en octobre 2005. Elles ont abordé jusqu'à présent 12 des 35 chapitres.

Gel des négociations

Huit chapitres sont gelés du fait de la non-reconnaissance par Ankara de la République de Chypre, membre de l'UE. Paris s'oppose par ailleurs à l'ouverture de chapitres qui présupposent une adhésion : l'euro, l'agriculture, le budget, les institutions et la politique régionale.

tion des 3 millions de Turcs d'Allemagne. L'appel lancé une nouvelle fois par M. Erdogan en faveur de l'ouverture de lycées turcs en Allemagne a été perçu comme une provocation outre-Rhin.

« En Turquie, nous avons des lycées allemands. Pourquoi ne pourrait-il pas y avoir de lycée turc en Allemagne ? », a-t-il demandé à la veille de l'arrivée de M^{me} Merkel. La chancelière a rejeté cette idée, soulignant l'importance de l'apprentissage de la langue allemande et du respect des lois allemandes. « Des écoles particulières pour les migrants ne feraient que paralyser l'intégration », a résumé le député CDU Wolfgang Bosbach.

Même les représentants des Turcs en Allemagne ont critiqué les propos de M. Erdogan. Régulièrement, des études soulignent le taux d'échec scolaire élevé des migrants turcs. Sous l'égide de M^{me} Merkel, un plan d'intégration avait été adopté en juillet 2007. La présence aux côtés de la chancelière en Turquie de la responsable gouvernementale pour les questions d'intégration, Maria Böhmer, montre l'importance qu'accorde Berlin à ce sujet.

Il y a deux ans, lors d'un voyage du premier ministre turc en Allemagne, le sujet avait suscité des tensions entre les deux pays. M. Erdogan avait exhorté les Turcs à ne pas se laisser assimiler, suscitant un tollé dans la droite allemande. ■

Cécile Calla et
Guillaume Périer

Courrier 29 mars 2010

IRAK: Un prochain gouvernement difficile à former

« **T**yad Allaoui, leader du Bloc irakien qui a remporté les législatives du 7 mars, a ouvert, le 27 mars, les discussions pour former une coalition gouvernementale avec l'ensemble des forces politiques », rapporte Asharq Al-Awsat. Les négociations s'annoncent difficiles, car le Premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki, dont la liste arrive en deuxième place, affirme être à même de former un gouvernement en s'alliant avec des listes indépendantes, totalisant ainsi le plus grand nombre de sièges. « Des

négociations également risquées, affirme pour sa part Mohammed Allaoui, issu du Bloc irakien et chargé des discussions avec les autres partis. Selon lui, Iyad Allaoui, qui est issu de la communauté chiite, a gagné la confiance des Irakiens et notamment le vote des sunnites car il mène une liste laïque représentant tous les Irakiens et rejetant un partage du pouvoir sur une base confessionnelle. Il serait dangereux de former une coalition gouvernementale chiite ne tenant pas compte du choix du peuple et marginalisant le

vote des sunnites. »

Selon les résultats officiels, annoncés le 26 mars, sur les 325 sièges du Parlement, le Bloc irakien en a obtenu 91, devançant ainsi de peu la liste Etat de droit, qui a décroché 89 sièges. L'Alliance nationale irakienne, qui regroupe des partis chiites, a remporté 70 sièges et le parti représentant les Kurdes, Kurdistania, en a obtenu 43.



President Barzani, General Odierno Discuss Merging of Peshmerga Forces

Salahaddin, Kurdistan Region, Iraq (KRP.org) – Kurdistan Region President Masoud Barzani received General Raymond Odierno, the Commanding General of the United States Forces-Iraq to discuss a number of issues of mutual interest including post-election challenges, the situation in Ninawa province, and the merging of the Peshmerga forces.

General Odierno congratulated the people of the Kurdistan Region for their large turnout in this month's election, and commended the KRG security forces for succeeding in providing a secure environment on election day.

President Barzani again criticized the unfair seat allocation mechanism followed for this election saying that "although the electoral lists from the Kurdistan Region obtained almost as many popular votes as the top vote-getters, they were granted far few seats," adding that for a parliamentary seat, candidates in the Kurdistan Region needed almost twice as many votes as candidates in the rest of Iraq.

The President continued by saying that this is a temporary arrangement until a proper census is held and added that he will not waiver in his efforts to ensure the success of the political process in Iraq. He also said that he believes that no blocs should be marginalized or sidelined from the political process.

President Barzani and General Odierno also discussed the situation in the Ninawa province including recent tensions in the disputed areas in this province. The UN Assistance Mission in Iraq (UNAMI) is working on a plan to bring the parties together and help move forward on the issues of power-sharing at the Ninawa Provincial Council and protection of minorities in these areas as well as security cooperation between Iraqi Army and Peshmerga



Forces.

"We have had good cooperation from the KRG on implementing the joint-security architecture plan and we very much appreciate this," commented General Odierno. This plan initiated by the General himself, involved joint security patrols and checkpoints manned by forces from the Iraqi Army, the Peshmerga Forces and the US Military.

The ongoing efforts to merge the Peshmerga forces of the Kurdistan Region into one force was another topic in today's meeting.

"I am very serious about this issue and we very much welcome your assistance and encouragement to help us merge the Peshmerga forces. We are determined to complete the unification by the end of this year," said the President.

For his part, general Odierno said that the US military would continue in its efforts to help with the process of merging the Peshmerga forces especially in the areas of training and equipment.



President Barzani, Ayad Allawi Consult in Wake of Elections

Salahaddin, Kurdistan Region, Iraq (KRP.org) – Kurdistan Region President Masoud Barzani today received Ayad Allawi, leader of the Iraqi National Accord and head of the Al-Iraqia slate which participated in last week's general election.

Today's meeting focused on the general election of 7 March, which both leaders described as being successful overall.

Following their meeting, President Barzani said that his meeting with Mr. Allawi was aimed at exchanging views on the election process and to consult on the formation of the new government in Baghdad .

"In general, our assessment is that these were successful elections and we hope that the results will be in the interest of the Iraqi people," said the President in response to a question from a journalist.

Dr. Ayad Allawi also said that it's too early to talk about alliances and added "We are now consulting for the sake of stability in the country. We are in constant dialogue with the leaderships in Kurdistan as I am with my brother and friend, the President of the Kurdistan Region. We share many views on what should happen in



Iraq . Of course we are awaiting the results of the elections and we are in constant dialogue with other parties in order to reach common visions in terms of the wide cooperation between political forces."



SHOCKING NEWS ON A HAPPY KURDISH DAY IN SYRIA

How a report of shootings cast a shadow over Kurdish New Year celebrations.

By an IWPR-trained reporter (SB No. 98, 29-Mar-10)

I felt the cool breezes of that beautiful, sunny morning brushing gently against my face. From the back of a pickup truck, I joined hordes of Syrian Kurdish families driving towards a small village not far from the northeastern Syrian town of Qamishli.

Women and children wore colourful, traditional dresses. Some waved Kurdish national flags. We were all longing to celebrate the festival that symbolises the coming of spring and the renewal of life.

On March 21 every year, like Iranians, Kurds celebrate Nowruz, which marks the start of the Persian New Year.

Typically, on this occasion, people set up tents in the country and spend the day dancing, singing, barbecuing and drinking tea.

But for Syrian Kurds, who constitute more than ten per cent of the population, the celebration of Nowruz has sometimes been marred by skirmishes between revellers and security forces. Police patrol the streets in Kurdish cities to confiscate flags and posters.

There was no reason for this year to be different. In the clear blue sky of that morning, there was no forewarning of what was to unfold.

I was enjoying the simple pleasure of lying on the grass surrounded by flowers and children running around happily.

Suddenly, a phone call from a friend jolted me back to reality. "They fired at the crowds," he said. I dropped the narghile (hubble bubble pipe) that I was about to smoke and fell into a state of meditation over the sad fate of my people.

I later heard reports that a young Kurdish man and a girl had been shot dead by police in the town of al-Raqqa. Dozens were said to have been injured.

Eyewitnesses said the incident started when local authorities ordered the organisers of Nowruz festivities there to remove Kurdish flags and posters of Kurdish leaders from the stage, according to local human rights groups.

Revellers, who considered the order a provocation, are said to have engaged in an argument and a stone fight with local Baath party officials. Anti-riot forces reportedly reacted quickly, firing live rounds and teargas at the crowd.

Muhammed Omar Haydar, 18, reportedly died from his wounds at a hospital in Aleppo. A girl was also said to have been killed but little is known about her because officials have imposed an information blackout about the incident.

Another young man, Mohammad Khali, is believed to have gone missing following the incident.

There was no official statement about the shooting. IWPR asked the Syrian embassy in London and the official news agency SANA in Damascus for comment but none was forthcoming.

New York-based Human Rights Watch called on the Syrian authorities to investigate the allegation that security forces



fired into the crowd.

"Syrian officials need to find out why a New Year celebration turned into a tragedy," said Joe Stork, Middle East deputy director at Human Rights Watch. "Those responsible for ordering forces to fire at the crowd with live ammunition should be brought to justice."

This year, there had been assurances from officials that Nowruz festivities would be tolerated in the Kurdish parts of the country. The alleged violent incident at Raqqa was an isolated one but it still shows a side of the cultural and political repression that Kurds suffer in Syria.

The Kurdish language is not recognised and is banned from being taught in schools. Many Kurds are denied Syrian nationality even if they were born and live in the country.

In recent months, several Kurdish intellectuals and political figures have been detained for pro-democracy activities.

Because of the repression associated with it, we have become wary of the Nowruz season, which is otherwise supposed to symbolise new beginnings and happiness.

In 2008, three young Kurds were shot by the police in Qamishli as they took part in the ancient tradition of dancing through fire at Nowruz.

In March 2004, several Kurds were killed in days of clashes with the police following an incident at a football stadium between Kurdish and Arab supporters.

It was also in March that the former Iraqi dictator Saddam Hussein in 1988 used chemical weapons to attack the Kurdish town of Halabja in Iraq, killing thousands of Kurds.

Later that month in Syria, on the day of Nowruz, a Syrian Kurd, Sulaiman Adi, was shot by the presidential guards after he and other Kurds staged a sit-in in front of the presidential palace.

Adi is regarded today as the "martyr of Nowruz".

Lying on the grass, I was too upset to join with my friends and family as they engaged in folk dancing. Most did not know about the alleged incident in Raqqa. The Kurdish organisers of the party thought it was better not to break the news for fear of provoking mass panic.

As the day of festivities ended in the village, I returned home dejected. It struck me that every time Syrian Kurds mark this renewal with joy and dance, they are faced with a tragedy.

Small Kurdish party OKs reforms, BDP drops out

TODAY'S ZAMAN

A lesser-known pro-Kurdish Rights and Freedoms Party (HAK-PAR) endorsed proposed constitutional amendments despite their limitations while the leading pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) withdrew its earlier support after the jailed leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization said the changes are not enough.

HAK-PAR leader Bayram Bozyel told Today's Zaman on Sunday that Turkey needs a new constitution that is based on the pluralistic ethnic structure of the country. He said the government offer will be valuable despite the fact that the draft package does not fully meet Turkey's needs.

"Such a reform can make it easier to make changes in the future. This is why we support it," Bozyel said. HAK-PAR is known for supporting a federal solution to Turkey's long-running Kurdish problem.

The BDP, on the other hand, has taken a more hard-line approach to the reforms after PKK leader Abdullah Öcalan, who is currently serving a lifetime prison sentence, told his lawyers last week that the constitutional reform package is full of inconsistencies.

Describing the goal of the reforms as a "judicial conspiracy," Öcalan said, "I am saying no to the judicial conspi-

racy but yes to a democratic constitution." According to PKK-affiliated media organizations, Öcalan reportedly asked the BDP to form a strong front against the constitutional amendments if conditions raised by the BDP are not met. Political observers in the Turkish capital have noted that Öcalan's declaration has spurred the BDP to toughen its stance, effectively positioning the party against the government.

The BDP, which has set a number of conditions for support, is now working on its own draft constitutional amendments. BDP Siirt deputy Osman Özçelik criticized the government by saying that "the Justice and Development Party [AK Party] is trying to control the judiciary." Speaking to Today's Zaman via phone on Sunday, he criticized the 10 percent election threshold and said the ruling AK Party is demanding democratization only for itself while neglecting the demands of other segments of society. Most changes the BDP is asking for do not require constitutional amendments and can be secured through legislative changes. For example, the relevant parliamentary commission passed a bill seeking to allow political campaigns to be conducted in languages other than Turkish last week. The government also signaled that it might push for changes that will ease rules on Treasury contributions to political parties.

The government is, however, keen to maintain the national election thresh-



hold on the grounds that lowering the ratio would lead to a fractured political system, putting stability at risk. It also opposes some changes to the Counterterrorism Law, fearing Öcalan might benefit from the changes.

The government, already criticized by the two largest opposition parties for siding with the pro-Kurdish BDP on the democratization initiative, seems to be less alarmed by the BDP's move. The BDP's opposition might even give the government a political cover to deflect anger from its own voter base.

Özçelik said even a single step toward democratization is important, adding that he has serious concerns about the reform package, especially parts dealing with the higher judiciary. "Our door is open for discussion on constitutional reform, but the door of the government is closed. We suspect the AK Party is unable to internalize democracy. We will bring these concerns to the public," he said.

Ankara hosts Kurdish leaders, solidifies dialogue with the region

TODAY'S ZAMAN

Nechervan Barzani, co-chairman of the Kurdistan Democratic Party, was received by Foreign Minister Ahmet Davutoğlu on Tuesday in Istanbul.

During the meeting Davutoğlu stressed how important the positive atmosphere between Turkey and northern Iraq is and also underlined the significance for Turkey of a swift government formation in Iraq. Barzani's visit was mainly to boost economic relations between Turkey and northern Iraq, during which he also met Turkish businessmen and asked them to invest in the region.



The meeting comes at a time when the winner of the general elections by a narrow margin, İyad Allawi, is looking for partners to form a coalition government to rule the country. Shiites and

Kurds are the likely kingmakers given the disputes between Allawi and the incumbent Prime Minister Nouri-al Maliki who was left second by two seats after the former.

Barzani, who is also the former prime minister of the region, is seen as the next leader of the Kurdish authority in northern Iraq. His visit to Turkey was long expected following the normalization of relations between Turkey and northern Iraq. On Jan. 26, the Iraqi Cabinet approved the opening of a Turkish consulate general in Arbil, the de facto capital of the semi-autonomous region.

En Irak, Iyad Allaoui remporte les élections législatives

Distancé de peu, le premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki, tente de bâtir une coalition pour rester au pouvoir

Le Caire

Envoyé spécial

Visiblement déçu et en colère, le premier ministre irakien sortant, Nouri Al-Maliki, a refusé, vendredi soir 26 mars, à Bagdad, de reconnaître sa défaite aux élections législatives du 7 mars. Fort des 89 sièges remportés par sa liste de l'Alliance pour un Etat de droit, contre 91 pour le Bloc irakien d'Iyad Allaoui, le chef du gouvernement sortant s'en est pris à la commission électorale indépendante, l'accusant de n'avoir tenu « aucun compte » de sa demande officielle de recomptage manuel des 12 millions de votes déposés dans les urnes. « Je n'accepterai pas ces résultats », a-t-il dit après leur annonce officielle.

Nommée par le Parlement, et soutenue à la fois par la mission locale de l'ONU et par les Etats-Unis, la commission n'a constaté « aucune fraude massive susceptible d'altérer notablement les résultats », et a rejeté la demande de M. Maliki. « L'opinion de l'ONU, a déclaré Ad Melkert, représentant des Nations unies, est que ces élections ont été crédibles. »

Le commandant des forces américaines en Irak, de même que l'ambassadeur de Washington à Bagdad ont réagi de manière similaire. Philip Crawley, porte-parole du département d'Etat américain, s'est félicité vendredi soir de cette « étape importante dans le développement démocratique du pays ».

M. Maliki a trois jours pour déposer un recours. Lundi soir 29 mars, les résultats doivent, en principe, être déclarés définitifs par la Cour suprême du pays. Selon la Constitution, approuvée par référendum en 2005, le chef de l'Etat, Jalal Talabani, devra alors convoquer la nouvelle Assemblée nationale dans les quinze jours. Mais les tractations pour la formation du prochain gouvernement ont déjà largement commencé.

De fait, si la liste de M. Allaoui est arrivée en tête du scrutin, et si



Des habitants de Bagdad célèbrent, vendredi 26 mars, la victoire de la liste conduite par Iyad Allaoui. REUTERS

le gagnant s'est immédiatement déclaré « prêt à travailler avec toutes les parties » pour former la prochaine coalition de gouvernement, rien ne garantit qu'il soit le premier à tenter sa chance. La Cour suprême a en effet précisé jeudi qu'il était possible à une liste de former avec d'autres partis une coalition majoritaire postélectorale.

En clair, précise Reidar Visser, chercheur à l'Institut norvégien des affaires internationales et expert reconnu des arcanes de la politique irakienne, si M. Maliki parvenait avant M. Allaoui à s'allier avec suffisamment de partis pour présenter une coalition de gouvernement comprenant au moins 163 députés sur les 325 que compte l'assemblée, c'est encore lui qui pourrait former le prochain cabinet.

M. Allaoui va essayer de s'adjoindre les trois partis kurdes, qui ont obtenu une cinquantaine de sièges

Une très légère avance pour le Bloc irakien

Le Bloc irakien d'Iyad Allaoui, ancien premier ministre, a obtenu 91 des 325 sièges en jeu. Il devance de peu l'Alliance pour l'Etat de droit de Nouri Al-Maliki, premier ministre sortant (89 sièges), et une coalition de partis religieux chiïtes, dont le Conseil suprême islamique d'Irak et le courant sadriste (70 sièges). La coalition kurde obtient, selon les sources, de 43 à 51 sièges. Comme pour les élections régionales de 2009, les élections

législatives de 2010 ont été marquées par un recul des formations religieuses. En 2005, lors des premières élections législatives démocratiques organisées après le renversement de Saddam Hussein, l'Alliance irakienne unifiée, composée notamment de partis chiïtes Dawaa et du Conseil suprême islamique d'Irak, avait remporté 140 des 275 sièges en jeu. La coalition kurde avait obtenu 75 sièges et la liste conduite par Iyad Allaoui 40 sièges. Ces élections avaient été boycottées par les responsables politiques sunnites

Cette compétition, qui pourrait durer de nombreux mois et augmenter un peu plus encore les très vives tensions politiques et communautaires en Irak, est donc désormais engagée entre les deux grands rivaux. Littéralement plébiscité par la minorité arabe sunnite du pays (24% de la population) et par des nationalistes chiïtes plus ou moins laïques, M. Allaoui, qui a développé une rhétorique anti-irakienne assez populaire durant sa

campagne, va d'abord essayer, à l'instar de M. Maliki, de s'adjoindre les trois partis kurdes qui ont obtenu une cinquantaine de sièges.

Il a également pris langue avec le courant dit « sadriste », dirigé par le jeune prêcheur chiïte religieux et radicalement anti-américain Moqtada Al-Sadr. Electoralement allié, sur pression iranienne, au Conseil suprême islamique formé à Téhéran en 1982 – grand perdant de cette élection avec 30 sièges

ges, soit moitié moins qu'auparavant –, le courant sadriste a créé une véritable surprise avec plus d'une quarantaine de mandats remportés (contre 30 dans l'assemblée sortante), grâce à une campagne de terrain efficace et disciplinée auprès des masses chiites déshéritées de Bagdad et du Sud irakien.

Naguère alliés au parti religieux Daawa de M. Maliki, les sadristes en veulent énormément au premier ministre sortant d'avoir envoyé l'armée, en 2008, écraser militairement leur milice – l'Armée du Mahdi – dans ses fiefs de Bassora et de Bagdad. Les combats meurtriers avaient pris fin grâce à l'entremise de l'Iran, qui souhaitait, et souhaite toujours, que le pouvoir irakien reste dominé par la majorité chiite du pays (59% de la population).

Tandis que M. Allaoui, qui a fait une tournée des principales capitales arabes sunnites de la région juste avant les élections (Arabie saoudite, Syrie, Liban, Egypte) veut que l'Irak « retrouve sa place et son rôle dans le monde arabe », M. Maliki, qui n'y a jamais été très bien vu, pourra sans doute compter, faute de mieux, sur les efforts de Téhéran en sa faveur. Dès vendredi soir, une délégation de sa liste était d'ailleurs en route pour l'Iran. ■

Patrice Claude

La victoire d'un nationaliste chiite laïque couvée par Washington

NÉ À BAGDAD il y a 64 ans, Iyad Allaoui est issu d'une famille chiite très prospère, qui a donné jadis plusieurs hauts responsables politiques à la monarchie irakienne renversée en 1958. Lui-même laïque, il fut, de 1961 à 1971, compagnon de route du futur dictateur Saddam Hussein et membre important du Parti Baas.

En rupture avec le parti unique instauré à Bagdad, Iyad Allaoui, devenu médecin, choisit l'exil fin 1971, d'abord vers le Liban puis à Londres, où il échappera miraculeusement, en 1979, à des tueurs envoyés par Bagdad. Laissé pour mort dans son appartement après avoir reçu deux coups de hache, il n'aura alors de cesse de renverser Saddam Hussein.

Il se rapproche de la CIA américaine et du MI 6 britannique, obtient des fonds et certains soutiens « techniques » grâce auxquels il fomentera, en 1996, un complot de l'intérieur réunissant plusieurs dizaines d'officiers supérieurs du régime. Décou-

verts, ses alliés seront exécutés. Sans abandonner complètement M. Allaoui, qui obtiendra le soutien discret de l'Arabie saoudite et de plusieurs monarchies du Golfe effrayées par l'aventurisme irakien, la CIA se tournera après cet échec vers l'un de ses proches parents par alliance, Ahmad Chalabi, alors banquier de son état, pour préparer le renversement du régime en 2003.

« Le petit Saddam »

Rentré en Irak dans le sillage des troupes américaines, à l'instar de MM. Chalabi, Nouri Al-Maliki, de son prédécesseur Ibrahim Jaffari et de bien d'autres politiciens irakiens exilés, M. Allaoui est nommé, par le proconsul américain de Bagdad Paul Bremer, chef du premier gouvernement intérimaire irakien en 2004. Il restera à la tête du pays moins d'un an et sera battu par ses rivaux chiites religieux lors des premières élections parlementaires de l'ère post-baassiste en 2005.

Durant ce mandat, marqué par une forte corruption des élites – son ministre de la défense, Hazem Al-Chaalan, parviendra à détourner près d'un milliard de dollars avant de s'enfuir à l'étranger –, M. Allaoui couvre de son autorité les deux offensives américaines, en juin 2004 et avril 2005, sur la ville sunnite de Fallouja, alors bastion des djihadistes irakiens et étrangers liés à Al-Qaïda. Il y gagne la réputation d'un homme à poigne, ce qui lui vaut le surnom de « petit Saddam ».

Aussi peu charismatique que son rival chiite religieux Nouri Al-Maliki, M. Allaoui, qui met rarement les pieds à la mosquée, fut longtemps perçu comme une « marionnette » des Américains. Il s'est ensuite forgé une image de nationaliste sévère peu porté au compromis. Son Bloc irakien, qui arrive en tête des élections, compte une soixantaine de partis et personnalités, majoritairement arabes, nationalistes et sunnites. ■

P. C.

Le Monde

31 mars 2010

Berlin et Ankara s'opposent sur l'Iran

M^{me} Merkel souhaite que la Turquie se joigne au durcissement des sanctions contre Téhéran

Istanbul

Correspondance

L'Iran est venu s'ajouter à la longue liste de sujets de désaccords entre la chancelière allemande Angela Merkel et son hôte turc, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, lundi 29 mars, à Ankara.

Au cours de sa visite en Turquie, M^{me} Merkel a renouvelé son opposition à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, préférant l'option d'un partenariat privilégié. Mais elle a également réaffirmé son souhait d'un durcissement

des sanctions internationales contre l'Iran, accusé de développer des ambitions nucléaires. « Si Téhéran échoue à prendre une mesure claire, nous déciderons de sanctions. L'Allemagne serait très heureuse si la Turquie votait avec les Etats-Unis et l'Union européenne sur la question de l'Iran en avril », a-t-elle déclaré au cours de sa conférence de presse avec M. Erdogan.

La chancelière faisait allusion au sommet international sur la sécurité nucléaire, qui se tiendra le mois prochain dans la capitale américaine. Avancée par Washing-

ton et soutenue par Londres, Paris et Berlin, l'idée d'un renforcement des sanctions contre l'Iran n'est pas accueillie très favorablement par la Russie et la Chine. La Turquie, membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, se montre, elle aussi, réticente. Une proposition de nouvelle résolution a été déposée à l'ONU le 3 mars par les Etats-Unis.

« Un pays ami » pour Ankara

La position turque est « très différente », a répondu M. Erdogan. Imposer des sanctions n'est pas un moyen sain de trouver une issue. La meilleure solution est la diplomatie. La Turquie s'oppose à un isolement de l'Iran, son voisin oriental, avec lequel elle a rétabli d'importants liens stratégiques. Les deux pays ont développé ces derniers mois leur coopération économique et surtout énergétique. L'Iran est le deuxième partenaire énergétique de la Turquie, derrière la Russie, a précisé M. Erdogan.

Ankara étudie aussi la possibilité de conclure un investissement de 4 milliards d'euros dans l'exploitation du gaz naturel iranien. Et les échanges de politesse ont été nombreux entre les dirigeants des deux pays. Le chef du gouvernement turc a récemment qualifié l'Iran de « pays ami ».

Selon Suat Kiniklioglu, député de l'AKP (Parti de la justice et du développement), les diplomates turcs s'agitent en coulisse pour tenter d'infléchir la position iranienne et de parvenir à un accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

M. Erdogan a voulu minimiser la portée de nouvelles sanctions contre le manque de transparence du programme nucléaire iranien, estimant qu'elles avaient été inefficaces jusqu'à aujourd'hui. « D'autres pays possèdent déjà l'arme nucléaire mais ne font pas l'objet de sanctions », a-t-il expliqué, faisant allusion à Israël. ■

Guillaume Perrier



DU 25 AU 31 MARS 2010

MINORITÉ Le sang kurde a coulé

Réunis le 21 mars sur une place publique, à Raqqa (nord-est de la Syrie), pour célébrer Newroz (le nouvel an persan), des membres de la minorité kurde ont vite vu leur fête se transformer en massacre. Les autorités syriennes ne pouvaient pas tolérer la présence de drapeaux kurdes, d'affiches de martyrs, ni laisser cette minorité chanter dans sa propre langue.

Quinze minutes après le début des festivités, des membres du parti Baas et des forces de sécurité sont arrivés et ont remplacé les emblèmes kurdes par des drapeaux syriens et des photos du président El-Assad. Les forces de sécurité ont tiré sur la foule, tuant trois jeunes Kurdes, dont une fillette de 15 ans, et en blessant quarante et un autres. Les familles qui se sont ren-

dues dans les hôpitaux à la recherche de leurs blessés ont été arrêtées à leur tour, écrit *Kurdish Aspect*. Le site d'information arabe *Shaffaf* rappelle les discriminations vécues par cette minorité en Syrie : 300 000 Kurdes y vivent sans carte d'identité, et l'apprentissage de la langue kurde reste interdit.

La Croix LUNDI 29 MARS 2010

Les juges protestent contre la réforme de la Constitution en Turquie

Le gouvernement turc présente demain une réforme constitutionnelle qui limite l'influence des hautes cours de justice. Le bras de fer avec la justice est relancé

ISTANBUL
De notre correspondante

Le gouvernement turc consulte à tout-va. Partis d'opposition, organisations économiques, syndicats, journalistes locaux et étrangers..., le parti au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement) tente de faire comprendre l'enjeu du paquet de réformes constitutionnelles qui sera présenté demain au Parlement. Il prévoit de modifier 23 articles de la Constitution actuelle, héritée du coup d'État militaire de 1980.

« Nous essayons de faire les choses les plus urgentes sans quoi nous

ne pourrions pas poursuivre notre processus européen », confie le ministre de la justice, Sadullah Ergin. « Si seulement nous avions pu écrire une nouvelle Constitution ! », regrette-il. En 2007, l'AKP avait essayé de remplacer l'actuel texte par une Constitution « civile » mais la tentative a été tuée dans l'œuf par l'ouverture d'un procès en dissolution à son encontre. Parmi les réformes proposées, se trouvent le droit de grève pour les fonctionnaires, l'accès à des mesures de discrimination positive, la création d'un médiateur de la

république, le durcissement de la législation sur la dissolution des partis politiques, la possibilité pour la justice civile de poursuivre des militaires pour « crimes contre la sécurité de l'État » et de juger les auteurs du coup d'État de 1980.

Mais le gouvernement peine à convaincre, en raison de ce qu'Éric Sales, juriste à l'université Galatasaray, nomme le « paquet dans le paquet », à savoir la réforme du Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK), instance

chargée notamment de la nomination des magistrats. Aujourd'hui composé de 7 membres, ce conseil pourrait se voir élargir à 21 membres, dont 4 nommés directement par le président de la République. Le gouvernement justifie cette réforme au nom des exigences européennes, d'une recherche d'une plus grande indépendance des juges et d'une plus grande représentativité du monde judiciaire. « Le conseil (HSYK) a souvent dépassé ses fonctions, créé de nouvelles règles et contrôlé le gouvernement en dehors de ses prérogatives, estime Sadullah Ergin. Le gouvernement ne cherche pas à assiéger le pouvoir judiciaire mais à établir une véritable séparation des pouvoirs. »

Du côté de l'opposition, on tempête. Aux yeux de Deniz Baykal, chef du CHP (Parti républicain du peuple), l'AKP veut « prendre le contrôle de la justice ». Pour le président de la Cour de cassation, la réforme envisagée est « anticonstitutionnelle ».

Éric Sales confirme une partie de ces craintes. Selon lui, l'élargissement du conseil est une manière de « diminuer l'influence des deux

juridictions suprêmes, Cour de cassation et Conseil d'État, qui étaient à l'origine les seules à pouvoir désigner les membres de ce conseil ». Or ces deux juridictions se sont opposées à plusieurs reprises à l'AKP, notamment au sujet du foulard islamique. Pour ce constitutionnaliste, l'indépendance de la justice serait, de fait, mise à mal par l'influence croissante qu'aurait le chef d'État sur ce conseil. « L'AKP veut sortir les juges du carcan militaro-laïque actuel, mais pour les placer sous une tutelle politique, en oubliant l'étape intermédiaire. »

Confronté à la nécessité d'atteindre une majorité qualifiée, l'AKP a besoin de trouver 30 voix en dehors de ses rangs au Parlement pour faire passer son texte. Le parti pro-kurde BDP (Parti pour la paix et la démocratie) conditionne son soutien à l'ajout de certaines réformes dont l'abaissement du seuil électoral de 10 %, une demande déjà rejetée. Le texte, dont le processus parlementaire commence demain, pourrait en ultime recours être soumis par le gouvernement au peuple par référendum, d'ici l'été.

DELPHINE NERBOLIER

Kirkuk: Arabs, Baathists, Insurgents and Turkmens United Against the Kurds

By SAM DAGHER

KIRKUK, Iraq — “Amazing” and “surprising” were some of the words exchanged Saturday by many jubilant Arab and Turkmen residents of this hotly disputed northern Iraqi city.

It was a sentiment echoed by members of Saddam Hussein’s outlawed Baath Party operating clandestinely in the city.

All celebrated the stronger than expected showing in the national elections by the Iraqiya slate headed by former prime minister Ayad Allawi. Mr. Allawi’s slate swept 6 of the 12 seats that were up for grabs in Tamim, a province that includes Kirkuk, according to results announced by Iraq’s electoral commission on Friday.

A coalition of the two ruling Kurdish parties, which is determined to annex the oil-rich province to the semiautonomous Kurdistan region, took the remainder of

the seats.

Sunni Arabs, including Baathists and former insurgents who boycotted the previous elections in 2005, came out this time to vote for Mr. Allawi’s slate.

They were joined by Sunni Turkmens and more significantly Shiite Turkmens, who voted according to sectarian considerations last time.

Most saw in Mr. Allawi the appeal of a nonsectarian leader who could perhaps achieve a so-far elusive reconciliation with the brutal and bloody past. Many Sunni Arabs in Kirkuk have yet to come to terms with Iraq’s new realities.

“We are counting on Ayad Allawi and other patriots to alleviate the harm that befell our party,” said a Sunni Arab man from Kirkuk who identified himself as an active member of the Baath Party, but wished to remain anonymous for his own safety.

One other crucial factor that played to Mr. Allawi’s advantage in places like Kirkuk was the perception that he and other staunch nationalists on his slate would dial back the influence of Kurds and make sure Kirkuk and other disputed areas remained under the control of the central government. The slate received almost 40 percent of the vote, according to the results announced Friday.

Arabs and Turkmens accuse Kurds of having significantly altered Kirkuk’s demography since 2003 by moving tens of thousands of Kurds into the area, controlling entire neighborhoods and the local government. Kurds insist they are only reversing the impact of Mr. Hussein’s “Arabization” drive in past decades.

The Kurdish coalition, which was confident that it had received more than 50 percent of the votes and secured at



least seven to eight of the seats in Kirkuk, ended up with 5,000 fewer votes than Mr. Allawi’s slate. One of the parties in the coalition, the Patriotic Union of Kurdistan, blamed this on “clear deficiencies in the voting process” in Kirkuk and other disputed territories, and said it would retain the right to contest the results.

But a senior Kurdish leader acknowledged that the coalition was harmed in Kirkuk by the loss of Kurdish votes to the new movement known as Gorran, or “change,” and to Kurdish Islamist parties and others.

“If we were together we would have gotten at least one more seat in Kirkuk,” said Fuad Hussein, chief of staff of the president of the Kurdistan region – Massoud Barzani.

For reaction in Baghdad see Tim Arango’s tour of the capital’s varied neighborhoods: ‘Celebrations and Protests’. In the rest of the country, our Iraqi correspondents have sampled opinions from around the regions.

Rudaw.Net 27 March 2010

Kurds win 57 seats in Iraq election

Rudaw - In total the Kurds got 57 seats, while the former PM Allawi won the most seats. Allawi managed to get 91 seats, two more than the 89 seats the current PM Maliki.

The Kurdistan Alliance led by PUK and KDP got 43. The Kurdish Change list (Gorran) got 8, the Kurdistan Islamic Union (KIU) got 4 seats and the Islamic Group of Kurdistan (Komal) 2.

In Suleymaniya the Kurdistan Alliance got 8 seats of the 17 seats, while the Change list managed to get 6 seats. The IUK got 2 seats and the Islamic Group of Kurdistan 1.



In Erbil (Hawler), the Kurdistan Alliance got 10 seats of the 14 seats. The Change list got two seats, and the IUK and Komal both got one seat.

In Duhok the Kurdistan Alliance got 9 of the 10 seats. All the seats were obtained by the Kurdistan Democratic Party (KDP). The last seat went to the IUK.

In Mosul, the Kurds came second with 8 of the 31 seats. Allawi’s Iraqiya list managed to get 20 of the 31 seats in Mosul. Other Kurdish parties didn’t get any seats.

In Diyala, the Kurdistan Alliance got 1 seat of the 13 seats.

In Kirkuk, Allawi managed to get 3000 seats more than the Kurdistan Alliance. In total the KA got 6 seats, while Allawi’s list got 6 seats. The votes of Change, IUK and Komal didn’t account to

one seat. In total, the Kurds still got the majority of the votes.

With 95 percent of votes now counted, neither the State of Law coalition nor the Iraqiya Alliance finds itself able to form a government without allying with other groups, reports Niqash.org. But the Kurds have bitter experiences both with the current PM Maliki and Allawi.

They accuse both of not implementing article 140 of the Iraqi constitution, which provides for eliminating the demographic changes caused by former Iraqi leader Saddam Hussein's "Arabization" drive in the oil-rich province. The Kurdistan Alliance also wants a census -- and ultimately a referendum -- to determine the administrative status of Kirkuk. The

Kurds also have enmity with the Sunni Arabic nationalist Al-Hadba list of Mosul, lead by Atheel Al-Nujaifi, governor of Mosul.

© Rudaw

KURDISH GLOBE March 27, 2010

Allawi and al-Maliki seek alliance with Kurds

By The Kurdish Globe

Past experiences with government alliances leave Kurds cautious

Kurdish leaders believe they will be kingmakers in the new government, and that they will ally themselves with the party with the most faith in Article 140 of the Iraqi Constitution and that will best make them a real partner in the new administration.

With 95 percent of votes now counted, neither the State of Law coalition nor the Iraqiya Alliance finds itself able to form a government without allying with other groups.

"Any Iraqi government without Kurds will be a government only for a part of Iraq, not all of Iraq," says Fuad Hussein, chief of staff of Kurdistan Region's President Massoud Barzani.

"Kurds are a very important part of Iraq. We are the second nation here. We have our own region in a very important geographic location," he added.

Hussein believes it is better the next government coalition be formed by three groups to represent all of Iraq. Arab leaders from the main political entities have started visiting Kurdistan to discuss with local politicians, as well as U.S. and UN representatives, the formation of the next government.

In just 10 days, Iyad Allawi, head of the Iraqiya Alliance, twice visited the Kurdistan Region and met President Barzani and Iraqi President Jalal Talabani--also a Kurd.

Kurdish officials described the meetings as "consultative."

They say no decision has been made yet over which side to ally with in the formation of the new government.

"Kurds have two conditions for its post-election coalition partner. First, the partner should have faith in Article 140 of the Constitution relating to the disputed areas; second, Kurds should be the main partner in the next government."

Since 2003, Kurds have had bitter experiences with government partners, especially the two men vying for the job of Prime Minister, Maliki and Allawi.

During Allawi's rule as Prime Minister from 2004-05, Kurds accused him of making no effort to implement Article 140. Since 2005, Osama Nujaifi, a prominent member of Allawi's coalition, has made numerous statements attacking Kurds and their right to control disputed areas.

Kurds also have enmity with Osama's brother, Atheel, the governor of Ninewa province. In January 2010, after Nujaifi tried to visit areas of the province that boycott his administration, fighting nearly broke out between Kurdish Peshmerga and Nujaifi's al-Hadba militia.

Allawi's coalition depends heavily on Sunni Arab support, meaning it is unlikely he will be able to find a compromise with the Kurds over his future handling of the disputed province of Kirkuk or Kurdistan's interest in Ninewa and Diyala.

Tensions between the Kurds and Maliki, however, have also run high in the recent past. In an open letter to al-Maliki written in December 2008, the KRG accused him of funding Arab



Kurdistan Region President Massoud Barzani, leader of the Al-Iraqiya List Iyad Allawi, and former KRG Prime Minister Nechirvan Barzani are shown in a meeting in Erbil (file photo). PRESS PHOTO

tribal councils opposed to Kurdish autonomy, as well as Kurdish groups who once collaborated with Saddam's regime.

Kurds believe al-Maliki has failed to fulfill his promises of action on matters most important to the Kurds, such as resolving the dispute over ownership of Kirkuk province and the funding of Kurdish forces known as the Peshmerga.

Until now, Kurds remained al-Maliki's strongest ally in government. But he never allowed Kurds to have any role in decision-making, which the KRG describes as a violation of the country's Constitution. They are also angry over al-Maliki's labeling of KRG's oil contracts as illegal, and preventing the regional government from exporting oil.

Al-Maliki and the Kurds are also at odds over the Constitution. He believes centralization is the key to solving Iraq's problems. Iraq's history, though, proves that centraliza-

tion is dangerous. It resulted in the control of the country resting with a select group and eventually by a single party and single individual in the shape of the Baath Party and Saddam Hussein.

"Before forming any alliance, we will demand guarantees and an agreement must be signed," said Fazil Mirani, the head of the KDP's politburo.

Another KDP member who chose to remain anonymous because he is not authorized to speak to the media, went further in his description of the choice facing the Kurds.

"We are between two fires; we have to choose between bad and worse," he said. "Al-Maliki is bad, and Allawi is worse. We are more close to al-Maliki than Allawi because inside Allawi's alliance, there are some chauvinists who are completely against Kurdish rights."

Mahmud Osman: Coalition with Allawi's list difficult

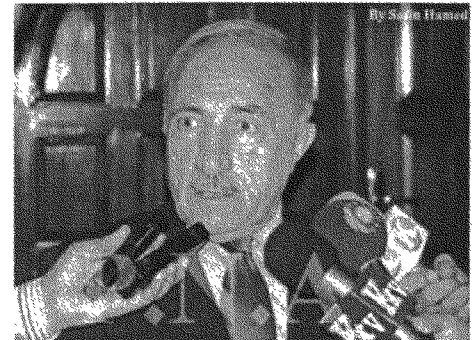
Baghdad - The leader of the Kurdistan Alliance in the Iraqi parliament Mahmoud Othman said that's difficult for the Kurds to ally with the Iraqiya list of former PM Allawi.

"There are difficulties in the Kurdistan Alliance with the Iraqiya list [of Allawi] in the next government." Othman added on Sunday that there "are problems between the Kurds and some leaders in the Iraqiya list, which make it difficult for a rappro-

chement between the two blocs."

He predicted that the next government would be formed with the Iraqi National Alliance, State of Law Alliance of PM Maliki and the Kurdistan Alliance. Osman said this is more successful, while stressing the importance of representing all groups in the Iraqi government.

Iraqi Prime Minister Nouri Al-Maliki said Sunday he has the right to establish coalition with other parties to form what he called a government of "national partner-



ship." This coalition, he said in an interview with Somariya Satellite Station, consisted of the State of Law Alliance, the Iraqi National Alliance, the Kurdistan Alliance and the National Concorde Front.

© Rudaw



Iraq boosts energy links with Turkey

BAGHDAD, March 31, 2010

United Press International

BAGHDAD AND ANKARA reinforced energy links with a new agreement that will keep Iraqi oil pumping from the northern Kirkuk oil fields to Turkey's Ceyhan terminal on the Mediterranean.

Meantime, Turkey's state-owned Turkish Petroleum Corp. is negotiating to drill in the rich Rumaila oil field in southern Iraq as part of Baghdad's drive to upgrade and expand its long-neglected oil industry.

The Turkish concern reportedly is prepared to drill 45 wells in Rumaila's southern sector that could triple the field's output to 2.8 million barrels per day. A deal could be signed by the fall.

All this enhances Turkey's strategic ambition of becoming the key energy hub for Middle Eastern and Central Asian oil and gas moving westward to an energy-hungry Europe.

Negotiations for renewing the Kirkuk-Ceyhan pipeline agreement, which expires at the end of March, began in 2009 and were sealed this month by Iraqi Deputy Oil Minister Ahmad al-Shamma and Turkish Energy Minister Taner Yildiz.

The 625-mile pipeline, with two trunks, has a combined capacity of 1.6 million barrels a day. But it has been operating at around one-third of that because of disruption to Iraq's oil output following the U.S. invasion of March 2003.

Iraq plans to boost its output of around 2.3 million barrels a day to 10 million-12 million within six years as its fields are upgraded by foreign oil companies under 20-year production licenses awarded in 2009.

Kirkuk accounts for about one-third of Iraq's output. The oil ministry says Kirkuk exported 12.7 million barrels via Ceyhan in February, compared to 45.2 million from the southern fields that are shipped via the Gulf.

"Expansion of the Kirkuk-Ceyhan oil pipeline fits in with recently announced Turkish strategic plans to turn Ceyhan into a fully integrated oil hub over the next five years," Asia Times Online, which monitors regional energy affairs, said.

Turkey is already the western terminal for the Baku-Tbilisi-Ceyhan oil pipeline from Azerbaijan's Caspian Basin via Georgia.



Earlier this year, Iraq was moving toward exporting between 5 billion and 10 billion cubic meters of natural gas a year to Turkey, gas that would be funneled into the Nabucco pipeline project.

That is intended to carry natural gas 2,000 miles from the Caspian Sea basin through Turkey to Austria to feed Europe and break Russia's stranglehold of its gas supplies.

Turkey is reported to have signed up Iraq's semi-autonomous Kurdish enclave to provide 8 billion cubic meters a year of gas for transit.

But this, and Baghdad's commitment to boost the Kirkuk-Ceyhan throughput, may prove to be something of a gamble.

Iraq's Kurds want to establish a separate state in their enclave in the northeast bordering Turkey and Iran. There is a major dispute over the future of the Kirkuk fields.

The Kurds, who want them to be the economic backbone of their state, insist that Kirkuk is historically part of the Kurdish provinces that existed under the Ottoman Empire until its demise after World War I.

Baghdad doesn't want to relinquish the energy-rich region that from the 1970s was heavily colonized by Arabs as part of Saddam Hussein's campaign to crush rebellious Kurds.

With Iraq in ferment following a dead-heat parliamentary election and the prospect of wide-scale sectarian violence erupting once again, the country's stability appears to be in doubt -- and with it all commitments regarding oil and gas supplies.

Still, in January, EU Energy Commissioner Andris Piebalgs signed a memorandum for a strategic energy partnership with Iraqi Oil Minister Hussein al-Shahristani in Baghdad.

EU energy experts believe that Iraq could provide between 5 billion and 10 billion cubic meters per year, including the gas from Kurdistan.

In July 2009, Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki announced in Ankara to prospective Nabucco users that his country could provide up to 15 billion cubic meters a year by 2015. That's half the pipeline's planned capacity.

That commitment too could be in danger if Maliki fails to cobble together a coalition to trump his main rival, former premier Iyad Allawi.

AP Associated Press

Iraq's new parliament seat distribution

BAGHDAD — March 29, 2010 - (AP)

A LOOK at the distribution of seats in Iraq's parliament from each province, after full vote returns from the March 7 parliamentary elections. In the 325-seat parliament, there are 310 general seats, 8 seats for Christians and other minorities and 7 compensatory seats.



Anbar province (14 seats):

Ayad Allawi's Iiraqiya 11 seats
Iiraqi (Sunni) Accordance2 seats
Iiraqi Unity Alliance, Sunni party.....1 seat

Babil province (16 seats)

Iiraqi National Alliance, INA5 seats
Iiraqiya3 seats
Nouri al-Maliki's State of Law.....8 seats

Baghdad province (68 seats + 2 seats, Christian, Sabean)

Iiraqiya.....24 seats
State of Law.....26 seats
INA.....17 seats
Iiraqi Accordance1 seat

Basra province (24 seats)

State of Law14 seats
Iiraqiya.....3 seats
Iiraqi National Alliance.....7 seats

Duhok province (10 seats + 1 Christian seat)

Kurdish Alliance9 seats
Kurdistan Islamic Party.....1 seat

Dhi Qar province (18 seats)

Iiraqiya.....1 seat
State of Law.....8 seats
INA.....9 seats

Diyala province (13 seats)

Iiraqiya.....8 seats
State of Law1 seat
INA3 seats
Kurdish Alliance.....1 seat

Erbil province (14 seats + 1 Christian seat)

Kurdish Alliance.....10 seats
Gorran.....2 seats
Kurdish Islamic.....1 seat
Kurdistan Islamic Party.....1 seat

Karbala (10 seats)

Iiraqiya.....1 seat
State of Law.....6 seats
INA.....3 seats

Muthanna province (7 seats)

State of Law.....4 seats
INA.....3 seats

Maysan province (10 seats)

State of Law.....4 seats
INA.....6 seats

Najaf province (12 seats)

State of Law.....7 seats
INA5 seats

Ninevah province (31 seats + 3 seats for Christian, Yazidi and Shabak minorities)

Iiraqiya.....20 seats
INA.....1 seat
Iiraqi Accordance.....1 seat
Kurdish Alliance.....8 seats
Iiraqi Unity Alliance.....1 seat

Qadisiyah (11 seats)

Iiraqiya.....2 seats
State of Law.....4 seats
INA.....5 seats

Salahuddin province (12 seats)

Iiraqiya8 seats

Iiraqi Accordance2 seats
Iiraqi Unity Alliance.....2 seats

Sulaimaniyah (17 seats)

Kurdish Alliance.....8 seats
Gorran6 seats
Kurdish Islamic.....2 seats
Kurdistan Islamic Party.....1 seat

Tamim province (12 seats + 1 Christian)

Iiraqiya6 seats
Kurdish Alliance.....6 seats

Wasit province (11 seats)

Iiraqiya2 seats
State of Law.....5 seats
INA.....4 seats

Compensatory (7 seats):

INA.....2 seats
Iiraqiya2 seats
State of Law.....2 seats
Kurdish Alliance.....1 seat

TOTALS:

Iiraqiya91 seats
State of Law.....89 seats
INA70 seats
Kurdish Alliance.....43 seats
Gorran.....8 seats
Iiraqi Accordance6 seats
Iiraqi Unity Alliance.....4 seats
Kurdistan Islamic Party3 seats
Kurdish Islamic.....3 seats



Kurdish groups divided over Turkish reform

ANKARA, Turkey, March 29, 2010 -United Press International,

- Officials with the pro-Kurdish Peace and Democracy Party withdrew support for constitutional reforms in Turkey following complaints from a militant leader.

The ruling Justice and Development Party, or AKP, is proposing a series of constitutional amendments that relaxes restrictions on certain political parties.

Leaders with the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, last week said they attached great significance to the move.

Ankara in 2009 pushed for a series of reforms that would ease some of the concerns of the embattled Kurdish minority in the country. A decision to ban some pro-Kurdish groups from politics in December, however, sparked controversy and unrest in the country.

The BDP, however, withdrew its support for reforms following a weekend statement from Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the militant Kurdistan Workers' Party, or PKK. Ocalan said the reforms were riddled with inconsistencies and favored the AKP, Turkey's English-language daily newspaper Today's Zaman reports.

But the smaller Rights and Freedom Party, another pro-Kurdish group, said any reform of the Turkish Constitution was a welcome gesture.

"Such a reform can make it easier to make changes in the future," said party leader Bayram Bozyel. "This is why we support it."